

**CAHIERS
DES AMÉRIQUES
LATINES** 69

2012 / 1

SOMMAIRE



CHRONIQUE

- **Histoires du nouveau cinéma argentin.**
De *Historias breves* (1995) à *Historias extraordinarias* (2008) 9
par Nicolas Azalbert

DOSSIERS

LE CLIENTÉLISME EN SITUATION : ÉCHANGES POLITIQUES, POLITISATION ET CONFLITS MORAUX

- **Introduction** 17
par Hélène Combes et Gabriel Vommaro

- **De l'association de quartier au réseau de soutien partisan.**
Éléments pour une analyse localisée des relations clientélares
au Costa Rica 37
par Camille Floderer

- **La démocratie participative entre subordination**
et autonomisation politique. Les Conseils communaux
à Maracaibo (Venezuela) 57
par Mathieu Uhel

- **De las rutas a las urnas. Intercambios**
y lealtades en el movimiento campesino paraguayo 81
par Carlos M. Macías

- **L'usage du quartier dans les politiques**
de « participation citoyenne ». 103
par Charlotte Pujol

- **Implantation locale et relations clientélares.**
Le cas du Parti des travailleurs à Brasilia 123
par Daniella Rocha

IMAGES ET IMAGINAIRES DU CLIENTÉLISME. UN REGARD CROISÉ ENTRE ARGENTINE ET MEXIQUE

- **Représentations de « l'achat de vote » au Mexique** 143
par Hélène Combes

« Le clientélisme de papier » : autour des usages du concept comme étiquette du sens commun	155
par Gabriel Vommaro	

INFORMATION SCIENTIFIQUE

• Lectures	163
------------	------------

AUTEURS	189
----------------	------------

CHRONIQUE

Nicolas Azalbert*

Histoires du nouveau cinéma argentin. De *Historias breves* (1995) à *Historias extraordinarias* (2008)

L'émergence de ce que l'on a appelé « le nouveau cinéma argentin », au début des années 2000, a suscité un vif intérêt de la part du monde entier, doublé d'un étonnement tout aussi grand. Comment, en effet, autant de jeunes apprentis cinéastes pouvaient-ils, à l'intérieur d'un pays touché par la crise économique, réaliser autant de premiers films qui ont été consacrés sur la scène internationale avec des budgets aussi dérisoires ? On se souvient encore aujourd'hui de l'impact causé par la projection de *Mundo grua* de Pablo Trapero au Festival de Venise (2000), par celle de *La libertad* de Lisandro Alonso au Festival de Cannes (2001), celle de *La ciénaga* de Lucrecia Martel au Festival de Berlin (2001), celle d'*Extraño* de Santiago Loza au Festival de Rotterdam (2003) ou encore par celle de *El custodio* de Rodrigo Moreno au Festival de Berlin (2006). Quels sont les paramètres qui ont permis l'éclosion de ce nouveau cinéma ? Quelles en ont été les premières manifestations ? Et quelles en ont été les dernières, puisqu'aujourd'hui, on peut s'accorder à dire que l'apogée de ce cinéma est derrière lui et que ces dernières années ont témoigné de son extinction ?

* Critique aux *Cahiers du cinéma* et correspondant en Amérique du Sud pour la semaine de la critique du Festival de Cannes.

On peut dater l'apparition du nouveau cinéma argentin en 1995, date de la sortie du film *Historias breves* (*Histoires courtes*), film composé de courts métrages réalisés par des étudiants en cinéma qui avaient remporté un concours organisé par l'INCAA (équivalent du CNC français). L'engouement que le film a suscité à l'époque en Argentine, tant de la part de la critique que de celle du public, provenait d'une rupture avec le cinéma d'alors qui était un cinéma coupé des réalités, à l'esthétique publicitaire, réalisé avec des acteurs de la télévision et produit avec de gros budgets. Le retour au réalisme, la présence d'acteurs non professionnels, l'urgence dans laquelle il fut réalisé et l'économie de moyens avec laquelle il fut produit ont fait de *Historias breves* le film annonçant qu'un nouveau cinéma était possible. On trouve au générique de ce film des débutants dont certains n'ont pas tardé à faire leurs preuves comme Lucrecia Martel (*La ciénaga*, *La niña santa*, *La mujer sin cabeza*) et Adrián Caetano (*Pizza, birra, faso* ; *Bolivia* ; *Un oso rojo* ; *Crónica de una fuga*).

La rupture qu'amorce *Historias breves* a été possible grâce à trois paramètres sur lesquels il faut s'attarder. La création de la FUC (Fondation université du cinéma), comme nombre d'écoles de cinéma qui ont vu le jour au début des années 1990, joue un rôle fondamental dans la formation non seulement de jeunes cinéastes mais aussi de techniciens et de producteurs. L'enseignement de la théorie et de l'histoire du cinéma, ainsi que des exercices pratiques (la réalisation de courts-métrages), a produit un nouveau profil de cinéastes par rapport à la génération précédente issue de la télévision ou de la publicité. De plus, le rôle de la FUC ne s'est pas seulement limité à l'enseignement puisqu'elle a aussi été le producteur de trois films de ses étudiants (*Moebius* de Gustavo Mosquera en 1996, *Mala época* de Rodrigo Moreno, Mariano De Rosa, Nicolás Saad, Salvador Roselli en 1998 et *Sólo por hoy* d'Ariel Rotter, en 2001) et qu'elle en a matériellement aidé bien d'autres en mettant à disposition ses équipements (tant pour le tournage que pour la post-production).

Les premiers films tournés par ces étudiants devaient encore trouver des lieux de projection pour exister pleinement. Ils l'ont trouvé avec l'existence du Festival indépendant de Buenos Aires (le Bafiri) qui, en treize ans, est devenu l'un des plus réputés de la planète par les découvertes que l'on y fait. L'affluence du public local et l'exposition internationale qu'il a entraînée ont donné à ces premières réalisations indépendantes une visibilité que la profession (et en premier lieu les syndicats d'acteurs et de techniciens) ne voulait surtout pas leur offrir car elle considérait que ces films tournés sans acteurs professionnels et avec des techniciens non payés représentaient un danger pour elle. Ces craintes n'étaient en fait pas justifiées, puisque ces jeunes cinéastes, loin de vouloir proposer une alternative au système de production, ne cherchaient qu'à y rentrer, à de très rares exceptions comme Raúl Perrone et Mariano Llinas. Toujours est-il que les débuts furent faits de bouts de ficelles, ou plutôt de bouts de pellicules. Adrián



Caetano filma *Bolivia* (2003) avec des bobines récupérées sur un autre tournage. *Tan de repente* (2002) de Diego Lerman est une excroissance d'un court-métrage tourné lorsqu'il était étudiant. Les tournages avaient souvent lieu le week-end entre amis et les productions pouvaient s'éterniser comme celle de *Silvia Prieto* (1999), qui dura presque cinq ans. Mais, comme le dit très bien son réalisateur, Martin Rejtman, qui fait figure de précurseur du phénomène (puisqu'on ne peut pas parler de mouvement) : « Lorsque les films se font par nécessité, il en ressort toujours quelque chose de neuf. »

Si ces premières réalisations ont pu voir le jour et être montrées, encore fallait-il qu'elles reçoivent un bon accueil pour que ce type de cinéma et les réalisateurs perdurent. Or ces derniers ont pu compter sur l'apparition, au début des années 1990, de nouvelles revues consacrées au cinéma, à commencer par celle qui est devenue la plus importante et dont on peut dire qu'elle a constitué l'équivalent argentin des *Cahiers du cinéma* : *El amante*. À la sortie de *Historias breves*, qui correspondait aussi à la sortie de *No te mueras sin decirme a donde vas* de Eliseo Subiela, la revue juxtaposait sur sa couverture une photo des deux films en titrant sur celle du film de Subiela « lo malo » et sur celle du film collectif « lo nuevo », associant le mauvais cinéma à l'ancien et le bon au nouveau, rappelant de la sorte le rejet de la vieille génération tel que l'avaient pratiqué les *Cahiers du cinéma* à l'encontre de la qualité française. La revue défend davantage ce nouveau cinéma par le rejet des caractéristiques du cinéma antérieur que par l'existence d'une esthétique qui lui serait propre ou d'un mouvement qui serait homogène. Il en va ainsi de ce renouveau générationnel et du cinéma de Martin Rejtman tel qu'il le définissait lui-même en 1996 : « J'ai essayé de montrer des choses qui ne se voyaient pas dans le cinéma argentin. Là où tout était trop explicite, j'ai choisi de ne pas être trop discursif ; là où l'on y parlait beaucoup, j'ai opté pour parler moins ; si l'on voyait qu'il n'y avait pas de système narratif, qu'on filmait chaque scène comme elle venait, j'ai tenté d'être rigoureux et de raconter une histoire d'une manière particulière. » Certains cinéastes, comme Juan Villegas (*Sabado, Los suicidas*), ont commencé par écrire dans les colonnes de *El amante*, cette revue prestigieuse fondée par Eduardo « Quintin » Antin qui, par ailleurs, a été le directeur du Bafici de 2001 à 2004. On voit bien les intrications qui ont permis au nouveau cinéma argentin de se consolider en dépit de nombreux détracteurs dont fait notamment partie Adolfo Aristarain, cinéaste de la vieille garde, qui n'hésitait pas récemment à proclamer, non sans un certain populisme : « Terminons-en avec un cinéma d'amateurs qui tourne le dos au public et qui arnaque les travailleurs. »

S'il s'agit en effet d'un cinéma d'auteurs qui ne convoque pas les foules, le nouveau cinéma argentin marque pourtant un retour au réalisme et à une représentativité du territoire longtemps ignoré. Avant tout parce que les jeunes cinéastes parlent de ce qu'ils connaissent et veulent filmer ce qu'ils n'avaient pas l'occasion de voir dans le cinéma de la génération précédente. Ezequiel Acuña

filme les émois adolescents de la classe moyenne porténienne (*Nadar solo, Como un avión estrellado*), Lucrecia Martel l'affaissement de la bourgeoisie provinciale (*La ciénaga, La niña santa, La mujer sin cabeza*), Adrián Caetano la marginalité des faubourgs (*Pizza, birra, faso ; Un oso rojo*), Martin Rejtman la réification des individus sous l'ère Menem (*Rapado, Silvia Prieto*), Lisandro Alonso les vastes paysages désolés de la Pampa (*La libertad, Los muertos*) ou de la Patagonie (*Liverpool*). De même qu'il a dessiné une nouvelle cartographie de l'Argentine, le nouveau cinéma s'est libéré des dialogues ampoulés et poussiéreux de la génération précédente pour faire entendre une nouvelle langue, de nouvelles expressions et de nouveaux accents. Le langage employé par les personnages *callejeros* de *Pizza, birra, faso* (1998) de Adrián Caetano et Bruno Stagnaro a sonné, aux oreilles de nombreux Argentins comme une langue étrangère mais a permis à une classe entière de la société d'être représentée. On retrouve, de surcroît, dans nombre de ces films, la figure de marginaux ou de jeunes déçus appartenant à la classe moyenne. En cela, le nouveau cinéma argentin a rendu compte de la crise sociale et culturelle que le pays a traversée dans les années 1990.

Si, au début, le cinéma indépendant s'est vu obligé de chercher des formes non traditionnelles de financement, le succès qu'il a rencontré au fur et à mesure dans les festivals internationaux (jusqu'à devenir un effet de mode comme l'ont été avant lui le cinéma iranien et après lui le cinéma roumain) a suscité l'intérêt de l'INCAA et de certaines instances d'aides européennes (Fonds Hubert-Bals, Programme Ibermedia, Fonds Sud, *Cine en construcción*) qui ont permis des modes de production plus sûrs, mais aussi plus routiniers et plus aliénants. Il faut pointer l'effet pervers que ces organismes ont sur des cinéastes qui, dès le début de leur projet, savent qu'ils peuvent compter sur cette source de financements. Même si elle paraît indéniable, il est difficile de discerner la part d'influence, consciente ou inconsciente chez les cinéastes, que l'existence de telles instances provoque sur l'écriture de projets. Plus évidente se révèle la réaction de certains « professionnels de la profession » européenne devant la présentation de certains projets. Lorsqu'il présenta *Extraño* à la première édition de *Cine en construcción* en 2003, Santiago Loza s'est entendu dire par un producteur français que son film n'était pas « suffisamment argentin ». Qu'est-ce à dire ? Que l'aide financière n'est jamais exempte d'idéologie. Certes, dans le milieu du cinéma, on paie pour voir. Mais, à la différence du poker, on paie pour voir ce que l'on veut. Dans le cas de l'Argentine : l'obélisque, le tango, les *cartoneros*, la violence, les beaux paysages. Il n'est donc pas illogique que les cinéastes argentins, pour obtenir ces aides, acceptent de renvoyer de leur pays une image que précisément l'Europe veut voir. Au lieu de permettre des singularités culturelles et stylistiques (comme c'était le cas au début), ce système d'aides a fini par produire un néocolonialisme cinématographique d'autant plus pernicieux qu'il est validé et mis en œuvre par les cinéastes eux-mêmes. Plus édifiante encore, la décision du Festival de



Cannes de sélectionner *La libertad* (2001), de Lisandro Alonso, à condition de supprimer le dernier plan du film. Le film fut donc montré amputé de ce plan dans lequel on voit Misael, un bûcheron qu'on a suivi pendant tout le film dans son quotidien, se tourner vers la caméra et partir d'un grand éclat de rire. On imagine très bien ce qui a pu incommoder les instances du plus grand festival du monde. Si elles étaient prêtes à suivre le dur travail d'un ouvrier, elles n'étaient pas prêtes, en revanche, à accepter qu'il se permette de se moquer d'elles. L'Europe a le droit de regarder avec condescendance la misère argentine, mais un Argentin miséreux n'a pas le droit de regarder l'Europe dans les yeux. En coupant le dernier plan de *La libertad*, le Festival de Cannes a refusé au tiers-monde ce contre-champ qui est l'essence même de l'échange et de l'égalité (du moins en termes cinématographiques).

On voit bien, à partir des exemples de Santiago Loza (par rapport aux instances d'aides européennes) et de Lisandro Alonso (par rapport aux festivals), que ce qui a permis en premier lieu l'émergence du nouveau cinéma argentin est aussi ce qui a provoqué, par la suite, son essoufflement. À tel point que les films, ces dernières années, apparaissent chaque fois moins indépendants et moins personnels. Le minimalisme narratif, mis en place par Martin Rejtman et suivi au début par Santiago Loza et Lisandro Alonso, s'est vidé par la suite de sa nécessité de rupture avec le vieux cinéma argentin pour ne devenir qu'une marque de fabrique mécaniquement répétée. En récompensant l'année dernière de la Caméra d'or (meilleur premier film) *Los acacias* de Pablo Giorgelli, le Festival de Cannes n'a pas feint de découvrir ce qui n'était qu'une énième répétition du nouveau cinéma argentin (le road-movie silencieux d'un camionneur argentin qui prend en stop une Paraguayenne et son bébé, habile mélange du cinéma de Lisandro Alonso et de Carlos Sorin). Il faut voir dans la reconnaissance du film ce qu'elle est vraiment : une reconnaissance du même, une forme de déjà-vu car on ne reconnaît que ce que l'on connaît déjà. On peut donc dater la fin du nouveau cinéma argentin avec la sortie en 2008 de *Historias extraordinarias* (*Histoires extraordinaires*) de Mariano Llinas qui rompt radicalement avec ce minimalisme pour retrouver le souffle picaresque des grands récits dans une durée extraordinairement longue (245 minutes) et une production extraordinairement faible (le film n'a bénéficié que d'un maigre apport de la chaîne de télévision câblée I-Sat). Mariano Llinas manifeste ouvertement son refus des aides étatiques et milite pour une production et une distribution alternatives (le film a été distribué au Malba, Musée d'art contemporain à Buenos Aires, et y a connu un succès lui aussi extraordinaire). L'omniprésence de la voix-off, le recours aux puissances de la fabulation qu'il puise chez Borges, Gombrowicz et Conrad, le mélange des genres (la telenovela, le western, le polar, le documentaire, le roman photo, le film de guerre) font du film une réaction évidente au nouveau cinéma argentin. *Historias extraordinarias* clôt ainsi un cycle dans l'histoire du cinéma national (initié avec *Historias breves*)

pour en ouvrir un autre mais qui repose à nouveau, et cela n'a rien d'étonnant, sur une économie de moyens absolument anémique mais riche de la liberté qu'elle porte en elle.

DOSSIER

Le clientélisme en situation : échanges politiques, politisation et conflits moraux

Dossier coordonné
par Hélène Combes
et Gabriel Vommaro

À la mémoire de Marguerite Bey.

Introduction

Le clientélisme fait partie des rares concepts voyageant de l'histoire à l'anthropologie, de la sociologie à la science politique tout en gardant l'intérêt de toutes ces disciplines. Cette mobilité multidisciplinaire a un coût : la coexistence d'un grand nombre de définitions différentes, voire opposées, qui ne font pas toujours référence à un même phénomène mais à un ensemble de situations et de rapports d'échange traités de façon distincte. La polysémie du terme est aussi certainement liée à sa proximité avec l'un des piliers de la démocratie, la trinité : un homme, une voix, une opinion, au cœur de la « mythologie citoyenne » [Garrigou, 2003 ; Offerlé, 1983, 2011]. Quoi de plus condamnable alors que de faire de la participation des citoyens – du vote, de l'opinion – un bien échangeable dans des rapports particularistes, inégaux et parfois gouvernés par des sentiments liés à la parenté, à l'amitié, etc. [Graziano, 1973 ; Médard, 1976 ; Roniger, 2004 ; Scott, 1972 ; Briquet, 1997] ?

S'intéresser au concept de clientélisme amène ainsi, presque directement, aux querelles morales et normatives sur les bonnes et les mauvaises formes du politique, et notamment de la politique démocratique. Ces querelles sont historiquement et socialement situées. Elles n'ont pas toujours porté sur les mêmes questions. Elles ont connu des cycles d'intérêt et de désintérêt. Elles ont voyagé d'une discipline à l'autre, du champ universitaire au champ politique [Bourdieu, 1981]. *In fine*, elles sont liées aux transformations des débats normatifs sur la démocratie. Or, il est étonnant que cet aspect du clientélisme, le fait qu'il fonctionne à la fois comme concept explicatif et comme étiquette normative et morale, ait été négligé au moment d'étudier les rapports de clientèle dans une société donnée¹. Les dénon-

* CNRS-Ceri Sciences-Po

1. Un exemple d'une rare exception est le travail de Jean-Louis Briquet sur l'évolution du concept en Italie [Briquet, 2006].

ciations de clientélisme circulent autant dans les débats intellectuels que dans les querelles politiques, autant sur les plateaux de télévision que dans les disputes face à face des acteurs de la politique territoriale, autant dans les milieux des élites politiques et savantes que dans les quartiers populaires. Dès lors, le sociologue du politique doit toujours garder à l'esprit que ce concept est pris et repris par les acteurs de ces relations eux-mêmes, ainsi que par les observateurs et les commentateurs politiques. On ne peut pas non plus négliger le fait que ces acteurs ont aussi une définition [Bourdieu, 2001, p.182] des bonnes manières des rapports politiques en démocratie influençant depuis l'extérieur ou depuis l'intérieur les échanges politiques traités par l'enquêteur en matière de clientélisme.

Ainsi, pour étudier les rapports de clientèle, il est nécessaire, d'une part, de réviser les définitions savantes du concept dans le contexte plus vaste des préoccupations politiques et morales dominantes à propos du fonctionnement de la démocratie. Ces préoccupations sont historiquement situées et varient, en partie, en fonction des pays. Il est également nécessaire de montrer comment, loin d'être des obstacles à la compréhension du clientélisme, la circulation du concept sous la forme d'une étiquette stigmatisant des formes déviantes [Goffman, 1977] du politique fait partie des éléments à prendre en compte pour expliquer ce qui se joue dans la relation de clientèle. Prendre au sérieux ce que les acteurs des rapports politiques ainsi que les observateurs et les commentateurs politiques, disent lorsqu'ils dénoncent, justifient, cachent, etc. des rapports de clientèles, oblige également l'enquêteur en sciences sociales à utiliser des approches de terrain permettant, d'une part, de recueillir ces définitions « indigènes » du phénomène mais aussi, d'autre part, d'avoir un regard réflexif sur sa place vis-à-vis des enquêtés : comment est-il perçu ? qu'est-ce que les acteurs pensent des attentes du chercheur ? Quel est l'impact sur le discours qu'ils lui tiennent ? Car c'est à partir de ces perceptions que les interlocuteurs de terrain composent leurs façons de faire référence aux échanges politiques. Autrement dit, étant donné que le clientélisme relève de l'officieux en politique [Briquet, 1995], un choix méthodologique oubliant ces dimensions risque de cantonner le chercheur dans des prénotions. Une fois ces précautions épistémologiques énoncées reste à faire un bilan du phénomène. Où en est-on de l'étude du clientélisme ?

De l'anthropologie à la science politique

C'est au sein de l'anthropologie qu'on commence à s'intéresser à la manière dont les rapports personnels, face à face, façonnent les liens politiques. Et ceci au-delà des interactions contrôlées par les institutions formelles et gouvernées par les règles du jeu officiel. « Patronage », « compérage » et « honneur » sont les concepts clés utilisés par des chercheurs engagés avec l'entreprise de trouver,



au sein des sociétés occidentales, des pratiques associées *a priori* avec les sociétés traditionnelles.

Après la Seconde Guerre mondiale, des deux côtés de l'Atlantique, et notamment dans le monde anglo-saxon, de jeunes doctorants des programmes d'anthropologie commencent à s'intéresser à l'analyse localisée des terrains jusqu'alors peu investis par leurs prédécesseurs. L'Amérique latine pour les étasuniens, l'Asie et les désormais nommées « sociétés méditerranéennes » pour les britanniques et les étasuniens, seront dès lors des laboratoires des théories sur le fonctionnement social et politique des sociétés occidentales². Des courants déjà établis comme le fonctionnalisme, le marxisme et la théorie de la modernisation constitueront, dans ce contexte, des boussoles guidant la construction des problématiques de recherche et des interlocuteurs à critiquer et à mettre en cause en fonction des enjeux conceptuels concernant les terrains abordés.

Les études sur le clientélisme trouvent durant les années 1960 et 1970 un nouvel élan ; l'étude de ce type de rapport politique cesse alors d'être la propriété presque exclusive des historiens et des anthropologues et acquiert peu à peu une certaine importance en science politique [Lande, 1983 ; Médard, 1976]. La question était de voir comment l'implantation des institutions démocratiques dans des pays de tradition autoritaire, au moins faiblement démocratique, produisait des institutions informelles qui tendaient à transformer la relation entre représentants et représentés : « *caciquismo* » en Espagne et au Mexique, « clientélisme » en Italie, « *colonelismo* » au Brésil, etc. En arrière-plan, la préoccupation est bien la question de la modernisation politique comme le rappelle Daniella Rocha en introduction de son article sur le Brésil. Dans ce contexte, on avance souvent l'idée que ce type de rapports est fondé sur un *ethos* spécifique, ce que le politiste américain Edward C. Banfield [1958] avait appelé – en étudiant la société italienne – le « familialisme amoral », c'est-à-dire un ensemble de valeurs et de pratiques caractérisé par une méfiance envers les institutions publiques et favorisant une quête de maximisation des « avantages matériels et immédiats du noyau familial » [cité in Roux, 2003]. Ce détachement moral vis-à-vis de la démocratie serait à la base de la forte prégnance du clientélisme en Italie et serait un frein à la modernisation associée à la mise en place des institutions démocratiques occidentales³. Cette approche réapparaît au moment des « transitions démocratiques », lorsque la question des obstacles au plein développement institutionnel démocratique avait pour cible les « institutions informelles », la « faible qualité institutionnelle » [O'Donnell, 1999], etc. L'Amérique latine, puis

2. Soulignons, qu'en parallèle, de très nombreux travaux portent sur les machines politiques aux États-Unis. Pour un état des lieux, voir Bonnet, 2010.

3. Vers la fin des années 1970 et le début des années 1980, les ouvrages collectifs dirigés par Ernest Gellner et John Waterbury [1977] et par Shmuel Noah Eisenstadt et Luis Roniger [1980] ont rendu compte de la production de la science politique et des sciences sociales en la matière.

l'Europe de l'Est et l'Asie sont les terrains privilégiés de ce regard sur le clientélisme⁴. Le regain d'intérêt pour les rapports de clientèle depuis les années 1990 est lié à deux espaces disciplinaires et à deux préoccupations morales différentes. Dans les deux cas, les terrains latino-américains, et notamment le Mexique [Fox, 1994 ; Diaz Cayero, Magaloni, 2007 ; Magaloni, 2006 ; Schedler, Manriquez, 2004] et l'Argentine [Auyero, 1997 ; Brusco, Nazareno, Stokes, 2004 ; Levitsky, 2003 ; Lodola, 2005 ; Stokes, 2005 ; Trotta, 2003], apparaissent comme des cas emblématiques.

Le vote buying

On peut distinguer deux approches : le vote buying et l'approche socio-culturelle des liens clientéliers. La science politique américaine, fortement structurée par une vocation quantitative et formatée par la pensée en matière de modèle, reprend à son compte les préoccupations des « transitologues » au moment de la consolidation des démocraties en s'interrogeant sur la « qualité » de ces dernières [Diamond, Morlino, 2005]. La question du « mauvais fonctionnement » des institutions serait liée à la « faible qualité institutionnelle » et à la « corruption ». Ces problèmes se sont imposés d'abord dans l'agenda expert sous la forme de nouveaux types d'intervention de lutte contre la corruption, ensuite dans l'agenda académique, autour de la question des différentes formes d'*accountability* et de contrôle des institutions politiques de la part des citoyens⁵. Inspirée par les théories du choix rationnel et de l'individualisme utilitariste, le nouvel courant d'étude du clientélisme tend à voir dans ce rapport une transaction entre deux individus cherchant à maximiser leurs profits. Le patron, possède des biens ou a accès à ces biens – majoritairement d'origine publique – en vertu de sa position politique. Il veut obtenir un soutien de la part du client, qui de son côté a besoin de biens contrôlés par le patron pour sa survie et celle de sa famille. Le fait que ces rapports ne soient pas traités comme façonnés par des formes de réciprocité, d'obligation, de respect, etc., a plusieurs conséquences. Cela débouche d'abord sur l'oubli de la dimension temporelle des relations sociales clientélistes. De plus, cela implique une vision instrumentaliste de la relation et se traduit par une réduction empirique des contacts politiques où intervient la circulation de ressources. Ainsi, ces auteurs passent du traitement du clientélisme à des fins d'échange pur à la définition d'un autre concept : le *vote buying* (achat de voix). Certains politistes, parmi lesquels Susan Stokes, ont d'abord cherché

4. Pour un état des lieux plus exhaustif, nous renvoyons à : [Combes (avec Bey et Dehouve), 2010] et [Sawicki, Briquet 1997].

5. La basse performance des politiques de lutte contre la pauvreté, promues dans le contexte des politiques d'ajustement, est également au cœur de la portée normative de cette approche.



à isoler le moment de l'échange, coupé de toute historicité ; ensuite, à traiter l'échange comme une pure affaire marchande ; enfin, à réduire les biens offerts à un contre-don du vote. L'introduction du recueil d'articles sur le sujet organisé par Herbert Kitschelt et Steven I. Wilkinson [2007] illustre ce choix conceptuel et méthodologique de négliger l'importance des dimensions morales et symboliques des rapports politiques de réciprocité et d'échange. En effet, bien que les auteurs reconnaissent l'importance des « attentes culturelles de réciprocité » [2007, p. 15], la décision de se concentrer sur les « liens *stratégiques* » [2007, p. 21] laisse en dehors du champ de l'analyse tout ce qui ne relève pas du calcul coût-bénéfice. Par ailleurs, les auteurs tendent à séparer fortement ces liens stratégiques de tout autre lien politique (« liens non-stratégiques ») « où les votants entretiennent des liens de loyauté envers des hommes politiques » [*Ibidem*] : tout se passe comme si les rapports politiques conditionnés par la circulation de biens ne pouvaient pas être en même temps des rapports de loyauté partisane. Dans ce contexte, on ne peut pas s'étonner du fait que les approches instrumentalistes accordent une importance majeure au contrôle du contre-don des rapports marchands : ce qu'ils appellent le « contrôle du comportement du vote » (« *monitoring voter behavior* ») [2007, p. 14], étant en cela en phase avec de nombreuses organisations internationales.

Le *vote buying* devient progressivement un domaine d'études établi, ayant ses spécialistes, ses lieux de rencontre et ses publications de référence. La forte composante quantitativiste de cette approche permet par ailleurs de mesurer l'importance et l'influence de cette pratique d'achat, ce qui rendrait possible l'objectivation et la quantification d'un phénomène jusque là analysé au moyen des techniques d'enquête qualitatives, qui laissaient la définition de l'ampleur du clientélisme indéterminée, voire floue. La construction d'outils de mesure du clientélisme opérationnalisés en termes d'achat de voix fait de ce concept une machine scientifiquement contestable mais politiquement très puissante, car elle fournit aux acteurs critiques des relations clientélares (notamment les organisations internationales) des arguments soutenus par des chiffres et des pourcentages. D'emblée, ces études sont étroitement liées aux réseaux experts de défense de la qualité de la démocratie, tant des fondations américaines que des organismes multilatéraux [Vommaro, 2010, chap. 9].

Une approche socio-culturelle des liens clientélares

Au cours des années 1990, une autre école a vu le jour, toujours « en terrain » latino-américain. Cette école est, elle, en revanche liée au tournant qualitatif de la sociologie en Amérique latine ainsi qu'à l'intérêt pour les conséquences socio-politiques des politiques d'ajustement mises en place dans la région depuis les années 1990. Les observations de terrain et la question de la survie quotidienne

des classes populaires sont à la base de l'entreprise fondatrice de l'intérêt de la sociologie à propos des rapports de clientèle. Dans ce contexte, les travaux de Javier Auyero sont devenus une référence. Il récupère les acquis anthropologiques progressivement oubliés étant données les préoccupations normatives de la science politique américaine et place le clientélisme dans l'univers culturel des « pauvres », tout en critiquant l'approche du phénomène du point de vue du pur échange de biens. Ainsi, dans *¿Favores por votos?*⁶ et d'autres travaux ultérieurs [2001 ; 2004], l'auteur entame une discussion sur la manière dont la science politique et le sens commun présentent le clientélisme des machines partisanes : un ensemble d'échanges ponctuels menés à bien par des individus dont la seule raison d'agir est l'intérêt, et dont la seule opération cognitive est le calcul entre coûts et bénéfices. Nous pourrions dire qu'au *clientélisme instrumental* de la science politique, J. Auyero oppose un *clientélisme socio-culturel*. Il affirme d'abord que le phénomène clientéliste consiste, avant tout, en une relation sociale de caractère interpersonnel. Ensuite, il considère que les échanges réciproques, manifestation récurrente de cette relation tout au long du temps, ne sont pas constitués de simples échanges de biens contre des voix, mais aussi de faveurs, de chaînes de prestations et de contreprestations sous forme de don – aide, solidarité, amitié –, mettant en jeu des obligations morales et des impératifs affectifs.

Les travaux d'Auyero ont été fondamentaux dans la manière de repenser les relations clientélares et ont contribué à un renouvellement de l'analyse. Notons cependant que la façon dont l'auteur traite la dimension non marchande des échanges – la dimension symbolique de la « double vie » du clientélisme (une vie faite d'échanges matériels et une autre vie faite de rapports de domination symbolique) – l'entraîne vers une vision qui accorde peu d'importance aux négociations et aux conflits propres des rapports politiques locaux. Cet écueil est lié au cadrage théorique de Javier Auyero : il considère que ces rapports de domination sont incorporés sous la forme « de schèmes d'appréciation, de perception et d'action (non seulement politiques) dans les structures mentales des sujets insérés dans ces relations d'échange » [1997, p. 23]. C'est-à-dire comme des « habitus » pour utiliser la catégorie de Pierre Bourdieu. En effet, Auyero s'interroge sur la persistance de l'identification au péronisme chez les classes populaires. Selon lui, les traditions partisanes agissent comme des idéologies cachant la dimension inégale et de domination du clientélisme, ce qui favorise toujours les patrons – *punteros* –, capables d'instrumentaliser cette idéologie, et place les clients dans une situation d'acception vis-à-vis des termes de l'échange. Toutefois, des enquêtes empiriques sur la politique au niveau local [Quirós, 2012 ; Vommaro, 2010] ont montré

6. *Des faveurs contre des voix ? Études sur le clientélisme politique contemporain*, compilation de J. Auyero publiée au début de 1997, sera un texte fondateur en Argentine de l'approche socio-culturelle du clientélisme.



que les échanges politiques dans les quartiers populaires ne sont pas exclusifs du péronisme, et qu'ils sont façonnés par des négociations et des arrangements locaux. Ces échanges sont liés depuis le début des années 1990 à la distribution des biens d'origine publique issus des programmes sociaux de lutte contre la pauvreté⁷, et ces biens sont distribués de façon décentralisée selon des critères ciblés définis dans les bureaux étatiques où ces politiques sont conçues. On est ainsi face à une situation de tension entre une notion de droit – moral plutôt que juridique : le droit des pauvres à l'assistance – et une logique de distribution suivant des critères non universels ; ceci est renforcé par le fait que le nombre d'allocations distribuées par ces politiques est toujours moins important que le nombre de « nécessiteux ». Ainsi, d'une part, d'après Gabriel Vommaro et Julieta Quirós [2011], les allocations sociales apparaissent en partie comme des droits des *pauvres* et par conséquent ces derniers sont en mesure de les exiger des patrons qui les distribuent. D'autre part, les dirigeants territoriaux ont affaire à la difficile recherche de critères légitimes de distribution ; étant donné que ces échanges font partie, comme Auyero l'a montré, de rapports d'interconnaissance quotidienne et de long terme, ces critères sont liés à la connaissance et la reconnaissance personnelle, au « mérite », au « besoin », etc. Dans ce contexte, il ne paraît pas fructueux du point de vue analytique d'étudier les échanges politiques locaux suivant la notion d'*habitus* clientélaire, ce qui tend à sous-estimer le conflit et la négociation des acteurs.

Ces limites théoriques et les pistes suggérées par les observations de terrain nous poussent à repenser le niveau de la focale de l'analyse des relations clientélares pour mieux saisir la dimension relationnelle de l'échange.

Renouveler l'analyse du clientélisme : approches par l'économie morale

Dans la plupart des enquêtes sociologiques empiriques sur la politique territoriale en Amérique latine, comme celles que nous présentons dans ce dossier, on constate qu'il est rare qu'un seul type d'acteur (un seul parti par exemple ou un seul dirigeant à l'échelle locale) détiennent le monopole des aides publiques. Pour Gabriel Vommaro [2010], ce constat renforce sa conviction de la nécessité d'un regard attentif aux négociations entre les parties des échanges. En effet, les « pauvres » mobilisent leur notion morale de droit comme nous en donnerons des exemples précis plus loin tirés de terrains mexicains. De plus, ils ont la possibilité d'évoluer dans des espaces de sociabilité politique différents. S'ils ne se considèrent pas traités comme ils le méritent : si la « dimension morale » des biens reçus

7. Sur le lien entre politiques néolibérales et développement de pratiques clientélares en Argentine, voir [Levisky, 2007].

n'est pas perçue comme équivalente à l'engagement demandé par les patrons, ils peuvent faire défection.

Dans le quartier *Ejercito Argentino* (« Armée argentine »), à Santiago del Estero, plusieurs groupes politiques territoriaux « obtiennent », gèrent et distribuent des biens d'origine publique. Ces groupes sont constitués autour d'un animateur principal qui occupe une position dominante. Le fait que l'activité politique se déroule à leurs domiciles fait d'eux des « permanents » locaux, facilement repérables par les voisins (« on frappe chez moi tout le temps », affirment nos interviewés) [Vommaro, 2007]. Ces rapports personnalisés, dans un contexte de pluralité d'organisations et de distribution de ressources suivant à la fois des critères formels – définis par les bureaux étatiques – et des critères locaux – définis par les négociations locales –, entraînent par ailleurs des conflits entre les dirigeants et les membres des organisations territoriales. Mónica *travillait*⁸ avec une dirigeante péroniste avec qui elle a eu quelques problèmes : des promesses non tenues liées à l'attribution d'une allocation sociale, ainsi que des « abus » définis comme une demande sans fin *d'accompagnement politique* – participer aux meetings et aux manifestations partisans, etc. – l'ont amenée à quitter cet espace politique. Quelques années plus tard, elle rejoint sa voisine Lucy, ancienne dirigeante péroniste devenue dirigeante du mouvement *piquetero* Barrios de Pie. « Maintenant avec Lucy c'est différent, nous sommes traités de manière différente, chacun a son allocation, son travail, et c'est cela que j'aime ». Pour Mónica cette allocation est une manière de reconnaître son travail au sein du « goûter » où elle *travaille* tous les après-midis, du lundi au vendredi, en préparant des petits pains pour les enfants du quartier. En même temps, elle reconnaît le fait que Lucy ne cache rien à « ses gens » de ce qui se passe au sein du mouvement, ce qui prouverait qu'elle sait partager : « Après les réunions politiques Lucy vient pour nous expliquer, elle nous raconte de quoi ils ont discuté, elle s'en soucie. Et elle nous demande notre avis. Elle sait partager, et cela j'aime bien, elle ne cache rien, avant [avec l'autre dirigeant] ce n'était pas comme ça ».

Ainsi, des concepts comme celui de *calcul moral* [Vommaro et Quirós, 2011] permettent de rendre compte, à la fois, des formes quotidiennes de négociations des termes et des équivalences des échanges – ce qui est reconnu par l'approche instrumentaliste –, et du fait que, comme dans toute relation sociale, ces négociations entraînent des ajustements moraux que les acteurs explicitent – ou non –

8. Nommer la participation politique ayant trait au travail est lié à cette forte imbrication entre le fait d'être membre d'un espace politique et celui d'être bénéficiaire d'une allocation sociale demandant une contrepartie de travail social territorial. Pour une analyse de cette notion indigène de travail politique [Vommaro, 2007].



en accord avec chaque contexte et situation. La dimension morale de ce qui est échangé dans des rapports face à face apparaît dès lors au centre de la négociation dans les relations de clientèle : le fait d'accompagner le patron lorsqu'il en a besoin, ou d'être là lorsque le voisin du quartier doit faire appel au patron, etc., représentent des critères pour mesurer cette taille non marchande des échanges politiques⁹.

Ce cheminement intellectuel nous amène à réinvestir le concept d'« économie morale » [Thompson, 1971]¹⁰ pour l'analyse des relations clientélares¹¹. En effet, de nombreux travaux pointent la manière dont les « patrons » sont tenus par des obligations vis-à-vis de leurs « clients » [Scott, 1972]. Richard Banègas, dans le cas du Bénin, montre que le clientélisme apparaît aux yeux des citoyens comme « une vertu éthique et civique » car les hommes politiques sont « redevables de leur position privilégiée » [Banègas, 1998, p. 77 ; Banègas, 2010] et se doivent donc de redistribuer les richesses. Les « patrons » répondent donc parfois à leur obligation sous la contrainte. Le cas japonais décrit par Jean-Marie Bouissou est particulièrement éloquent¹².

« Il est bien difficile à un élu de refuser aux dames d'un de ces clubs, qui n'hésitent pas à lui demander en face avec assurance, de payer les bus pour une excursion, et de la bière... Les mariages et funérailles sont devenus de véritables rackets, au point que les députés ont voté en 1992 une loi pour s'interdire à eux-mêmes d'y déposer un 'cadeau' s'ils n'y sont pas présents en personne. Ils ont créé en même temps un délit inédit : celui qui consiste, pour un électeur, à solliciter des faveurs financières de

9. Un point très important présent dans les travaux de J. Auyero mais aussi dans les définitions instrumentalistes du clientélisme – hérité par ailleurs des définitions canoniques du concept – est le monopole des ressources tenu par les patrons. Dans plusieurs enquêtes empiriques sur la politique territoriale [Quirós, 2011 ; Vommaro, 2007] on constate pourtant que personne ne détient le monopole des aides publiques. Cela renforce le besoin de rendre compte des négociations entre les parties des échanges car les voisins, mobilisant leur notion morale de droit, peuvent circuler dans des espaces de sociabilité politique territoriale différents s'ils ne se considèrent pas traités comme ils le méritent, et notamment si la taille morale des biens reçus n'est pas perçue comme équivalent à l'engagement demandé par les patrons.
10. L'économie morale, telle que Thompson la définit [1971], est : « une vision traditionnelle des normes et des obligations sociales, des fonctions économiques appropriées occupées par les diverses parties de la communauté – ce qui, pris ensemble, peut être considéré comme constituant l'économie morale des pauvres ». L'auteur revient sur cette définition près de 20 ans après de nombreux débats : « une économie prise dans sa signification originelle (*oeconomia*) d'organisation de la maison, dans laquelle chaque part est reliée au tout et chaque membre reconnaît ses devoirs et ses obligations » [Thompson, 1991].
11. Pour une application de cette notion aux mobilisations, voir Johanna Siméant [2010] et sur un terrain latino-américain (les sans-terre au Brésil) [Wolford, 2007]. Johanna Siméant revient aussi sur les différentes acceptions de ce concept en fonction des auteurs.
12. Nous pourrions aussi citer les travaux d'Alain Garrigou sur la question. Par exemple, il était courant dans la deuxième moitié du XIX^e siècle d'offrir à boire pendant les campagnes électorales (les *rastels*) : « Aucun ne pouvait se soustraire à ces obligations. Certains s'en plaignaient discrètement mais ils n'en payaient pas moins les tournées dans les auberges. » [Garrigou, 2002, p. 131]

son élu. Le seul fait que les textes aient été jugés nécessaires suggère que les rapports de forces au sein des *kôenkai* (machines politiques japonaises) ne sont pas ceux qui caractérisent les relations patron-client au sens classique. » [Bouissou, 1998, p. 175]

Une approche du point de vue de l'économie morale, comme le souligne Johanna Siméant, apporte un heureux correctif à une vision manichéenne de la domination [2010]. Nos terrains latino-américains, tout comme les exemples cités, nous incitent à la vigilance et à observer ces relations dans les contextes de changements de normes de valeur. Par exemple, par différents processus sociaux (« transitions démocratiques », scandales, évolution de la législation, etc.), ce qui était toléré en politique voire normal devient condamnable, ce qui relevait des modes classiques de rétributions du militantisme [Gaxie, 1977 ; 2005] devient clientéliste. Dans le cas mexicain, Hélène Combes a pu observer comment dans le contexte de la « transition démocratique », certains groupements politiques ont fait évoluer les registres de la politique légitime aboutissant à la condamnation morale de pratiques jugées alors comme clientélistes¹³. Or, cette évolution de normes place les dirigeants locaux en porte-à-faux. Afin d'éviter des mises en cause de la part de leurs concurrents ou de la presse, ils abandonnent les pratiques devenues illégitimes : par exemple, distribuer des biens alimentaires lors de meetings [Combes, 2009a] ou faire l'appel à leurs militants dans les manifestations pour leur donner des points conditionnant leur rang dans l'attribution de logement sociaux, etc. Cependant, l'abandon de ces pratiques n'est pas du goût des militants comme Hélène Combes l'a observé à de nombreuses reprises. Ces derniers y voient une négligence de leurs dirigeants qui ne feraient pas bien leur travail et un déni de leur droit de militants prenant en compte leur participation [Combes, 2010, p. 190-191]. L'évolution des normes remet en cause « une économie morale » du militantisme, un « imaginaire de justice » entre dirigeants et militants. Les « patrons » ou « intermédiaires » sont donc parfois fortement contraints par les engagements pris avec leurs « clients » et plus généralement par les normes informelles qui régissent les relations militantes.

13. L'analyse de cet auteur s'inscrit dans la continuité de nombreux travaux français qui ont montré que les batailles de légitimation et de délégitimation entre acteurs politiques sont essentielles pour comprendre ce qui, à un moment donné, « devient » clientéliste [Garrigou, 2002, p. 189-221]. En cela, ces batailles ne sont pleinement compréhensibles que si on analyse, dans une perspective bourdieusienne, la nature des « capitaux militants et sociaux » mis en jeu dans cette bataille [Lagroye, 1993 ; Gaxie, 2004]. Par exemple, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, les républicains français, qui ne sont ni des notables implantés localement, ni des agents disposants d'un fort capital économique, dénoncent le clientélisme d'agents fortement dotés socialement ou économiquement : le clientélisme « du château » ou de « l'usine ». Pour un point plus précis sur ces analyses sur les batailles entre acteurs, voir [Combes (avec Bey et Dehouve), 2011, p. 25-28].



Depuis 2007, Hélène Combes suit régulièrement Dario, un dirigeant d'un quartier populaire de Mexico, qui a tout du *broker* : il s'occupe de plusieurs associations de quartier, gère un bureau qui propose aide juridique et médicale et est lié à la distribution de plusieurs programmes sociaux de la mairie d'arrondissement. Et en contrepartie, il mobilise régulièrement ses « obligés » pour des événements politiques [Combes, 2010, p. 69]. En 2009, il ouvre une « cuisine populaire » qui fait manger à un prix modique jusqu'à 300 personnes par jour. Alors qu'elle ne l'a pas vu depuis quelques mois, Hélène Combes retrouve Dario dans les locaux de « sa cuisine populaire » au printemps 2010. Il a les traits tirés et le regard inquiet. Il esquive les questions glissant juste « je suis au bord du divorce ». Plus tard, alors qu'ils ont quitté les lieux, il lui explique que le député élu quelques mois avant n'est plus de son courant comme le précédent qui aidait Dario ponctionnant sur son indemnité de parlementaire. Dario est obligé de piocher 10 000 pesos par mois¹⁴ dans le budget familial. Sa femme menace de le quitter. Pourtant pour Dario impossible de fermer sa « cuisine populaire » : « Tu imagines je fais manger une partie du quartier. Si je la ferme, je ne pourrais plus faire un pas sans me faire insulter par les gens. Je serais obligé de déménager et ne pourrait remettre les pieds dans ce quartier où je suis né. »

Ces deux cas mexicains nous incitent aussi à proposer de développer une approche par la sociologie des rôles [Goffman, 1974 ; Lefebvre, 2010] pour comprendre plus finement ce qui se joue dans la relation qualifiée de clientèle. Dario est pris par son rôle et ne peut y déroger. Cette approche grâce à la sociologie des rôles nous amènerait ainsi à une certaine prudence lors du recueil de données de l'enquête de terrain et du sens attribué aux entretiens réalisés en situation¹⁵. Sur certains terrains latino-américains, les leaders de quartier n'hésitent pas à exposer leurs méthodes et à raconter comment ils mobilisent les programmes sociaux. Dans le cas du Mexique, qu'on les connaisse de longue date ou depuis peu, certains dirigeants partisans locaux dévoilent sans fard leurs « artifices ». Or, ce type de discours sur eux-mêmes renvoie souvent à la perception qu'ils ont de leur propre rôle et aux doubles injonctions réelles ou perçues auxquelles ils sont soumis : celle des habitants de leurs quartiers (à l'instar de Dario) d'une part, et celle des appareils (locaux) de leurs partis d'autre part. Ils présentent alors à leur interlocuteur – chercheurs, journalistes, camarades de parti, membres d'ONG, etc. – une vision héroïque d'eux-mêmes : celle d'un « grand » leader local capable de mobiliser et de faire voter leurs voisins. Dès lors, le chercheur, tout comme il

14. Presque 600 euros par mois, une somme très conséquente quand on sait que le Smic horaire est de 3,70 euros à Mexico.

15. Plus généralement voir le numéro de la RIPC intitulé « Enquêter dans les partis » [2010].

ne peut s'arrêter aux dénonciations du clientélisme par certains agents, ne peut non plus prendre pour des « preuves » de clientélisme les représentations que les intermédiaires ont d'eux-mêmes. Dans les deux cas, on se doit de les objectiver.

Ancrage politique des milieux populaires ?

En Amérique latine, plus qu'ailleurs, on assiste aujourd'hui à une reterritorialisation des liens sociaux [*Cahiers des Amériques latines*, n° 66]. Avec la crise des liens syndicaux et la précarisation de la vie professionnelle, le quartier serait devenu ou redevenu, pour les milieux populaires, un lieu privilégié du politique [Merklen, 2009]. Ainsi, dans le cas argentin, même des syndicats péronistes [Levitsky, 2003] choisissent d'ouvrir, dans les quartiers populaires, des *Unidades básicas*, ces officines où l'on distribue des médicaments et de la nourriture, où on organise des événements culturels, des activités ou des soins pour les enfants, de l'aide juridique, etc. [Levitsky, 2003, p. 188]. L'article de Camille Floderer, dans ce numéro, décrit l'importance d'une salle communale pour le jeu politique local. Derrière la question de cette territorialisation de la vie politique, apparaît celle de la politisation des milieux populaires et du rôle qu'y jouent les relations clientélares. Si Daniella Rocha dans son article dans le cas du PT et Mathieu Uhel sur le Venezuela montrent que certaines relations clientélares ne sont pas le prélude à l'entrée dans le parti ou la politisation du lien, d'autres travaux ont montré qu'elles constituent au contraire un élément essentiel. Sans revenir aux travaux fonctionnalistes de Merton [1963] sur le rôle des *boss* des machines politiques étatsuniennes [Bonnet, 2010] dans l'humanisation de la « froide machine » bureaucratique de l'État, évoquons l'apport des socio-historiens français. Plusieurs d'entre eux soulignent l'importance de la relation clientélaire dans l'apprentissage de la citoyenneté [Deloye, Ihl, 2008 ; Ihl 2004 ; Lehingue, 2011, p. 31-35]. Ainsi, Alain Garrigou [2002], en revenant sur le premier scrutin au suffrage universel (masculin) de 1848, montre comment la relation clientélaire participe de l'apprentissage du vote. Michel Offerlé insiste sur les mécanismes d'accoutumance au vote [Offerlé, 1989, p. 153]. D'ailleurs, dans les quartiers populaires français où autrefois le Parti communiste était taxé de clientéliste, que constate-t-on ? Dans beaucoup de cas, l'avènement de la démocratie de l'abstention [Dormagen, Braconnier, 2007]. Les relations politiques personnalisées encadrent l'acte du vote, crée de l'appétence pour la participation électorale et plus largement les questions politiques. Plusieurs articles de ce numéro, rejoignent largement ces analyses en montrant comment ces relations à l'échelle locale politisent les milieux populaires.



Le clientélisme saisi en contexte

Les articles qui font partie de ce dossier ouvrent donc des questionnements sur les formes de domination et les échanges politiques, sur la politisation des classes populaires et sur les liens entre ces groupes, les partis, les mouvements sociaux et l'État – et ses différents niveaux – dans des configurations politiques et socio-historiques différentes. Au-delà des controverses conceptuelles autour de la compréhension des rapports politiques traités habituellement sous le concept de clientélisme, tous les travaux privilégient une approche empirique évitant à la fois des formes d'étiquetage normatives trop rapides et des définitions simplificatrices des rapports politiques au niveau du territoire. Ils partagent la préoccupation de décrire les modes de fonctionnement et des dispositifs politiques autour desquels s'organise la politique territoriale. Ainsi, les rapports entre les « entrepreneurs » [Offerlé, 2004, p. 44] de politisation et les voisins des quartiers populaires, permet d'éclairer les formes de mobilisation des « pauvres » dans les quartiers populaires.

Le travail de Camille Floderer s'intéresse aux professionnels de la politisation et de la mobilisation des classes populaires au niveau territorial que sont les dirigeants communaux. C'est en se plaçant au niveau d'un dispositif du quartier, la salle communale à San José de Costa Rica, que l'auteur cherche à dessiner les rapports politiques territorialisés. Ces salles communales apparaissent comme des centres de la politique de quartier [*Cahiers des Amériques latines*, n° 66]. Elles sont construites par la mairie, mais gérées territorialement par des associations de voisins. Ces associations sont animées par des « entrepreneurs politiques » [Offerlé, 2004] qui deviennent des dirigeants communaux en s'investissant du pouvoir institutionnel fourni par cet espace public local. Si, du point de vue de la légitimité étatique, les leaders communaux sont élus en vertu de leur caractère représentatif au niveau local, du point de vue de la légitimité locale, ce qui donne du pouvoir à ces acteurs est leur capacité à faire une intermédiation entre les demandes locales et les institutions publiques. Cette sorte de *broker* doit ainsi travailler un équilibre précaire entre les intérêts des siens – son cercle de liens forts lui fournissant les appuis permanents –, les demandes des autres voisins du quartier – la source légitime de son pouvoir face à l'État – et les institutions publiques et sociales extérieures au quartier, face auxquelles le dirigeant apparaît comme la porte d'entrée du quartier. Cette position intermédiaire est loin de reposer exclusivement sur des principes de domination hiérarchique ou des formes de coercition plus ou moins ouvertes. Le travail quotidien des « entrepreneurs politiques » consiste justement à réguler les échanges entre le quartier et les acteurs extérieurs : faire circuler des biens de l'extérieur au quartier, organiser et canaliser les soutiens et les mobilisations politiques depuis le territoire vers les hommes politiques et les mouvements sociaux. C'est en faisant cela que ce *broker* devient représentant du groupe de voisins. Or, les échanges entraînent des négociations, des classifications morales – les bons et les mauvais dirigeants – et

des tensions, ce qui implique de prendre en compte le contexte de l'interaction – quand fait-on du politique, quand fait-on du social, par exemple – ainsi que des profits que chacun tire des rapports d'échange entretenus. Un bâtiment apparemment simple à définir en vertu de sa fonction devient de cette manière un espace social complexe de rencontres et de construction de liens politiques et de définitions de la dimension morale des acteurs du quartier.

Dans son enquête sur le fonctionnement des Conseils communaux à Maracaibo, au Venezuela, Mathieu Uhel étudie le déroulement de la « démocratie participative et protagonique » promue par le gouvernement d'Hugo Chavez au niveau local. Il montre comment, au sein d'un dispositif participatif à l'échelle nationale, se joue à la fois la capacité des acteurs locaux à agir collectivement pour demander des biens et des services publics aux autorités nationales et la capacité des « entrepreneurs politiques » locaux à construire de nouvelles formes de hiérarchie locales relevant du contrôle d'une partie des biens attribués par les programmes étatiques mais aussi de l'établissement lent mais croissant d'une séparation entre des représentants et des représentés au niveau local. Une sorte de professionnels de la démocratie participative émergent dans ce contexte, ce qui contredit les discours simplistes et critiques et de célébration des hommes politiques autour de cette question, mais aussi les regards dichotomiques et réducteurs des sciences sociales préoccupés plutôt de devenir des porte-parole des acteurs – des acteurs au pouvoir ou des acteurs contestataires – que pour comprendre la façon dont des dispositifs politiques fonctionnent dans la pratique en s'insérant dans des rapports sociaux historiquement constitués et dans des réseaux d'interconnaissance précédemment tissés. Dans ce contexte, les rapports de clientèle constituent l'une des formes possibles assumées par les échanges politiques territoriaux. Les « entrepreneurs » locaux, les « porte-parole » des Conseils communaux, sont devenus à la fois des gestionnaires des fonds publics, des intermédiaires entre les demandes du quartier et l'État, et des professionnels de l'organisation et de la mobilisation locale. Ce phénomène ne reverse pas, d'après Mathieu Uhel, la tendance historique à la dépolitisation et à l'immobilité politique dans ces quartiers. Les politiques de participation coexistent ainsi avec d'importantes dispositions à la délégation politique, ce qui semblerait renforcer, au niveau du système politique national, la place du leader comme le seul garant des transformations socio-politiques effectivement opérées.

L'article de Carlos Macías s'intéresse quant à lui à une configuration récurrente en Amérique latine mais paradoxalement peu traitée en tant que telle par les sciences sociales [Combes, 2009b] : la question de la transformation de mouvements sociaux en partis politiques ou le passage de certains dirigeants de « la rue aux urnes » [Dechezelles, Luck, 2011]. Plus précisément, depuis son terrain paraguayen, Carlos Macías est attentif au sens stratégique de la médiation entre le mouvement et le parti, médiation effectuée par les dirigeants multi-positionnés



[Combes, 2010]. Il s'intéresse en particulier à la nature des biens échangés et au rôle structurant du flux de biens. Carlos Macías a réalisé son travail de terrain en pleine mobilisation paysanne sur la question du prix du sésame, avec les élections présidentielles en toile de fond. Au cours de différents séjours, il a notamment suivi Esther, membre de l'*Organisation de lutte pour la terre* (OLT) et du parti *Frente amplio*. Il l'a notamment observée dans son rôle d'intermédiaire dans l'attribution d'aides du gouvernement aux paysans (*via* un recensement des paysans en situation difficile) ou dans les relations (peu avouables) qu'elle tisse avec les autorités municipales pour l'obtention d'une radio pour son organisation à l'échelle locale. Derrière ses médiations au succès inégal, il y a, pour Carlos Macías, une volonté des dirigeants (plus ou moins conscientes, plus ou moins objet de conflits) de produire des subjectivités militantes concrètes qui permettent la mobilisation. L'auteur montre par là même l'importance de s'intéresser aux relations clientélares comme un levier de la mobilisation, point en partie aveugle de la littérature sur les mouvements sociaux [Auyero, Lapegna, Page Poma, 2010].

C'est grâce à un travail comparatif que Charlotte Pujol montre le fonctionnement des politiques publiques de participation pour les villes de Rosario et de Montevideo comment les acteurs socio-politiques territoriaux et les élus locaux négocient la distribution des ressources d'origine publique, mais aussi les cadres de l'action politique territoriale. Les dispositifs participatifs ont beau encadrer l'action politique des mouvements sociaux des quartiers populaires, les mouvements de tradition autonomiste, étudiés par Charlotte Pujol, réussissent à contourner les limites jugées trop serrées de ces dispositifs et s'adressent aux gouvernements provinciaux et national afin de demander des ressources pour leurs adhérents, mais aussi pour le fonctionnement des espaces socio-politiques locaux [*Cahiers des Amériques latines*, n° 66]. Le rapport entre la mairie socialiste – liée à un parti fortement ancré dans les classes moyennes et beaucoup moins implanté dans les quartiers populaires – et les *piqueteros* autonomistes est ainsi fait de tensions et de conflits. À Montevideo, en revanche, les dispositifs participatifs cherchent à mobiliser les habitants des quartiers et à les mettre en rapport au moyen des espaces de coordination des différents nœuds des réseaux territoriaux. Le parti au pouvoir, un front de gauche ancré dans le monde populaire et ayant des origines liées aux mouvements sociaux, tisse des liens étroits avec les organisations de quartiers. Les syndicats en font de même. Des traditions politiques, des enjeux partisans et des dispositifs institutionnels différents opèrent dans des formes divergentes du rapport au politique. L'ancrage territorial des classes populaires n'amène pas à voir ces classes comme des otages des patrons territoriaux ayant l'accès aux biens, élément distinctif des approches négligeant la dimension conflictuelle du clientélisme. Les rapports aux acteurs politiques ne sont pas non plus traités comme sporadiques ou limités à des périodes électorales. Dans tous les cas, les classes populaires ne sont pas fixées dans le territoire,

la mobilité et le va-et-vient du quartier aux institutions centrales, ainsi que la définition de ce qui relève du politique et ce qui relève du social restent des enjeux de cette relation quotidienne et tendue entre les élus et les acteurs politiques et sociaux territoriaux.

Dans son article Daniella Rocha replace la question du clientélisme au Brésil dans les débats du champ académique et politique des trente dernières années. Elle montre comment les politistes qui ont beaucoup abordé ce sujet jusqu'aux années 1980 cherchaient à identifier les « freins » à la « modernisation » politique du pays. Une fois celle-ci considérée comme acquise, cette thématique s'est déplacée au champ politique où cette étiquette de « clientélisme » a été mobilisée dans les luttes entre acteurs politiques. Dépassant les écueils liés à ces deux visions du clientélisme, Daniella Rocha s'intéresse aux pratiques concrètes des membres du Parti des travailleurs à Brasilia. Grâce à une enquête quantitative précise, elle identifie plusieurs modalités d'adhésion et plusieurs types de liens au parti. Elle propose ainsi une typologie de ces relations où les liens clientélares sont loin d'être absents, prenant ainsi à rebours les études sur ce parti, études souvent un peu « enchantées », qui le présente comme un modèle en matière d'enrôlement et de politisation des milieux populaires. L'auteur apporte ainsi une vision plus complexe et nuancée de ce « modèle petiste » et montre l'importance de ces liens clientélares aux marges de l'organisation et à l'échelle locale – via des dirigeants de quartier.

Bibliographie

- AÏT Aoudi et al**, « Enquêter dans les partis », *Revue internationale de politique comparée*, Vol 17, n° 4, 2010.
- AUYERO Javier, LAPEGNA Pablo, PAGE POMA Fernanda**, « Contestation et patronage : intersections et interaction au microscope », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 17, n° 2, 2010, p. 71-102.
- BANÉGAS Richard**, « 'Bouffer l'argent'. Politique du ventre, démocratie et clientélisme au Bénin », in **BRIQUET Jean-Louis, SAWICKI Frédéric** (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Puf, 1998, p. 75-100.
- BANÉGAS Richard**, « Clientélismo electoral y subjectivación política en África. Reflexiones a partir del caso de Benín », *Desacatos*, n° 36, 2011.
- BONNET François**, « Les machines politiques aux États-Unis. Clientélisme et immigration entre 1870 et 1950 », *Politix*, n° 92, vol. 23, 2010, p. 7-27.
- BOURDIEU Pierre**, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 36/37, 1981, p. 2-24.
- BOURDIEU Pierre**, *Science de la science et réflexivité*, Paris, Édition Raisons d'agir, 2001.
- BOUSSOU Jean-Marie**, « Le clientélisme organisé dans une démocratie moderne. Le cas des *kôenkai* japonais », in **BRIQUET Jean-Louis, SAWICKI Frédéric** (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Puf, 1998.
- BRIQUET Jean-Louis**, « Les formulations savantes d'une catégorie politique. Le clientélisme et l'interprétation sociohistorique du 'cas italien' », *Genèses*, n° 62, 2006, p. 49-68.
- BRIQUET Jean-Louis, SAWICKI Frédéric** (dir.), *Le clientélisme politique dans les*



- sociétés contemporaines*, Paris, Puf, 1998.
- BRIQUET Jean-Louis**, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997.
- BRIQUET Jean-Louis**, « Les pratiques politiques 'officieuses'. Clientélisme et dualisme politique en Italie du Sud », *Genèses*, n° 20, 1995, p. 73-94.
- BRUSCO Valeria**, **NAZARENO Marcelo**, **STOKES Susan C.**, « Vote buying in Argentina », *Latin American Research Review*, vol. 39, n° 2, 2004, p. 66-88.
- COMBES Hélène**, *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, coll. « Recherches internationales », 2011.
- COMBES Hélène** (avec la collaboration de **Danièle DEHOUVE** et **Marguerite BEY**), « ¿ Donde estamos con el estudio del clientelismo? », *Desacatos*, n° 36, mayo-junio 2011, p. 13-33.
- COMBES Hélène**, « Camper au cœur du pouvoir. La mobilisation post-électorale de 2006 au Mexique », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 17, n° 2, 2010, p. 53-70.
- COMBES Hélène**, « Meetings de fin de campagne au Mexique et ethnographie des milieux partisans », *Politix*, vol. 22, n° 85, 2009a, p. 149-179.
- COMBES Hélène**, « Pour une sociologie des relations entre partis et mouvements sociaux », *Sociologie et société*, vol. 41, n° 2, 2009b, p. 161-188.
- DECHEZELLES Stéphanie**, **LUCK Simon** (dir.), *Voix de la rue ou voix des urnes*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.
- Deloye Yves**, **Ihl Olivier**, *L'acte de vote*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2008.
- DIAMOND Larry Jay**, **MORLINO Leonardo**, « The Quality of Democracy. An Overview », *Journal of Democracy*, vol. 15, n° 4, octobre 2004, p. 20-31.
- DORMAGEN Jean-Yves**, **BRACONNIER Céline**, *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard, 2007.
- EISENSTADT Shmuel Noah**, **RONIGER Luis**, *Patrons, Clients and Friends : Interpersonal Relations and the Structure of Trust in Society*, New York, Cambridge University Press, 1980.
- Fox Jonathan**, « The Difficult Transition from Clientelism to Citizenship : Lessons from Mexico », *World Politics*, vol. 46, no 2, 1994, p. 151-184.
- IHL Olivier**, *El voto*, Santiago de Chile, LOM, 2004.
- GARRIGOU Alain**, *Les secrets de l'isolement*, Paris, Éditions Thierry Magnier, 2008.
- GARRIGOU Alain**, *Une histoire sociale du suffrage universel en France*, Paris, Seuil, 2002.
- GAXIE Daniel**, *La democracia representativa*, Santiago de Chile, LOM, 2004.
- GAXIE Daniel**, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 1, 1977, p. 123-154.
- GAXIE Daniel**, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, vol. 11, Spring 2, 2005, p. 157-188.
- GELLNER Ernst**, **WATERBURY James**, *Patrons and Clients in Mediterranean Societies*, London, Duckworth and Co., 1977.
- GOFFMAN Erving**, *Les rites d'interaction*, Paris, Éditions de minuit, 1974.
- GOFFMAN Erving**, *Stigmates. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Éditions de minuit, 1977 (1^{re} éd. 1963).
- GRAZIANO Luigi**, « Patron-Client Relationships in Southern Italy », *European Journal of Political Research*, vol. 1, 1973, p. 3-34.
- LANDÉ Carl H.**, « Networks and Groups in South-East Asia : Some Observations on the Group Theory of Politics », *American Political Science Review*, vol. 67, no 1, 1983, pp. 103-127.
- LANDÉ Carl H.**, « Political clientelism in political studies : Retrospects and prospects », *International Political Science Review*, vol. 4, no 4, 1983, p. 435-454.
- LEFEBVRE Remi**, « Se conformer au rôle. Les ressorts de l'intériorisation institutionnelle », in **LAGROYE**

- Jacques, OFFERLÉ Michel, *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin, 2010, p. 219-247.
- LAGROYE Jacques, *Sociología política*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 1991.
- LEHINGUE Patrick, *Le vote. Approche sociologique de l'institution et des comportements électoraux*, Paris, 2011.
- LEVITSKY Steven, « From populism to clientelism? The transformation of labor-based party linkages in Latin America », in KITSCHHELT Hebert, WILKINSON Steven, *Patrons, Clients and Policies*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 206-226.
- LEVITSKY Steven, *Transforming Labor-Based Parties in Latin America. Argentine Peronism in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- LODOLA Germán, « Protesta popular y redes clientelares en la Argentina : el reparto federal del plan trabajar (1996-2001) », *Desarrollo Económico*, vol. 44, n° 176, 2005, p. 515-536.
- MAGALONI Beatrice, *Voting for Autocracy: Hegemonic Party Survival and its Demise in Mexico*, New York, Cambridge University Press, 2006.
- MAGALONI Beatriz, DÍAZ-CAYEROS Alberto, ESTEVEZ Federico, « Clientelism and portfolio diversification: a model of electoral investment with applications to Mexico », in KITSCHHELT Hebert, WILKINSON Steven, *Patrons, Clients and Policies*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 182-206.
- MÉDARD Jean-François, « Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique », *Revue française de science politique*, vol. 26, n° 1, 1976, p. 103-131.
- MERKLEN Denis, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute, 2009.
- MERTON Robert, *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Plon, Paris, 1963
- O'DONNELL Guillermo, « Polyarchies and the (un)rule of law in Latin America », in MÉNDEZ Juan, O'DONNELL Guillermo, PINHEIRO Paulo Sérgio (éds.), *The (un) rule of law and the underprivileged in Latin America*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1999, p. 303-337.
- OFFERLÉ Michel, *Perímetros de lo político : contribuciones a una socio-historia de la política*, Buenos-Aires, Editorial Antropofagia, 2011.
- OFFERLÉ Michel, *Les partis politiques*, Paris, Puf, 4^e édition, 2002.
- OFFERLÉ Michel, *Un homme, une voix ? Histoire du suffrage universel*, Paris, Gallimard, 1983.
- QUIRÓS Julieta, *El por qué de los que van. Peronistas y piqueteros en el Gran Buenos Aires (una antropología de la política vivida)*, Buenos Aires, Antropofagia, 2011.
- RONIGER Luis, « Political Clientelism, Democracy and Market Economy », *Comparative Politics*, vol. 36, n° 3, 2004, p. 353-375.
- ROUX Christophe, « En attendant Putnam. », *Revue internationale de politique comparée* n° 3, vol. 10, 2003, p. 463-476.
- SCHEDLER Andreas, MANRIQUEZ Laura, « "El voto es nuestro". Cómo los ciudadanos mexicanos perciben el clientelismo electoral », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 66, n° 1, 2004, p. 57-97.
- SCOTT James C., « Patron-Client Politics and Political Change in Southeast Asia », *American Political Science Review*, vol. 65, n° 1, 1972, p. 91-114.
- SIMÉANT Johanna, « Économie morale et protestation. Un détour africain », *Genèses*, n° 81, vol. 4, 2010, p. 142-160.
- STOKES Susan, « Perverse accountability. A formal model of machine politics with evidence from Argentina », *American Political Science Review*, vol. 99, n° 3, 2005, p. 315-325.
- THOMPSON E. P., « The Moral Economy of the English crowd in the Eighteenth Century », *Past and Present*, n° 50, 1971, p. 76-136
- THOMPSON E. P., « The moral economy reviewed », *Customs in common*, Londres, The Merlin Press, 1991, p. 259-351.
- TROTTA Miguel E. V., *La Metamorfosis del*



Clientelismo Político. Contribución para el análisis institucional, Buenos Aires, Espacio Editorial, 2003.

VOMMARO Gabriel, « 'Acá no conseguís nada si no estás en política'. Los sectores populares y la participación en espacios barriales de sociabilidad política », *Anuario de Estudios en Antropología Social*, Centro de Antropología Social, Instituto de Desarrollo Económico y Social, Buenos Aires, 2007, p. 161-177.

VOMMARO Gabriel, *Regards croisés sur les rapports des classes populaires au politique en Argentine. Retour sur*

la question du clientélisme, Thèse de sociologie, École des hautes études en sciences sociales, Paris, 2010.

VOMMARO Gabriel, QUIRÓS Julieta, « 'Usted vino por su propia decisión' : repensar el clientelismo en clave etnográfica », *Desacatos. Revista de Antropología Social*, n° 36, mayo-agosto 2011, p. 65-84.

WOLFORD Wendy, *Land is ours now: the Social Mobilization and the Meanings of Land in Brazil*, Durham, Duck University Press, 2007.

Camille Floderer*

De l'association de quartier au réseau de soutien partisan. Éléments pour une analyse localisée des relations clientélares au Costa Rica**

Au cours de ces dernières années, les modes informels de régulation politique ont bénéficié d'un regain d'intérêt chez les universitaires latino-américanistes [O'Donnell, 1996 ; Levitsky & Helmke, 2004]¹. Les études portant sur la consolidation démocratique et sur la qualité de la démocratie ont souligné la nécessité de ne pas se cantonner à l'analyse des procédures et des règles les plus formalisées. Nombre d'universitaires se sont ainsi interrogés sur le rôle des réseaux informels dans la structuration des partis politiques ou comme vecteur de participation aux processus politiques

* Unité « Croyance, histoire, espace, régulation politique et administrative », Cherpa (EA 2641) – Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.

** Traduit de l'espagnol par Stéphanie Robert Le Fur.

1. Une première version de ce travail a été présentée dans le panel « *¿Barrio político, barrio clientelista ? Hacia una sociología de política a nivel local: acción colectiva, redes políticas y distribución de recursos de origen público en el territorio* », VI^e Congrès du CEISAL, Toulouse, juin 2010. Nous remercions Hélène Combes et Gabriel Vommaro pour leurs commentaires et leur soutien, ainsi que Ciska Raventós Vorst, Sophie Daviaud et Nicolas Maisetti pour leurs relectures bienveillantes de ce texte. Les défauts et les imperfections de ce dernier relèvent de la responsabilité de l'auteure.

[Freidenberg et Levitsky, 2007]. Cela s'est notamment traduit par un renouveau des études consacrées aux relations entre les élites politiques et les couches paupérisées des sociétés latino-américaines [Auyero, 2001].

Au Costa Rica, ces analyses sont cependant restées relativement rares. Dans le contexte urbain, exception faite du travail de E. Molina Alfaro sur les relations entre l'État costaricien et les organisations constitutives du mouvement social pour le logement qui s'est déroulé dans les années 1980 [Molina Alfaro, 1990], peu d'universitaires se sont penchés sur les mécanismes de la « politique populaire » [Vommaro et Quirós, 2011, p. 66]. Les études sur le clientélisme sont également restées relativement marginales². Or, si ces questions ne bénéficient que d'un intérêt limité dans le champ universitaire, elles restent d'actualité dans les champs politique et médiatique. Au Costa Rica, comme dans le reste de l'Amérique latine, et bien au-delà [Combes, 2011 ; Briquet, 2006], la notion de clientélisme est ainsi fréquemment utilisée pour décrire, voire pour dénoncer, les relations informelles qui se tissent entre les couches paupérisées et le personnel politique. Or, afin d'analyser les ressorts de la politique populaire, il paraît important de se détacher des conceptions marquées par le sens commun [Auyero, 2002, p. 36] qui sont alimentées, et alimentent en retour, les luttes à l'œuvre dans le champ social. Dans cette perspective, il semble particulièrement pertinent d'étudier de manière compréhensive la relation de clientèle, définie par J.-F. Médard comme « un rapport de dépendance personnelle non lié à la parenté qui repose sur un échange réciproque de faveurs entre deux personnes, le patron et le client, qui contrôlent des ressources inégales »³ [Médard, 1976, p. 103].

En outre, il paraît également opportun de saisir ces relations au quotidien, c'est-à-dire au-delà de la séquence électorale. Une telle perspective permet en effet de dépasser la conception instrumentale du clientélisme qui tend à se focaliser sur les échanges de faveurs contre des votes [Kitschelt et Wilkinson, 2007]. C'est donc à partir d'un travail ethnographique mené entre 2008 et 2011 dans trois *barrios urbano-marginales* de la périphérie de San José [voir encadré ci-après], que nous nous proposons d'étudier la formation et la persistance de ces relations. Dans cette perspective, un intérêt tout particulier a été porté à la figure du *dirigeant communal*, qui s'apparente à ce que la littérature consacrée au clientélisme nomme un courtier⁴. Tout comme les *punteros* argentins étudiés par Javier Auyero [2001] ou les *cabos eleitorales* brésiliens notamment analysés par Robert Gay [1990], le dirigeant communal joue un rôle d'intermédiaire, de

2. Concernant l'étude du clientélisme au Costa Rica, se référer aux travaux de P. De Vries [2001] et de I.A. Acuña Chavarría [2007].

3. Pour une révision de la littérature et des principaux débats portant sur le concept de clientélisme, voir J.-L. Briquet [1998] ou encore H. Combes [2011].

4. Pour une revue de la littérature en anglais sur la notion de courtier (*broker*), voir Auyero [2001, p. 83 et 89-110].



« *go-between* » [Auyero, 2001, p. 96], qui « met en relation ou arrange un échange entre deux parties qui ne sont pas en contact » [Médard, 1976, p. 113].

Le dirigeant communal costaricien est généralement à la tête d'un comité ou d'une association qui réunit un groupe de familles résidant dans un même secteur, voire dans une même ruelle, et pour qui l'accès au logement constitue l'une des principales revendications. De fait, si certaines zones des quartiers étudiés se sont progressivement urbanisées depuis les années 1980⁵, la précarité et le manque de logement continuent d'être le fait d'importantes revendications, tant des habitants des *precarios* que de ceux qui résident dans les zones déjà urbanisées et désormais surpeuplées.

En Amérique latine, chaque pays dispose de sa propre terminologie pour désigner les quartiers paupérisés. Au Costa Rica, c'est le terme *barrio urbano-marginal* qui permet de désigner ce que les brésiliens nomment *favelas*, les Argentins *villas miserias* et les mexicains *colonias populares*. À l'instar de *La Carpio*, *Los Cuadros*, *Rincón Grande de Pavas*, les trois quartiers qui ont fait l'objet de notre enquête, les *barrios urbano-marginales* sont caractérisés par la faiblesse des niveaux de vie d'une part importante des habitants. En matière de logement et d'infrastructures, on observe une pluralité de situations. En effet, si certains secteurs de ces quartiers se sont progressivement urbanisés et disposent de droits de propriété, d'autres, appelés *precarios* sont toujours caractérisés par le manque d'infrastructures et de services collectifs, la précarité de l'habitat et la faiblesse des niveaux de revenu des habitants. Les *precarios*, aussi appelés « zones de taudis [*tugurios*] » sont légalement définis comme « un périmètre à prédominance résidentielle dans lequel les rues, le manque de services, comme les constructions ou les infrastructures sont nuisibles à la sécurité, à la santé ou encore à la moralité de la communauté et ce, pour des raisons de forte densité de population, de conception défectueuse, de manque d'éclairage et d'aération, d'insalubrité ou d'une combinaison de ces facteurs », in « *Ley de erradicación de tugurios y defensa de sus arrendatarios* », publiée le 16 juin 1961.

Les fonctions du dirigeant communal ne se limitent cependant pas à la question du logement. Comme les *punteros* décrits par J. Auyero, et bien que sans commune mesure quant à l'importance des ressources redistribuées, le dirigeant communal se charge également de résoudre, au quotidien, les problèmes person-

5. Sur la constitution des *barrios urbano-marginales* au Costa Rica, voir, par exemple, le travail de Molina Alfaro [1990], ou notre mémoire de master [C. Floderer, 2008].

nels des membres de son groupe [Auyero, 2002, p. 41]. Il est tout particulièrement sollicité lorsqu'une urgence se présente. Dans des situations plus ordinaires, celui-ci se charge de faciliter certaines transactions et démarches pour les membres de son groupe. Il mobilise alors tant les informations auxquelles il peut avoir accès que les biens qu'il peut se procurer, et donc redistribuer [Auyero, 2001, p. 97]. Ces échanges jouent un rôle essentiel dans la structuration du groupe. L'importance et la régularité, objectives mais aussi subjectives, de ces échanges pèsent largement dans la définition du type de relation tissée entre le dirigeant et les membres du groupe. Soulignons en effet que celui-ci n'entretient pas les mêmes relations avec l'ensemble de son groupe. D'un côté, il maintient avec certains membres des « liens forts [*strong ties*] », pour reprendre la terminologie de M. Granovetter [1973]. Ceux que l'on pourrait désigner comme les « satellites personnels » du dirigeant [Sahlins, 1963, p. 290] entretiennent avec celui-ci des relations régulières, pour ne pas dire quotidiennes. On les retrouve généralement à ses côtés à la tête de l'association, et ce sont également eux qui bénéficient en premier lieu des ressources que le dirigeant redistribue. Ils se différencient en cela du reste du groupe, qui est lié au dirigeant par des « liens faibles [*weak ties*] » [Granovetter, 1973], qui reposent sur des interactions moins régulières.

Enfin, le dirigeant consacre aussi une large partie de son temps à réaliser, ou à solliciter, la réalisation de projets collectifs. Ces projets renvoient notamment à la construction d'infrastructures (revêtement de rues, raccordement au système d'égout ou construction de salles communales...) ou encore à l'organisation d'activités collectives (ateliers de formation, organisation de fêtes ou accueil du consulat mobile...).

Ainsi, la position sociale du dirigeant dépend de sa capacité à tisser des liens, à accéder à des ressources et à faire en sorte que les membres de son groupe en bénéficient, au moins partiellement. Pour analyser les ressorts de ce travail d'intermédiation, la salle communale constitue un poste d'observation privilégié. En effet, en plus d'être le lieu où se tissent les liens entre les « habitants-clients », les « dirigeants-courtiers » et les « patrons politiques », la salle est bien souvent l'enjeu même de ces relations et des luttes de pouvoir qui les accompagnent. À partir d'une perspective interactionniste, cet article se propose d'analyser la façon dont se tissent et se réactivent ces relations qui, dans certaines configurations, peuvent être amenées à constituer des structures de mobilisation particulièrement convoitées par le personnel politique. Cela nous conduira enfin à interroger les ressorts de la participation politique des habitants des *barrios urbano-marginales* du Costa Rica.



Accéder à des ressources collectives : la salle communale dans la structuration des réseaux sociaux au niveau local

« La rue a pu être aménagée et la construction de la salle a pu commencer [...] ça a été l'héritage de cette campagne »⁶, Yolanda, dirigeante de *Rincón Grande*.

« Il y a quelques semaines, j'ai fourni à l'association des matériaux pour un projet [d'amélioration de la salle communale], si je le lui demande, elle te donnera un coup de main », Patricia, employée municipale.

La salle communale offre aux dirigeants de multiples occasions de nouer des liens avec les acteurs en charge des investissements collectifs, ou en mesure d'en faciliter la réalisation. En effet, la construction de la salle, son équipement, les améliorations qui peuvent lui être apportées comme sa gestion quotidienne, sont autant d'opportunités qui favorisent des rencontres et des échanges de biens et de services. Cela contribue à la structuration de réseaux sociaux qui peuvent parfois jouer un rôle significatif comme structure de mobilisation.

Face à l'insuffisance des moyens et à l'ampleur des besoins, les investissements en matière d'infrastructure collective constituent un enjeu crucial qui conduit les dirigeants communaux à se mobiliser et à entrer en contact avec des acteurs pouvant appuyer leurs requêtes voire accéder à leurs demandes. Ainsi, lorsqu'il s'agit d'obtenir la construction d'une salle communale ou sa rénovation, chaque dirigeant recourt à sa propre stratégie qui varie selon la situation dans laquelle il se trouve, ou pense se trouver. Si c'est généralement auprès des services municipaux que les dirigeants expriment leurs demandes⁷, les stratégies de sensibilisation des acteurs jugés influents peuvent varier. Dans le cas de Felipe, qui vient de créer une association afin d'éviter l'expulsion des familles de son secteur, et qui ne dispose, pour l'instant, d'aucun contact à la mairie, la stratégie consiste à mobiliser un intermédiaire au sein du quartier. Pour qu'une infrastructure collective soit construite dans son secteur, il sollicite donc « Don Roberto », dirigeant d'un autre secteur du quartier, « qui connaît beaucoup de gens à la muni [municipalité] ». De son côté, et alors que la campagne électorale pour les municipales bat son plein, Héctor, qui est l'un des principaux dirigeants de *Rincón Grande* et peut se prévaloir d'importantes relations avec les autorités locales, n'hésite pas à demander à Oscar, un cadre supérieur de la municipalité, à faire construire une salle communale dans le quartier. Quant à Maria, la présidente d'une association

6. Pour les citations extraites des notes de terrain et des entretiens réalisés durant notre terrain de recherche, en revanche, les noms des barrios ont été conservés, les noms des personnes, des associations et des secteurs ont été modifiés.

7. Malgré quelques exceptions qui subsistaient encore en 2010 suite au changement de réglementation, les services municipaux sont désormais en charge de l'entretien des salles communales. Chaque municipalité confie ensuite à une association de quartier la gestion quotidienne de la salle.

de *Rincón Grande* qui souhaite voir effectuer des travaux dans la salle dont elle assure la gestion, elle sollicite l'aide de la municipalité par le biais de Patricia, une employée municipale, qui habite le même quartier. Ainsi, chacun mobilise les intermédiaires qu'il connaît le mieux et avec qui il entretient les liens les plus forts. Les réalisations qui résultent de ces sollicitudes ne sauraient être empiriquement considérées comme un *don collectif* qui rendrait les habitants redevables envers les élus de la municipalité, à l'instar du don *maussien*⁸ qui oblige celui qui reçoit envers celui qui donne [Mauss, 2007]. La simplification des démarches, présumée ou avérée, ainsi que les services rendus tendent cependant à être considérés par le dirigeant qui se les voit accorder, comme un « témoignage de soutien ». Ces faveurs viennent alimenter des liens forts entre le dirigeant et celui qui le « soutient ». Ces liens se caractérisent par la réciprocité qu'ils induisent, comme en témoigne l'exemple suivant.

Lorsque Maria sollicite du matériel pour « sa » salle, elle demande directement de « l'aide » à Patricia, une employée municipale, originaire du même quartier. Pour Maria, il est clair que Patricia lui facilite les démarches pour l'obtention du matériel. Quelques semaines plus tard, Luisa, une habitante d'un autre secteur et *amie* de Patricia lui demande de l'aide pour l'achat d'équipements d'arts martiaux pour son fils. Patricia propose que les associations du quartier sponsorisent l'adolescent et s'engage à demander l'aide de Maria, car, comme elle l'explique à Luisa : « Il y a quelques semaines, j'ai fourni à l'association des matériaux pour un projet... si je le lui demande, elle te donnera un coup de main ».

Ainsi, la *réciprocité* fait figure de norme [Gouldner, 1960], « au sens de *schème* (ou de principe) immanent à la pratique, qu'il faut dire implicite plutôt qu'inconscient, pour signifier tout simplement qu'il se trouve à l'état pratique dans la pratique des agents » [Bourdieu, 2000, p. 250]. Et, parce que les échanges de matériels et de services s'inscrivent dans des relations durables, vécues sur le mode de la « *camaraderie* [*compañerismo*] », la probabilité que María, Luisa ou Patricia se conforment à cette norme n'en est que plus élevée. Les échanges décrits viennent ainsi occasionnellement réactualiser des liens durables. C'est pour cela que ce type d'interaction ne saurait se résumer à une pratique clientélaire circonscrite dans le temps et encore moins à un échange de faveurs instrumentalisé dans le seul but de capter des votes aux élections. Cependant, il n'en demeure pas moins que ce réseau de sociabilité et d'entraide, dans lequel Patricia joue un rôle central, pourra constituer le cas échéant une structure de mobilisation significative pour l'équipe de campagne d'Oscar, le supérieur de la fonctionnaire.

En favorisant la distribution de biens et de services par le biais d'employés municipaux ancrés dans les réseaux locaux, Oscar contribue à leur donner du

8. Dans son célèbre *Essai sur le don*, Marcel Mauss souligne « le caractère volontaire [...] apparemment libre et gratuit, et cependant contraint et intéressé » du don [2007, p. 66].



pouvoir, tout en renforçant ces réseaux. Par exemple, en encourageant Eduardo, un autre employé originaire du quartier, à superviser la réalisation des plans coopératifs⁹ dans son secteur, Oscar exerce une influence significative sur la position de son employé. En permettant à Eduardo de pouvoir agir sur l'allocation de certaines ressources limitées, et notamment celles liées aux infrastructures communales, son chef lui permet d'accéder à une fonction d'intermédiaire. Dès lors, c'est vers Eduardo que les voisins se tournent pour faire couper un arbre, réparer la salle communale, ou obtenir un rendez-vous pour un emploi à la municipalité. Cela permet à l'employé d'accéder à des rétributions tant symboliques – puisqu'il est désormais reconnu dans son secteur – que matérielles – en tant que maître d'œuvre, il bénéficie régulièrement de cadeaux, quand il ne s'agit pas d'une rémunération pécuniaire. Dès lors, il entretient avec ses voisins des liens qui, sans être particulièrement forts, pourront être mobilisés de façon sporadique. Quant à Oscar, il est considéré par ses employés comme « un bon chef » qui « [leur] a trouvé du travail » et « qui les soutient toujours ». Il bénéficie en retour d'une solide loyauté. Ainsi, de manière significative, lorsque Yolanda, une dirigeante de *Rincón Grande*, demande à Gustavo, employé municipal, « pourquoi te sens-tu obligé de faire campagne pour ton chef si ton salaire c'est à ton travail que tu le dois ? », ce dernier lui répond que « c'est comme une obligation morale ». Le lien entre Gustavo et son supérieur est donc exprimé sur le mode de l'impératif moral, dicté « par le 'dévouement' et la fidélité interpersonnelle » [Briquet, 1999, p. 11]. Il demeure marqué par le désintéressement et ce, malgré le fait qu'il assure des fonctions utilitaires [Briquet, 1999, p. 14].

En effet, les liens établis entre le chef et ses employés et entre ces derniers et les dirigeants communaux forment un réseau de relations sociales qui peut être mobilisé pendant les campagnes électorales et plus particulièrement pour les élections municipales. Patricia, Eduardo et les autres employés-courtiers se convertissent alors en acteurs-clés du *réseau de soutien partisan* du courant politique auquel appartient leur supérieur¹⁰. En assumant ouvertement son soutien à son chef [« *poniendo la cara [para su superior]* »], en argumentant que celui-ci « a beaucoup soutenu la communauté », en mobilisant des dirigeants communaux pour qu'ils « emmène[nt] du monde » aux activités de campagne, en favorisant de nouveaux échanges, en proposant à un dirigeant « de faire un étage » supplémentaire à une salle communale et en apostrophant un autre pour qu'il « n'achète pas de matériau » – arguant qu'il peut lui en fournir, l'employé-

9. Le plan coopératif est une modalité qui permet la construction d'une infrastructure collective (réhabilitation d'un salon, d'une rue, d'un mur de contention...). La municipalité se charge de fournir le matériel et les machines nécessaires alors que les habitants du secteur fournissent la main d'œuvre. Un maître d'œuvre, généralement employé municipal, est chargé de superviser les travaux.

10. Dans le cas observé, Oscar soutient la faction libérationniste dont est issu le maire de la ville, candidat à sa propre réélection.

courtier se positionne comme un niveau d'intermédiation incontournable entre les dirigeants communaux et les cadres de la municipalité.

Or, si les échanges de faveurs renforcent ce réseau d'intermédiation, celui-ci demeure malgré tout relativement instable. En effet, s'il est vrai que les dirigeants communaux ne remettent que rarement en cause le processus d'allocation des ressources, ils sont en revanche en compétition pour faire partie du réseau d'intermédiation ou pour renégocier les positions établies au sein de celui-ci. De fait, si les salles communales font l'objet d'une concurrence aussi acharnée, c'est parce que cet espace contribue à mettre en lumière, dans chaque quartier, l'état de rapports de forces qui dépendent de la capacité de chaque acteur à obtenir des ressources matérielles et symboliques. Les lettres de dénonciation envoyées aux autorités, ainsi que les mobilisations collectives pendant les visites d'élus et de cadres de la municipalité constituent autant de tentatives pour démontrer l'illégitimité de leurs adversaires et ce faisant, faire valoir leur propre légitimité. C'est ainsi que, durant la campagne électorale, José Luis organise une mobilisation pour réclamer la gestion d'une salle communale dont un dirigeant concurrent a la charge. Alors que le maire de la ville vient faire campagne dans le secteur, des membres de l'association que préside José Luis se mobilisent autour de leur dirigeant pour demander à ce « que la salle soit rendue à la communauté ». À travers « le registre du nombre » [Offerlé, 1994, p. 112], le dirigeant *met en scène* l'importance du groupe qu'il entend incarner. De fait, tout comme dans le cas du *big man* mélanésien décrit par Sahlin [1963, p. 291], la renommée du dirigeant dépend de l'importance de son groupe et de sa capacité à le faire exister. Cette mobilisation pour la salle apparaît donc comme un moyen, pour le dirigeant, de demander à être considéré comme un intermédiaire légitime, qui se verrait faciliter l'accès aux ressources municipales.

L'étude des échanges de faveurs, biens et service, liés aux salles communales permet d'analyser la permanence et la (re)structuration des relations entre les dirigeants et leurs *patrons* politiques, en particulier au niveau municipal. Cependant, pour saisir la formation de ces *réseaux de soutien partisan*, il est nécessaire de se pencher sur les ressorts de la mobilisation des groupes par les dirigeants.

« Les actes sont plus sincères que les paroles » : la capacité à « faire »¹¹ comme ressort de légitimité

« [Le logement] est un combat épuisant : gagner la confiance de la communauté... et puis ne pas la perdre... », José Luis, dirigeant communal de *Rincón Grande*.

11. Dans un article où elle étudie le clientélisme et les ressorts de la politisation populaire dans les favelas de Rio de Janeiro, C. Goirand souligne que « Pour une majorité d'électeurs pauvres de Rio de Janeiro, la motivation du vote se résume [...] à un verbe : faire. On n'accepte de voter que pour le



La compétition entre les dirigeants est constante. Pour conserver ou améliorer leur position par rapport aux autres, les dirigeants doivent démontrer leur *représentativité* et donc « fournir la preuve positive de l'assentiment » de ceux qu'ils disent représenter [Offerlé, 1994, p. 70-76]. Afin de comprendre ce qui conduit certains habitants à se mobiliser et à rester *loyaux* envers leur dirigeant [Hirschman, 1982], il convient d'étudier les liens qui se tissent entre celui-ci et les membres du groupe. Afin d'analyser les ressorts de la légitimité du dirigeant, la salle communale constitue un poste d'observation privilégié.

Dans les *barrios urbano-marginales* du Costa Rica, tout comme dans les *favelas* brésiliennes étudiées par Camille Goirand [1998, p. 112] ou dans les bidonvilles marocains analysés par Lamia Zaki [2005, p. 430], le registre de la parole et des promesses apparaît comme étant largement disqualifié. La *parole* y est bien souvent considérée comme le propre du politique, donnant ainsi à voir l'ampleur du discrédit attribué à la classe politique costaricienne dans cette frange de la population. Face à la disqualification de la parole, la capacité à faire constitue un important ressort de légitimation, qui prévaut tant pour les candidats aux élections que pour les fonctionnaires ou les dirigeants communaux. Lorsque, dans le bureau d'un dirigeant, une affiche signale que « les actes sont plus sincères que les paroles » ; lorsque, pendant une campagne électorale, un fonctionnaire municipal conseille à un dirigeant de ne pas adresser aux candidats une liste de propositions focalisées sur « des questions de logement mais plutôt sur des choses qui peuvent se faire, sur des projets plus accessibles... des petites rues, des équipements sportifs ou des salles communales... » ; lorsqu'une habitante explique la différence entre les « dirigeants politiques » qui sont « ceux qui viennent, regardent et disent qu'ils vont faire quelque chose » et le « bon dirigeant » qui « agit, travaille pour sa communauté et apporte des solutions » aux problèmes des habitants, c'est bien la capacité à *agir* concrètement qui est valorisée. La capacité à faire apparaît dès lors comme une norme de légitimation amplement partagée. De fait, nombre des acteurs qui participent de la vie des *barrios urbano-marginales*, partagent et renforcent par le biais de leurs actions une vision normative selon laquelle il faut agir pour acquérir et conserver la confiance des habitants. Au quotidien, le dirigeant communal adopte donc des façons d'être, de dire et d'agir qui indiquent qu'il se conforme à cette norme. Cependant, la capacité à faire des dirigeants demeure restreinte. En effet, le dirigeant n'est pas en capacité

candidat qui fait quelque chose, avant l'élection ou au cours de la campagne électorale : par exemple, pour celui qui réalise des installations collectives dans le quartier où résident ses électeurs ou qui les aide personnellement en procurant à leurs enfants une inscription à l'école du quartier... Selon cette logique, on vote certes pour le candidat avec lequel on « sympathise », mais surtout, on ne vote que pour celui qui aura mérité l'élection par son engagement à faire quelque chose » [Goirand, 1998, p. 112]. À ce sujet, on pourra également consulter la thèse de L. Zaki, sur le rapport au politique des habitants des bidonvilles au Maroc [2005, p. 316-319 et 430-433].

de distribuer des ressources qui lui appartiendraient. Il ne peut redistribuer que celles qu'il réussit à se procurer et, lorsque celles-ci sont limitées, sa capacité de redistribution l'est tout autant. Parallèlement, « le combat pour le logement » est un processus de longue durée qui n'offre généralement que des résultats modestes. D'ailleurs, parmi les dirigeants interviewés, rares sont ceux qui peuvent se prévaloir d'avoir obtenu des solutions aux problèmes du logement. Dans cette perspective, et dans un contexte de vive concurrence entre les dirigeants, la construction (ou l'aménagement) d'une salle communale est donc présentée comme un succès qui a l'avantage d'être visible et aisément valorisable pour celui qui pourra s'en voir attribuer la réalisation.

En étant considéré comme l'instigateur de la construction d'une salle communale, le dirigeant démontre en effet qu'il sait « ce qu'il faut faire pour que les choses se fassent ». D'ailleurs, à l'instar de cet homme qui affirme que « dans ce pays, il faut savoir profiter des hommes politiques ... sans quoi, on obtient jamais rien... », les habitants de ces quartiers marginalisés considèrent généralement, non sans effet *performatif*, que les relations informelles avec le personnel politique représentent un moyen efficace d'accéder à des ressources.

Dans un contexte fortement concurrentiel, la capacité à agir, qui est elle-même associée au fait d'avoir des contacts stratégiques, devient donc un instrument de légitimation - et de délégitimation - dans les luttes entre dirigeants. C'est notamment ce qu'illustre ce commentaire d'un dirigeant au sujet de l'une de ses homologues :

« Elle a fait du bon travail [au sujet de la lutte contre la fermeture de la cantine¹²]. Elle y a mis beaucoup d'amour, beaucoup d'enthousiasme... mais parfois, cela ne suffit pas ! Parfois il faut savoir à quelle porte frapper, pas vrai ? Où aller, à qui parler... Elle est en train d'apprendre, petit à petit... [rires] comme nous apprenons tous. Elle aussi, il faut qu'elle apprenne. » Enrique, dirigeant communal de *Los Cuadros*.

En indiquant qu'« elle » ne sait pas encore ce que lui sait déjà, le dirigeant utilise un mode de *présentation de soi* qui lui permet de se donner à voir comme légitime tout en la discréditant [Goffman, 1973, p. 23]. En effet, alors qu'il perçoit probablement l'éventualité - voire le risque - que nous puissions avoir une influence sur la configuration locale, en reconnaissant, par exemple, la légitimité de sa *rivale*, le dirigeant adopte une stratégie de disqualification. Ce commentaire contribue donc à alimenter les luttes permanentes entre les dirigeants dont la position sociale dépend de la capacité à s'imposer en tant que dirigeant légitime, tant auprès des membres de leur groupe, qu'auprès des acteurs extérieurs au quartier,

12. Des cantines ont été créées dans certaines salles. Cependant, la fluctuation des subventions rend la permanence de ces structures très difficile.



qui sont toujours d'éventuels détenteurs de ressources. Finalement, en se targuant d'avoir obtenu la construction de la salle, puis son aménagement en cantine, le dirigeant signifie aux membres de son groupe qu'il est capable de mobiliser des réseaux stratégiques qui lui permettent d'accéder à des ressources que d'autres ne parviennent pas à obtenir. Bien que la salle communale ne s'inscrive pas parmi les priorités des habitants, elle agit ici comme un « effet de démonstration » qui illustre la capacité d'action du dirigeant, crédibilise ses paroles et donne plus de vraisemblance à ses projets. Si cela peut se traduire par le rapprochement de nouveaux habitants, notons que de tels « effets de démonstration » permettent surtout de renforcer le réseau de relations. On peut ainsi postuler que la démonstration d'une capacité à faire permet de limiter la probabilité que des membres du groupe fassent *défection* [Hirschman, 1982], notamment en se rapprochant d'un autre groupe, ou adoptent un comportement *apathique* [Bajoit, 1988], caractérisé par une faible implication dans le collectif.

Ainsi, si la salle ne permet pas au dirigeant de stabiliser durablement sa position sociale, elle constitue cependant un moyen privilégié *d'agir* et de pouvoir *continuer à agir*. En effet, la gestion de la salle communale assure au dirigeant une position stratégique tant pour *solliciter* de nouveaux investissements que *pour être sollicité*, notamment afin de prêter le local. Dans la ligne des travaux de David Knoke ou de Javier Auyero, on peut donc dire que la gestion – et donc le contrôle – du salon permet au dirigeant d'accéder à une « centralité positionnelle » [Knoke, 1990 ; Auyero, 2001, p. 96].

La salle communale : théâtre du travail quotidien d'intermédiation

La plupart du temps, une fois la salle communale construite, elle est la propriété de la municipalité. Cependant, une association de quartier est ensuite chargée de sa gestion au quotidien. Tout comme l'association, la salle devient rapidement indissociable de la figure du dirigeant qui bénéficie ainsi d'une grande marge de manœuvre quant à sa gestion. Cela lui permet également d'être largement associé aux événements qui s'y tiennent. De fait, alors que les *barrios urbano-marginales* sont caractérisés par le manque d'espaces privé et public, la gestion de la salle représente une ressource considérable pour le dirigeant. La salle est en effet l'un des espaces où se déroulent de nombreuses rencontres entre les habitants du quartier et des personnes extérieures à celui-ci, à l'instar du personnel politique. Le fait de contrôler cet espace permet au dirigeant de pouvoir assurer, dans une certaine mesure, sa fonction d'intermédiation et ainsi, de pouvoir maintenir, voire améliorer, sa position sociale. C'est ce que permettent d'illustrer les différentes situations d'intermédiation que nous allons analyser ici.

Il arrive assez fréquemment que la salle communale soit le *théâtre* d'une rencontre entre des habitants du quartier et des personnes extérieures à celui-ci.

Cela se produit notamment lorsqu'un événement dramatique survient. En effet, lorsqu'une partie d'un secteur est détruite par une inondation, un incendie ou un glissement de terrain ou qu'une famille n'a pas d'endroit pour veiller un défunt, la salle communale est mise à disposition. Cependant, la tâche du dirigeant ne se limite pas au prêt du local. En effet, il fait généralement le nécessaire pour rester sur place et « *pour voir en quoi il peut aider* ». Et, dans les cas où les familles relèvent de sa propre association, ou que le dirigeant de l'association à laquelle elles sont rattachées est absent, le dirigeant s'attache à trouver des solutions : en appelant les institutions concernées, en mobilisant ses contacts pour voir si ces derniers « *peuvent collaborer* » ou en envoyant des voisins faire une collecte... Lorsque les aides arrivent, le dirigeant poursuit son travail d'intermédiation avec, parfois, le soutien de ses proches, de ses « satellites personnels » [Sahlins, 1963, p. 290]. Il se charge donc d'accueillir les fonctionnaires et le personnel politique et d'organiser la redistribution des aides. Si cette situation permet d'apprécier la façon dont le dirigeant réactive d'anciens contacts, ou initie de nouvelles relations avec les visiteurs, elle permet également d'observer les modes de *présentation de soi* qu'il adopte. En distribuant lui-même les couvertures et en vérifiant que chacun est bien inscrit sur la liste des bénéficiaires, en ayant quelques mots gentils pour chacun et en se déclarant disposé à faire le nécessaire « pour le bien des autres », le dirigeant adopte des façons d'être et d'agir conformes à l'image amplement partagée, et qu'il a lui-même largement intériorisée, de ce que doit être un « bon dirigeant » qui « ne se bat pas pour lui [mais] pour sa communauté ».

En dehors des événements tragiques, les salles communales servent aussi d'espaces de réunion pour les habitants du quartier, les dirigeants et les acteurs extérieurs lorsque des organismes publics, des organisations à but non lucratif (ONG) ou des groupes d'étudiants viennent y mettre en œuvre des projets. Là encore, le rôle du dirigeant est central puisque lorsque ce n'est pas lui qui sollicite la mise en œuvre du projet, c'est lui qui se charge de mettre la salle à disposition. Le local peut ainsi servir à des étudiants de l'université désireux, pour un travail civique, d'organiser des cours d'alphabétisation, à l'Institut national d'apprentissage pour y donner des formations ou encore à une ONG pour y réaliser une expertise pour le compte du gouvernement... Que le dirigeant soit ou non le coordinateur de ces événements, c'est généralement lui qui est chargé de « convoquer les gens ». Lors des réunions, il est présent, pour ouvrir la salle et accueillir le public. Il est également là pour disposer les chaises et les tables, pour veiller à ce que la nourriture soit prête pour le repas, et tout simplement, « pour aider ».

En 2008, Claudio était considéré comme l'un des principaux dirigeants de *Rincón Grande* et gérait la salle communale que la municipalité venait de construire dans l'un des secteurs. Aussi, lorsque le ministère du Logement et des établissements humains [*Ministerio de vivienda y de asentamientos humanos*] demande à une ONG de réaliser une expertise sur le quartier, le dirigeant met



aussitôt la salle communale à disposition pour qu'y soit organisé un « *dialogue* » avec les habitants. L'activité a lieu une fois par semaine et, bien que le rôle de Claudio ne soit pas formellement défini, il apparaît comme le délégué de l'ONG dans le quartier. Il est notamment chargé par celle-ci de convoquer les habitants pour les réunions. Lors de la première session, le dirigeant semble très occupé. Il appelle les fonctionnaires municipaux pour qu'ils apportent des chaises, envoie sa secrétaire commander des repas et accueille les visiteurs... Tout au long de la journée, ce sont quelques dizaines de personnes qui se présentent, en grande majorité des dirigeants proches de Claudio, venus accompagnés de petits groupes. De fait, si le programme est prétendument ouvert à l'ensemble des organisations du quartier, les groupes représentés sont peu nombreux. Que ce soit parce que l'information n'a pas été diffusée ou parce que les antagonismes rendent inconcevables qu'un groupe participe à une activité identifiée comme étant celle d'un adversaire, la rencontre a tendance à se transformer en réunion de *dirigeants satellites*. Tant par son attitude que par la force des relations qu'il entretient avec les dirigeants présents, Claudio apparaît ici comme une figure centrale, qui n'est pas sans rappeler celle du *big man*. Cette centralité est renforcée par le fait que le rassemblement se tient dans la salle communale, lieu directement assimilé à sa personne. Par le biais de ces réunions, le *big man*, cultive la relation qu'il entretient avec ses *satellites* en leur permettant, ou en se donnant à voir comme leur offrant la possibilité, de créer de nouveaux contacts, utiles pour résoudre des problèmes présents et futurs. De fait, Yolanda, Susana, José Luis et les autres dirigeants présents sont venus pour « parler » avec les responsables du projet. Assise aux côtés du conseiller du ministre du Logement, Susana nous explique que si elle va à ce type de réunions, c'est « *para hacer patas* », c'est-à-dire, d'après le conseiller, afin de « se faire des relations, de connaître des gens ». Le procédé semble fonctionner puisque la semaine suivante, nous accompagnons le conseiller ministériel dans une visite qu'il rend à Susana. Elle l'a en effet invité à venir rencontrer quelques familles qui vivent dans des situations particulièrement précaires et ce, « pour que le ministre les prenne en considération ».

Ainsi, comme c'est généralement le cas lors d'une première rencontre avec les représentants d'une institution ou lors des premières sessions d'un programme, les dirigeants viennent « voir » pour ensuite « envoyer des gens » s'ils le considèrent nécessaire. D'après eux, face aux innombrables réunions auxquelles ils sont conviés, cette stratégie est avant tout un moyen pour « éviter l'usure de la communauté [*evitar el desgaste de la comunidad*] » dont ils reconnaissent ainsi la fragilité constitutive. Si les explications des dirigeants doivent être prises au sérieux, il faut également souligner qu'en s'instituant comme l'un des rares canaux de diffusion de l'information, les dirigeants renforcent leur influence sur le reste du groupe. À l'instar des *punteros* décrits par J. Auyero, la « concentration de l'information » est un élément central de la fonction d'intermédiaire du dirigeant communal

[2001, p. 96]. En effet, l'information et les contacts accumulés alimentent les échanges entre le dirigeant et les membres de son groupe et constituent par là même les moyens qui lui permettront de maintenir sa position par la suite. Si l'on reprend l'exemple de Susana, il semble en effet que si elle réussit à conserver son contact avec le conseiller du ministre, cela pourra lui permettre d'accéder, à l'avenir, à de nouvelles ressources, notamment informationnelles. C'est également ce que tend à démontrer l'exemple de Yolanda, dirigeante d'un *precario* de *Rincón Grande*. Deux ans après l'épisode de l'expertise pour le ministère du Logement, et quelques mois avant les fêtes de fin d'année, celle-ci s'occupe d'organiser la fête et la collecte des cadeaux pour les enfants de son association. Pour ce faire, elle fait appel à « une dame du palais présidentiel » :

« Je l'ai connue lors d'un programme, qu'une [organisation] réalisait pour le ministère du Logement... il y a de ça deux ans... Maintenant elle ne travaille plus là [dans cette organisation], elle est au Palais présidentiel... mais elle nous aide toujours pour les cadeaux des enfants... ».

Le jour de Noël, Viviana « la dame du Palais présidentiel », autrefois responsable de l'un des axes du programme d'expertise réalisée pour le compte du ministère du Logement, se présente à la salle communale. À cette occasion, hormis la dirigeante, aucune des personnes consultées ne semble la (re)connaître. Les mères les mieux informées mentionnent qu'il s'agit d'une « dame du Palais présidentiel », sans autre forme d'explication. Peu de personnes semblent cependant curieux de savoir qui est cette donatrice qui n'a pas l'habitude de leur rendre visite. Bien que Viviana se trouve dans la salle pour distribuer les cadeaux et organiser des jeux, la relation *interpersonnelle* caractéristique du clientélisme ne se concrétise pas [Médard, 1976, p. 103] entre elle et ceux qui reçoivent les cadeaux, les enfants et leurs parents. S'il ne semble pas opportun de parler d'échange clientélaire entre Viviane et les membres du groupe, soulignons cependant que les cadeaux et l'organisation de la fête alimentent le réseau de relations dont tous font partie. De plus, cet épisode permet à Yolanda de consolider sa relation avec Viviana tout en étayant auprès de son groupe sa position de dirigeante. En effet, la dirigeante est perçue comme la personne qui a su trouver une donatrice et qui a ainsi permis à chaque enfant de recevoir un cadeau. Comme dans la plupart des cas, même si le dirigeant ne résout pas le problème, il facilite la transaction qui en permet la résolution. Ce faisant, sa légitimité auprès des membres du groupe s'en trouve renforcée. Pour le dirigeant, ce travail d'intermédiation est donc un moyen de consolider les *liens forts* qu'il entretient avec ses *satellites*. Cela lui permet également de maintenir des *liens faibles* avec le reste du groupe. La légitimité qui résulte de sa capacité à agir apparaît finalement comme le fondement, tout au moins partiel, de sa capacité mobilisatrice.



Vers un réseau de soutien partisan

Pendant les campagnes électorales, Yolanda, Susana, José Luis et beaucoup d'autres dirigeants mobilisent leurs groupes pour qu'ils participent à des activités partisans. Ce travail de mobilisation s'opère notamment lors des réunions associatives. Ainsi, par exemple, lorsque José Luis réunit son association dans la salle communale en vue de fixer l'agenda pour les mois à venir, il évoque l'organisation du « bingo pour les enfants et les mères de la communauté », les réunions avec la ministre du Logement et une éventuelle manifestation. Il termine par ces mots :

« Ici, l'idée, c'est pas de faire de la politique. Je sais que ce n'est pas l'endroit idéal¹³. Et vous savez que vous êtes libres de voter pour qui vous voulez, c'est pour ça que je ne vais pas m'étendre. Mais on voulait vous dire que Yolanda et moi, on a décidé de participer activement à la campagne politique de Doña Laura¹⁴ », José Luis, dirigeant de *Rincón Grande*.

En annonçant aux membres de l'association qu'ils coordonneront la campagne libérationniste aux prochaines élections, José Luis et Yolanda préfigurent la transformation de leur association en un *réseau de soutien partisan*. Pendant les mois qui suivent, nombre des membres de l'association seront en première ligne pour réaliser des porte-à-porte, distribuer des tracts, assister aux manifestations partisans et participer à l'organisation de la journée électorale. De la même manière, les membres du groupe de Yolanda, ceux de l'association de José Luis, les voisins de Susana travailleront activement dans la campagne. Si cette participation active semble être un moyen d'accéder à une rémunération pour certains, c'est aussi une manière de démontrer leur soutien à un dirigeant « qui [les] soutient toujours ». Pour les membres de leurs réseaux respectifs, et en particulier pour ceux avec qui ils entretiennent des *liens forts*, Yolanda et José Luis sont de « très bons voisins » qui « se battent toujours pour leur communauté » : en trouvant un cercueil pour un enterrement, en obtenant un rendez-vous difficile, en organisant la fête de Noël ou un bingo pour les enfants... *D'où viennent les aides ? Qui a payé le cercueil ? Qui a simplifié la démarche ? Qui a donné les cadeaux ?* Autant de questions que ne semblent pas se poser les membres de ces groupes. Pourtant, ces solutions et ces cadeaux sont considérés comme autant de preuves de l'altruisme du dirigeant, altruisme qui alimente la confiance des membres du groupe envers

13. La loi 3859 qui régit les « associations de développement » stipule qu'il est absolument interdit d'utiliser l'association à d'autres fins que celles qui sont indiquées dans les statuts et règlements, et tout particulièrement de promouvoir des affrontements politiques électoraux, de faire du prosélytisme religieux ou d'encourager la discrimination raciale ». *Loi sur le développement de la communauté*, Loi 3589 du 07-04-1967, [en ligne] URL : http://www.dinadeco.go.cr/index.php?module=Pagesetter&type=file&func=get&tid=8&fid=doc_digital&pid=15 [Consulté le 1^{er} novembre 2012].

14. En référence à Laura Chinchilla, candidate du Parti de Libération Nationale élue le 7 février 2010.

leur dirigeant. Ces relations, qui doivent constamment être réactualisées, consolident la légitimité du dirigeant en tant que représentant du groupe. Par la suite, lorsque Yolanda, José Luis ou Susana demandent aux membres de leur groupe de remplir un bus pour aller à une manifestation, d'assister à une formation de deux heures pour les élections, ou encore d'arpenter tout le quartier aux côtés d'un candidat, le bus est rempli et des membres du groupe assistent à la formation et parcourent les rues du quartier en compagnie du candidat. Si, par manque d'éléments empiriques, ces observations ne nous permettent pas d'apporter de conclusions sur la question spécifique du comportement électoral, elles nous permettent cependant de mettre en évidence le fait que ces réseaux de sociabilité constituent, dans le cadre électoral, des structures de mobilisation essentielles pour les partis.

Conclusion

Ainsi, l'étude de la salle communale nous a permis d'analyser les relations entre les habitants des *barrios urbano-marginales* et les acteurs extérieurs à ces quartiers. Si ces relations ne sont bien entendu pas circonscrites à la salle communale, celle-ci n'en demeure pas moins un observatoire privilégié pour les étudier au quotidien et ainsi, pour pouvoir saisir les ressorts du travail d'intermédiation opéré par les dirigeants communaux.

D'abord, cela nous a permis d'étudier la façon dont les échanges de faveurs participent de la structuration de complexes réseaux d'interdépendance et de sociabilité, qui peuvent constituer de solides *réseaux de soutien partisan* lors des campagnes électorales. Cependant, soulignons que l'importance des relations décrites ici, entre les dirigeants et les cadres de la municipalité, ne doit pas être surestimée. En effet, pour être en mesure d'apporter des réponses aux innombrables sollicitudes des membres de son groupe, le dirigeant communal est contraint de multiplier les contacts avec des donateurs potentiels. Il se retrouve alors pris dans une pluralité de relations, qui engendrent de multiples loyautés, qui peuvent se révéler contradictoires. Dans ce contexte, si cette analyse permet de mieux saisir les ressorts du travail d'intermédiation, elle invite cependant à se pencher sur les stratégies de hiérarchisation mises en œuvre par les dirigeants communaux.

En outre, la salle communale constitue un espace particulièrement approprié pour observer la façon dont le dirigeant alimente au quotidien les relations qu'il entretient avec les membres de son groupe. La capacité à *faire* ou, tout au moins, à être considéré comme celui qui fait ou qui permet que « les choses se fassent », est ainsi apparue comme un facteur essentiel de légitimation pour le dirigeant. Il paraît alors fondamental de s'intéresser aux perceptions et aux productions de sens associées au travail d'intermédiation, au-delà de l'échanges pragmatiques proprement dit [Briquet, 1999, p. 10]. L'analyse des perceptions et des modes d'inter-



prétation, en nous permettant de saisir les normes sociales qui prévalent dans les groupes étudiés, améliore notre compréhension des ressorts de la participation populaire. Cela permet notamment de comprendre comment la permanence de *liens forts*, que l'on peut qualifier de « liens clientélares », peut favoriser la participation politique et ce, sans que des techniques de contrôle n'aient besoin d'être mises en œuvre. Comme cela a été démontré par ailleurs [Auyero, 2001 ; Levitsky, 2001], ces *liens forts* peuvent constituer d'importantes structures de mobilisation, notamment pour les partis politiques. Cependant, l'analyse empirique nous amène à considérer que les habitants liés aux dirigeants par des *liens forts* sont extrêmement peu nombreux. Au-delà des relations clientélares et des *obligations réciproques* qu'elles induisent [Briquet, 1999], il semble donc primordial de s'intéresser plus amplement aux relations caractérisées par des *liens faibles* et ce, afin de comprendre dans quelles configurations et par le biais de quels processus elles peuvent être mobilisées.

Bibliographie

- ACUÑA CHAVERRI Iván Anselmo**, *Aproximación al clientelismo político en el sistema político costarricense: dos estudios de caso*, mémoire de licenciatura en science politique, université du Costa Rica, 2007.
- AUYERO Javier**, *Poor people's politics. Peronist survival networks and the legacy of Evita*, Durham & London, Duke University Press, 2001.
- AUYERO Javier**, « Clientelismo político en Argentina: doble vida y negación colectiva », *Perfiles Latinoamericanos*, n°20, 2002, p. 33-52.
- BAJOIT Guy**, « Exit, voice, loyalty... and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement », *Revue française de sociologie*, 1988, vol. 29, n°2, p. 325-345.
- BOURDIEU Pierre**, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Seuil, 2000, [1^{er} éd. 1972].
- BRIQUET Jean-Louis**, « La politique clientélaire. Clientélisme et processus politique », in **BRIQUET Jean-Louis**, **SAWICKI Frédéric** (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Puf, 1998, p. 7-37.
- BRIQUET Jean-Louis**, « Des amitiés paradoxales. Échanges intéressés et morale du désintéressement dans les relations de clientèle », *Politix*, vol. 12, n°45, 1999, p. 7-20.
- BRIQUET Jean-Louis**, « Les formulations savantes d'une catégorie politique. Le clientélisme et l'interprétation sociohistorique du 'cas italien' », *Genèses*, n°62, 2006 p. 49-68.
- COMBES Hélène**, « ¿Dónde estamos con el estudio del clientelismo? », *Desacatos*, 36, 2011, p. 13-32.
- DE VRIES Pieter G.** *La modernización del clientelismo en el Atlántico de Costa Rica*, Heredia, EUNA, 2001.
- FLODERER Camille**, *Les relations État/Société : un ressort de la stabilité démocratique du Costa Rica? Le cas de Rincón Grande de Pavas*, mémoire de master en science politique, Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence, 2008.
- FREIDENBERG Flavia**, **LEVITSKY Steven**, « Organización informal de los partidos políticos en América latina », *Desarrollo Económico*, vol. 46, n°184, 2007, p. 539-568.
- GAY Robert**, « Community organization and clientelist politics in contemporary Brazil: a case study from suburban Rio de Janeiro », *International Journal of Urban and Regional Research*, 1990, vol. 14, n°4, p. 648-665.

- GOFFMAN Erving**, *La mise en scène de la vie quotidienne*, vol. 1, Paris, Éd. de Minuit, 1973.
- GOIRAND Camille**, « Clientélisme et politisation populaire à Rio de Janeiro », in **BRIQUET Jean-Louis**, **SAWICKI Frédéric** (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Puf, 1998, p. 111-144.
- GOULDNER Alvin W.**, « The norm of reciprocity: a preliminary statement », *American Sociological Review*, vol. 25, n°2, 1960, p. 161-178.
- GRANOVETTER Mark S.** « The strength of weak ties », *American Journal of Sociology*, vol. 78, n°6, 1973, p. 1 360-1 380.
- HELMKE Gretchen**, **LEVITSKY Steven**, « Informal Institutions and Comparative Politics: A Research Agenda », *Perspectives on Politics*, vol. 2, n°4, 2004, p. 725-740.
- HIRSCHMAN Albert O.**, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1982.
- KITSCHELT Herbert**, **WILKINSON Steven**. *Patrons, clients, and policies: patterns of democratic accountability and political competition*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.
- KNOKE David**, « Organizing for Collective Action: The Political Economies of Associations », Hawthorne, Aldine de Gruyter 1990.
- KNOKE David**, *Political Networks: The Structural Perspective*, New York, Cambridge University Press, 1990.
- LEVITSKY Steven**, « An "organised disorganisation": informal organisation and the persistence of local party structures in Argentine Peronism », *Journal of Latin American Studies*, vol. 33, n°1, 2001, p. 29-66.
- MAUSS Marcel**, *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Quadrige Grands textes », 2007, [1^{ère} ed. 1924-1925].
- MÉDARD Jean-François**, « Le rapport de clientèle. Du phénomène social à l'analyse politique », *Revue française de science politique*, vol. 26, n°1, 1976, p. 103-131.
- MOLINA ALFARO Eugenia**, *Repercusiones político-organizativas del acuerdo político firmado entre los Frentes de la Vivienda y el Estado durante la administración Arias Sánchez*, mémoire de Master en Sociologie, Université de Costa Rica, 1990.
- O'DONNELL Guillermo**, « Ilusiones sobre la consolidación », *Nueva Sociedad*, n°144, 1996, p. 70-89.
- OFFERLE Michel**, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 1994.
- SAHLINS Marshall D.**, « Poor Man, Rich Man, Big-Man, Chief: political types in Melanesia and Polynesia », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 5, n°3, 1963, p. 285-303.
- VOMMARO Gabriel**, *Regards croisés sur les rapports des classes populaires au politique en Argentine. Retour sur la question du clientélisme*, thèse de doctorat en Sociologie, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2009.
- VOMMARO Gabriel**, **QUIRÓS Julieta**, « 'Usted vino por su propia decisión': repensar el clientelismo en clave etnográfica », *Desacatos*, 36, p. 65-84.
- ZAKI Lamia**, *Pratiques politiques au bidonville, Casablanca (2000-2005)*, Thèse de doctorat en science politique, Institut d'études politiques de Paris, 2005.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

À partir d'un terrain de recherche réalisé dans trois *barríos urbano-marginales* de la grande aire métropolitaine de San José (Costa Rica), cet article porte sur les relations qui se tissent entre les habitants

de ces quartiers et le personnel politique. Afin d'étudier le travail d'intermédiation, nous nous concentrons tout particulièrement sur la figure du dirigeant de quartier et sur l'un de ses principaux espaces d'action : la salle communale. En plus



d'être le lieu où se nouent les liens entre les « habitants-clients », les « dirigeants-courtiers » et les « patrons politiques », la salle constitue bien souvent l'enjeu même de ces relations et des luttes de pouvoir qui les accompagnent. Elle est en cela un poste d'observation privilégié pour analyser au quotidien la façon dont se structurent de complexes réseaux d'interdépendance, qui peuvent constituer d'importants *réseaux de soutien partisan* dans la configuration électorale. Basé sur une approche ethnographique, cet article se propose de contribuer à une analyse de la participation politique des couches populaires au Costa Rica.

DE LA ASOCIACIÓN COMUNAL HACIA LA RED DE APOYO PARTIDARIO. ELEMENTOS PARA EL ESTUDIO LOCALIZADO DE LAS RELACIONES CLIENTELARES EN COSTA RICA.

Con base en trabajos etnográficos en tres barrios urbano-marginales de la Gran Área Metropolitana de San José (Costa Rica), este artículo se interesa en las relaciones sociales de tipo clientelista a través de la figura del dirigente comunal y de uno de sus espacios de acción: el salón comunal. De hecho, además de ser uno de los lugares donde se tejen las relaciones entre los "habitantes-clientes", los "líderes-brókeres" y sus "patrones políticos", el salón es muchas veces el objeto mismo de dichas relaciones y de las luchas de poder que les acompañan. Constituye entonces un puesto de observación privilegiado que nos permite

analizar cómo se tejen cotidianamente complejas redes entrelazadas, que pueden procurar importantes estructuras partidarias en las configuraciones electorales. Desde una metodología etnográfica, intentamos en este artículo contribuir al análisis del apoyo partidario y de la participación política de los sectores populares en Costa Rica.

FROM THE COMMUNITY ORGANIZATION TO THE PARTISAN SUPPORT NETWORK. A LOCAL APPROACH OF CLIENTELIST RELATIONSHIPS IN COSTA RICA. Based on ethnographic fieldwork in three *poor urban settlements* of San José's greater metropolitan area, this article examines the *clientelistic* relationships undertaken the figure of the *barrio* leader and one of his more routine spaces of action: the community center. In fact, besides it being a space where relations between the « local clients », the « leaders-brokers » and their « political patrons » regularly take place, the community center is also often the object of these social relations and the power struggles that relate to them. The community center, then, becomes an important object in itself which allows us to come to understand the how daily practices emanating from the tightly-knit networks that tend to structure party-based politics at election time. From a methodological position that stresses ethnographic perspective, I intend in this article to contribute to an analysis of party support and political participation of urban poors in Costa Rica.

MOTS CLÉS

- clientélisme
- intermédiation
- légitimation
- loyautés partisans
- milieux populaires

PALABRAS CLAVES

- clientelismo
- intermediación
- legitimación
- apoyo político
- sectores populares

KEY WORDS

- clientelism
- brokerage
- legitimization
- political support
- urban poor

Mathieu Uhel*

La démocratie participative entre subordination et autonomisation politique. Les Conseils communaux à Maracaibo (Venezuela)

Pendant la période d'hégémonie nationale et populaire au Venezuela, l'appareil d'État, qui se développe avec la progressive réappropriation de l'industrie pétrolière, intègre les dispositifs participatifs locaux, les associations de voisinage, à la structure de domination politique.

Mobilisant un discours anti-néolibéral qui critique la corruption et l'incompétence des élites et promet de radicaliser la démocratie et redistribuer les revenus de la rente pétrolière, Hugo Chávez est élu président de la République en 1998. La « démocratie participative et protagonique » s'impose dès le début comme un concept central de la révolution bolivarienne. Avec la radicalisation du processus de changement vers le « Socialisme du XXI^e siècle » à partir de 2006, les Conseils communaux matérialisent la volonté du gouvernement de permettre « au peuple organisé d'exercer directement la gestion des politiques publiques et des projets orientés à répondre aux nécessités et aspirations des communautés dans la construction d'une société d'équité et de justice » (Loi des Conseils communaux, 2006). L'objectif de la constitution du Pouvoir populaire est donc de rompre avec

* Doctorant en géographie au laboratoire ESO à Caen, UMR 6590 Espaces et sociétés (CNRS/ université de Caen-Basse Normandie), MRSH, Esplanade de la Paix, 14032 Caen cedex. mathieu.uhel@unicaen.fr

la structure de domination héritée de la période antérieure et de poser les bases d'une nouvelle relation entre la société et l'État.

Critiquée dans sa version contemporaine pour être un mécanisme de stabilisation de la « bonne gouvernance » néolibérale, la participation citoyenne, avec l'élection des représentants des quartiers précaires, ouvre la voie à l'approfondissement des pratiques clientélistes et donc à la reproduction de la structure de domination politique. Cependant, la mise en place des dispositifs participatifs au sein d'un projet politique révolutionnaire qui questionne l'organisation des relations de pouvoir dans une perspective de radicalisation de la démocratie, peut limiter ou empêcher le clientélisme et favoriser l'autonomie politique des communautés locales permettant ainsi leur intervention sur les processus de production socio-environnementaux.

L'objectif de ce texte est d'analyser l'impact de la « démocratie participative et protagonique » dans l'exercice du pouvoir politique pour l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers précaires de Maracaibo, deuxième ville du pays. Comment s'organisent les relations de pouvoir dans l'espace politique résultant de la transition des associations de voisinage aux Conseils communaux ? Comment se distribuent socialement les projets communautaires décidés par les Conseils communaux et financés par l'État à l'intérieur de l'espace politique local ? Plus généralement, les Conseils communaux participent-ils d'un processus d'autonomisation politique des communautés locales ?

Afin d'apporter des éléments de réponse à cette problématique, des recherches ont été menées dans deux quartiers précaires de la périphérie de Maracaibo et à la Fondation pour le développement de la communauté et la promotion municipale (observations directes, entretiens formels et informels).

La démocratie participative entre subordination et autonomisation politique

Dans les pays d'Amérique latine, la relation entre l'appareil d'État et les communautés locales pour la distribution des ressources publiques et l'amélioration des conditions de vie des habitants des quartiers précaires a été fréquemment caractérisée par le clientélisme politique. Jean-Louis Briquet définit le clientélisme comme des relations interpersonnelles entre individus qui appartiennent à des groupes sociaux aux ressources inégales et qui s'appuient sur des échanges de biens et services avec des obligations morales entre le patron et le client [Briquet, 1998].

Dans le débat contemporain sur le clientélisme, Hélène Combes critique à la fois les perspectives instrumentaliste et culturaliste et cherche à rétablir le point de vue des acteurs afin de restituer la complexité de la relation clientéliste [Combes, 2011]. Selon l'auteur, la relation de dépendance politique ne signifie pas que le client soit captif de la relation hiérarchique avec le patron, propriétaire du



quasi-monopole de l'accès aux ressources dans un espace social déterminé. Pour comprendre le clientélisme, il est nécessaire de prendre en compte les dimensions morales et affectives des relations interpersonnelles ainsi que la capacité réflexive des acteurs. À la fois volontaire et contraint, intéressé et désintéressé, l'échange politique n'est pas exempt de tensions et de conflits. Gabriel Vommaro et Julieta Quiros parlent de calcul moral pour désigner les évaluations et les négociations effectuées par les entrepreneurs politiques territoriaux et par les habitants des quartiers populaires [Vommaro et Quiros, 2011].

Sans minorer cette perspective micro-sociologique, on cherchera à insister dans ce texte sur le fait que ces relations interpersonnelles (de pouvoir) s'insèrent dans une structure de domination politique qui influe sur les pratiques des acteurs et donc sur la répartition des ressources publiques dans l'espace local. La définition foucauldienne du pouvoir¹ permet de reconnaître la liberté des sujets et leur capacité à subvertir et à transformer l'ordre social² parce qu'il n'existe pas de relation de pouvoir sans résistance [Foucault, 1994 a]. Mais, dans le même temps, elle permet de comprendre que cette liberté est contrainte par l'inégale distribution des ressources (économiques, politiques, sociales et culturelles) et instrumentalisée par les techniques de pouvoir³ en faveur des états de domination [Foucault, 1994 b].

Les référents des quartiers populaires répartissent les ressources publiques de manière discrétionnaire et inégale dans l'espace local cherchant à renforcer le réseau de subordination politique, condition de la permanence de leur position ainsi que de la réélection du parti auquel ils sont affiliés. Étant donné la capacité de résistance des habitants, ces objectifs ne sont jamais atteints mécaniquement et peuvent être l'objet de conflits. Cependant, la relation clientéliste limite et encadre la capacité de décider et d'agir des habitants sur le processus de production socio-environnementale.

L'impératif participatif contemporain est présenté comme une mesure qui permet d'approfondir la démocratie par l'« empowerment » des communautés locales. L'élection de la représentation locale afin de promouvoir les intérêts collectifs des habitants devient un champ de bataille politique parce qu'il permet aux partis de se constituer un ancrage local. Cette institutionnalisation de la

1. Rejetant le pouvoir réduit à l'État, Michel Foucault propose une définition relationnelle du pouvoir : il s'agit de « la manière pour les uns de structurer le champ d'action des autres » [Foucault, 1994 a].
2. Selon le philosophe Mauricio Lazzarato, les pratiques de liberté doivent permettre de « jouer les relations stratégiques de pouvoir avec le minimum possible de domination et d'augmenter la liberté, la réversibilité des jeux de pouvoir, parce qu'elles sont les conditions de la résistance et de la création » [Lazzarato, 2000].
3. Les techniques de pouvoir recouvrent l'ensemble des pratiques par lesquelles les institutions peuvent « constituer, définir, organiser, instrumentaliser les stratégies que les individus, dans leur liberté, peuvent avoir les uns par rapport aux autres » [Foucault, 1994 b].

participation ouvre la voie à l'approfondissement des pratiques clientélistes et donc à la reproduction de la structure de domination politique. Partagée par des acteurs politiques aux principes idéologiques opposés [Mohan et Stokke, 2000], la participation n'a ni les mêmes contenus ni les mêmes implications politiques et socio-environnementales selon le contexte dans lequel elle se développe. Il existe une ample littérature scientifique sur laquelle nous ne reviendrons pas qui a analysée les effets des dispositifs participatifs pour les communautés locales en contexte néolibéral [Jaglin, 2005] ou dans d'autres contextes comme dans le cas du socialisme municipal de Porto Alegre [Gret et Sintomer, 2002].

Sans préjuger de ses effets, nous soutenons que la promotion par l'État de dispositifs participatifs ouvre la possibilité d'agir collectivement en faveur de la transformation des relations asymétriques de pouvoir politique, mais, dans le même temps, permet la captation de la mobilisation des individus au bénéfice de la structure de domination politique. La subordination ou l'autonomisation des communautés locales face à la structure de domination dépend du contexte dans lequel se développent les dispositifs participatifs. La portée subversive et émancipatrice de la participation nécessite que celle-ci soit intégrée à un projet politique radical qui questionne l'organisation des relations de pouvoir [Hickey et Mohan, 2005]. De la définition des relations de pouvoir à travers les échelles dépend la capacité des communautés locales à s'extraire des pratiques clientélistes et à intervenir collectivement sur leurs conditions matérielles de vie et, plus globalement, sur les processus de production socio-environnementale. C'est en ce sens que Nik Heynen, Maria Kaika et Erik Swyngedouw prolongent le droit à la ville d'Henri Lefebvre pour l'appliquer à la production socio-environnementale soulignant la nécessité de développer des stratégies qui permettent une distribution du pouvoir social plus équitable et une production de la nature plus inclusive [Heynen y al., 2006].

La démocratie participative et protagonique au Venezuela : rompre avec la structure de domination « *puntofijiste* » et avancer vers le « socialisme du XXI^e siècle »

La mise en place de la démocratie au Venezuela s'est effectuée par le biais de la signature du Pacte de Punto Fijo entre les partis politiques dominants en 1958⁴. Avec ce consensus « la bourgeoisie réorganise le système de domination à travers la médiation des partis politiques s'appuyant sur une vaste base populaire et sous la direction de la démocratie représentative, en assurant simultanément le contrôle de la population et les conditions pour étendre l'accumulation [capitaliste] » [Lacabana, 2006]. Réprimant les projets révolutionnaires et leurs

4. Il s'agit d'Action démocratique (AD), du Comité d'organisation politique électoral indépendant (COPEI), et de l'Union républicaine démocratique (URD).



promoteurs (comme le Parti communiste du Venezuela et la Centrale unitaire de travailleurs du Venezuela), les partis dominants promeuvent l'incorporation des secteurs dominés (marginaux et intermédiaires) dans l'appareil d'État à travers le « syndicalisme de conciliation »⁵ et l'instrumentalisation des dispositifs participatifs, comme mesures de légitimation de l'hégémonie nationale-populaire.

Étant des mécanismes de défense des classes moyennes face au développement urbain chaotique, les associations de voisinage (AV), à l'origine apolitiques, deviennent plus critiques du système *puntofijiste* au fur et à mesure qu'elles se développent [Salamanca, 1998]. S'organisant à l'échelle nationale, les AV revendiquent une plus grande participation des citoyens dans les affaires publiques, la dépolitisation partisane du régime et l'autonomie face aux partis politiques et à l'État [Salamanca, 2003].

La crise économique associée au processus de décentralisation politico-administrative contribue à changer la relation des AV à la structure de domination politique. Outre le transfert de compétences et de ressources financières aux niveaux municipaux et régionaux, ainsi que l'élection directe des autorités correspondantes, le processus cherche à développer la participation des citoyens à l'échelle locale par la reconnaissance et la promotion des associations de voisinage intégrées aux *juntas parroquiales* comme nouvelles instances municipales consultatives⁶. Selon la législation, les AV ont pour mission de faire des propositions et de collaborer avec les organismes compétents pour l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers, en développant leurs activités sur fonds propres⁷. Les AV se développent fortement dans toutes les couches de la structure sociale, mais cette diffusion s'accompagne d'une pénétration des partis politiques. En effet, les compétences et ressources limitées des AV les obligent à faire pression sur les niveaux décentralisés de l'appareil d'État qui disposent des ressources financières publiques [Ochoa Henriquez et al., 2007]. Les AV s'institutionnalisent alors comme des groupes de pression territoriale renforçant les pratiques clientélistes. Luis Salamanca souligne, à propos de cette expérience organisationnelle, que : « Pour la première fois au Venezuela un mouvement apparu en marge des partis accumule une expérience et un bilan organisationnel modeste mais croissant, innovant dans beaucoup d'aspects, qui offre une certaine résistance au système

5. Luis Salamanca souligne que le monopole de représentation de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV) et l'incorporation de la direction *ceteviste* à l'appareil d'État sont autant de formes de contrôle de l'État sur le syndicalisme dans le pays (Salamanca, 1998).

6. Les communes sont divisées en *parroquias*. La Loi organique du régime municipal de 1989 crée les *juntas parroquiales* dans le but de décentraliser l'administration municipale, promouvoir la participation des citoyens et la meilleure prestation des services publics locaux. Depuis les élections de 1992, les citoyens élisent directement les représentants des *juntas parroquiales*. À partir de 2005, les élections pour les *juntas parroquiales* ont été séparées des élections municipales et régionales.

7. Lois organiques de régime municipal de 1978 et 1989 ainsi que le Règlement partiel n° 1 de la Loi organique du régime municipal sur la participation de la communauté de 1990.

de partis. Mais l'expérience montre que [...] la logique partisane a envahi les fronts de voisinage » [Salamanca, 1998]. Intégrées à la structure de domination politique, les AV servent à la reproduction de la machine électorale, ce qui met fin à leur autonomie relative face à l'appareil d'État.

Les politiques d'ajustement structurel (ouverture de l'économie au marché mondial, poursuite de la réforme de l'administration publique vers la privatisation des entreprises publiques comme PDVSA, libéralisation des prix et des tarifs, notamment) entreprises à partir de 1989 pour résoudre la crise économique avaient notamment pour objectif d'expulser de l'appareil d'État les secteurs sociaux dominés [Lacabana, 2006]. Ces mesures néolibérales ont entraîné une augmentation des inégalités sociales et de la pauvreté et débouché sur des rébellions populaires spontanées et violentes (comme le « *Caracazo* »⁸) étant donné l'absence d'organisations sociales autonomes capables de canaliser et de transformer le mécontentement social en revendication et en mobilisation populaire [Lacabana, 2006]. Le rejet du système *puntofijiste* ouvre un cycle d'opportunités pour de nouveaux partis sur la scène politique nationale et la constitution du mouvement chaviste.

Mobilisant un discours anti-néolibéral qui critique la corruption et l'incompétence des élites et promet de radicaliser la démocratie et de redistribuer les revenus de la rente pétrolière [Lopez Maya, 2008], le mouvement chaviste gagne l'élection présidentielle de 1998. Si Hugo Chávez a reçu l'appui de différents secteurs sociaux, depuis le prolétariat jusqu'à certaines fractions de la bourgeoisie nationale en passant par la « classe moyenne », c'est surtout sur les secteurs marginalisés que le nouveau président a pu compter. Si l'on se réfère à Steve Ellner, il est possible de distinguer deux séquences dans le processus révolutionnaire [Ellner, 2009]. Durant la première séquence (1998-2002), la révolution bolivarienne développe un processus de réappropriation de l'entreprise pétrolière et augmente le budget des programmes sociaux. Inscrite dans la nouvelle constitution de la République, la démocratie participative et protagonique débute timidement avec l'institutionnalisation de dispositifs participatifs sectoriels, comme les Tables techniques de l'eau (pour l'amélioration des services d'eau potable et d'assainissement) ou les Comités de terres urbaines (pour la régularisation des terrains dans les quartiers précaires), et transversaux comme le Conseil local de planification publique (pour la participation des communautés locales à la planification municipale).

8. Le « Caracazo » fait référence à la révolte populaire des 27 et 28 février 1989 à Caracas. Les manifestations et les pillages en réponse aux politiques néo-libérales (notamment la brusque augmentation du prix des transports en commun) ont été durement réprimés faisant des centaines de morts et blessés.



Ayant perdu la bataille électorale, l'opposition⁹ entre dans un processus insurrectionnel, initiant un coup d'État et une grève pétrolière en 2002 qui mettent en danger la nouvelle hégémonie politique et le processus révolutionnaire. Avec l'appui du peuple, Hugo Chávez revient à la tête de l'État et le triomphe lors du référendum révocatoire de 2004 ouvre une nouvelle séquence dans la révolution.

À partir de ce moment, on note une radicalisation du discours et des mesures politiques qui se cristallise dans la proposition d'un nouveau modèle de développement appelé « Socialisme du XXI^e siècle », appuyé par la constitution du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV). Le gouvernement impulse un processus de redistribution des terres (urbaines et rurales) et d'étatisation d'entreprises privées (comme CAN TV et Electricité de Caracas). En parallèle au développement d'une nouvelle génération de politiques sociales, les missions¹⁰, le gouvernement accentue le transfert de l'exercice du pouvoir politique à l'échelle des communautés locales. Les Tables techniques de l'eau, par exemple, voient leurs compétences accrues, les projets communautaires en matière d'eau potable et d'assainissement sont financés par un fond national créé par le président en 2005. La démocratie participative et protagonique entre dans une nouvelle étape avec la création des Conseils communaux en 2006. Le président précise le projet socialiste de « nouvelle géométrie du pouvoir » l'année suivante avec sa proposition de réforme de la Constitution. Se basant sur l'organisation des communautés dans les CC, il s'agit de parvenir à la création d'un État communal [Chávez, 2007].

Les Conseils communaux, pierre angulaire de la « démocratie participative et protagonique »

En 2006, le président de la République affirme que « les Conseils communaux constituent le projet qui donnera le pas historique pour convertir la vieille démocratie représentative, sans peuple, en une démocratie véritable, à travers laquelle nous marcherons vers le socialisme » [MPPCI, 2008]. Cette « véritable démocratie » passera par la refondation de la relation entre l'État et la société : « Dans le socialisme du XXI^e siècle, l'État ne doit pas reproduire l'attitude paternaliste. L'État qui résout tout, qui fournit toutes les ressources, stimule la passivité et atrophie les capacités créatrices de la population. C'est pourquoi le nouveau socialisme, à la différence de l'ancien, transfère tout le pouvoir à la population au

9. L'opposition regroupe essentiellement les bourgeoisies transnationale et nationale, rassemblées autour de l'organisation patronale (FEDECAMARAS), les anciens partis politiques et la centrale syndicale (CTV), la technobureaucratie liée à la période néolibérale et les grands groupes privés de communications qui parviennent à donner une cohésion à cet assemblage hétéroclite [Lacabana, 2006].

10. Les missions sociales s'attachent à développer des programmes dans des domaines prioritaires, comme l'éducation (*misiones Robinson, Ribas et Sucre*), la santé (*mision Barrio Adentro*), l'alimentation (*mision Mercal*), le logement (*mision Tierras y Hábitat*) et le travail (*misiones Vuelven Caras*).

moment de prendre les décisions et invoque ses capacités créatrices et associatives » [MPPCI, 2007].

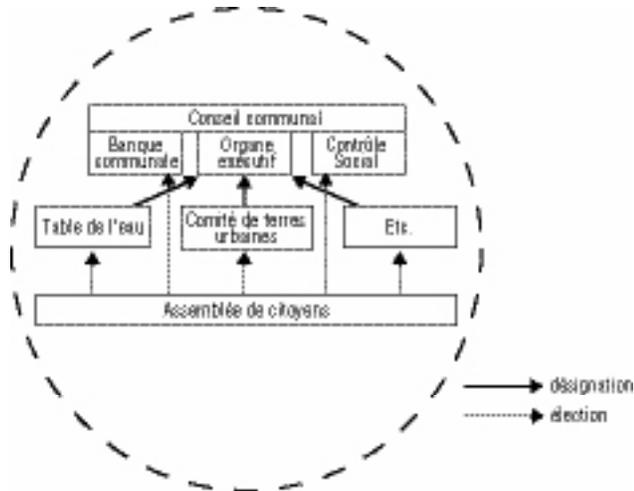
La loi des Conseils communaux d'avril 2006¹¹ définit ces dispositifs comme « des instances de participation, d'articulation et d'intégration des diverses organisations communautaires, groupes sociaux et citoyens et citoyennes qui permettent au peuple organisé d'exercer directement la gestion des politiques publiques et des projets orientés à répondre aux nécessités et aspirations des communautés dans la construction d'une société d'équité et de justice » (article 2).

Le Conseil communal est composé d'un organe exécutif, d'une unité de gestion financière et d'une unité de contrôle social. L'organe exécutif est chargé de promouvoir et d'articuler la participation organisée des membres de la communauté et de planifier l'exécution des décisions de l'assemblée de citoyens (article 8). Il a également comme responsabilité d'élaborer le Plan de développement de la communauté, de promouvoir la demande de transfert des services et de participation dans les processus économiques à travers des mécanismes autogestionnaires et cogestionnaires, ainsi que de promouvoir l'exercice de l'initiative législative et participer aux processus de consultation dans le cadre du parlementarisme social (article 21). L'unité de gestion financière ou banque communale est responsable de l'administration des ressources financières et non financières des CC (article 10). Elle doit promouvoir l'économie populaire et solidaire et rendre des comptes aux citoyens et au Fonds national des conseils communaux. L'unité de contrôle social est l'organe chargé de réaliser le contrôle et la supervision de l'utilisation des ressources assignées, reçues ou générées par le Conseil communal, ainsi que sur les programmes et projets d'investissement public budgétisés et exécutés par le gouvernement national, régional ou municipal (article 11).

Les Conseils communaux se constituent dans les communautés qui regroupent entre 200 et 400 familles dans les espaces urbains, à partir de 20 familles dans les espaces ruraux et à partir de 10 familles dans les communautés indigènes (article 4). Les porte-parole sont élus par vote direct et secret en Assemblée de citoyens, instance primaire pour l'exercice du pouvoir, la participation et le protagonisme populaire dont les décisions sont inaliénables (article 4). Le mandat est de deux ans, les porte-parole pouvant être réélus et révoqués. L'organe exécutif est constitué des porte-parole de tous les comités de travail de la communauté (Table technique de l'eau, Comité de terres urbaines, Comités de santé, etc.). L'assemblée élit cinq habitants de la communauté pour l'unité de gestion financière et de contrôle social. Le schéma 1 représente l'organisation interne d'un Conseil communal.

11. La loi organique des Conseils communaux de décembre 2009 remplace la précédente loi d'avril 2006. Cependant, il sera fait référence au texte initial dans les prochaines lignes, étant donné que les recherches à Maracaibo se sont déroulées en juillet et août 2007.

SCHÉMA 1. L'ORGANISATION DU CONSEIL COMMUNAL.



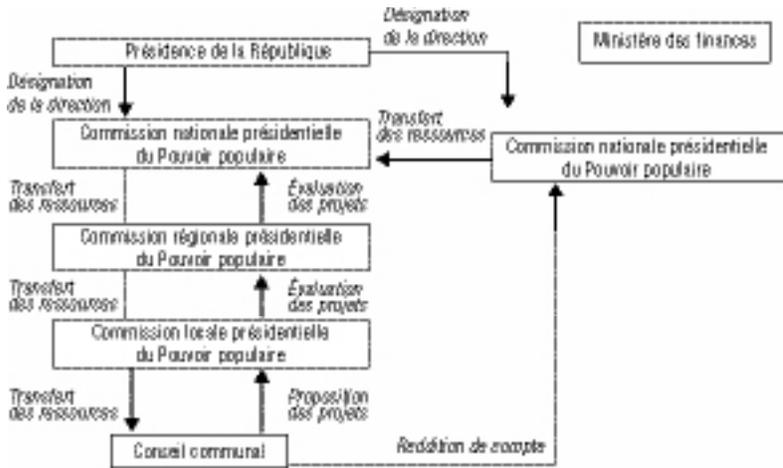
Source. Mathieu Uhel, ESO Caen.

La constitution des Conseils communaux et la formation des porte-parole sont impulsées et supervisées par la Commission local présidentielle du Pouvoir populaire, organe dépendant des Commissions régionale et nationale présidentielles du Pouvoir populaire dont les membres sont nommés par le président (chapitre VII). Les commissions présidentielles du Pouvoir Populaire sont chargées de recevoir et d'évaluer les projets communautaires ainsi que de transmettre les ressources techniques, financières et non financières nécessaires à leur exécution, suivant les ressources disponibles dans le Fonds national des conseils communaux, inscrit au ministère des Finances et dont les membres sont nommés par le président (chapitre VI). Le schéma 2 représente l'articulation entre le CC et l'État central pour le financement des projets communautaires.

La loi des Conseils communaux de 2006 promeut la création d'instances démocratiques locales ayant de larges compétences économiques et politiques comparées aux dispositifs participatifs traditionnels, les Associations de voisinage. La relation directe entre les CC et la présidence de la République pour le financement des projets communautaires correspond à l'organisation des missions sociales et des dispositifs participatifs sectoriels. Le Pouvoir populaire est en effet confronté à l'inertie de l'organisation et du fonctionnement de l'appareil d'État qui cherche à maintenir l'ancien modèle de gestion publique reproduisant les vieilles pratiques clientélistes et technocratiques [Ochoa Henríquez, 2008]. Les projets communautaires, élaborés par les Conseils communaux à l'échelle locale, sont évalués par les Commissions présidentielles du Pouvoir populaire et financés

par le Fonds national des conseils communaux à l'échelle nationale. Cette architecture politico-administrative spécifique doit ainsi permettre d'éviter le détournement des ressources publiques par l'appareil d'État traditionnel.

SCHÉMA 2. ARCHITECTURE POLITIQUE DU FINANCEMENT DES PROJETS COMMUNAUTAIRES.



Source. Mathieu Uhel, ESO Caen

Transition : problématique, espace de l'investigation et méthodologie

Les Conseils communaux sont conçus comme des instances d'organisation du peuple pour l'exercice direct du pouvoir politique dans le cadre d'un processus révolutionnaire socialiste qui cherche à construire une société équitable et juste. Comment s'organisent les relations de pouvoir dans l'espace politique résultant de la transition des Associations de voisinage aux Conseils communaux ? Comment se distribuent socialement les projets communautaires décidés par les Conseils communaux et financés par l'État à l'intérieur de l'espace politique local ? Plus généralement, les CC participent-ils d'un processus d'autonomisation politique des communautés locales ? La question de la subordination ou de l'autonomisation politiques des CC a fait l'objet de nombreuses recherches ces dernières années, mais qui portaient principalement sur la ville de Caracas¹². Maracaibo,

12. Voir notamment les travaux de Garcia-Guadilla [2008] et Commet [2009].



capitale de l'État du Zulia et deuxième ville du pays, compte en revanche peu de travaux sur cette problématique¹³.

On dénombre aujourd'hui environ 2 millions d'habitants à Maracaibo. Le processus d'urbanisation a été caractérisé par la constitution d'une « ville précaire » qui correspond à 60 % de la superficie totale, c'est pourquoi les professeurs Gustavo Chourio et Andres Echeverria définissent Maracaibo comme une « métropole-barriale » [Echeverria y Chourio, 2001]. Passant par un long processus d'appropriation de l'espace, les migrants envahissent les terrains vacants et consolident progressivement leur logement, entraînant la constitution de quartiers auto-construits ou « informels », appelés *barrios*¹⁴. Durant la période *puntofijiste*, le clientélisme politique a constitué l'élément central du processus de construction de la « ville précaire » : « la spéculation politique (prosélytisme) [...] est le premier facteur promoteur et organisateur des mouvements d'invasion qui émergent dans la ville sous la protection de députés, de conseillers et de fonctionnaires » [Echeverria y Chourio, 2001]. À partir de l'application du modèle néolibéral, qui se caractérise par le retrait de l'État au profit des mécanismes du marché, et de la profonde crise du système politique, l'économie informelle domine le processus urbain et les pratiques clientélistes s'appuyant sur les Associations de voisinage se trouvent en difficulté. Avec l'introduction des Conseils communaux, la physiologie politique de la ville commence à changer. En 2007, il est possible de mettre en évidence une concentration des dispositifs participatifs à la périphérie de la ville, exprimant et renforçant la géographie sociopolitique polarisée de Maracaibo [Uhel, 2012]. Les habitants des *barrios* sous la bannière chaviste s'approprient les CC alors que les catégories sociales intermédiaires ou supérieures maintiennent les AV. La diffusion des CC est cependant hétérogène : on note une tendance à la dispersion et à l'isolement des dispositifs dans l'espace urbain.

L'analyse des Conseils communaux à Maracaibo s'appuie sur une mission de recherche qui s'est déroulée en juillet et août 2007. Deux quartiers de la « ville précaire », aux niveaux de consolidation différents, ont été choisis : *Santa Rosa de Agua* dans la *parroquia Coquivacoa* qui compte plus de 5 000 habitants et *Brisas del Norte* dans la *parroquia Idelfonso Vasquez* avec plus de 6 000 habitants. Des entretiens formels avec les porte-parole des CC, des discussions informelles avec les habitants, l'observation des assemblées et des réunions publiques ainsi que l'observation des réalisations matérielles de la révolution dans l'environnement

13. Voir cependant le mémoire de maîtrise réalisé par Marion Champion en 2007 sur les Conseils communaux à Maracaibo [Champion, 2007]. Pour une présentation de Maracaibo dans le contexte révolutionnaire voir également le récent ouvrage de Jean-Marc Fournier [Fournier, 2010].

14. « Le mot *barrio* au Venezuela est utilisé pour dénommer les installations urbaines non contrôlées, ces agglomérations humaines qui se constituent de façon irrégulière » [Echeverria y Chourio, 2001]. Selon Andres Echeverria, le processus de consolidation de l'habitat passe par quatre étapes : « formatif », « en développement ou mixte », « consolidé » et « terminé » [Echeverria, 1995].

urbain construit ont été réalisés dans ces deux *barrios*. Afin de saisir la relation de pouvoir entre les CC et l'appareil d'État, des recherches (observations et entretiens) ont été également entreprises à la Fondation pour le développement de la communauté et la promotion municipale (FUNDACOMUN), l'organisme responsable du développement de ces dispositifs participatifs dans l'État du Zulia.

La réorganisation des relations de pouvoir politique dans l'espace local : la transition révolutionnaire des associations de voisinage aux Conseils communaux

Plus de soixante ans après sa fondation, *Santa Rosa de Agua* présente un niveau de consolidation très avancé. La majorité des maisons sont terminées, bien qu'il puisse exister des logements dans une étape intermédiaire du processus. Le quartier dispose de tous les services publics à domicile (électricité et gaz, eau potable et assainissement, ramassage des déchets, etc.). Le problème réside dans le vieillissement et le manque d'entretien des infrastructures publiques. Il est à noter qu'en l'absence de raccordement du réseau d'assainissement à une usine de traitement des eaux usées, celles-ci se jettent directement dans le lac de Maracaibo. Ces rejets provoquent une grave pollution côtière et impliquent des risques sanitaires élevés et des difficultés pour l'économie locale (*Santa Rosa de Agua* est un site touristique réputé pour la présence de *palafitos*, ces maisons traditionnelles construites sur le lac).

Fondé en 1994-1995, *Brisas del Norte* montre une situation très différente et hétérogène concernant l'environnement urbain construit. La grande majorité des maisons se trouve dans les premières étapes du processus de consolidation, avec ponctuellement des maisons consolidées. Mise à part l'électricité, les infrastructures publiques sont absentes. Comme exemple de la précarité de la réalisation des projets, le quartier a dû attendre cinq ans avant que se termine la construction d'un collège par le gouvernement régional.

Durant la période prérévolutionnaire, ces quartiers disposaient d'une Association de voisinage rassemblant l'ensemble de la communauté. La président de l'AV de *Brisas del Norte* était affilié au parti politique *Un Nuevo Tiempo*. Si ce dirigeant ne cachait pas son appartenance partisane, il n'a pas été possible de connaître l'affiliation politique (ou non) de l'ancien président de l'AV de *Santa Rosa de Agua*.

À partir de la promulgation de la loi sur les Conseils communaux en 2006, les espaces politiques locaux commencent à se réorganiser. Les habitants du quartier *Santa Rosa de Agua* suppriment l'AV et divisent l'espace communautaire en quatre secteurs afin de se mettre en conformité avec la nouvelle législation (les CC doivent regrouper entre 200 et 400 familles). L'élection des porte-parole se réalise avec une large participation et sans conflit majeur. Les membres de la direction de



l'AV (un couple et leurs amis) se réapproprient le secteur 1, *Ecos del Zulia*, sous la bannière chaviste, entraînant une reproduction de l'organisation antérieure à une échelle plus réduite. Les trois autres secteurs élisent également des porte-parole partisans du processus révolutionnaire. Les observations et entretiens montrent que s'il existe des liens (tenus) entre les Conseils communaux du même quartier, les porte-parole tendent à se focaliser sur cette nouvelle délimitation, envisageant l'action collective à l'échelle de cet espace politique réduit.

Dans le cas du quartier *Brisas del Norte*, la transition révolutionnaire s'est avérée beaucoup plus difficile. La création du premier Conseil communal (secteur 2) et la suppression corrélative de l'association de voisinage nécessitent l'intervention de la garde nationale sur la demande des militants chavistes. Les dirigeants locaux affiliés au parti d'opposition *Un Nuevo Tiempo* refusaient d'abandonner leur responsabilité. Divisé ensuite en quatre secteurs, le quartier élit deux nouveaux Conseils communaux la même année. Le travail de terrain effectué a permis de mettre en évidence le fait que le Conseil communal du secteur 2 est le plus actif, subordonnant celui du secteur 1 (le Conseil communal du secteur 4 ne fonctionnait déjà plus un an après l'élection). Les habitants du secteur 3 forment leur Conseil communal en août 2007 et l'ancien président de l'AV devient l'un des porte-parole de la nouvelle instance. Cette nouvelle organisation de l'espace politique local court le risque de créer des tensions entre les Conseils communaux du quartier (secteurs 2 et 3). Cette éventualité a été très rapidement confirmée par l'un des porte-parole du secteur 2 qui, évoquant l'élection dans le secteur 3, assure qu'« à partir de maintenant les Conseils communaux qui se constituent sont de l'opposition ». Affirmation à laquelle répond (indirectement) l'un des nouveaux dirigeants du secteur 3, « bien sûr [qu'il est nécessaire de travailler avec les autres Conseils communaux], mais c'est difficile en ce moment avec ces fanatiques chavistes ».

La transition révolutionnaire a donc impliqué une rupture (parfois conflictuelle) avec la structure de domination antérieure. La multiplication des institutions et les divisions (et tensions dans le cas de *Brisas del Norte*) internes aux quartiers entraînent une fragmentation de l'espace politique local rompant ainsi l'unité territoriale souvent difficilement construite. Selon les discours officiels, les Conseils communaux sont censés permettre une radicalisation de la démocratie se traduisant par une plus grande implication des citoyens dans les processus politiques. Les paragraphes suivants tentent d'apporter quelques éléments de compréhension de la réorganisation des rapports de pouvoir internes à la communauté.

Dans les deux secteurs étudiés, les porte-parole rencontrés font état d'une participation communautaire élevée lors de l'Assemblée constitutive chargée d'élire les porte-parole du Conseil communal¹⁵. Mais, avec le temps, la présence des habitants se fait progressivement irrégulière et déclinante. Ce constat est partagé par tous les porte-parole qui déplorent cette démobilisation durant les réunions publiques ou les assemblées périodiques convoquées dans le but de définir et de rendre des comptes sur les projets communautaires. Cependant, un regain de participation est ponctuellement constaté suivant les sujets traités (sélection des habitants bénéficiaires de programme d'amélioration de l'habitat ou résolution d'un conflit intra ou inter-quartier par exemple).

La participation faible et irrégulière peut d'abord s'expliquer par la reproduction des pratiques politiques de délégation héritées de la période préévolutionnaire qui inséraient les citoyens dans une structure politique verticale. L'élaboration et la diffusion depuis l'État central de nouveaux dispositifs participatifs ne changent pas les pratiques établies depuis de nombreuses années, s'il n'existe pas de procédures de formation à l'exercice du pouvoir politique permettant aux citoyens de se les approprier. Cette démobilisation peut également être la conséquence des conditions matérielles dans lesquelles vivent les habitants. Les relations de domination et d'exploitation particulièrement violentes dans l'économie informelle perdurent et rendent la mobilisation politique difficile et précaire. Les individus et les familles tendent à donner la priorité aux stratégies de survie pour satisfaire les besoins du foyer, laissant progressivement les affaires politiques du quartier aux porte-parole réactualisant ainsi la séparation entre mandants et mandataires.

Dans ce contexte, de nouveaux rapports de pouvoir se mettent en place au sein de l'espace politique local entre citoyens et porte-parole. Dans les deux secteurs étudiés, l'organisation politique montre la forme d'un noyau d'individus, regroupés au sein du Conseil communal par des liens familiaux ou d'amitié, tissant un réseau complexe de subordination et d'exclusion avec les habitants du secteur ou du quartier. Cette asymétrie de la relation de pouvoir politique, conférée par la légitimité de l'élection et la progressive démobilisation des habitants, est renforcée économiquement par l'utilisation des ressources financières transférées par l'État sans formation ni contrôle réel. De plus, la majorité des porte-parole se revendiquent du PSUV ce qui renforce encore leur position dominante dans l'espace local. Avec la progressive structuration des rapports de pouvoir politique à l'échelle locale, il est possible d'assister à des formes de professionnalisation des porte-parole. C'est le cas de l'un des membres du Conseil communal du secteur 2

15. Il m'a d'ailleurs été possible de constater une affluence notable d'habitants lors de l'élection du CC du secteur 3 de *Brisas del Norte*. Selon l'ancien président de l'AV, 201 personnes sur 530 sont venues voter lors du scrutin.



de *Brisas del Norte* inscrit au PSUV qui est devenu la figure forte du quartier autour de laquelle gravitent les autres porte-parole et citoyens. Ce nouveau leader a ainsi été recruté par la Fondation pour le développement de la communauté et la promotion municipale (FUNDACOMUN) comme volontaire afin de développer les Conseils communaux dans les quartiers à proximité montrant ainsi la capacité de l'État à incorporer dans ses appareils de nouveaux dirigeants locaux.

Les réalisations matérielles de la révolution bolivarienne par les Conseils communaux

Les nouvelles relations locales de pouvoir politique résultant de la transition révolutionnaire constituent le cadre dans lequel se réalisent les projets communautaires définis par la communauté et financés par le Fonds national des conseils communaux (FNCC). Ces projets diffèrent nécessairement selon le niveau de consolidation des *barrios* étudiés.

Dans le cas de *Brisas del Norte*, la majorité des projets communautaires s'est développée dans le secteur 2, où s'est constitué le premier Conseil communal. La première concrétisation de la révolution correspond à la construction de la « maison communale » qui sert de lieu où se réalisent les activités du Conseil communal. Elle se situe à côté de la maison du nouveau leader du secteur. Le module *barrio adentro*, sorte de maison de la santé, se trouve également au début de la rue menant à la résidence de ce porte-parole. Devant dispenser les premiers soins et héberger un médecin cubain, le module était fermé au moment de la mission en raison de l'absence du praticien. Ce secteur a également bénéficié du programme d'amélioration de l'habitat qui a profité dans une première étape à 10 foyers (avec les fonds assignés par l'État, seulement sept maisons furent construites). L'Assemblée a eu recours au tirage au sort pour la sélection des bénéficiaires ce qui a attiré plus de 300 habitants du secteur. Contrevenant au principe de tirage au sort, une maison a cependant été attribuée à une porte-parole du Conseil communal « pour son travail communautaire ». Une forte participation a également été constatée lors de la distribution des excédents financiers d'un projet antérieur. Les porte-parole avaient décidé d'acheter des biens domestiques (ventilateur, mixeur, etc.) et de les répartir entre les habitants du secteur, toujours par tirage au sort.

Dans le secteur *Ecos del Zulia* du quartier *Santa Rosa de Agua*, il n'existe pas de « maison communale ». Les porte-parole effectuent les réunions du Conseil communal dans leur maison par rotation. Cependant, il a été possible d'observer que la maison de l'un des porte-parole sert fréquemment de lieu de rencontre pour les activités politico-administratives du secteur : restructuration de la Table technique de l'eau ou réunion de formation du PSUV (ce qui démontre l'absence de frontière entre représentants élus du CC et membres du parti présidentiel).

Le module « *barrio adentro* » se situe sur le terrain du couple qui était auparavant à la tête de l'association de voisinage et actuellement porte-parole du Conseil communal. La cantine populaire, approvisionnée par la mission *mercal*, se trouve également à l'arrière de leur maison où sont entreposées les denrées alimentaires. Un projet de construction d'un restaurant et d'une aire de jeu, porté par le CC, doit voir le jour sur ce même terrain.

PHOTO 1. MAISON COMMUNALE DANS LE SECTEUR 2 DE *BRISAS DEL NORTE*



Source. Mathieu Uhel.

La matérialisation de la révolution montre les risques liés à la gestion directe des projets communautaires. Bien qu'on ne puisse parler de malversation ou d'enrichissement personnel, la question du contrôle privatif des projets semble en revanche réelle. La localisation de certains projets communautaires sur ou à côté du terrain des porte-parole peut être interprétée comme une stratégie d'accumulation de ressources dans le but de renforcer la relation asymétrique de pouvoir avec le reste de la communauté. Le travail communautaire nécessite un investissement important en temps, en énergie et souvent en argent de la part d'individus disposant de revenus faibles et irréguliers, ce qui peut attiser les tentations de détournement des fonds publics ou d'attribution sélective des projets¹⁶. Le contrôle social est rendu difficile par la faible participation citoyenne lors des

16. Plusieurs fois lors d'entretiens informels avec des habitants des quartiers étudiés, des rumeurs de malversation m'ont été rapportées, sans que ces accusations puissent être prouvées ou n'aboutissent à la révocation des porte-parole incriminés.

réunions périodiques de reddition de compte ainsi que par le fonctionnement même du CC. Le rôle de l'unité de contrôle social est sujet à caution en raison à la fois de la réduction du nombre et de l'investissement des porte-parole du CC au cours du temps et de la composition de cette instance qui peut entraîner l'élection de parents ou d'amis.

PHOTO 2. MAISON DE LA SANTÉ DANS LE SECTEUR
« ECOS DEL ZULIA » DE SANTA ROSA DEL AGUA



Source. Mathieu Uhel.

De plus, le noyau réduit de porte-parole utilise les fonds assignés aux projets communautaires sans formation ni contrôle effectifs de l'appareil d'État. L'État central distribue les ressources nécessaires à l'exécution des projets sans établir les mécanismes appropriés permettant de s'assurer de l'utilisation adéquate des fonds publics. À Maracaibo, la Fondation pour le développement de la communauté et la promotion municipale (FUNDACOMUN) sert d'interface locale dans la relation entre les CC et la présidence de la République pour la réalisation des projets communautaires. Elle a pour mission d'aider à l'organisation, l'expansion et la consolidation des CC et de traiter, connaître et approuver les projets communautaires avant de les transférer ensuite au Fonds national des conseils communaux (FNCC), exerçant ainsi, dans les faits, les compétences dévolues, dans la loi, aux commissions présidentielles du Pouvoir populaire. Cette institution créée pendant la période *puntofijista* a été réappropriée par l'intermédiaire d'un

processus de « bolivarianisation »¹⁷ avec la nomination d'étudiants de l'université Bolivarienne du Venezuela (UBV)¹⁸ à la coordination des CC de l'État du Zulia. Engagés dans le processus révolutionnaire et conscients de leur responsabilité, les jeunes agents publics critiquent cependant le manque de ressources financières et humaines assignées par l'État pour mener à bien leur mission, l'inertie et l'extension de la bureaucratie ainsi que la permanence de position de pouvoir de la part de fonctionnaires incompetents et autoritaires¹⁹. Les recherches effectuées à la FUNDACOMUN ont pu mettre en évidence une tendance à privilégier la formation politico-idéologique des porte-parole au détriment de la formation à l'exercice d'un mandat politique, à la gestion administrative et financière des projets et à l'évaluation et au contrôle social. Le suivi dans l'élaboration et l'exécution des projets est rendu difficile étant donné le nombre réduit d'agents publics de la FUNDACOMUN.

Malgré les soupçons de malversation ou de ce que l'on a appelé contrôle privatif des projets, les bénéfices de la révolution sont visibles dans ces quartiers rarement pris en compte par le gouvernement national lors des dernières décennies. Les immenses ressources de l'État, fruits de la réappropriation de la rente pétrolière, peuvent être directement transférées et en un temps réduit dans les lieux les plus éloignés du territoire et satisfaire les besoins collectifs des citoyens grâce à l'architecture spécifique du Pouvoir Populaire. Cette matérialisation de la révolution dans l'environnement urbain construit semble un facteur explicatif de l'adhésion inconditionnelle des habitants, ou au moins des porte-parole rencontrés, à Hugo Chávez en période électorale ou de forte conflictualité. Les responsables des deux secteurs étudiés en 2007 affirmaient en effet leur intention de conduire la campagne pour le « oui » lors du référendum sur la réforme de la Constitution proposée par le président. Cette absence de frontière entre porte-parole du CC et membre du PSUV est assumée par les militants (et les agents de la FUNDACOMUN). L'action collective locale dans les CC pour l'amélioration des conditions de vie du quartier est conçue comme faisant partie du projet révolutionnaire socialiste et pas comme une proposition organisationnelle dépassant les divisions partisans. La formation d'un CC par des individus identifiés comme appartenant à l'opposition (cas de *Brisas del Norte*) est difficilement acceptée par

17. Cette tendance a été constatée également, bien que de manière contradictoire, dans le cas d'Hidrologo, l'entreprise publique de l'eau et de l'assainissement du Zulia [Uhel, 2010].

18. Créée par Hugo Chávez en 2003, l'université bolivarienne du Venezuela est pensée comme une communauté universitaire « organiquement liée aux communautés locales, aux Conseils communaux, aux régions (États) et au pays. Une communauté universitaire sous-tendue par les principes éthiques et politiques de la démocratie participative et protagonique, insérée dans la pensée robinsonienne et bolivarienne et dans la construction du socialisme du XXI^e siècle » (site internet de la UBV).

19. Ces informations proviennent d'un entretien collectif et semi-directif avec les agents publics de la FUNDACOMUN en août 2007.



les militants chavistes et perçues comme une stratégie opportuniste permettant de bénéficier de la révolution sans l'appuyer. Les recherches à Maracaibo n'ont cependant pas permis de confirmer l'hypothèse d'une exclusion des CC de l'« opposition » au financement des projets communautaires.

Conclusion partielle et provisoire

La démocratie participative et protagonique au Venezuela initie un processus devant rompre avec la structure de domination héritée de la période *puntofijista* et poser les bases d'une nouvelle organisation politique de la société. La création des Conseils communaux permet aux communautés locales d'exercer directement le pouvoir politique en faveur de l'amélioration des conditions de vie de la population, à travers l'élaboration et l'exécution des projets communautaires financés par l'État central.

Les recherches dans deux *barrios* de la périphérie de Maracaibo montrent que dans ce processus d'autonomisation des communautés locales s'établissent des relations asymétriques de pouvoir entre les citoyens et les porte-parole des CC. Les nouveaux dirigeants des secteurs, partisans du processus révolutionnaire, utilisent directement et sans contrôle effectif les ressources financières assignées par le Fonds national des conseils communaux. Cette relation économique renforce la position politique des porte-parole à l'échelle locale ouvrant des opportunités de malversation dans la gestion des fonds publics ou de contrôle privatif des projets communautaires. Cependant, l'utilisation du tirage au sort dans certains cas limite l'établissement de relations clientélistes et permet l'assignation égalitaire et transparente des projets communautaires.

Le détournement du projet de démocratie participative et protagonique est notamment rendu possible par la formation limitée des porte-parole à la gestion administrative et financière des projets. En ce sens, nous partageons les résultats des recherches développées par María Pilar García-Guadilla sur les CC de Caracas qui soulignent l'absence d'expérience et de transparence dans la distribution des ressources aux communautés, s'éloignant ainsi de la possibilité de construire le pouvoir communal [García-Guadilla, 2008]. En tant qu'organisme d'assistance technico-politique, la FUNDACOMUN « bolivarianisée » participe à la formation politico-idéologique des porte-parole des CC en conformité avec le processus révolutionnaire. Bien que nous partageons la majorité des résultats de Mathieu Commet, nos recherches à Maracaibo diffèrent de sa conclusion sur la dépendance davantage technico-financière que politique des CC vis à vis de la puissance publique. La FUNDACOMUN à Maracaibo, qui compte sur des ressources humaines et financières limitées pour mener à bien sa mission, tend en effet à privilégier la formation politico-idéologique des porte-parole.

Face à une opposition hétéroclite et discréditée mais maintenue comme sujet politique dangereux (la grève pétrolière et surtout le coup d'État de 2002 sont présents dans la mémoire des vénézuéliens), les CC deviennent, pour les responsables communautaires et les agents publics de la *FUNDACOMUN*, les organes de défense de la révolution et les cellules politiques de base du projet de l'État socialiste vénézuélien. Étant donné que ce projet émane d'un leader charismatique, symbolisant à lui seul la révolution, la poursuite et l'approfondissement du processus de transfert de la rente pétrolière à l'échelle locale dépend de la reproduction de l'hégémonie chaviste à l'échelle nationale et surtout de la réélection d'Hugo Chávez à la présidence de la République. Si la démocratie participative et protagonique ouvre un processus d'autonomisation politique dans l'élaboration et l'exécution des projets communautaires, cette nouvelle architecture politique est construite sur une subordination à la réélection d'Hugo Chávez. Cette relation verticale n'était pas compensée au moment de la recherche par une structuration horizontale des CC, ce qui pourrait permettre la constitution d'un pouvoir collectif, démocratique et autonome.

Ces recherches à Maracaibo ont eues lieu un peu plus d'un an après la promulgation de la loi des CC dans seulement deux *barrios*, ce qui confère aux résultats un caractère partiel et provisoire. Les CC ont continué à se diffuser sur tout le territoire national et le projet de « nouvelle géométrie du pouvoir » s'est réajusté et approfondi depuis 2007. Les incertitudes et les soupçons concernant le comportement des CC peuvent expliquer l'adoption d'une nouvelle loi organique des CC en décembre 2009. La nouvelle norme est beaucoup plus détaillée que la première version en ce qui concerne les procédures et les fonctions du CC (prise de décisions, travail collectif, compétences de chaque entité formant le CC). La loi insiste surtout sur la reddition de compte des porte-parole à la communauté et à l'État (responsabilité civile, pénale et administrative des porte-parole de l'unité administrative et financière), et la révocation des porte-parole (un chapitre entier, absent de la première loi).

Cette nouvelle version apparaît comme un exemple de la réorientation du processus révolutionnaire, ce que le président a appelé 'les trois R' : révision, rectification et réimpulsion. Durant son allocution de janvier 2008, Hugo Chávez a ainsi pointé « les terribles phénomènes que continuent d'être la bureaucratization, l'inefficacité et la corruption, qui font tant de mal, comme un cancer dans un corps humain, et qui sont une véritable menace pour notre peuple, pour notre futur » [Chávez, 2008]. Ce discours intervient quelques semaines après le rejet de la réforme de la Constitution qui contenait la proposition d'un État socialiste. Les raisons du rejet sont multiples mais il est possible de souligner : la volonté du peuple de sanctionner la mauvaise gestion des maires et gouverneurs chavistes et la corruption au sein du processus révolutionnaire ainsi que sanctionner une proposition compliquée, imposée par l'exécutif sans une réelle concertation et



avec une tendance centralisatrice [López Maya, 2008]. Cet épisode illustre la capacité du peuple à signifier son appui critique au processus et celle du président à reconnaître la défaite et ses erreurs.

Bien que la proposition d'un État communal ait été freinée par le résultat du référendum, le projet de socialisme du XXI^e siècle est maintenu et développé à travers de nouvelles dispositions législatives²⁰. Le gouvernement accentue le transfert de l'exercice du pouvoir politique à l'échelle locale par l'intermédiaire de la création des communes, les autogouvernements communaux qui se basent sur un modèle économique de propriété sociale et de développement endogène et durable (Loi organique des communes, 2010). Ce processus, impulsé par l'État central et plus précisément par le président de la République, approfondit l'autonomie politique locale dans l'organisation de la société. Si le projet d'État communal se consolide, quel sera le futur de l'appareil d'État traditionnel et y compris de la présidence de la République dans cette nouvelle architecture politique ? Paraphrasant Mathieu Commet, le gouvernement prépare-t-il les conditions d'une révolution dans la Révolution ?

Bibliographie

BRIQUET Jean-Louis, « La politique clientélaire. Clientélisme et processus politique », **BRIQUET Jean-Louis, SAWICKI Frédéric** (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Puf, 1998, p. 7-38.

CHAMPION Marion, *Les Conseils communaux au Venezuela : un nouvel instrument de la démocratie participative. De la loi à la pratique*, mémoire de maîtrise en sciences et techniques : intervention sociale et développement, **FOURNIER Jean-Marc et CHOURIO GONZALES Gustavo** (dir.), 2007, Caen, 250 p.

CHÁVEZ FRIAS Hugo, Discurso del Presidente de la República en ocasión de entregar la propuesta de Reforma Constitucional en la Asamblea Nacional, 17 de agosto de 2007, Caracas, República Bolivariana de Venezuela.

CHÁVEZ FRIAS Hugo, *Mensaje Anual del Presidente Hugo Chávez Frías ante la*

Asamblea Nacional, 11 de enero 2008, Caracas, República Bolivariana de Venezuela.

CHOURIO GONZALES Gustavo, ECHEVERRIA VILLALOBOS Andres, « Hacia una interpretación de la dinámica barrial en Maracaibo », *Revista Mexicana de sociología*, 2001, vol. 63, n°1, p. 177-200.

COMBES Héléne, « Donde estamos con el debate sobre el clientelismo ? » *Desacatos*, 2011, vol. 36, p. 13-32.

COMMET Mathieu, « Une révolution dans la révolution ? Mobilisations collectives et démocratie participative dans les barrios de Caracas », dans **COMPAGNON Olivier, REBOTIER Julien et REVET Sandrine**, *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, Les Editions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, Paris, 2009, p. 105-128.

ECHEVERRIA VILLALOBOS Andrés, *Los asentamientos irregulares en el proceso de urbanización de la ciudad de*

20. Dans cette perspective, il est possible de distinguer : la promulgation de la loi de l'Administration Publique en 2008, la nouvelle loi des Conseils communaux en 2009, la loi du Pouvoir populaire, la loi des Communes y la création de la commission présidentielle pour l'impulsion des Communes en 2010.

- Maracaibo. La formación de una ciudad precaria*, Universidad del Zulia, Facultad de Arquitectura, Maracaibo, 1995.
- ELLNER Steve**, « Une révolution sans objectifs, Le processus révolutionnaire au Venezuela », dans **COMPAGNON Olivier, REBOTIER Julien et REVET Sandrine**, *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, L'Atelier/Éditions Ouvrières, Paris, 2009, p. 29-44.
- FOURNIER Jean-Marc**, *L'autre Venezuela de Hugo Chavez. Boom pétrolier et révolution bolivarienne à Maracaibo*, Karthala, Collection Hommes et sociétés, Paris, 2010, 300 p.
- FOUCAULT Michel**, a) « Le sujet et le pouvoir », dans *Dits et écrits*, tome IV, Gallimard, Paris, 1994.
- FOUCAULT Michel**, b) « L'éthique du souci de soi comme pratique de liberté », dans *Dits et écrits*, Tome IV, Gallimard, Paris, 1994.
- GARCIA-GUADILLA María Pilar**, « Poder Popular límites de la democracia participativa en Venezuela : la experiencia de los consejos comunales », *II Conferencia de la sección venezolana de la Latin American Studies Asociación (LASA)*, Caracas, 2008.
- GRET Marion et SINTOMER Yves**, *Porto Alegre. L'espoir d'une autre démocratie*, La Découverte et Syros, Paris, 2002, 135 p.
- HEYDEN Nik, SWYNGEDOUW Erik and KAIKA Maria**, *In the Nature of Cities : Urban Political Ecology and the Politics of Urban Metabolism*, Questioning Cities, Routledge, 2005, 288 p.
- HICKEY Sam, MOHAN Giles**, « Relocating participation within a radical politics of development », *Development and Change*, 2005, vol. 36, n°2, p. 237-262.
- JAGLIN Sylvie**, « La participation au service du néolibéralisme ? Les usagers dans les services d'eau en Afrique sub-saharienne », dans **BACQUE MH, SYNTOMER Y** (eds), *Gestion de proximité et démocratie participative : les « nouveaux » paradigmes de l'action publique*, Paris, La Découverte, 2005, p. 271-291.
- LACABANA Miguel**, « Pétróleo y hegemonía en Venezuela. La construcción de un proyecto nacional democrático-popular en el siglo XXI », en **BASUALDO E. y ARCEO E.** (coord), 2006, *Neoliberalismo y sectores dominantes. Tendencias globales y experiencias nacionales*, CLASCO, Argentina, Buenos Aires, 2006, p. 317-360.
- LAZZARATO Mauricio**, « Du biopouvoir à la biopolitique », *Multitudes*, n° 1, 2000.
- LOPEZ MAYA Margarita**, « Venezuela : Hugo Chávez y el bolivarianismo », *Revista de Economía y Ciencias Sociales*, 2008, vol. 14, n°3, p. 55-82.
- MOHAN Giles, STOKKE Kristian**, « Participatory development and empowerment: the dangers of localism », *Third World Quarterly*, 2000, vol. 21, n°2, p. 247-268.
- Ministerio del Poder Popular para la Comunicación y la Información**, *Socialismo del Siglo XXI : La fuerza de los pequeños*, 2007, 36 p.
- Ministerio del Poder Popular para la Comunicación y la Información**, *El Poder Popular. Extractos tomados del discurso presidencial*, 2008, 81 p.
- OCHOA HENRIQUEZ Haydée, FUENMAYOR Jennifer, HENRIQUEZ Deyanira**, « De la descentralización territorial a la descentralización participativa en Venezuela », *Utopía y Praxis Latinoamericana*, 2007, vol. 1, n°36, marzo, p. 91-105.
- OCHOA HENRIQUEZ Haydée**, « Innovación de la gestión pública en Venezuela », *Enlace : Revista Venezolana de Información, Tecnología y Conocimiento*, 2008, vol. 5, n°1, enero-abril, p. 65-78.
- Republica bolivariana de Venezuela**, Ley de los Consejos Comunales, Caracas, 2006.
- Republica bolivariana de Venezuela**, Ley de los Consejos Comunales, Caracas, 2009.
- Republica bolivariana de Venezuela**, Ley Orgánica de las Comunas, Caracas, 2010.
- SALAMANCA Luis**, *Obreros, movimiento social y democracia en Venezuela*, Universidad Central de Venezuela, Caracas, 1998, 424 p.
- « La sociedad civil venezolana en dos



tiempos : 1972-2002 », *Politeia*, 2003, 30 (30).

UHEL Mathieu, « La difusión, apropiación y materialización de la democracia participativa y protagónica en Venezuela. Los Consejos Comunales en Maracaibo », *Revista venezolana de economía y ciencias sociales*, 2012, Universidad Central de Venezuela (UCV), à paraître.

« La revolución del Agua en Maracaibo

(Venezuela) : ¿Radicalización democrática o instrumentalización política ? », *Revista Cuadernos del Cendes*, Universidad Central de Venezuela (UCV), vol. 27, n°75, 2010, septembre – décembre, p. 51-71.

VOMMARO Gabriel et QUIROS Julieta, « “Usted vino por su propia decisión” : repensar el clientelismo en clave etnográfica », *Desacatos*, 2011, 36, p. 65-84.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

La « révolution bolivarienne » du Président Hugo Chávez a placé le concept de « démocratie participative et protagonique » au cœur de la transition vers le « Socialisme du XXI siècle ». Créées en 2006, les Conseils Communaux matérialisent cette volonté du pouvoir central « de permettre au peuple organisé d'exercer directement la gestion des politiques publiques et les projets orientés à répondre aux nécessités et aspirations des communautés vers la construction d'une société d'équité et de justice sociale » (Loi des Conseils Communaux, 2006).

À partir des années 1970, les partis politiques dominants avaient intégré les Associations de Voisinage à la structure de domination *puntofijista*. L'objectif de la constitution du Pouvoir Populaire est de rompre avec les pratiques clientélistes héritées de la période antérieure et de poser les bases d'une nouvelle relation entre la société et l'État. Comment s'organisent les relations de pouvoir dans l'espace politique local résultant de la transition des Associations de Voisinage aux Conseils Communaux ? Comment se distribuent socialement les projets communautaires décidés par les Conseils Communaux et financés par l'Etat à l'intérieur de l'espace politique local ? Plus généralement, les Conseils Communaux participent-ils d'un processus d'auto-

nomisation politique des communautés locales ?

Les observations et les entretiens réalisés dans deux *barrios* de la périphérie de Maracaibo et à la Fondation pour le Développement de la Communauté et la Promotion Municipale, tendent à montrer que si la démocratie participative et protagonique ouvre un processus d'autonomisation politique dans l'élaboration et l'exécution des projets communautaires, cette nouvelle architecture politique est construite sur une subordination à la reproduction de l'hégémonie chaviste et à la réélection d'Hugo Chávez à la présidence de la République.

LA DEMOCRACIA PARTICIPATIVA ENTRE SUBORDINACIÓN Y AUTONOMIZACIÓN POLÍTICA. LOS CONSEJOS COMUNALES EN MARACAIBO (Venezuela). La “ revolución bolivariana ” del Presidente Hugo Chávez puso el concepto de “democracia participativa y protagónica” al centro de la transición hacia el “Socialismo del Siglo XXI”. Creados en 2006, los Consejos Comunales materializan la voluntad del poder central de permitir “ al pueblo organizado ejercer directamente la gestión de las políticas públicas y proyectos orientados a responder a las necesidades y aspiraciones de las comunidades en la construcción de una sociedad de equidad y justicia social. ” (Ley de los Consejos Comunales, 2006).

Desde los años 1970, los partidos dominantes integraron las Asociaciones de Vecinos a la estructura de dominación *puntofijista*. El objetivo de la constitución del Poder Popular es entonces romper con las prácticas clientelistas heredadas del período anterior y sentar las bases de una nueva relación entre la sociedad y el Estado. ¿Cómo se organizan las relaciones de poder en el espacio político local resultando de la transición entre Asociaciones de Vecinos y Consejos Comunales? ¿Cómo se distribuyen socialmente los proyectos comunitarios llevados por los Consejos Comunales y financiados por el Estado dentro del espacio político local? Al final, ¿los Consejos Comunales participan de un proceso de autonomización política de las comunidades locales?

Las observaciones y las entrevistas realizadas en dos barrios de Maracaibo y a la Fundación para el Desarrollo de la Comunidad y Fomento Municipal, tienden a mostrar que si bien la democracia participativa y protagónica abre un proceso de autonomización política en la elaboración y ejecución de los proyectos comunitarios, esta nueva arquitectura política es construida sobre una subordinación a la reproducción de la hegemonía chavista y sobretodo a la reelección de Hugo Chávez a la presidencia de la República.

THE PARTICIPATIVE DEMOCRACY BETWEEN POLITICAL SUBORDINATION AND EMPOWERMENT. THE COMMUNITY COUNCILS IN MARACAIBO. The "Bolivarian Revolution" of the president Hugo Chávez put the concept of "protagonic and participative democracy" to the centre of the transition towards the "Socialism of the 21st century". The community councils created in 2006 materializes the

will of the central power to allow "the organized people to directly exercise the management of the public policies and the projects faced to answer the needs and aspirations of the communities, in regards to the construction of a society of equity and social justice" (borough council law, 2006).

Since 1970, the dominant political parties had integrated the neighbour associations into the *puntofijista* domination structure. The objective of the constitution of the Popular Power is to break with the clientelists practices inherited from the former period and to lay the foundations of a new relation between the society and the State. How does occur the reorganisation of the power relations in the political local space with the revolutionary transition of the neighbour associations to the community councils? How the community projects decided by the community councils and financed by the State are socially distributed inside the local political space? More generally, do the community councils take part of a process of political empowerment of the local communities?

The observations and the interviews, carried out in two barrios of the Maracaibo periphery and in the Foundation for the Development of the Community and Municipal Promotion, tend to show that if the protagonic and participative democracy opens a process of political empowerment in the development and execution of the community projects, this new political architecture is built on a subordination to the reproduction of chavista hegemony and the re-election of Hugo Chavez to the presidency of the Republic.

MOTS CLÉS

- conseils communaux,
- Maracaibo,
- subordination,
- autonomisation

PALABRAS CLAVES

- consejos comunales
- Maracaibo
- subordinación
- autonomización

KEY WORDS

- community councils
- Maracaibo
- subordination
- empowerment

Carlos M. Macías*

De las rutas a las urnas. Intercambios y lealtades en el movimiento campesino paraguayo

El paso a la política institucional de una dirigente campesina

Las últimas elecciones municipales de Paraguay tuvieron lugar el 7 de noviembre de 2010. Esther es una mujer todavía joven, aunque su primogénito ronda ya la veintena. Blanca, con una larga melena castaña, muy bromista, Esther podría ser una campesina paraguaya como cualquier otra. Pero Esther se presentó a las elecciones, sin poder celebrar su llegada a la intendencia de Capi'ibary, en el rural y combativo departamento de San Pedro.

Había conocido a Esther en el verano de 2008, en una primera visita a Paraguay, unos meses después de la histórica victoria del ex obispo Fernando Lugo ese mismo 20 de abril. Lugo todavía no había asumido la presidencia, y mi interés se concentraba en conocer las diferentes organizaciones campesinas (Ocs) del país y sus proyectos políticos ante el nuevo escenario que se presentaba¹. Esther era, por aquel entonces, la responsable nacional de relaciones institucionales de la Organización de lucha por la tierra (OLT), una de las principales Ocs del país.

* Investigador asociado, Real Instituto Elcano de Estudios Internacionales y Estratégicos (Madrid, España). Profesor colaborador, Universidad Antonio de Nebrija (Madrid, España).

1. Doctorando en la Universidad Complutense de Madrid y profesor colaborador en la Universidad Antonio de Nebrija (España).

Como militante de la OLT, Esther no formaba parte del bipartidismo clásico del Paraguay. A la intendencia no se presentó ni bajo la chapa de los *azules* ni con la de los *colorados*; ni se presentaba por el Partido liberal radical auténtico (PLRA) ni por la Asociación nacional republicana (Partido colorado). Se presentó con el Frente Guazú – el Frente Amplio en *guaraní-jopará*, el idioma mayoritario en el país – con un discurso popular, nacionalista, campesino y antioligárquico. Esther venía trabajando arduamente, durante meses, para que su candidatura fuera lo suficientemente fuerte como para romper el cerco que mantiene intacto el poder local para los dos grandes partidos².

Los que ganaron fueron los colorados, y el PLRA perdió la intendencia. Los liberales se quedaron a tan sólo 72 votos por detrás de los 3.545 del Partido Colorado. Los 1.372 apoyos que recibió Esther parecerían, al menos, haberle dado un lugar digno. Parecería menos fracaso si no fuese porque en octubre, a menos de un mes de las elecciones, el hasta entonces intendente de Capi'ibary – el liberal Cuenca – no hubiera sido arrestado, acusado por la fiscalía anti-corrupción de malversación de fondos públicos³.

Lo cierto es que las expectativas, antes de las elecciones, eran buenas para Esther. Más allá del desgaste del intendente Cuenca, parecía existir una tendencia al alza en Capi'ibary para las candidaturas campesinas fuera del bipartidismo. En las elecciones municipales de 2006, la candidatura del movimiento, bajo la chapa del Partido de la unidad popular⁴, obtuvo 1.155 votos. En las elecciones generales en las que Lugo ganó, en 2008, esa misma candidatura obtuvo 1.192 votos, a los que podríamos sumar los 565 de Tekojojá, también próximo a Lugo.

La entrada de Esther en la contienda electoral de Capi'ibary sería una de tantas, pero si cobra una importancia especial es porque Esther ostentaba, ya en esas fechas de 2010, el cargo de coordinadora nacional de la OLT. La presencia de las Ocs en los debates públicos es muy alta en Paraguay, y su capacidad de movilización considerable, lo que las convierte en actores principales en el país. Pero esa capacidad para demostrar fuerza en la movilización y en las simpatías entre el campesinado en general no consigue trasladarse a la representación política, a pesar del intento consciente de sus dirigentes por lograrlo. El reto al que se enfrentaba Esther en Capi'ibary era el de reconducir el apoyo político recibido

2. En las elecciones locales de 2010, de 238 intendentes electos, 221 – el 92,86 % – fueron del PLRA o la ANR. <http://www.tsje.gov.py>

3. Un caso con repercusión mediática de envergadura, y que encumbró a la familia Cuenca a una triste saga de escándalos, continuando con la orden de busca y captura, hacia uno de sus hijos, acusado de asesinato.

4. El PUP carece de una vida política activa pero cuenta con la enorme ventaja de estar legalizado, por lo que es común que ceda sus siglas a candidaturas de candidatos de otros partidos aún pendientes de legalizarse.



bajo la forma de movilización – el apoyo en la política no convencional – a un apoyo electoral, un apoyo en la arena institucional.

Ofrecer una explicación completa de la estrategia de los dirigentes de la OLT para este fin requeriría detenerse en las diversas dimensiones que un proceso tan complejo como la entrada en la arena partidista de dirigentes de organizaciones del movimiento social tiene. En este artículo pretendo aportar a una de esas dimensiones concretas : el sentido estratégico que tiene la intermediación de los dirigentes en un movimiento social formado por una heterogeneidad de estructuras de movilización, y la naturaleza y el papel estructurador que puede tener el flujo de bienes para ese propósito. Los debates sobre el clientelismo tienen mucho que aportar, en este sentido, a una Sociología de los Movimientos Sociales (SMS) que ha prestado poca atención al problema teórico que supone la participación directa de los activistas sociales en los partidos políticos.

¿Dónde encajan los partidos políticos en los movimientos sociales ?

Parece evidente que ha existido cierta inercia, tanto académica como política, a considerar a los movimientos sociales como alternativas a los partidos políticos para la participación política [Corcuff y Mathieu, 2011], aunque, como argumenta Goirand [2010], en América Latina no son pocos los estudios que han ido en la dirección opuesta. Los movimientos pueden aspirar a convertirse en movimientos, pero la OLT en Paraguay no es un caso homólogo al del Movimiento al Socialismo (MAS) boliviano o el del Frente Farabundo Martí (FMLN) en El Salvador. Tampoco puede reducirse a las relaciones más comunes de influencia y presión entre movimientos y partidos políticos en lo que no deja de ser – las elecciones – un episodio más de conflicto político [McAdam y Tarrow, 2010]. El movimiento campesino paraguayo guarda una tercera posibilidad de relación entre elecciones y movimientos sociales (MMSS) en la que los partidos no son agentes externos al movimiento, sino parte del mismo.

Para comprender claramente esta relación entre las Ocs paraguayas con determinados partidos políticos, debemos evitar utilizar dos nociones – la de movimiento social (MS) y partido político – en el mismo nivel de análisis, porque implica considerarlas homólogas : una informal y otra formal, una como proyección de la sociedad civil y la otra de la sociedad política. Al contrario, los partidos políticos pueden ser parte, o no, de un movimiento social, por lo que la noción de movimiento social es más amplia, y puede incluir en su interior, a la de partido político.

La acción colectiva es la movilización conjunta de un grupo de individuos en busca de un objetivo común, pero no necesariamente es acción conflictiva ni política. Podemos decir que el conflicto se dará cuando el objetivo ataña los

intereses de un tercero [Tilly y Tarrow, 2008]. Además, será política si el Estado está implicado, directamente o indirectamente [Tilly y Tarrow, 2008]. Como “el poder de desencadenar secuencias de acción colectiva no es lo mismo que el poder de controlarlas o mantenerlas” [Tarrow, 2004, p. 50] tenemos que reservar la noción de movimiento social a “una campaña durable de reivindicación, que hace uso de representaciones repetidas para hacer conocer por un público más amplio posible y que se apoya en organizaciones, redes, tradiciones y solidaridades” [Tilly y Tarrow, 2008, p. 27]. Para una definición amplia de MS como esta, cabe pensar la existencia de proyectos normativos para la conformación de los mismos que se basen en la producción y reproducción de esas organizaciones, redes, tradiciones y solidaridades de la que podrá alimentarse la movilización.

Podría parecer innecesario volver a recurrir a citas tan fundamentales de autores tan leídos, pero el argumento aquí no es tanto justificar el sustento teórico de una tesis como el de demostrar que las consecuencias teóricas que se derivan de esta base tan ampliamente aceptada no son siempre evidentes.

Ya desde la renovación dentro de la tradición hegemónica de la SMS que supuso la teoría del “proceso político” (PPT) se invitaba explícitamente a considerar – junto a las oportunidades políticas y a los marcos de acción colectiva – la pluralidad de estructuras con las que cuenta un MS, bajo la denominación de “estructuras de movilización” [McAdam, McCarthy y Zald, 1996]. Sin embargo, la toma en consideración de esta pluralidad de estructuras tendía a limitarse a los análisis sobre la génesis de los movimientos [Evans, 1980 ; McAdam, 1982 ; Morris, 1984]. La secuenciación cronológica de lo que existía previamente y de lo que emerge como MS es de gran utilidad para la contextualización histórica de muchos movimientos. En la década de los 60 y los 70, la acción colectiva campesina en Paraguay se constituyó en movimiento, en gran parte gracias a la infraestructura y el trabajo proporcionado por sacerdotes católicos, teniendo como expresión las Ligas Agrarias Cristianas (LAC), de manera similar a otros países como Brasil o Argentina [Telesca, 2004]. Tras su represión por la dictadura de Stroessner la acción colectiva en el campesinado no desapareció [Lara, 1985 ; Campos y Borda, 1992]. Las redes y estructuras informales campesinas siguieron existiendo y reproduciéndose y, tras un largo proceso, el movimiento lograría reconstruirse [Palau, 2005].

Pero la coexistencia de esta pluralidad no tiene ni debe comprenderse necesariamente como un fenómeno exclusivamente secuencial, como si esas redes y esa acción colectiva, no conflictual o no política, no fueran, a su vez, resultado directo de movimientos previos o concomitantes. Es más, como si el potenciar estas redes y estructuras no políticas y no conflictuales no fuera uno de los objetivos estratégicos de los propios dirigentes del movimiento.

Esto explica la importancia de asumir como la unidad orgánica de los movimientos sociales a las “estructuras de movilización” más que a las “organiza-



ciones del movimiento social” (SMO en sus siglas en inglés). Éstas últimas son las que entran directamente en la acción colectiva conflictiva y política sostenida, pero no agotan la pluralidad en los MMSS. Lo que caracteriza a las “estructuras de movilización” no es únicamente o necesariamente su función, ya que ésta no tiene por qué contar con una naturaleza directamente avocada a la movilización, sino su papel en la gestación y reproducción de la movilización, por ejemplo mediante “la identidad colectiva que construyen y mantienen en el seno de una comunidad política (que) puede convertirse en un recurso simbólico importante para las movilizaciones futuras” [Taylor, 2005, p. 248].

Los aportes posteriores de autores como Tilly, Tarrow y McAdam en la “política del conflicto” (*contentious politics*) ponían énfasis en las relaciones entre la diversidad de estructuras en fenómenos tradicionalmente diferenciados académicamente, desde la movilización social hasta las guerras civiles y las revoluciones, pasando por los procesos electorales o los conflictos gremiales-sindicales, mediante una estrategia de investigación centrada en la descomposición analítica de los acontecimientos y sus secuencias en mecanismos y procesos [Tilly y Tarrow, 2008]. Por lo tanto, el análisis de los MMSS nos puede llevar a prestar atención a lo que ocurre en otros sitios que no son la manifestación en una gran avenida ni las organizaciones que la convocan. En este sentido, las “estructuras latentes” de Taylor no son más que un tipo concreto de estructuras de movilización – tan útiles para explicar la supervivencia tras la represión de las LAC y el posterior resurgir del movimiento campesino en los 90 –, o, dicho de otro modo, un momento del estado de la “infraestructura del movimiento” [McCarthy y Mayer, 1987].

Si otras organizaciones, redes sociales formales o informales, clubs, comunidades... – y un largo etcétera más allá de las SMO – pueden ser parte de un movimiento social, debemos dotarnos de alguna herramienta para conceptualizar su posición. Podríamos recurrir a la noción de “campo multiorganizacional” (*multi-organizational field*) de Curtis y Zurcher (1973) o la de “entornos partidistas” (*milieux partisans*) de Sawicki (2011), pero la propuesta de Hasnpeter Kriesi (1996) parece particularmente interesante a este respecto. Kriesi caracteriza estas organizaciones a partir de dos variables: la orientación de la organización en cuestión, ya que puede estar orientada hacia la demanda de reivindicaciones, sean del carácter que sean, frente las autoridades públicas, o puede estar orientada hacia las necesidades de los miembros de la organización, y la segunda el tipo de participación de los miembros de la organización, que puede basarse en una participación directa y activa de todos o de la mayoría de los miembros, o en una participación pasiva, recayendo el trabajo sobre un reducido número de miembros, cercanos a la profesionalización de las tareas.

De la conjugación de estas dos variables, Kriesi obtiene cuatro cuadrantes a partir de dos ejes.

ESQUEMA 1. TIPOLOGÍA DE ESTRUCTURAS DE MOBILIZACIÓN SEGÚN KRIESI



Fuente. Kriesi [1996].

En el primer cuadrante encontramos aquellas organizaciones con una fuerte participación de sus miembros pero cuyo trabajo no se dirige a demandar o exigir concesiones de las autoridades públicas, las “asociaciones del movimiento” (*movement associations*), organizaciones como las de “auto-ayuda” y de voluntariado, cooperativas, mutualidades, etc. Diferentes serían las “organizaciones de apoyo” (*supportive organizations*) del segundo cuadrante, como iglesias, restaurantes, imprentas, instituciones educacionales, medios de comunicación sociales, que contribuyen a los miembros del movimiento sin dirigir reclamos a las autoridades. Los “partidos y grupos de interés” (*parties and interest groups*), en el tercer cuadrante, son aquellas organizaciones que, dirigiéndose hacia las autoridades públicas, cuentan con suficientes recursos o se basan en una lógica en la que no se requiere una participación amplia de sus miembros. Por último, las “organizaciones del Movimiento Social” (*social movement organizations*) son las del cuadrante cuatro. Sus demandas y acciones van dirigidas a las autoridades públicas también pero, a diferencia de partidos y lobbies, necesitan una participación amplia de los afiliados.

Se pueden así localizar aquellas organizaciones formadas por campesinos, o que se reclaman de los campesinos, y mapearlas utilizando los cuatro cuadrantes. Pero, dado un movimiento social, nada obliga a que existan organizaciones en todos ellos, o que todas las organizaciones que podamos localizar formen parte del MS. Las propias fronteras cambiantes del movimiento harán que algunas organizaciones, especialmente de los cuadrantes uno y dos, en ocasiones formen



parte y en otras no lo hagan. A su vez, una misma organización puede oscilar de un cuadrante a otro, ya sea como intento de articular un conjunto complejo de organizaciones de los cuatro cuadrantes o como respuesta al contexto político^{5,6}.

Los modelos normativos para la articulación de las estructuras de movilización en el movimiento campesino paraguayo son claramente de inspiración leninista. La OLT no es ajena a esto. El Partido convergencia popular socialista (PCPS, Convergencia en adelante) sería la organización llamada a funcionar como el partido-vanguardia. Es una organización pequeña, con una presencia urbana prácticamente limitada a Asunción y Pilar. Como *partido de cuadros*, Convergencia se asienta sobre organizaciones gremiales para llevar adelante la “lucha económica y de masas”. La OLT es una de ellas y la única campesina de carácter nacional. No tiene presencia en los 17 departamentos del país pero sí en varios de ellos⁷.

Otra organización a nivel nacional dentro de la familia Convergencia – no gremial, pero a efectos prácticos “sectorial” – es la Organización nacional de aborígenes independientes (ONAI). Campesinas pero de carácter regional son la Asociación de productores San Pedro Norte (SPN) y la coordinadora Sebastián Larroza, ambas del departamento de San Pedro. Estas organizaciones serían del cuarto cuadrante y se articularían con Convergencia, del tercer cuadrante. Otras organizaciones mantienen lazos tan estrechos que prácticamente entran en la configuración.

El modelo se repite para otras Ocs. En el caso del partido político Tekojoja existen también organizaciones gremiales abiertamente ligadas a él, como el Movimiento de trabajadores rurales (MTR). Los dirigentes de la Asociación de agricultores del Alto Paraná (ASAGRAPA), una de las de mayor presencia mediática, participan en bloque en el Partido de los Trabajadores (PT). La Federación nacional campesina (FNC) – probablemente la SMO campesina más fuerte del

5. De hecho, el propio Kriesi volvía a adoptar un interés “secuencialista”, ya que lo que le interesaba era explicar de dónde provenían o a dónde se dirigían determinadas SMO, según el contexto político.
6. Así, la Coordinadora nacional de mujeres rurales e indígenas (CONAMURI), que podríamos considerarla una SMO por su tipo de actividad y reivindicación, cambió sus estatutos al de ONG para captar de una manera más provechosa subvenciones públicas paraguayas y, sobre todo, de la cooperación internacional al desarrollo. Una senda de trabajo a la que Kriesi denominaría “comercialización” y que la definiría como una organización del segundo cuadrante.
7. Los meses que pude hacer observación directa (2008 y 2009), contaban con : departamento de Guariá, un asentamiento y dos campamentos de sintierras, de los cuales uno estaba ocupando un latifundio ; en Alto Paraná, un campamento, comisiones de sintierras (fase pre-campamento), y dos asentamientos ; en Itapúa, tres asentamientos y cinco campamentos ; en Caaguazú, un asentamiento ; en Canindeyú, una ocupación y un asentamiento ; en Neembucú, dos asentamientos ; en Caazapá, cuatro asentamientos y tres ocupaciones en curso más campamentos ; en San Pedro, cuatro asentamientos, once comisiones de sintierras y varios campamentos. Sólo en San Pedro la OLT maneja censos de varias decenas de miles de sintierras, eventualmente listos para formar nuevos campamentos.

país – está estrechamente ligada al Movimiento popular revolucionario Paraguay Pyahurá. El Movimiento campesino paraguayo (MCP) formaba parte de la familia Convergencia, hasta que disputas de liderazgo al interior del partido desencadenaron su salida en 2008, lo que tuvo como consecuencia la fundación de un nuevo partido político, el Partido del movimiento patriótico y popular.

Estas relaciones son públicamente asumidas y vividas con total normalidad, perteneciendo prácticamente al dominio del sentido común. Sirva, a efectos de ejemplo, la opinión al respecto de Marielle Palau, una de las principales analistas paraguayas en movimientos sociales:

“Yo estuve mucho tiempo en Convergencia, y a lo que le ando dando vueltas, pensando en Convergencia, pensando también en el PT y ASAGRAPA... intentan crear un partido leninista, que tenga gremios en función al partido, pero ocurre lo contrario : son expresiones partidarias de los gremios. Entonces, el leninismo es una cuestión puramente discursiva y declaraciones en papeles, pero en realidad son herramientas partidarias de gremios. Tiene un desfase entre lo que dicen que quieren llegar a ser y lo que son.” Entrevista a Mariella Palau, 21 de abril de 2009, Asunción.

En Capi'ibary, las relaciones del MCP con organizaciones de otros cuadrantes son más variopintas. La radio social Ñemity – el medio de comunicación con más difusión entre el campesinado del distrito – está ligada al MCP, aunque colabora también con la OLT. La Escuela Agrícola, en la que se imparten clases del bachillerato técnico oficial, también lo está. Organizaciones éstas que no son ni del tercer ni del cuarto cuadrante pero que, evidentemente, pueden tener mucha importancia a la hora de reforzar las capacidades del movimiento social.

Considerar como leninista la estrategia de articulación de la pluralidad de estructuras de movilización al interior del movimiento campesino no se debe únicamente al discurso explícitamente marxista de los dirigentes o a la jerarquización en las relaciones partido-organizaciones de masas, sino al papel que los partidos juegan como coordinadores del trabajo de los dirigentes del movimiento sobre las organizaciones de masas en las que también participan. Los partidos se conciben como los instrumentos que aglutinan a los dirigentes de las diferentes organizaciones de masa de una misma familia. Por esta razón, cuando los dirigentes del MCP rompen con los dirigentes de la OLT o de San Pedro Norte necesitan crear un nuevo partido político. Reconvertir el apoyo en la movilización a la arena institucional es, en cierta manera, una apuesta relativamente reciente, pero que no cuestiona, sino que más bien es consecuencia de, la pertenencia de estos partidos políticos al movimiento campesino paraguayo.

Los dirigentes tienen la tarea de organizar estructuras partidistas para competir en la arena institucional al mismo tiempo que coordinan y participan en otras organizaciones no-partidistas, como comités de productores o medios de comunicación sociales. Todo con el objetivo de tejer un entramado de relaciones



sociales en la que se refuerce su hegemonía, su poder de movilización, sobre el campesinado en su conjunto. Aunque – sobre todo desde los 90 con el trabajo de Roger Gould [1991, 1993] – en la SMS se ha venido profundizando en los lazos o redes sociales preexistentes a las SMO que ayudan a la emergencia de los movimientos sociales mediante una “función socializadora” [Passy, 2003], queda camino por recorrer hasta contestar explícitamente cómo, en lo concreto, estas redes son capaces de transformar a sus miembros en actores políticos [Taylor y Whittier, 1992], por ejemplo reproduciendo las representaciones y las identidades colectivas que cuestionan el sistema de representaciones hegemónico. En otras palabras, aunque asumamos que las *bases del movimiento social* [Tilly y Tarrow, 2008] cumplen esa función, nos falta preguntarnos qué es lo que ocurre dentro en esa retaguardia de los movimientos para que se produzca la necesaria transformación identitaria de un individuo, con la perspectiva de reforzar, a su vez, la capacidad de movilización⁸. Y, por su gran capacidad de organización de la vida cotidiana, el movimiento campesino puede aportar muchas claves al respecto [Vergara-Camus, 2009].

¿Qué mecanismos mantiene unido un conjunto heterogéneo de estructuras de movilización ?

En mi segundo viaje a Paraguay (marzo y abril de 2009) la problemática teórica de mi tesina estaba bien asentada. Inspirándome en los estudios de Anselm Strauss, me proponía analizar los esquemas de trayectoria militantes que los dirigentes de la OLT negociaban con los militantes, lo cual requería comprender bajo qué formas los militantes eran conceptualizados, categorizados, por los dirigentes. Una problemática que podría ser abordada – como es mi interés por los movimientos –, en cualquier momento de tranquilidad, en la cotidianidad del movimiento, en una asamblea de campesinos sintierras, en un encuentro de jóvenes, en una escuela de formación de mujeres, o en cualquier otra de las actividades de la vida interna de la organización.

Lo que me encontré en este segundo viaje fue, sin embargo, un momento de gran convulsión en el país y, concretamente, de fuertes movilizaciones campesinas. La cosecha de sésamo, plantado en noviembre, había sido un fracaso. La cantidad de hectáreas dedicados a este rubro (exportado en su práctica totalidad, es decir, sin uso en el mercado doméstico) había crecido enormemente por los buenos precios pagados en 2008. A la caída abrupta de la producción le acompañó una caída también abrupta en los precios pagados por kilogramo, y las organizaciones campesinas se preparaban para desatar una campaña que reclamase ayudas estatales para sortear el bache.

8. Ese era precisamente el argumento de Alberto Melucci [1999].

Fue el momento en el que se constituyó el Espacio unitario popular (EUP), germen de lo que posteriormente sería el Frente Guazú con el que Esther se presentó a las elecciones, con la participación de diversas estructuras, desde partidos políticos hasta comités de productores. Esto representaba un gran reto para los dirigentes de la OLT, que tenían la oportunidad de articular el movimiento siguiendo los preceptos de la visión normativa que iban adquiriendo en su participación en la familia Convergencia. En Capi'ibary, asistía a las reuniones de la OLT, de Convergencia (con la participación de dirigentes de la OLT y la ONAI) y del EUP (con la federación y la asociación de productores locales, la ONAI y otras organizaciones competidoras de la OLT, como el MTR). Acudí también a reuniones nacionales y departamentales, como la plenaria de la OLT (máximo órgano entre congresos), el congreso de Convergencia y a algunas reuniones del EUP en San Pedro.

Podía así comprobar la actividad de los dirigentes en el interior de la OLT a escala local, departamental y nacional, dentro de la familia Convergencia y fuera de ella, en otras organizaciones, y en sus interacciones con el resto de miembros del amplio movimiento campesino paraguayo. En otras palabras, podía observar lo que Combes [2011] llama las *trayectorias multiposicionales de los militantes*.

El 15 de marzo fue uno de los días de movilización en el departamento de San Pedro de los varios que hubo durante ese mes. Consistían en simbólicos cortes de ruta por unas horas, y según los primeros rumores surtieron su efecto, ya que parecía inminente que Lugo cediese ante el reclamo de sus antiguos feligreses (Lugo fue obispo precisamente de San Pedro) y aceptaría indemnizar hasta cubrir los 6.000 guaraníes por kilogramo de sésamo, ya que en el mercado se estaba pagando a 3.000. La retórica de los dirigentes, para los que esos 6.000 guaraníes ya habrían sido un éxito rotundo, afirmaban que exigirían hasta los 8.000.

Aunque la lucha inmediata eran los subsidios por el sésamo, la perspectiva de las futuras elecciones locales de 2010 no estaba ausente. En Capi'ibary, Esther insistía al resto de dirigentes en desarrollar un discurso nítidamente político, sin limitarse a los reclamos coyunturales de los subsidios. A unos cinco mil manifestantes consiguió movilizar el EUP en Capi'ibary ese día, y aproximadamente 35.000 en todo San Pedro. Al día siguiente, y tras los rumores de que Lugo había cedido tras los cortes de ruta, la sede local de Capi'ibary se llenaba de campesinos que acudían a inscribirse a un censo de potenciales subsidiados elaborado directamente por la OLT.

Lo cierto es que mucho más que la victoria por un precio “justo”, el objetivo y los mayores réditos se encontrarían en la posibilidad de realizar la intermediación entre esas ayudas estatales y los beneficiarios. Esther me confirmó que desde Capi'ibary estaban en comunicación con contactos en la Secretaría de Emergencia Nacional – el organismo que gestionaría las ayudas – para intermediar en la ayuda a unas 300 familias en Capi'ibary.



Aunque existía una conciencia clara por parte de Esther de favorecer a aquellas familias próximas a la OLT, en absoluto entraba en los planes de Esther restringir el acceso a otras familias. Por un lado, favorecer a las familias próximas a la OLT, a esas familias con las que la OLT siempre podía contar a la hora de movilizar, era una oportunidad como muy pocas para la organización de distribuir, a la manera de bienes privados entre participantes, unos bienes públicos conquistados por la lucha. Es evidente la importancia que esto supone, en los términos de la paradoja de Olson, para una organización de escasos recursos como la OLT. Pero, por otro lado, Esther buscaba constituirse en un *referente barrial* [Vommaro y Quirós, 2010] para toda la comunidad campesina, y sabía que abrirse a otras familias no sólo era lo éticamente demandable sino que tendría repercusiones, reforzando su posición en un primer paso para erigirse como la candidata del movimiento campesino en Capi'ibary.

A las anteriores elecciones municipales, de 2006, se había presentado Belarmino Balbuena, el dirigente nacional del MCP. Capi'ibary es la cuna de varios dirigentes campesinos a nivel nacional, y no es casualidad, dada la importancia histórica del departamento de San Pedro dentro del movimiento. Con Belarmino y el MCP fuera de la familia Convergencia, Esther ya no estaba obligada a asumir un segundo plano. Es más, el MCP había sufrido un grave deterioro de sus bases en Capi'ibary, y Esther ya no sólo no tendría la obligación de negociar con Balbuena sino que, como finalmente resultó, ni siquiera tendría que enfrentarse también con él. A estas alturas, Esther estaba muy segura de que sería la única candidata del movimiento a la intendencia.

La estrategia de Esther a escala local era homóloga a la del movimiento a escala departamental. Mientras la OLT levantaba censos en Capi'ibary, con largas filas de campesinos que se apuntaban para recibir las subvenciones en su sede local, la estructura departamental del EUP negociaba con el gobierno la gestión de las ayudas mediante la ONG Tesai Reka, próxima a la Asociación campesina de desarrollo integrado (ACADEI). De ACADEI proviene José Parra, uno de los principales dirigentes campesinos de San Pedro, militante de Tekojojá. La campaña mediática que se levantó ante esos rumores fue automática. Las asociaciones de terratenientes, los principales medios de comunicación y la oposición a Lugo en el parlamento interpretó que la gestión directa por parte de Tesai Reka de unas ayudas que llegaban a los 8 millones de dólares era una concesión demasiado fuerte por parte de Lugo. Aunque Tesai Reka y ACADEI son organizaciones muy conocidas en su ámbito [CDE, 2002], la prensa generalista y mayoritaria se cuidó de desprestigiarlas y levantar sospechas sobre la potencial corrupción que acechaba tras el chantaje al que Lugo parecía haber accedido⁹.

9. Un seguimiento por la hemeroteca digital del principal diario del país, ABC Color, da cuenta de cómo hasta el mes de marzo de 2009, Tesai Reka era una desconocida para los principales

La tensión política en Paraguay subió hasta el punto de que el ministro de agricultura, el liberal Vera Bejarano, tras protestar arduamente ante la posibilidad de que una ONG del movimiento campesino accediera a un monto tan elevado, recibió un permiso de diez días por parte del presidente Lugo, lo que se interpretó como un paso previo a su cesión. Cuando las posiciones de Vera Bejarano parecían ser las finalmente aceptadas por Lugo, su jefe de gabinete, López Perito, enfrentado a Vera Bejarano y próximo al movimiento campesino, presentó oficialmente su renuncia. Renuncia que, finalmente, no sería aceptada por Lugo.

Las ayudas finalmente no fueron gestionadas por Tesai Reka, ni los censos elaborados por la OLT sirvieron para nada. El ministerio de Agricultura, mediante el Banco nacional de Fomento y por medio de sus propios censos del Programa nacional de Apoyo a la agricultura familiar (PRONAF) sería el encargado de repartir las ayudas entre sesameros y otros productores también perjudicados por la sequía.

Si el mecanismo es la intermediación y el “interesamiento” del campesinado

En el clásico estudio sobre el cultivo de las viéiras en Bretaña, Michel Callon (1994) explica el origen etimológico de la palabra *interés* y del verbo *interesar*, para definir lo que sería el mecanismo de *interesamiento*. Interés proviene del latín, *inter-esse*, estar interpuesto entre dos o más elementos. Si las identidades de los elementos se definen en sus relaciones, al situarse entre ellos, interpuesto, es posible influir en sus definiciones identitarias. Lo de menos es cómo un agente consigue interponerse entre otros, las formas son ilimitadas. Lo importante es el sentido de hacerlo : interesar a los demás es constituirse como un elemento insoslayable en sus relaciones con los demás.

Parece evidente la importancia de analizar el proceso de configuración de las identidades a partir de las interacciones y las relaciones más o menos institucionalizadas¹⁰. En el caso de los campesinos individuales y el Estado, las relaciones pueden realizarse sin intermediación de un tercer actor, ya que existen instituciones públicas encargadas de atender directamente a las familias, desde los planes de ayuda del ministerio de Agricultura hasta el propio Instituto nacional de desarrollo rural y de la tierra (INDERT). Las Ocs han demostrado ser capaces de interesar al campesinado sintierra para la conquista de la tierra, en parte porque no existen los mecanismos legales que permitan al campesino individual reclamar

periodistas del país. ABC Color 20 marzo 2009, *Lugo da marcha atrás ante nuevo desliz al más alto nivel del Ejecutivo*, <http://archivo.abc.com.py/2009-03-20/articulos/505460/lugo-da-marcha-atras-ante-nuevo-desliz-al-mas-alto-nivel-del-ejecutivo>

10. Para una comparación de los aportes de la Teoría del Actor Red con la Sociología Relacional de H. White, ver Mützel (2009).



una tierra que legalmente no le pertenece. La naturaleza política de esa negociación requiere la intermediación de actores políticos, las Ocs. El movimiento campesino es plenamente consciente de su fuerza a la hora de organizar las ocupaciones de sintierras, pero también su debilidad a la hora de “mantener” los asentamientos que han sido conquistados. Uno tras otro, los nuevos asentamientos ganan autonomía respecto a las directrices de las organizaciones. Es habitual que los campesinos vendan sus lotes, emigrando a la ciudad o volviendo a intentar ocupar nuevas tierras. Una vez adquirido un lote de tierra, para las Ocs es mucho más difícil mantener *interesado* al campesino. Situarse en medio, entre ambos, es aspirar a constituirse, en términos de Callon, en un *punto de paso obligado* (PPO). Por lo tanto, si seguimos la idea de Callon, interesar al campesinado no es la consecuencia de esta estrategia, no es su objetivo, es el mecanismo en sí.

Mientras que aún se pensaba posible que Tesai Reka u otras estructuras del movimiento campesino gestionaran los recursos para la fallida campaña de sésamo, pude presenciar en Capi'ibary una extraña reunión. Fue el 21 de marzo, en una noche de sábado. Gran parte de los dirigentes locales de la familia Convergencia (la mayoría de la OLT) mantuvieron una reunión informal con el intendente del municipio, Cuenca. La reunión se desarrolló en la parte trasera del local de la OLT, donde hay un pequeño fuego que se utiliza para cocinar, y donde es habitual sentarse y relajarse en largas conversaciones. El ambiente, sin embargo, era mucho más alegre que de costumbre, casi festivo. Los dirigentes no solían beber – o lo hacían muy poco – pero esa noche fluían los cascos y latas vacías de cerveza, pagadas por el intendente. Los dirigentes campesinos tampoco fumaban, excepto en ambiente festivo como ese. El ambiente era de bromas y complicidad entre los dirigentes locales de Convergencia y el intendente liberal.

Los temas eran tres. La universidad, sin que llegase a comprender exactamente cuál era el problema, aunque parecía venir arrastrándose de lejos¹¹; Paková, el gobernador de San Pedro; y *la radio*. Este último tema me tenía perplejo. La OLT pretendía acceder a fondos de la intendencia para comprar una radio. Sobre todo la radio fue el gran tema de esa noche, los 50 millones de guaraníes, unos 10.000 dólares, que costaría comprarla e instalarla. La radio en un municipio como Capi'ibary es clave para la OLT. La radio comunitaria Ñemity era próxima al MCP, por lo que no la controlaban. Pretendían suplir esa deficiencia con una radio que dependiese directamente de la OLT.

Lo cierto es que nunca llegué a comprender lo que pasó ahí. En un momento, Esther entró en el local con Cuenca, y yo aproveché para preguntar a los otros

11. Las conversaciones en guaraní-jopará no fáciles de seguir. Comprender lo comentado en una reunión requiere una atención total a todo lo hablado y a las actitudes de los participantes, con una comprobación de la hipótesis, a posteriori, con los participantes. Aún así, es evidente que mucha información se tergiversa o, directamente, se pierde.

dirigentes. “Si yo fuera él, nunca os daría el dinero para una radio”, les dije, a lo que ellos contestaron, en ese ambiente festivo, con risas, como si yo hubiera “descubierto su juego”. Admitieron que la radio tenía, sobre todo, un sentido estratégico para las elecciones. Si nunca entendí lo que allí estaba pasando es porque no podría tomar como una posibilidad que Cuenca, un farmacéutico y actual intendente, no se diera cuenta mejor que yo de lo que se proponían, pero tampoco me encajaba que los dirigentes locales de Convergencia pudieran pensar que podrían llegar a engañarle. Más tarde preguntaría a Esther por la radio, siendo su reacción también de sorpresa, como si yo la hubiera “descubierto”. Al intendente se le aseguraba que el propósito de la radio era exclusivamente gremial.

La discusión sobre Paková, el gobernador liberal de San Pedro, era también de relevancia. Paková es liberal, pero un liberal díscolo, tradicionalmente aliado al movimiento campesino, y estaba teniendo un papel activo, en favor del movimiento, en las movilizaciones de los sesameros. Los dirigentes de Capi'ibary querían negociar con Cuenca un mayor acceso a Paková, ya que consideraban que el movimiento en Capi'ibary no estaba accediendo como lo conseguían otros dirigentes del departamento. Entiéndase que estas negociaciones con Cuenca, en el mismo momento en el que el EUP de San Pedro estaba negociando directamente con el gobierno central, con el apoyo de Paková, representaban más bien una maniobra local de Esther y los dirigentes locales para situarse mejor a nivel local y dentro del movimiento a nivel departamental. Pero implicaba también, de alguna manera, una petición de los que pretendían ser intermediadores entre campesinado y Estado al propio Estado (al gobierno local, en este caso) para ser reconocidos como intermediadores. Mientras que la movilización del día 15 representaba una demostración de fuerza, una medida de presión, lo que esa noche ocurría era una negociación bajo la mesa.

Al finalizar la reunión, el intendente nos acercó hasta la casa de Esther a otro dirigente de la OLT, a la propia Esther y a mí, pero antes pararon en una gasolinera a realizar unas compras. Un momento incómodo para Esther, que se avergonzaba de poder ser vista en público con Cuenca. Que era una negociación inconfesable estaba sentenciado desde el mismo momento en que Esther y el intendente Cuenca no eran figuras que públicamente tuvieran relaciones cordiales.

Cuando la estrategia de la intermediación mediante la gestión de las ayudas y subvenciones para el sésamo fracasó, el EUP de San Pedro buscó una alternativa que garantizase su capacidad para situarse entre su población objetivo, el campesinado, y el actor político con el que se relaciona, el Estado. El 13 de abril se reúne el EUP en General Resquín (San Pedro), con el dirigente José Rodríguez, de la Asociación San Pedro Norte (de la familia Convergencia), como maestro de ceremonias. A la reunión acuden unos 40 dirigentes del departamento. Los dirigentes de Capi'ibary se situaron en un discreto segundo plano, demostrando



que su influencia en el departamento era escasa. Lo que se discutió en esa reunión fue poner en marcha la primera “empresa socialista”, para que el movimiento campesino vendiera el sésamo por su propia cuenta.

El proyecto era simple pero audaz. Ese mismo 17 de marzo, la Coordinadora de Productores de Sésamo (COPROSE), había inaugurado una planta procesadora de sésamo para producir harina, turrón y aceite de sésamo. La propuesta era coordinar el acopio de sésamo directamente desde el EUP y vendérselo, a mejores precios, a la COPROSE, sin la necesidad de pasar por los intermediadores habituales. El EUP se había propuesto llegar a los tres millones de kilogramos de sésamo, pagando a 5.000 guaraníes el kilogramo.

La productividad media de una hectárea oscilaba entre 500 y 550 kilogramos de sésamo, lo que significa que tres millones de kilogramos representaría, aproximadamente, la producción de 6.000 hectáreas, de las 100.000 hectáreas que se habían dedicado al sésamo en esa campaña. Con toda seguridad, esta iniciativa no solucionó la crisis del sésamo, pero tuvo éxito en su pretensión de demostrar la capacidad de auto-organización del movimiento y, sobre todo, iba a permitir a organizaciones como la OLT demostrar su utilidad práctica, su necesidad, en asentamientos campesinos en los que su presencia era escasa o nula. Desconozco si el EUP llegó a ese volumen de acopio, pero yo mismo recorrí varios asentamientos con los dirigentes de la OLT cargando los sacos de sésamo en camiones. La OLT podía por fin aspirar a constituirse como un PPO para los productores de sésamo.

La lógica de la radio no es distinta a la lógica de la gestión de la subvención o a la lógica del acopio del sésamo. Todas se traducen, en última instancia, a situar a los dirigentes del movimiento como intermediadores. Ahora bien, en esta estrategia de intermediación, la gestión de bienes materiales parece ser sólo una de las formas posibles de intermediación. La circulación de bienes obedece a ese propósito, pero podemos cuestionarnos si no existe una naturaleza diferente cuando el intercambio es vivido como un don. La radio es una intermediación en el flujo de la información, pero la gestión de las subvenciones y el acopio de sésamo puede ser vivido como un acto desinteresado por parte de los dirigentes del movimiento.

En otras palabras, es en un largo proceso de interacciones en la construcción del movimiento social donde los dirigentes aspiraban a garantizar la transformación identitaria del campesinado. Por lo tanto, la estrategia de intermediación se presentaba como el intento, más o menos consciente y conflictivo por parte de los dirigentes, de producir las subjetividades concretas que permitan la movilización y garanticen, ulteriormente, unas lealtades lo suficientemente fuertes como para garantizar, entre otras, el apoyo electoral.

Los debates en los que se considera al clientelismo como una forma de un fenómeno mayor, el del intercambio en política, justifica este enfoque, ya que no estaríamos limitando los objetivos a una simple búsqueda de votos, sino de reconocimiento. Si lo que está detrás de lo que comúnmente llamamos “clientelismo” no

es la simple pretensión de transar votos por favores, sino la del reforzamiento de una posición de legitimidad, un reforzamiento de esa posición de legitimidad requeriría una relación emocional entre los individuos. El intercambio, vivido como intercambio de favores, no se presenta como un medio para el consumo, sino como un fin en sí mismo, con el resultado de afianzar las alianzas personales.

Los argumentos de aquellos que favorecen una lectura utilitarista, normativa en realidad, de la posibilidad del clientelismo en los partidos políticos [Kitschelt y Wilkinson, 2007] es fácilmente complementada con aquellos que subrayan una capacidad “liminal” de los MMSS [Yang, 2000], corruptibles pero redentores, en potencia, de un supuesto riesgo intrínseco de la política institucionalizada, especialmente en contextos de subdesarrollo. Paradójicamente, el análisis micro-sociológico de los MMSS no se cumple en esta tradición concreta de los estudios sobre el clientelismo [Maíz, 1994], más enfocada hacia los estudios cuantitativos. De ahí que la renovación de los debates sobre el clientelismo (Combes, 2010) aporte una complejidad susceptible de superar una dicotomía naif entre partidos y MMSS que permita aclarar puntos claves en la SMS.

A pesar de la amplia diversidad en los estudios sobre clientelismo, Eisenstadt y Roniger [1984] encuentran una línea coherente para determinados autores que cuenta, como denominador común, con la consideración de un dominio de solidaridad y confianza, así como la implicación de una finidad emocional entre los participantes. Como fundamento básico hay una conceptualización de estas relaciones como particularistas, en el sentido de irreducibles a categorías universales que pudieran definirse en otro dominio que en el que son concretamente producidas. De alguna manera, la potencialidad que tiene el intercambio en política, especialmente el intercambio que es vivido como un don, es el de constituir, en su misma ejecución, a los sujetos. Lo habíamos olvidado, pero lo sabíamos desde que Mauss (2009) se asegurara de realizar una crítica a toda noción de “economía natural” en la argumentación de la capacidad del don para crear y reproducir *personas morales*, personas morales que son, además, actores colectivos históricos, subgrupos que aprenden a reconocerse y a relacionarse, y no una categoría universal de sujeto racional. Los debates sobre el clientelismo que retoman estas bases nos enseñan cómo, en el interior de los MMSS, el intercambio funciona como un mecanismo articulador de las subjetividades. El intercambio es, en sí mismo, la producción y fortalecimiento de estas relaciones, capaces de jerarquizar posiciones dentro de un campo, siendo este proceso sinónimo de la propia estructuración del campo al que pertenecen.

Conclusiones

Cuando Fernando Lugo ganó las elecciones del 20 de abril de 2008 lo hizo enfrentándose a la poderosa maquinaria electoral del Partido Colorado, pero



aliándose al Partido Liberal. La victoria de Lugo no representó, como sí ocurrió en otros países de la región, un derrumbe del sistema de partidos tradicional. Los dos grandes partidos han seguido manteniendo el control de las dos cámaras de representación parlamentaria, lo que les permitió –una vez superadas sus diferencias– expulsar a Lugo del poder en junio de 2012. Este cambio, aunque temido desde hace tiempo por la dirigencia campesina, ha redefinido radicalmente la posición del movimiento en la contienda política, y les sitúa en una clave puramente defensiva. Si bien Lugo nunca ha sido considerado como un presidente emanado del movimiento, la actual situación ha propiciado una alianza más estrecha entre su figura y la del movimiento campesino, por ser éste el movimiento más potente en la resistencia a lo que consideran un golpe de estado encubierto. Las presidenciales de 2013 serán la prueba de fuego para comprobar la efectividad de esta alianza y su capacidad para subvertir el orden político que las máquinas partidistas de los liberales y colorados consiguieron finalmente controlar.

En términos prácticos, el fin de la presidencia de Lugo representa un acceso mucho menor a los recursos necesarios para ejercer la función de un flujo estructurador del movimiento campesino. Un problema para desarrollar los proyectos normativos del movimiento que explican, en última instancia, el fracaso electoral continuado al que se ha enfrentado. Estos proyectos tendrán que redefinirse, ya que se basaban en la aspiración de constituirse como el intermediario entre las familias campesinas, atomizadas, y el resto de actores políticos, no con el objetivo de demostrar una utilidad para el campesino individual sino para poder controlar la conformación de los actores colectivos, las subjetividades, que puedan garantizar el avance del movimiento.

Para los dirigentes campesinos, el intercambio en política no es beneficioso por ser una prebenda, concepción que los debates actuales sobre clientelismo han cuestionado, sino por el simple hecho de ser un intercambio. Si el objetivo era, en un primer momento, situarse entre el Estado y el campesinado en la gestión de las ayudas, la estrategia no puede interpretarse como la voluntad de apropiarse de los recursos públicos para proceder a un reparto que favorezca intereses, políticos, privados. Al contrario, el movimiento campesino era el más interesado en que las escasas subvenciones a las que podían aspirar se gestionaran correctamente, con justicia, pero también el más interesado en que fuera el movimiento, sus dirigentes, los que realizaran las gestiones, porque esa era la manera de reforzar su posición, como PPO, entre el Estado y el campesinado.

De igual manera, cuando parece que pierden la capacidad de intermediar las ayudas, pasan a una política más activa en la que puedan avanzar contando exclusivamente con sus propias fuerzas. El EUP lleva a cabo una política de compra y acopio del sésamo, con el objetivo de demostrar que el movimiento puede organizarse y serle útil al productor individual, ofreciéndole mejores precios que los acopiadores privados. Es en este punto donde el intercambio aparece bajo

una forma contractual homóloga al mercado, menos sospechosa para una lectura moralista del intercambio en política, pero en el que el fin es el mismo, situarse entre el campesinado y los otros agentes, el mercado en este caso, para así “interesarlo”. Y sin ocultar una vocación de ayuda y de sacrificio por la comunidad que justifica la relación personal que el intercambio está encaminada a fortalecer.

Pero, por otro lado, su fracaso puede representar también las propias limitaciones de estos proyectos normativos. Si en la base de estos proyectos se encuentra la potenciación del intercambio como el mecanismo capaz de tejer las relaciones personales entre dirigentes y campesinos, debería considerarse más detenidamente la necesaria dimensión negociadora que existe en toda interacción y, aparejada a ella, una capacidad reflexiva por parte del campesinado que parece la variable ausente de los esquemas normativos de los dirigentes /. Estos proyectos tendrán que redefinirse, ya que se basaban en la aspiración de constituirse como el intermediario entre las familias campesinas, atomizadas, y el resto de actores políticos, no con el objetivo de demostrar una utilidad para el campesino individual sino para poder controlar la conformación de los actores colectivos, las subjetividades, que puedan garantizar el avance del movimiento.

Para los dirigentes campesinos, el intercambio en política no es beneficioso por ser una prebenda, concepción que los debates actuales sobre clientelismo han cuestionado, sino por el simple hecho de ser un intercambio. Si el objetivo era, en un primer momento, situarse entre el Estado y el campesinado en la gestión de las ayudas, la estrategia no puede interpretarse como la voluntad de apropiarse de los recursos públicos para proceder a un reparto que favorezca intereses, políticos, privados. Al contrario, el movimiento campesino era el más interesado en que las escasas subvenciones a las que podían aspirar se gestionaran correctamente, con justicia, pero también el más interesado en que fuera el movimiento, sus dirigentes, los que realizaran las gestiones, porque esa era la manera de reforzar su posición, como PPO, entre el Estado y el campesinado.

De igual manera, cuando parece que pierden la capacidad de intermediar las ayudas, pasan a una política más activa en la que puedan avanzar contando exclusivamente con sus propias fuerzas. El EUP lleva a cabo una política de compra y acopio del sésamo, con el objetivo de demostrar que el movimiento puede organizarse y serle útil al productor individual, ofreciéndole mejores precios que los acopiadores privados. Es en este punto donde el intercambio aparece bajo una forma contractual homóloga al mercado, menos sospechosa para una lectura moralista del intercambio en política, pero en el que el fin es el mismo, situarse entre el campesinado y los otros agentes, el mercado en este caso, para así “interesarlo”. Y sin ocultar una vocación de ayuda y de sacrificio por la comunidad que justifica la relación personal que el intercambio está encaminada a fortalecer.

Pero, por otro lado, su fracaso puede representar también las propias limitaciones de estos proyectos normativos. Si en la base de estos proyectos se encuentra



la potenciación del intercambio como el mecanismo capaz de tejer las relaciones personales entre dirigentes y campesinos, debería considerarse más detenidamente la necesaria dimensión negociadora que existe en toda interacción y, aparejada a ella, una capacidad reflexiva por parte del campesinado que parece la variable ausente de los esquemas normativos de los dirigentes.

Bibliografía

- CALLON Michel**, "Algunos elementos para una sociología de la traducción : la domesticación de las viéiras y los pescadores de la Bahía de Saint Brieu", en **IRANZO Juan Manuel, BLANCO Juan Rubén, GONZÁLEZ María Teresa, TORRES Cristóbal y COTILLO Alberto**, *Sociología de la Ciencia y la Tecnología*, CSIC, Madrid, p. 259-282, 1994.
- CAMPOS Daniel**, **BORDA Dionisio**, (1992), *Las organizaciones campesinas en la década de los 80 : sus respuestas a la crisis*, Comité de Iglesias para Ayudas de Emergencia, Asunción.
- CDE – Centro de Documentación y Estudios (2002)**, *ACADEI : Historia de una organización campesina contada por sus protagonistas*, Helvetas Paraguay – Asociación Suiza para el Desarrollo y la Cooperación, Asunción.
- COMBES Hélène**, "¿Dónde estamos el estudio del clientelismo ?", *Desacatos*, vol. 36, p. 13-32, mayo-agosto 2010.
- COMBES Hélène**, « Faire Parti. Trajectories de gauche au Mexique », Karthala, Paris, 2010.
- CORCUFF Philippe, MATHIEU Lilian**, "Partidos y movimientos sociales : de las ilusiones de la "actualidad" a una puesta en perspectiva sociológica", *Cultura y Representaciones Sociales*, año 5, n°10, p. 7-30, 2011.
- CURTIS RUSSEL L., ZURCHER Louis A.**, "The Multi-Organizational Field", *Social Forces*, vol. 52, n°1, septiembre, 1973.
- EISENSTADT SHMUEL Noah, RONIGER Luis**, *Patrons, Clients and Friends. Interpersonal Relations and the Structure of Trust in Society*, Cambridge University Press, Cambridge, 1984.
- EVANS Sara**, *Personal Politics*, Vintage Books, Nueva York, 1980.
- GOIRAND Camille**, « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine. Les approches des mobilisations depuis les années 1970 », *Revue française de science politique*, vol. 60, n°3, p. 445-466, 2010.
- GOULD Roger**, "Multiple Networks and Mobilization in the Paris Commune, 1871", *American Sociological Review*, vol. 56, p. 716-729, 1991.
- Gould Roger**, "Collective Action and Networks Structure", *American Sociological Review*, vol. 58, p. 182-196, 1993.
- JENKINS Craig J.**, "Resource Mobilization Theory and the Study of Social Movements", *Annual Review of Sociology*, p. 527-53, 1983.
- KITSCHOLT Herbert, WILKINSON Steven**, *Patrons, Clients and Policies*, Cambridge University Press, Cambridge, 2007.
- KRIESI H.**, "Organizational Infrastructure of Social Movements", en **D. McADAM; J.D. MCCARTHY y D.ZALD**, *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996.
- LARA CASTRO Jorge** "Paraguay : luchas sociales y nacimiento del movimiento campesino", en **CASANOVA Pablo González (coord.)**, *Historia política de los campesinos latinoamericanos*, vol. 3, México D.F. Siglo XXI Editores, 1985.
- MAÍZ R.** "Estructura y acción : elementos para un modelo de análisis micropolítico del clientelismo", *Revista Internacional de Sociología*, Tercera época, n°8-9, p. 189-215, mayo-diciembre, 1994.
- MAUSS Marcel**, *Ensayo sobre el don : forma y función del intercambio en las*

- sociedades arcaicas, Katz, Buenos Aires, 2009.
- McADAM Doug**, *Political Process and the Development of Black Insurgency (1930-1970)*, University of Chicago Press, Chicago, 1982.
- McADAM Doug, McCARTHY John D., ZALD MAYER N.**, *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996.
- McADAM Doug, TARROW Sidney**, "Ballots and Barricades: On the Reciprocal Relationship between Elections and Social Movements", *Perspectives on Politics*, vol. 8, n°2, junio 2010.
- McCARTHY John D., ZALD Mayer N.**, *Social Movements in an Organizational Society*, Transaction, New Brunswick, N.J., 1987.
- MELUCCI Alberto**, *Acción colectiva, vida cotidiana y democracia*, Centro de Estudios Sociológicos del COLMEX, México DF, 1999.
- MORRIS Aldon D.**, *The Origins of the Civil Rights Movement: Black Communities Organizing for Change*, Free Press, New York, 1984.
- MÜTZEL Sophie**, "Networks as Culturally Constituted Processes: A Comparison of Relational Sociology and Actor-network Theory", *Current Sociology*, vol. 57, n°6, p. 871-887, 2009.
- PALAU Tomás**, "El movimiento campesino en el Paraguay : conflictos, planteamientos y desafíos", en *OSAL : Observatorio Social de América Latina*, año 6, n°16, junio 2005.
- PASSY Florence** "Social Networks Matter, But How?", en **DIANI Mario y McADAM Doug**, *Social Movements and Networks: Relational Approaches to Collective Action*, Oxford University Press, Oxford, 2003.
- SAWICKI Frédéric**, "Para una sociología de los entornos y de las redes partidistas", *Revista de Sociología*, n°25, p. 37-53, 2011.
- TARROW Sidney**, *El poder en movimiento. Los movimientos sociales, la acción colectiva y la política*, Alianza Editorial, Madrid, 2004.
- TAYLOR Verta**, "La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes", en **FILLIEULE Olivier** (dir), *Le désengagement militant*, Belin. Paris, 2005.
- TAYLOR Verta, WHITTIER Nancy E.**, "Collective Identity in Social Movement Communities. Lesbian Feminist Mobilization", in **MORRIS Aldon D., MUELLER Carol**, *Frontiers in Social Movement Theory*, Yale University Press, New Haven, 1992.
- TELESCA Ignacio**, *Ligas agrarias cristianas (1960-1980) orígenes del movimiento campesino en Paraguay*, Cepag, Asunción, 2004.
- TILLY Charles, TARROW Sidney**, *Politique(s) du conflit*, Presses de SciencesPo, Paris, 2008.
- VERGARA-CAMUS Leandro** (2009), "The Politics of the MST. Autonomous Rural Communities, the State, and Electoral Politics", *Latin American Perspectives*, vol. 36, n°4 p. 178-191, julio 2009.
- VOMMARO Gabriel, QUIRÓS Julieta**, "'Usted vino por su propia decisión' : repensar el clientelismo en clave etnográfica", *Desacatos*, n°36, p. 65-84, mayo-agosto 2010.
- YANG Guobin**, "The Liminal Effects of Social Movements: Red Guards and the Transformation of Identity", *Sociological Forum*, vol. 15, n°3, p. 379-406, septiembre 2000.

RESUMEN/ABSTRACT/RÉSUMÉ

El movimiento campesino paraguayo se caracteriza por constituir partidos políticos como herramientas de intervención al servicio del movimiento. Lejos de

existir un peligro de instrumentalización de los movimientos sociales por parte de los partidos, son los dirigentes campesinos los que hegemonizan estos partidos, puestos al servicio del movimiento. Al



mismo tiempo, un conjunto heterogéneo de estructuras, más allá de las propias organizaciones campesinas encargadas de movilizar en las protestas, son también componentes esenciales del movimiento. Los dirigentes campesinos se enfrentan así ante la necesidad de articular la diversidad dentro del movimiento. Este artículo pretende dar cuenta de determinadas estrategias, basadas en la intermediación entre el Estado y el campesinado, a las que los dirigentes de un movimiento social pueden recurrir para intentar capitalizar su capacidad de movilización en unas elecciones democráticas. En este sentido, los debates actuales sobre el clientelismo, y las razones de algunos autores para cuestionar su propia pertinencia, aportan pistas clarificadoras para comprender las razones de estas estrategias. La reflexión se nutre de las observaciones en Paraguay, en un trabajo de terreno dirigido por otras preguntas teóricas pero en el que la cuestión aquí planteada se imponía por sus consecuencias prácticas en el movimiento.

The Paraguayan peasant movement has as one of its main features the formation of political parties as useful tools for the movement. The peasant leaders are those who hegemonize these parties for the aims of the movement, keeping away any danger of instrumentalisation of social movements by parties. At the same time, an heterogeneous set of essential structures exist beyond the organizations in charge of the contentious mobilization. The peasant leaders face the challenge of articulation of this diversity of structures within the movement. The aim of this article is to explain certain strategies based on the intermediation between the state and the peasantry that leaders can use to try to capitalize its strength on contentious politics into electoral power. The current debates about patronage in politics and the arguments of some

authors to question their relevance provide important clues to understand the strategies presented in this article. This reflections draw on observations made in Paraguay during a fieldwork where the theoretical questions were different. Nonetheless, the practical consequences of this subject were relevant enough to arise by themself.

Le mouvement paysan au Paraguay se caractérise par la formation de partis politiques qui deviennent des outils d'intervention du mouvement. Le rapport entre partis politiques et organisations paysannes est loin d'impliquer un danger d'instrumentalisation des mouvements par les partis, les dirigeants paysans des organisations traditionnelles exerçant une hégémonie sans contestation dans ces partis, qui en retour rendent des services au mouvement. Parallèlement, un ensemble hétérogène de structures –au-delà des organisations chargées de la mobilisation directe des paysans– jouent aussi un rôle essentiel dans la logique du mouvement. Les dirigeants paysans font face au défi d'articuler cette diversité. Cet article vise à expliquer certaines stratégies, basées sur la médiation entre l'État et la paysannerie, auxquelles les dirigeants d'un mouvement peuvent recourir pour essayer de capitaliser sa capacité de mobilisation sociale dans l'arène électorale. Les débats actuels sur le clientélisme et le questionnement de cette notion par certains auteurs fournissent des pistes très riches pour mieux comprendre le genre de stratégies ici présentées. La réflexion s'appuie sur des observations au Paraguay, dans un travail de terrain mené par d'autres questions théoriques, mais dans lequel la question ici traitée s'était imposée par ses conséquences pratiques pour le mouvement.

PALABRAS CLAVE

- Paraguay
- movimientos sociales
- movimiento campesino
- partidos políticos
- militatismo

KEYWORD

- Paraguay
- social movement
- landless workers's movement
- political party
- activism

MOTS CLÉS

- Paraguay
- mouvements sociaux
- mouvements paysants
- partis politiques
- militantisme

Charlotte Pujol*

L'usage du quartier dans les politiques de « participation citoyenne ». Vers un « ancrage mobile » aux marges de Rosario et de Montevideo ?¹

En Argentine comme en Uruguay, les couches populaires se structurent désormais davantage par le biais de leur ancrage territorial que celui de l'emploi et des diverses formes de protection sociale de l'État ou des syndicats [Merklen, 2009]. Cet ancrage ne traduit pas pour autant un phénomène de repli sur le quartier. Au contraire, il peut être lié à d'autres pratiques, plus mobiles, de la ville. L'engagement dans une organisation d'habitants engendre, en effet, d'incessants va-et-vient entre le quartier et la ville. Dans le contexte des manifestations de rue et des coupures de route, les mouvements de chômeurs de Rosario dépassent largement les limites du quartier, alors qu'à Montevideo, les organisations d'habitants restent plus centrées sur celui-ci. Néanmoins, ces organisations bénéficient de divers canaux institutionnels qui favorisent le maintien d'étroites relations avec les pouvoirs publics. Cela nous amène à interroger le degré d'ouverture et de

* Docteure en géographie, post-doctorante à l'unité mixte de recherche « Espaces et sociétés » (CNRS/universités d'Angers, de Caen Basse-Normandie, du Maine, de Nantes, et de Rennes-2).

1. Cet article s'inscrit dans le cadre d'une thèse de doctorat réalisée entre 2006 et 2010 au LISST-CIEU (université Toulouse-2) [Pujol, 2010].

réactivité des systèmes politiques locaux à la protestation. Les gouvernants sont ici pensés comme des protagonistes à part entière et non comme de simples cibles des revendications [Neveu, 2005]. Cela demande d'étudier en quoi ils favorisent le développement des mobilisations et en quoi ils sont « perméables » à la protestation. Situées au cœur du bassin du Plata, de taille démographique similaire (environ un million d'habitants), Montevideo comme Rosario ont mis en place des modes de gestion urbaine innovants en matière de décentralisation administrative et de participation citoyenne. Ce texte porte sur de l'usage du quartier dans les politiques publiques *rosarinas* et *montevideanas*. Il se propose d'étudier comment ces municipalités se « saisissent » du quartier et, plus particulièrement, en quoi leurs politiques favorisent, volontairement ou non, des formes d'« ancrage mobile », des formes d'ancrage ouvertes sur l'extérieur.

Des organisations d'habitants au-delà des attaches territoriales ?

Nombre d'études sur les quartiers populaires tendent à les assimiler à des ghettos, renfermés sur eux-mêmes. Leurs habitants auraient un rapport à l'espace urbain limité, voire circonscrit au quartier. De nombreux travaux attestent de l'inégalité des rapports à la mobilité entre les groupes sociaux. Selon Bourdieu, « le défaut de capital [...] enchaîne à un lieu » [1993, p. 258]. Le constat semble unanime : une position sociale modeste condamnerait à l'immobilité et à la captivité. Alors que certains individus sont dotés de capacités « d'exportation », d'autres, ne disposant que de repères concrets et difficilement transposables, se voient limités à des espaces beaucoup plus restreints [Rémy et Voyé, 1992]. Alors que les uns ne sont plus à leur place dès lors qu'ils franchissent les limites du proche, les autres sont chez eux dans tous les lieux de pouvoir [*ibid.*]. Non seulement une position sociale modeste entrave la mobilité des individus, mais surtout, dans une société qui valorise fortement la mobilité, les différentiels de capacité à se mouvoir se convertissent en facteurs inédits d'inégalités [Rémy, 1996].

Selon certaines études, la mobilité généralisée rendrait caduque l'échelle du quartier, qui ne serait plus le lieu privilégié de structuration des réseaux de sociabilité, si ce n'est pour les exclus de la mobilité [Ascher, 1995 ; Chalas, Dubois-Taine, 1997]. L'essor des mobilités quotidiennes permettant la constitution de réseaux sociaux sur un mode électif, les rapports sociaux s'effectueraient en se dissociant des lieux [*ibid.*]. Nombre d'études s'accordent sur le fait que l'augmentation des mobilités va à l'encontre de toute forme d'ancrage. L'essor des mobilités, qui renvoie à un certain détachement, à la faculté de substituer un lieu par un autre, irait à l'encontre de toute forme d'ancrage, qui rend compte d'une identification, d'un attachement au lieu.



D'autres auteurs montrent, au contraire, que la généralisation de la mobilité ne supprime pas la proximité mais engendre des réarticulations complexes entre le proche et le lointain [Rémy, 1996]. Aussi, si l'échelle du quartier reste pertinente (en matière de structuration des réseaux de sociabilité), la complexité du rapport au quartier ne peut-elle être appréhendée que dans l'articulation des échelles urbaines [Authier, *et al.*, 2007]. Autrement dit, on ne peut comprendre le quartier en restant focalisé à son échelle. Non seulement le quartier peut constituer une ressource pour ses habitants [Fol, 2009] mais, de plus, cet ancrage peut être cumulatif d'autres usages, plus mobiles, de la ville [Authier, *et al.*, 2007]. Si la mobilité a aujourd'hui acquis un rôle crucial en matière d'insertion sociale, c'est qu'elle témoigne d'un affranchissement (relatif) des frontières urbaines, qui offre la possibilité d'une ouverture sur les autres et l'ailleurs. L'essor des mobilités témoigne d'une complexification des modes d'articulation entre des groupes sociaux et leurs espaces, de même qu'il interroge le principe territorial historiquement construit autour du cloisonnement à l'intérieur d'espaces continus [Piolle, 1990].

Cet article est issu du travail effectué dans le cadre d'une thèse de doctorat sur les trajectoires citadines et citoyennes des membres d'organisations d'habitants aux marges de Rosario et de Montevideo. Le croisement de ces trajectoires est privilégié afin d'interroger le rôle des mobilisations collectives dans la construction de territoires, d'où émergent d'autres centralités, des espaces de proximité et de partage. Plusieurs organisations d'habitants ont été étudiées². À Rosario, mon étude a porté plus particulièrement sur des mouvements de chômeurs, également appelés « *piqueteros* ». Ces derniers sont avant tout des organisations d'habitants de quartiers irréguliers, qui se reconnaissent aujourd'hui comme des « mouvements de chômeurs ». Ils s'organisent ainsi par quartier et non par secteur d'activités. Depuis 2003, un front de chômeurs regroupe la plupart des organisations dites « indépendantes » de la ville³. J'ai étudié trois de ces organisations, qui se sont développées dans trois quartiers distincts : deux organisations locales, le Centro de trabajadores desocupados (CTD), Flamarión Sur (créé en 1999) et l'organisation Centros comunitarios Las Flores (créée en 2002), ainsi qu'une organisation locale rattachée à un mouvement national, la Coordinadora de trabajadoras

2. Cet article repose sur trois périodes d'enquête réalisées à Rosario et à Montevideo entre 2006 et 2008. Soixante-quatre entretiens semi-directifs approfondis ont été effectués auprès de membres des organisations à l'étude, dont la plupart ont pu être interrogés sur deux périodes d'enquête. Ces sources sont renforcées par une centaine d'entretiens informels et un travail d'observation directe de seize mois au total, lors des activités collectives au sein des quartiers et en dehors. Le corpus élargi représente entre 300 et 500 habitants, selon le degré d'implication considéré (membres actifs ou participants occasionnels).

3. Les organisations de chômeurs dites « indépendantes » ne sont affiliées ni au Péronisme ni au Radicalisme, les deux grands partis politiques argentins. Elles entretiennent toutefois des liens plus ou moins directs avec des mouvements de gauche.

desocupados (CTD) Aníbal Verón (créée en 1999). Chacune de ces organisations regroupe entre cinquante et cent membres actifs.

À Montevideo, j'ai étudié quatre organisations qui maintenaient des liens plus ou moins forts avec les gouvernants locaux. La *Coordinadora de asentamientos* regroupe, depuis 2002, des habitants des quartiers irréguliers du secteur de Colón et maintient des échanges réguliers avec les autorités locales (Centre communal de zone) et municipales. La commission d'habitants du quartier irrégulier Tobogán (créée en 1999) entretient également de fréquents échanges avec les autorités locales, sans que ceux-ci aient acquis un caractère régulier pour autant. La radio communautaire Resistencia FM, elle, s'est davantage développée dans une perspective autogestionnaire, à l'écart des autorités publiques. Depuis 2004, elle regroupe des habitants du quartier irrégulier Juventud 14 et des alentours. La *Comparsa d'Isla de Flores*, enfin, n'est pas située dans un quartier irrégulier mais dans un quartier populaire régulier proche du centre-ville (Palermo). C'est une troupe de joueurs de candombe, musique traditionnelle de la culture afro-uruguayenne. La plupart des quartiers populaires de la ville ont leur(s) groupe(s) de percussionnistes, qui se retrouvent chaque semaine pour jouer du tambour dans la rue et s'entraînent pour le défilé officiel du carnaval. Ce dernier choix a été guidé par la volonté de ne pas se focaliser sur les quartiers irréguliers pour s'attacher aux pratiques citoyennes. De plus, comme je m'en suis rendu compte au fur et à mesure de l'avancée de mes recherches, toutes les organisations étudiées dépassent largement le micro-local.

L'engagement dans une organisation d'habitants engendre de constants va-et-vient entre le quartier et la ville. Consolider les territoires qui émergent dans ces allées et venues demande une certaine reconnaissance des autorités publiques, qui se trouvent interpellées dans leur devoir d'appréhension de ces quêtes de territorialité⁴.

L'usage du quartier : entre assignation, insertion urbaine et participation citoyenne

Depuis les années 1990, le micro-local est devenu le cadre privilégié de l'assistance aux populations défavorisées en Amérique latine [Prévôt-Schapira, 1996]. Le recours à des « cartes de la pauvreté » s'est développé afin de circonscrire les « territoires de la pauvreté » [*ibid.*]. Diverses structures de contention sociale ont été implantées dans les quartiers populaires, en instrumentalisant les solidarités

4. Plusieurs entretiens ont été réalisés auprès des pouvoirs publics, notamment auprès des membres des programmes de régularisation des quartiers irréguliers des deux villes, du Budget participatif (en Argentine et en Uruguay), du programme de décentralisation culturelle Esquinas à Montevideo et de l'équipe d'un conseiller municipal de Rosario, militant social élu en 2005 (Juan Rivero).



communautaires existantes ou supposées [*ibid.*]. Ces politiques tendent à engendrer un repli des couches populaires sur le quartier, en réduisant leurs attentes sociales à la satisfaction des besoins fondamentaux et en les limitant à l'espace proche [Delamata, 2004]. Au cours des années 1990, les militants péronistes ont développé des unités de base du parti à la périphérie des grandes agglomérations argentines, à partir desquelles ont été mises en œuvre différentes formes d'assistantat, comme la distribution de nourriture et de médicaments, afin de répondre aux problèmes ponctuels de leurs membres [*ibid.*]. D'un parti lié à la classe ouvrière par ses organisations syndicales, le péronisme s'est converti en un parti lié aux pauvres au travers de réseaux territoriaux et clientélares [*ibid.*]. Par une extrême personnalisation des bénéfices matériels et symboliques, les leaders péronistes se lient implicitement à la continuité de la distribution de faveurs ou de programmes d'assistantat [Auyero, 2001]. Le péronisme offre de la nourriture sans que personne ne soit rendu responsable de son manque, occultant par là les rapports de pouvoir et de domination sous-jacents [*ibid.*]. Par ces réseaux de distribution de ressources matérielles, des manières de penser le quotidien sont promues, qui donnent sens à l'expérience de la pauvreté dans un lieu et un temps déterminés [*ibid.*].

À Rosario comme à Montevideo, les gouvernements locaux tentent de dépasser ces rapports clientélares, basés sur la contention sociale, pour s'attacher davantage à des politiques d'insertion et de participation citoyenne. Le Budget participatif (dans les deux villes), les Conseils d'habitants (à Montevideo) et le Conseil mobile (à Rosario) sont les principaux outils de participation dans les quartiers. La ville de Rosario, gouvernée depuis 1989 par le Parti socialiste, se démarque fortement au sein du paysage politique argentin dominé par le péronisme et le radicalisme. La municipalité promeut la déconcentration administrative et la participation citoyenne depuis 1995, année du premier mandat du socialiste Hermes Binner. La ville est organisée en six districts. Chaque Centre municipal de district a pour fonctions l'organisation des tâches liées à la déconcentration fonctionnelle des services municipaux ainsi que la coordination des politiques publiques et des instances de participation citoyenne. Depuis 1995, l'un des principaux objectifs annoncés est le développement de nouveaux espaces citoyens. Le document de base de 1995 prévoyait la création d'espaces de participation dans chaque Centre municipal de district, espaces qui ont réellement pris forme à partir de 2002 avec la mise en place du Budget participatif. Ce dispositif coïncidait avec la crise argentine de 2001-2002, période à laquelle le système représentatif et la légitimité des représentants politiques ont fortement été remis en cause. Le Budget participatif est alors apparu comme un outil de légitimation d'une action publique décriée et comme un moyen de récupérer l'essor des assemblées de quartier, en s'appuyant sur la déconcentration existante [Robin, Velut, 2005]. Le dispositif s'organise en deux temps d'assemblées de quartier. Les premières

permettent aux participants de définir les pré-projets, dans le cadre d'ateliers de travail, puis d'élire les conseillers (choisis parmi les habitants du secteur). Ces derniers se réunissent ensuite au sein du Conseil participatif du district et, aux côtés des équipes techniques municipales, tentent de traduire en projets les propositions formulées par les habitants lors des assemblées de quartier. La liste des projets est soumise au vote de l'ensemble des habitants du district dans un deuxième temps. Depuis 2003, le dispositif du Conseil mobile vient renforcer le Budget participatif. Il repose sur le déplacement du conseil municipal dans les six districts de la ville. Les habitants ont alors la possibilité de présenter divers projets pour leur quartier au Centre de district. Les projets sont répartis en commissions techniques (travaux publics, santé et action sociale, etc.), où les habitants sont amenés à débattre avec les élus.

Depuis 1990, la ville de Montevideo est divisée en dix-huit circonscriptions territoriales, où fonctionnent un Centre communal de zone, un Comité local composé de cinq membres désignés par le maire et un Conseil d'habitants, composé de 25 à 40 habitants élus par les concitoyens⁵. Le Centre communal est l'instance de déconcentration du gouvernement municipal. Le Comité local est l'organe politique de décision. Les Conseils d'habitants constituent une force d'initiatives, ce qui implique l'élaboration de projets d'intérêt local. Ils ont de plus pour objectif de conseiller l'action publique locale, notamment en ce qui concerne la définition des priorités budgétaires. Chaque année, le maire et son cabinet se réunissent avec les conseillers d'habitants et les membres du Comité local de chaque Centre communal afin de dessiner le budget annuel et quinquennal. Enfin, les Conseils d'habitants collaborent à la gestion publique, en contrôlant l'action publique locale et en organisant des activités culturelles, sociales, sportives ou touristiques. Depuis 2005, la participation des habitants à la définition des priorités budgétaires s'appuie également sur le Budget participatif qui s'adresse à tous les habitants du secteur.

À Rosario, la déconcentration est liée avant tout à la planification stratégique lancée en 1995 [Robin, Velut, 2005]. Elle a pour objectif un changement de caractère urbain, par le rééquilibrage territorial, ainsi qu'une profonde transformation de l'administration publique. Le Budget participatif n'est mis en place que sept ans plus tard. Le projet de décentralisation de Montevideo, en revanche, est lancé dès la fin des années 1980, en même temps que celui de Porto Alegre, et a un caractère éminemment politique [*ibid.*]. La gestion municipale est appelée à évoluer d'une conception administrative à une autre de caractère

5. Ce système a évolué en 2010 : le territoire de Montevideo se divise désormais en huit « municipes ». Les gouvernements infra-municipaux sont à charge d'un « Conseil municipal », formé de cinq membres élus par les habitants. Le conseiller ayant reçu le plus grand nombre de voix est élu maire du municipe.



politique où l'habitant n'est pas qu'un contribuable mais avant tout un citoyen. La décentralisation vise avant tout à renforcer la participation des habitants dans la gestion publique : les processus de décentralisation et de participation sont intrinsèquement liés. Le système ne se limite pas à la mise en place de commissions *ad hoc*, d'instances de consultation ponctuelles, ni d'un seul dispositif spécifique, comme le Budget participatif, mais il repose sur la transformation de tout un appareil de gouvernement [Veneziano, 2003]. La « décentralisation participative » consiste en la décentralisation de l'appareil institutionnel du gouvernement municipal au travers de laquelle est promue la participation des habitants dans le dessin et la mise en œuvre de diverses politiques, ainsi que dans le dessin même du processus de décentralisation [*ibid.*].

À Rosario, les projets débattus et votés dans le cadre du Budget participatif portent sur des actions d'intérêt local : entretien de la voirie, aménagement d'une aire de jeux, création d'un centre médical de quartier, etc. Les habitants sont amenés à s'exprimer sur l'action municipale qu'ils souhaitent voir mise en œuvre au sein de leur quartier, et non pas sur des thèmes généraux ni sur des politiques publiques relevant de la ville de Rosario dans son ensemble. Une commission interdistrict a pourtant été mise en place afin que les conseillers participatifs puissent échanger leurs expériences. Cependant, elle n'a aucun caractère public : les fonctionnaires y invitent seulement certains conseillers et aucune publicité n'est faite à son sujet [Ford, 2007]. À Montevideo, par contre, plusieurs forums d'évaluation de la décentralisation ont rassemblé des conseillers d'habitants, des représentants des organisations sociales et des habitants. Tous ont également pu participer à diverses assemblées thématiques sur la culture, la santé, la jeunesse, etc., organisées à l'échelle de la ville.

Le Budget participatif, comme les Conseils d'habitants et le Conseil mobile, favorisent la participation des habitants au niveau du quartier. Ces espaces de participation apparaissent plus ou moins ouverts vers l'extérieur. À Rosario, le système mis en place relève de la déconcentration administrative : les Centres municipaux de district ne constituent pas des lieux de décision, ils n'ont aucune autonomie ni compétence propre. Les seules personnes élues sont les conseillers participatifs mais ces derniers ne peuvent se mobiliser que dans le cadre restreint du Budget participatif. À Montevideo, en revanche, les Comités locaux sont des organes politiques de décision⁶. Par ailleurs, les *Montevideanos* sont amenés à rencontrer fréquemment les autorités locales (Comité local), municipales et nationales (les différents ministères) au sein des Centres communaux de zone. Les membres du Comité local et les conseillers d'habitants maintiennent des

6. L'élection des conseillers (par les habitants) a été envisagée mais n'a pu être effective du fait de limites constitutionnelles, jusqu'au nouveau projet de décentralisation. Les cinq membres formant les gouvernements infra-municipaux de Montevideo sont désormais élus par les habitants.

échanges réguliers avec les autorités municipales (bien que dans une moindre ampleur pour les seconds). Les va-et-vient entre les quartiers et la ville sont beaucoup plus fluides dans la capitale uruguayenne. Le prisme des habitants ou de la communauté ne permet pas nécessairement l'expression de revendications concernant des problèmes transversaux, comme l'emploi, dont les réponses se situent bien souvent à une autre échelle que celle du cadre spatial imposé [Vidal, 1999]. La promotion exclusive du micro-local, même parée des meilleures vertus participatives, tend à assigner les populations à leur territoire.

À Rosario comme à Montevideo, diverses politiques publiques tentent de favoriser l'insertion des habitants à la ville à partir du quartier. Leur implantation au sein des quartiers populaires ne va pas pour autant de soi, elle reste à construire. À Rosario, la base électorale du Parti socialiste est historiquement formée par la classe moyenne. Depuis quelques années seulement, le parti commence à gagner des voix au sein des couches populaires. La municipalité tente de renforcer sa présence dans les quartiers populaires en implantant divers dispositifs d'insertion (comme les centres socio-éducatifs « Grandir »). L'élection de Juan Rivero comme conseiller municipal peut également être vue comme un moyen de récupérer le mouvement « spontané » des assemblées de quartier et de s'implanter davantage dans les quartiers populaires. Juan Rivero est élu conseiller municipal « par accident » comme il dit souvent⁷. Militant social de longue date, il s'est engagé dans diverses actions, notamment au sein du centre communautaire « Tou.te.s pour tou.te.s » (*Todos/as x Todos/as*) de son quartier. En 2005, dans le cadre du renouvellement d'une partie des conseillers municipaux, le Parti Socialiste souhaitait intégrer sur ses listes un candidat issu de la militance socio-territoriale. Il s'est alors tourné vers les organisations qui, sans être socialistes, s'investissaient au sein du Budget participatif. Cette place a finalement été proposée à Juan Rivero qui, sous l'insistance de ses amis du centre communautaire, l'a acceptée.

Juan Rivero se présente comme un « militant organique » : « J'essaye d'être le plus organique possible et le moins représentatif possible », se plaît-il à répéter. Par là, il entend qu'il est « un militant de base », comme tous les autres, qui propose des projets « d'en bas », avec et à partir des habitants, et non du haut d'un quelconque statut de représentant. L'équipe qui l'entoure est composée de militants socio-territoriaux de différents quartiers de la ville, de personnes qui se sont investies dans diverses démarches participatives. Juan Rivero évoque des débuts difficiles au sein du conseil municipal, de par sa méconnaissance de « cette forme institutionnelle de participation ». Les logiques de l'action collective qui reposent sur un registre socio-territorial, sur l'habitant, le quartier, se heurtent ici au registre de la militance politique.

7. Les citations sont extraites de plusieurs entretiens menés de 2006 à 2008.



« Le premier choc que j'ai eu, c'est qu'ici on travaille peu avec les quartiers, on parle beaucoup depuis le conseil municipal, on élabore des projets d'ici, mais ceux-ci finissent par se heurter contre quelque chose qui est très important : puisqu'ils ne sont pas ancrés dans la réalité, ils n'ont pas de vie, ils meurent aussitôt après être nés [...] De toute façon, le seul moyen de construire la démocratie, c'est d'être avec les gens, travailler aux côtés des gens et avec eux, avec les habitants. La plus grande participation du point de vue de cette institution c'est le Conseil mobile, où là on met clairement en avant les problèmes de la démocratie de notre temps, une démocratie institutionnelle, de représentants, verticale où le conseiller municipal s'exprime avec peu de participation des gens [...] Je pense que c'est le meilleur niveau de la démocratie qui existe, aller et venir entre là-bas [les quartiers] et ici [le conseil municipal]. [...] Si l'habitant a la possibilité de s'exprimer, de proposer un projet et qu'il soit approuvé, s'ils osent nous répondre [...] alors se rompt cette verticalité du conseiller municipal en haut et de l'habitant tout en bas », Juan Rivero, conseiller municipal de Rosario.

Ces heurts entre participation socio-territoriale et participation politique sont également manifestes à Montevideo. La décentralisation a contribué au démantèlement des réseaux clientélares traditionnels, en modifiant les rapports entre citoyens, partis politiques et gouvernement, défiant ainsi les structures partisans [Veneziano, 2003]. Les partis ont été amenés à se structurer territorialement en fonction des Centres communaux de zone et à recruter des dirigeants sociaux locaux [*ibid.*]. Des habitants mènent une carrière politique ascendante (conseiller d'habitants, membre du Comité local puis conseiller municipal) alors que d'autres passent d'une militance partisane à une militance socio-territoriale [*ibid.*]. Ces entrecroisements entre registres socio-territorial et politique témoignent de l'ouverture du système de décentralisation participative de Montevideo qui est constamment amené à évoluer au fur et à mesure de l'intégration des divers acteurs. Ces entrecroisements dévoilent également une certaine fluidité des allées et venues entre les quartiers et les lieux de décision. À Rosario, en revanche, le système instauré apparaît plus fermé. Les politiques publiques restent bien souvent mises en place du centre vers les quartiers. Certaines mesures montrent toutefois une certaine ouverture, telles que l'instauration du Conseil mobile et l'intégration d'un militant social au Conseil municipal.

Les politiques publiques *rosarinas* et *montevideanas* permettent des va-et-vient entre les quartiers et les lieux de décision, qui sont généralement d'ordre ponctuel, lors d'une assemblée, d'une réunion, etc. Certaines politiques tentent en revanche de généraliser ces allées et venues. C'est notamment le cas du programme *Esquinas* [coin de rue] à Montevideo. Ce dernier se donne pour objectif la décentralisation de l'activité culturelle, en générant des espaces et des outils de participation variés dans toute la ville, à tous les *coïns de rue*. Il s'inscrit dans la volonté de l'équipe municipale

dirigée par Ricardo Ehrlich, maire de Montevideo de 2005 à 2010, de décentraliser le département de la culture, en s'appuyant sur la créativité culturelle des habitants et en promouvant les activités culturelles dans les quartiers (et en priorité les plus défavorisés). La participation des habitants est encouragée au travers de trois outils principaux : les groupes *esquineros*, les *esquinas* de la culture et, enfin, les centres culturels. Tous trois représentent différents degrés d'intervention de la municipalité. Pour les premiers, les groupes *esquineros*, cette intervention est faible : la Ville offre certaines ressources à des groupes déjà constitués, telles que le prêt de matériel et la promotion artistique. Aucun lien formel n'est établi entre les groupes *esquineros* et la Ville. Pour les seconds, les *esquinas* de la culture, le lien avec la municipalité est à demi-formel. Lorsque des habitants veulent développer des projets culturels dans un bâtiment non utilisé de leur quartier, ils peuvent former une *esquina*. Le lieu n'est pas municipal mais la Ville apporte un soutien régulier à l'organisation de diverses activités culturelles, telles que des cours de chant et de théâtre. Enfin, les centres culturels sont directement gérés par la Ville, ils forment le niveau le plus intégré du programme. Chaque fin de semaine, une foire de la culture est organisée dans l'une des quelques cinquante *esquinas* de la ville, avec des spectacles mis en scène par des membres de l'*esquina* organisatrice et des autres *esquinas*, ainsi que divers ateliers artistiques et récréatifs. Un des objectifs du programme est le développement des échanges culturels entre les groupes des différents *coïns de rue*. L'organisation d'événements culturels de plus grande ampleur est également promue à travers la Tente de la culture, qui consiste en la programmation d'artistes reconnus professionnellement et la mise en place d'ateliers culturels dans plusieurs quartiers. Une école *esquinera* fonctionne également comme espace de développement artistique et d'éducation à la gestion culturelle.

Le programme s'appuie sur les commissions de culture des Centres communaux de zone, dont certaines ont préexisté au processus de décentralisation municipale. L'époque du carnaval est un moment d'intenses activités culturelles dans toute la ville. À cette occasion, les habitants se réunissent pour organiser les festivités au sein de leur quartier. Ces pratiques sont bien antérieures aux années 1990. Le territoire de Montevideo a été divisé en trois régions et un coordinateur a été nommé au sein de chacune d'entre elles afin de faire le lien avec les équipes des six Centres communaux de sa région. Des réunions de coordination générale ont lieu chaque semaine entre le directeur du programme, les directeurs adjoints, les trois coordinateurs régionaux et les directeurs des départements administratifs liés au programme. Des assemblées plénières réunissant la plupart des commissions de culture ont également lieu chaque année pour préparer le carnaval.

À travers l'exemple du programme Esquinas, on peut voir comment la promotion de l'ancrage au quartier ne se traduit pas nécessairement par l'enclavement mais peut permettre, au contraire, de dépasser cette échelle. L'ancrage repose en effet ici sur l'ouverture vers l'extérieur, sur les échanges avec l'autre et l'ailleurs,



avec les différentes *esquinas* et groupes *esquineros*. Le principal critère de création d'une *esquina* est que le projet culturel soit porté par et pour les habitants. Ceux-ci en gardent par ailleurs l'entière responsabilité. Une fois l'*esquina* constituée, elle ne devient pas pour autant municipale, la Ville n'intervenant que pour apporter des aides ponctuelles à la demande des habitants. Le programme tente de promouvoir les initiatives des *Montevideanos*. Il a avant tout un rôle d'animation et de coordination. La Ville ne se désengage pas pour autant. Certains outils, tels que les Centres culturels et la Tente de la culture, relèvent, eux, d'un plus grand investissement municipal. Le programme intervient aussi pour favoriser les échanges entre *esquinas*, notamment lors des foires hebdomadaires de la culture. Il amène les habitants à dépasser son cadre institutionnel : il promeut la constitution de réseaux territoriaux au-delà du programme, au sein du quartier et en dehors. Les *esquinas* sont amenées à coordonner leurs activités avec différentes organisations sociales du quartier et d'ailleurs. Le programme Esquina généralise les allées et venues entre les quartiers et les lieux de décision. Il promeut un ancrage mobile, ouvert vers l'extérieur : il favorise les échanges des lieux de décision vers les quartiers et *vice versa*, de même qu'entre les quartiers.

Les systèmes politiques locaux favorisent des formes plurielles d'ancrage, plus ou moins ouvertes vers l'extérieur. Les organisations d'habitants des marges urbaines ne se conforment pas pour autant aux relations institutionnalisées et légitimées entre ancrage et mobilité. Elles investissent de manière différenciée les dispositifs promus au sein des quartiers.

Le débordement des quartiers

En Argentine, l'essor des mouvements de chômeurs témoigne d'un « débordement » des quartiers populaires qui déstabilise les routines politiques établies autour du micro-local [Delamata, 2004]. Il atteste du développement de mobilisations populaires en dehors des structures péronistes, voire opposées à celles-ci. Il rend compte d'une crise du parti, ou du moins de la fin de son hégémonisme au sein des couches populaires [Svampa, Pereyra, 2004]. La mise en place des allocations sociales « Chef de foyer » a permis de contourner les réseaux péronistes en offrant la possibilité aux organisations de chômeurs de gérer directement la distribution de ces subsides. On assiste alors non pas tant à la fin des réseaux clientélistes péronistes mais à la fin de leur monopole [Svampa, Pereyra, 2004 ; Delamata, 2004]. Ces changements témoignent d'un débordement des quartiers, qui avaient été politiquement construits sur la base du repli des attentes sociales des couches populaires sur le voisinage et l'institutionnalisation de pratiques limitées à répondre aux besoins les plus élémentaires [Delamata, 2004]. Se constituent des « contre-espaces », des espaces de résistance matérielle et symbolique

à l'ordre dominant, construits dans un nouveau rapport au territoire quotidien [*ibid.*].

Le fait d'exiger une prestation aux bénéficiaires des allocations sociales a favorisé le développement d'activités communautaires au sein des quartiers. Les organisations ont dû créer elles-mêmes les cadres nécessaires à la mise en place des projets communautaires. Face aux tentatives d'enfermement de la protestation sociale, les *piqueteros* mettent en place des pratiques basées sur la *réciprocité* et la *confrontation*⁸. La réciprocité se réfère à l'ancrage au quartier : l'engagement dans un mouvement de chômeurs renforce cet ancrage. Afin de développer le travail communautaire au sein des quartiers, les mouvements de chômeurs tirent partie de politiques destinées à les « assigner à résidence ». Cependant, cet ancrage ne se traduit pas par un repli sur le quartier. Au contraire, il favorise l'ouverture sur l'espace urbain dans la mesure où il est intrinsèquement lié au va-et-vient entre la route et le quartier. Cette réciprocité devient confrontation lors des manifestations et des coupures de route. Les mouvements de chômeurs doivent constamment sortir du quartier pour renforcer leur ancrage, pour obtenir les ressources nécessaires aux pratiques ordinaires au sein du quartier, comme les tickets alimentaires pour la cantine populaire. Les mobilisations *piqueteras* constituent un effet non voulu des politiques d'assistantat, bien que constamment réengendrées par celles-ci. La distribution arbitraire des subsides contraint les organisations de chômeurs à de fréquentes mobilisations afin de maintenir une pression continue sur les pouvoirs publics.

« Et on ne sait pas faire autre chose qu'aller couper une route, parce qu'on sait que c'est la seule manière qu'ils nous écoutent. Si, nous, on y va avec une petite lettre ou une audience et on leur dit "Nous avons besoin de ça.", on sait qu'ils ne nous donnent rien. Donc, bon, s'ils ne comprennent pas par le dialogue, la voie pacifique, la seule forme qu'on ait, nous, pour leur démontrer qu'on n'est pas d'accord avec la qualité de vie qu'on a, c'est de sortir pour lutter. » Mari, CTD Aníbal Verón, Rosario.

Les principales cibles des revendications *piqueteras* sont les échelons provincial et fédéral, notamment en ce qui concerne les allocations sociales, les bourses scolaires et les tickets alimentaires. La moindre sollicitation de l'échelon municipal s'explique premièrement par un contexte de faible autonomie municipale, puisque Province et État fédéral disposent des principales ressources et compétences. Mais elle rend également compte de relations davantage marquées par la coopération que la confrontation à l'échelle municipale, à la différence des échelles provinciale (jusqu'aux élections de 2007⁹) et fédérale. Au sein de la ville de Rosario, peu de

8. Selon la typologie proposée dans Agier, 1999, p. 63-90.

9. Depuis 2007, le Parti socialiste et ses alliés du Front progressiste sont également à la tête de la province de Santa Fe.



protestations ont pour cible le district, ce dernier n'étant pas reconnu comme un interlocuteur légitime. Il ne représente pas un lieu de décision. Les principaux lieux de décision et donc de protestation sont ainsi nationaux (comme le siège de la Gestion de l'emploi) et provinciaux (comme le siège du gouvernement et le secrétariat de promotion communautaire). Les lieux de pouvoir sont, en effet, connus et identifiés par les acteurs sociaux.

Le contexte politique de Rosario se révèle relativement favorable à la protestation. À la différence d'autres villes argentines, du nord-ouest du pays notamment, la plupart des mobilisations n'ont pas été sanctionnées par la répression. La création du Front progressiste, dans le contexte de la campagne électorale provinciale de 2007, et sa victoire peuvent être vues comme une opportunité politique de se faire entendre. De fait, diverses rencontres sociales ont eu lieu pour permettre des échanges plus fluides entre les militants sociaux et la Province, voire pour en intégrer quelques-uns au sein du Front progressiste. De plus, la ville de Rosario bénéficie désormais d'un contexte beaucoup plus favorable pour mener à bien ses réformes. Malgré une volonté manifeste d'ouverture, les divers dispositifs restent toutefois mis en place du centre vers les quartiers et sont encore loin d'une décentralisation impulsée « par le bas ». La plupart des mouvements de chômeurs se montrent réticents à l'idée de s'investir dans des processus préformatés « d'en haut ». Conscients de leur force, ils tentent de peser davantage sur les décisions des élus. Ils ont toutefois des difficultés à rompre avec l'échange clientélaire. La stabilisation des alliances politiques à l'échelle provinciale amoindrit les opportunités de tirer profit des besoins électoraux des partis pour se faire entendre.

« Province et municipalité c'est la même chose, il n'y a pas comme l'an dernier deux partis politiques, aujourd'hui il n'y en a qu'un seul. C'est pourquoi ils essaient de centraliser tout ce qu'ils peuvent. Le croisement des données nous a compliqué les choses parce qu'au lieu de nous les augmenter, ça nous les a diminué. Ce qu'ils veulent faire, sur le dos de mettre de l'ordre, en fait, ça n'arrange rien ; ça complique tout. À nous, ça ne nous sert pas. Ça ne va pas leur servir non plus à eux parce que nous, à tout moment, on va sortir dans la rue et ça va être un problème pour eux. Et il faut dire que si la Municipalité et la Province ont gagné les élections l'an dernier, ça a été avec un grand pourcentage de vote des quartiers, les gens des quartiers les ont beaucoup votées. Ce ne sont pas des votes captifs, ce ne sont pas des votes du socialisme. Nous, on est en train de dialoguer, on veut attendre jusqu'à un certain point, qu'ils prennent leurs marques... [...] On va dialoguer jusqu'où on pourra... quand ils ne nous aideront pas à résoudre notre problème... on va voir... [...] On ne peut pas continuer comme ça. Tout va mal. On va attendre jusqu'où on pourra... quand on ne pourra plus... on ne pourra plus... Mais ça ne va pas être par manque de volonté de notre part. S'ils ne veulent pas résoudre les problèmes... on va voir... », Chiche, CTD Flamarión Sur, Rosario.

Les mouvements de chômeurs ne s'investissent pas massivement dans les dispositifs participatifs municipaux. La participation au Budget participatif reste généralement ponctuelle et individuelle. Dans le cas du CTD Flamarión Sur par exemple, certains membres ont été élus plusieurs fois conseillers participatifs et de nombreux autres participent aux débats et aux votes. Les membres de l'organisation de chômeurs s'y investissent sur certains projets précis, comme cela a été le cas pour la création d'un centre médical. La participation au dispositif apparaît toutefois secondaire par rapport aux besoins des *piqueteros* – en termes d'emplois, d'allocations sociales, de bourses scolaires, etc. Les réponses à leurs problèmes ne se trouvent pas dans le cadre étroit de leur quartier ni de leur district. C'est pourquoi ils tentent de maintenir la pression exercée sur les autorités provinciales et nationales par de fréquentes manifestations et coupures de route. La ville de Rosario met en œuvre différentes politiques qui constituent autant de « filets de sécurité » pour les populations précarisées. Elle n'a toutefois ni les compétences ni les ressources financières pour s'attaquer seule au principal problème des organisations de chômeurs : l'emploi.

En Argentine, la plupart des organisations de chômeurs, à l'instar de nombreux mouvements populaires contemporains, se sont développées en marge des partis politiques et des syndicats traditionnels. En Uruguay, en revanche, nombre d'organisations de quartiers irréguliers maintiennent d'étroites relations avec les partis politiques et les syndicats. À Montevideo plus particulièrement, le gouvernement municipal a mis en place de nombreux dispositifs qui favorisent les échanges avec les organisations d'habitants. Ainsi au travers du Centre communal, la *Coordinadora de asentamientos* maintient de fréquentes relations avec diverses institutions, notamment avec l'équipe du programme d'intégration des quartiers irréguliers (PIAI). Les membres de la *Coordinadora* se réunissent au sein du Centre communal et nombre d'entre eux ont été élus au sein du Conseil d'habitants. De plus, une dizaine de réunions de coordination ont pu avoir lieu entre la *Coordinadora*, plusieurs ministères (comme le ministère du Logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement ou celui du développement social), la Municipalité, le Centre communal, le Comité local et le Conseil d'habitants. Ces multiples échanges ont engendré des résultats concrets – la régularisation de certains quartiers ainsi que l'amélioration de divers services et infrastructures. Ils ont également permis aux membres de la *Coordinadora* de participer à des débats plus généraux, aux côtés des pouvoirs publics, sur la situation des quartiers irréguliers à Montevideo et sur les mesures à prendre. Ces réunions n'ont pas abouti pour autant à la mise en place d'un comité de coordination pérenne.

La décentralisation participative de Montevideo promeut tout de même l'organisation et la participation des habitants, qui sont amenés à débattre du dessin même du processus de décentralisation et à le faire évoluer. Les Conseils d'habitants et le Budget participatif mobilisent un nombre non négligeable



d'habitants des marges urbaines. L'exigence du programme PIAI d'avoir une organisation préalable pour être régularisé à amener à la constitution d'un grand nombre d'entre elles. Cela a été le cas du quartier Lecocq : alors que de nombreux quartiers voisins étaient régularisés dans le cadre du programme, le quartier Lecocq a été exclu des premières vagues de régularisation du fait de l'absence de commission représentant les habitants. Ces derniers se sont alors organisés après coup et ont commencé les démarches auprès du PIAI dans l'espoir de bénéficier des prochains projets de régularisation. C'est suite à la constitution de la commission d'habitants (de laquelle elle est membre) que Fabiana a intégré la *Coordinadora de asentamientos* puis s'est présentée aux élections du Conseil d'habitants du Centre communal (et a été élue).

Les politiques publiques *montevideanas* promeuvent la mobilisation des habitants sur une base territoriale, tout en la dépassant par l'organisation de forums à l'échelle de la ville tout entière par exemple. Les habitants sont invités à débattre sur des problématiques spécifiques à leur quartier et à leur secteur, ainsi qu'à élargir leurs réflexions à l'échelle de la ville. À Rosario, en revanche, les débats menés dans le cadre du Budget participatif, de par la limitation au niveau du quartier ou du district, favorisent davantage les coalitions d'intérêt *ad hoc* : les habitants se regroupent et se mobilisent sur un projet précis (comme l'ouverture d'un centre médical) puis se séparent après avoir obtenu gain de cause.

La faiblesse des canaux institutionnels de participation contraint les mouvements de chômeurs à une constante épreuve de force face aux pouvoirs publics, au travers des manifestations de rue et des coupures de route. L'espace fonctionne comme un moyen privilégié de lutte pour les mouvements les moins institutionnalisés [Hmed, 2008]. Les représentations, les routines et les usages sociaux de l'espace constituent des ressources fondamentales pour l'action des groupes précaires [*ibid.*]. En occupant le centre-ville, en s'affichant en dehors de leur quartier, dans des espaces où ils ne sont pas reconnus comme légitimes, les *piqueteros* donnent à voir leur mobilité qui devient confrontation. Les organisations de chômeurs dérangent la société argentine. Leurs mobilisations perturbent les valeurs et les normes des usages de l'espace, le « bon usage » de l'espace public, et mettent en visibilité les habitants des marges urbaines. Le caractère familial et l'importance des femmes lors des mobilisations n'amoindrissent en rien leur caractère politique ni leur impact sur l'opinion publique. Une politisation et publicisation de l'expérience ordinaire sont à l'œuvre. Une citoyenneté illégitime s'expose sur l'espace public. Les *piqueteros* exhibent leur quotidien sur les places publiques du centre-ville : ils y mangent, y jouent au football et y dorment même parfois. Cette mise en visibilité dérange.

La subversion spatiale ne provient pas tant de l'occupation prolongée et régulière de l'espace public par un groupe et des détournements de ses usages légitimés qui en découlent, que de la mise en visibilité d'une citoyenneté illégitime.

L'occupation prolongée et régulière de l'espace public de la *comparsa* Isla de Flores ne perturbe pas l'ordre spatial, puisqu'elle se réalise dans un quartier, Palermo, où les membres sont reconnus comme légitimes, ou encore dans le cadre ritualisé et éphémère du carnaval. La reconnaissance acquise au sein du quartier favorise toutefois les échanges, par la venue des spectateurs extérieurs lors du carnaval et des sorties hebdomadaires de tambours voire dans le cadre de divers événements culturels en dehors de Palermo. Le débordement du quartier se fait plus discret à Montevideo. Il est cependant canalisé et favorisé par diverses politiques publiques. La protestation se fait plus discrète, par des outils de communication, par l'organisation de forums et de réunions de concertation par exemple. La mise en visibilité est moindre, bien que toujours recherchée. Elle est en effet ressentie par nombre de citoyens ordinaires comme essentielle, dans une démarche collective pour promouvoir un autre regard sur les quartiers irréguliers et dans une démarche plus individuelle pour prouver à soi-même et aux autres qu'on existe, pour ne pas se cantonner aux marges. Cela nous amène à l'étymologie du verbe « exister » : *ex-sistere* renvoie à l'acte ou à la faculté de se placer et de se déplacer [Lussault, 2009].

« Quand tu arrives à l'*asentamiento* et que tu vois la solitude, on dirait que tu es en dehors de la tête de tout le monde, de tous ceux qui ont la possibilité de définir des choses. [...] Moi je crois que c'est un peu... qu'on se refuse à ne pas exister... Parce que c'est un peu le sujet [...] cette invisibilité à laquelle on relègue les gens qui n'ont pas de pouvoir économique, ni de pouvoir d'un statut, ni de pouvoir d'un diplôme, non ? Donc moi je crois que bien au fond de moi c'est comme une lutte désespérée pour rompre cette invisibilité à laquelle on veut te soumettre. » Cristina, Coordinadora de asentamientos, Montevideo.

« Au moins, il y a des quartiers qui sont apparus sur la carte. Torre 8 par exemple, il y a dix ans, personne ne savait qu'il existait. Le travail de la Coordinadora a permis que tout le monde sache où est Torre 8 [...] je crois que cet espace a aidé un peu à ça, [...] à nous mettre sur la carte. » Isabel, Coordinadora de asentamientos, Montevideo.

Les va-et-vient entre le quartier et l'ailleurs témoignent de l'importance de la « lutte des places » soulignée par Lussault [2009]. Les mouvements centripètes et centrifuges autour du quartier tendent à remettre en cause les normes relatives à l'allocation et à l'usage des espaces, en contestant plus ou moins ouvertement les codes qui définissent ce qui est légitime en matière de proximité, de placement et de franchissement. Le brouillage de l'ordre spatial naît de la mise en visibilité d'une citoyenneté illégitime. C'est bien la sortie d'un espace qu'on leur attribue qui dérange. Les parcours de ces habitants, faits de constantes négociations avec la



ville légitime, dessinent ainsi des territoires à la marge, qui se recomposent sans cesse et qui permettent des formes d'ancrage ouvertes sur l'extérieur.

Conclusion

Les politiques publiques promues à Montevideo favorisent un ancrage mobile. Elles ne favorisent pas seulement l'ancrage et la mobilité mais les lient intrinsèquement. L'ancrage permet la mobilité. La mobilité repose sur l'ancrage. En s'engageant pour leur quartier, les habitants ont la possibilité d'être en contact régulier avec les institutions qui agissent au sein et en dehors de celui-ci. Hormis les organisations qui, comme Resistencia FM, manifestent une volonté autogestionnaire, la plupart maintiennent d'étroites relations avec les pouvoirs publics. La participation et l'organisation des habitants sont favorisées et canalisées dans le cadre de diverses politiques. Cette relative institutionnalisation ne réduit pour autant pas la portée protestataire des organisations, qui conservent de grandes marges de manœuvre. À Rosario, l'ancrage est cette fois circulaire : non seulement ancrage et mobilité sont intrinsèquement liés mais ils sont interdépendants. L'un ne va pas sans l'autre. Les organisations de chômeurs sont contraintes à ce va-et-vient entre le quartier et l'ailleurs. Les mobilisations des *piqueteros* se réalisent sur un mode transgressif mais aussi précaire : les organisations doivent constamment négocier leur présence au sein de l'espace public. Les mouvements de chômeurs tentent de préserver une certaine autonomie vis-à-vis des institutions, bien qu'ils soient contraints à composer avec et même de fait avec l'État. À Rosario comme à Montevideo, l'institutionnalisation de la protestation n'est jamais complète. Les organisations de quartier se conforment en partie aux rapports institués entre mobilité et ancrage, tout en les renégociant, les contournant, voire en s'y opposant.

Bibliographie

- AGIER Michel**, *L'invention de la ville : banlieues, townships, invasions et favelas*, Paris, Éd. des archives contemporaines, 1999.
- ASCHER François**, *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris, Odile Jacob, 1995.
- AUTHIER Jean-Yves, BACQUE Marie-Hélène, GUERIN-PACE France** (dir.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007.
- AUYERO Javier**, *La política de los pobres : las prácticas clientelistas del peronismo*, Buenos Aires, Manantial, 2001.
- BOURDIEU Pierre**, « Effets de lieu », in **Pierre BOURDIEU** (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 249-262.
- CHALAS Yves, DUBOIS-TAINE Geneviève**, *La ville émergente*, Paris, Éd. de l'Aube, 1997.
- DELAMATA Gabriela**, *Los barrios desbordados : las organizaciones de desocupados del Gran Buenos Aires*, Buenos Aires, Libros del Rojas, 2004.

- FOL Sylvie**, *La mobilité des pauvres*, Paris, Belin, 2009.
- FORD Alberto**, *Experimentos democráticos. Asambleas barriales y Presupuesto Participativo en Rosario*, thèse de doctorat en sciences sociales, FLACSO, 2007.
- HMED Choukri**, « Des mouvements sociaux "sur une tête d'épingle" ? Le rôle de l'espace physique dans le processus contestataire à partir de l'exemple des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants », *Politix*, vol. 21, n° 84, 2008, p. 145-166.
- LUSSAULT Michel**, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Paris, Grasset, 2009.
- MERKLEN Denis**, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute, 2009.
- NEVEU Erik**, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2005.
- REMY Jean**, « Mobilités et ancrages : vers une autre définition de la ville », in **Monique HIRSCHHORN, Jean-Michel BERTHELOT** (dir.), *Mobilités et ancrages : vers un nouveau mode de spatialisation*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 135-153.
- REMY Jean, VOYE Liliane**, *La ville : vers une nouvelle définition ?*, Paris, L'Harmattan, 1992.
- ROBIN Silvia, VELUT Sébastien**, « Entre Barcelone et Porto Alegre : la gestion municipale à Montevideo et Rosario », *Géocarrefour*, vol 80, n° 3, 2005, p. 207-214.
- PIOLLE Xavier**, « Mobilités, identités, territoires », *Revue de Géographie de Lyon*, vol. 65, n° 3, 1990, p. 149-154.
- PREVOT-SCHAPIRA Marie-France**, « Territoires urbains et politiques sociales en Amérique latine. Réflexions à partir des cas argentin et mexicain », in **Émile LE BRIS** (dir.), *Villes du Sud : sur la route d'Istanbul*, Paris, ORSTOM Éd., 1996, p. 107-126.
- PUJOL Charlotte**, *De l'ancrage mobile à l'inscription circulaire : regards croisés sur les trajectoires citadines et citoyennes aux marges de Rosario (Argentine) et de Montevideo (Uruguay)*, thèse de doctorat en Géographie, université Toulouse-2, 2010.
- SVAMPA Maristella, PEREYRA Sebastián**, *Entre la ruta y el barrio : la experiencia de las organizaciones piqueteras*, Buenos Aires, Biblos, 2004.
- VENEZIANO ESPERON Alicia**, « La participación en la descentralización del Gobierno Municipal de Montevideo. Evaluación de 10 años de Gobierno de Izquierda », *Revista Política y Gestión*, vol. 4, 2003.
- VIDAL Dominique**, *La politique au quartier. Rapports sociaux et citoyenneté à Recife*, Paris, La maison des sciences de l'Homme, 1999.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

L'USAGE DU QUARTIER DANS LES POLITIQUES DE « PARTICIPATION CITOYENNE ». VERS UN « ANCRAGE MOBILE » AUX MARGES DE ROSARIO ET DE MONTEVIDEO ?

Cet article fait le point sur la place et le rôle du quartier dans les politiques publiques mises en œuvre aux marges de Rosario (Argentine) et de Montevideo (Uruguay). Il se propose d'étudier comment ces municipalités se « saisissent » du quartier et en quoi leurs politiques dites de « participation citoyenne » favorisent des formes d'ancrage ouvertes sur l'extérieur. Les

politiques publiques *montevideanas* promeuvent non seulement l'ancrage et la mobilité mais les lient intrinsèquement. À Rosario, l'ancrage est circulaire : les mouvements de chômeurs sont contraints à un va-et-vient permanent entre le quartier et l'extérieur. Dans les deux villes toutefois, les organisations d'habitants ne se conforment qu'en partie aux relations institutionnalisées et légitimées entre ancrage et mobilité. Elles les renégocient, les contournent, voire s'y opposent, et investissent de manière différenciée les dispositifs promus au sein des quartiers.



EL USO DEL BARRIO EN LAS POLÍTICAS DE “PARTICIPACIÓN CIUDADANA”: ¿HACIA UN “ARRAIGO MÓVIL” EN LAS MÁRGENES DE ROSARIO Y DE MONTEVIDEO ?

Este artículo hace foco sobre el uso del barrio en las políticas públicas implementadas en las márgenes de Rosario (Argentina) y de Montevideo (Uruguay). Se propone indagar sobre cómo las políticas de “participación ciudadana” de las dos municipalidades rioplatenses favorecen formas de arraigo abiertas sobre el exterior. Las políticas públicas montevideanas no sólo favorecen el arraigo y la movilidad, sino que los vinculan intrínsecamente. En Rosario, el arraigo es circulatorio : las organizaciones de desocupados están atadas al vaivén entre el barrio y lo ajeno. En las dos ciudades, las organizaciones barriales se conforman en parte con las relaciones institucionalizadas y legitimadas entre movilidad y arraigo. A la vez, las negocian, las desvían, incluso se oponen, se comprometen de diferentes maneras en los dispositivos implementados en los barrios.

THE USE OF THE NEIGHBORHOOD IN “CITIZEN PARTICIPATION” POLICIES. TOWARDS A “MOBILE ROOTING” IN THE MARGINS OF ROSARIO AND MONTEVIDEO?

This article focuses on the role and importance of the neighborhood in public policies implemented in the margins of Rosario (Argentina) and Montevideo (Uruguay). It wishes to study how both cities take a firm grip on the neighborhood, and how their “citizen participation” policies create forms of rooting open to the outside. Through the close link between rooting and mobility, public policies in Montevideo engender a mobile rooting phenomenon – in Rosario, the rooting is circulatory, only existing in and through movement. The associations of unemployed people continually have to commute between their borough and the outside. In both Rosario and Montevideo, local organizations partly respect such established relations between mobility and rooting, though trying to redefine, escape or oppose them.

MOTS-CLÉS

- quartier
- ancrage
- mobilité
- participation
- action collective
- Argentine
- Uruguay

PALABRAS CLAVES

- barrio
- arraigo
- movilidad
- participación
- acción colectiva
- Argentina
- Uruguay

KEY WORDS

- neighborhood
- rooting
- mobility
- participation
- collective action
- Argentina
- Uruguay

Implantation locale et relations clientélares. Le cas du Parti des travailleurs à Brasilia

Le clientélisme est longtemps resté associé à l'idée de sous-développement¹, de « retard » de modernisation ou a encore été considéré comme le « reliquat » d'une vie politique traditionnelle antérieure. Selon cette perspective, les études sur les relations politiques locales en Amérique latine en général, et au Brésil en particulier, ont été marquées par ce regard normatif interprétant le clientélisme comme un élément constitutif, voire consubstantiel, du cadre politique latino-américain et comme une des causes du sous-développement² de ces systèmes politiques.

Jusqu'au milieu des années 1980, le clientélisme³ a constitué un thème d'études privilégié pour des politistes brésiliens et brésilianistes soucieux d'expliquer les bases traditionnelles de la politique au Brésil. Il était alors question, pour des générations successives d'intellectuels impliqués dans l'émergence du Brésil

* Chercheuse associée à l'Iris (unité mixte de recherche CNRS/EHESS/université Paris-13/Inserm) et professeure adjointe à l'Institut de science politique de l'université de Brasilia (IPOL-UnB).

1. Pour un bilan sur ce point, voir notamment [Briquet, 1997] ; [Briquet, Sawicki, 1998] ; [Combes, 2011(b)].
2. Sur l'idée du sous-développement du système politique brésilien, voir notamment [Mainwaring, 1995].
3. Mais aussi le patrimonialisme ou le « colonélisme ». Sur les traits traditionnels et patrimonialistes de la société brésilienne, voir notamment [Faoro, 1973]. Eli Diniz développe une étude approfondie des expériences clientélistes à Rio de Janeiro à la fin des années 1970, cf. [Diniz, 1982].

moderne⁴, de déceler « l'obstacle » que constituait le clientéliste à la modernité et de donner ainsi des moyens pour rendre possible la modernisation du pays⁵. Dans le champ politique, parallèlement, ce terme a largement été diffusé, approprié et instrumentalisé par les acteurs politiques eux-mêmes. Cette question est le *leitmotiv* des acteurs (collectifs et individuels) désireux de s'affirmer comme une alternative au modèle relationnel clientéliste⁶.

Dans la période post-transition démocratique entamée à la fin des années 1980, on observe toutefois un certain changement dans le traitement de la question clientéliste. Engagés dès lors dans l'affirmation de la « consolidation de la démocratie » récemment réinstaurée, les politistes brésiliens ont tourné leur attention vers le fonctionnement des institutions démocratiques et de leurs « avancées », au détriment de l'étude de la politique locale. Contrairement à la période antérieure, il s'agissait alors de valoriser, par exemple, l'aspect « progressiste » du nouveau cadre constitutionnel (1988) ou de chercher des indicateurs du processus en cours de consolidation de la démocratie⁷. Loin des problématiques de la politologie néo-institutionnaliste dominante aujourd'hui au Brésil, le débat sur le clientélisme reste maintenant plutôt confiné à la sphère militante. S'intéresser aujourd'hui au clientélisme au Brésil a plusieurs implications. Premièrement, cela signifie donc de se placer à contre-courant des débats en vogue dans la science politique nationale. Deuxièmement, cela implique d'être associé à un certain anachronisme puisque le clientélisme serait un problème du passé et, de ce fait, résolu. Troisièmement, cela renvoie à un discours militant, le terme clientélisme faisant désormais partie d'un lexique fortement associé au jargon politico-militant. Quatrièmement, en ce qui concerne le Parti des travailleurs, c'est aussi rompre en partie avec des analyses antérieures sur le PT. Ainsi Margaret Keck, dans son livre [Keck, 1991] considéré aujourd'hui comme une référence, met en avant « la différence *petista* », seul parti selon elle ayant été capable de rassembler de grandes masses populaires⁸. La perception savante de l'exception *petista* a été renforcée par les travaux de Rachel Menguello [Meneguello, 1989] qui a mis

4. Sur l'engagement des intellectuels brésiliens, voir [Pécaut, 1989].

5. Nous nous situons ici dans la lignée de J.-L. Briquet qui montre l'importance de s'intéresser à la manière dont le débat sur le clientélisme est saisi, en fonction des périodes par des acteurs très différents dans le champ intellectuel mais aussi politique. Cf. [Briquet, 2006].

6. On retrouve ici une situation assez traditionnelle de l'émergence d'un nouveau « marché politique » où les nouveaux entrants cherchent à délégitimer les manières de faire de la classe politique en place. Cf. [Offerlé, 2005]. Comme exemple empirique, voir entre autre, le travail classique de Alain Garrigou sur la France ou celui l'Hélène Combes sur le Mexique : [Garrigou, 2002] ; [Combes, 2011(a), chap. 6].

7. Parmi ces indicateurs, on pourrait notamment évoquer : la tendance à la modération du multipartisme établi à la suite de la transition [Mainwaring, 1995], ou encore la réduction de l'infidélité et de l'indiscipline partisane dans le législatif fédéral [Figueiredo, Limongi, 1995].

8. Implicitement donc contrairement aux expériences antérieures qui aurait été soit limitées soit sous le signe du clientélisme.



l'accent sur le principe de la démocratie interne qui se trouverait au fondement du fonctionnement de la machine partisane du PT et qui reposerait donc sur la forte implication de ses militants. S'intéresser au clientélisme implique donc d'être à rebours du discours savant et militant sur ce parti. Pour conclure, la forte charge morale conférée à ce débat, tant dans le champ scientifique que politique, fait obstacle à un retour analytique sur le fait clientélaire. Pourtant, à notre sens, les relations clientélares⁹ semblent constituer un cadre relationnel qui structure la vie politique de ce pays.

C'est aussi probablement en raison de cette structuration nationale du débat que le renouveau de l'intérêt universitaire par le clientélisme a moins touché le Brésil que d'autres pays d'Amérique latine¹⁰. Néanmoins, certaines des réflexions développées depuis la fin des années 1990 dans les travaux sur les relations clientélares soulèvent des éléments heuristiques pour réinterroger certaines modalités d'échange politique [Combes, 2011(b)] dans le Brésil contemporain. Dans cet article, il s'agira donc de revisiter la problématique clientélaire au Brésil à partir d'une étude empirique menée auprès des militants du Parti des travailleurs (PT) dans la région de Brasilia, le District fédéral (DF). Partant du principe que la forme *petista* se développe inégalement dans le territoire brésilien, cet article apporte des éléments illustratifs pour montrer comment une forme partisane porteuse d'un projet sociétaire modernisateur se développe concrètement au niveau local¹¹ – en l'occurrence dans les périphéries de Brasilia¹². Cette étude de cas illustre un questionnement plus général. Le PT est né sous la forme d'un projet partisan modernisateur se positionnant en rupture par rapport à la politique traditionnelle. Pourtant, nous cherchons à montrer que le développement de cette forme partisane au niveau local n'a pas été étranger au phénomène clientélaire. Cette dimension paradoxale du *petismo* à l'égard de l'échange clientélaire nous permettra d'illustrer la complexité de cette problématique dans le Brésil actuel et de réfléchir en même temps sur la pertinence d'une analyse en termes de clientélisme dans ce contexte empirique.

9. Nous signalons, que dans un souci de nous démarquer de l'utilisation militante de la notion du clientélisme et de sa connotation péjorative, dans ce texte nous parlerons de clientélisme plutôt en termes de « relations clientélares ».

10. Sur l'Argentine, voir la thèse de Gabriel Vommaro : [Vommaro, 2010]. On peut ainsi en prendre pour preuve que le Brésil ne figure pas dans le collectif de Kitschelt et Wilkinson contrairement à l'Argentine ou au Mexique : [Kitschelt, Wilkinson, 2007].

11. Nous nous situons en cela dans la lignée des travaux sur l'approche localisée des partis politiques. Voir notamment [Sawicki, 1997].

12. Cet article s'appuie sur un vaste travail de terrain réalisé dans le cadre d'une thèse de doctorat. Les apports empiriques reposent sur une activité d'observation des différents sites militants, sur la passation de questionnaires auprès d'un échantillon de 376 militants choisi aléatoirement parmi 19 028 adhérents du PT dans le DF, la réalisation d'entretiens (38 au total) et le recueil de sources documentaires. Pour plus de détails, voir [Rocha, 2007, p. 43-45].

Historique de l'implantation du PT à Brasilia

Né en 1980, de la fusion de différents mouvements sociaux et groupes politiques, c'est à partir des années 1990, que le PT a commencé à obtenir des résultats électoraux significatifs. Au milieu de cette décennie, le Parti des travailleurs s'est implanté peu à peu sur l'ensemble du territoire brésilien. Alors qu'à cette époque Lula accumulait encore des échecs dans la course présidentielle, son parti progressait à différentes échelles : croissance électorale tendant vers un plus grand équilibre national¹³, augmentation de sa représentation au niveau du législatif national, conquête des premières expériences de gouvernement dans les états fédérés et expansion de ses bases militantes.

À Brasilia, cette expansion était tout à fait significative. De 1995 à 1998, suite à la victoire de Cristovam Buarque, le PT occupait, pour la première fois, le gouvernement d'une unité fédérative du pays. C'est dans ce contexte d'élargissement de la participation *petista* dans les espaces institutionnels et d'expansion de son implantation électorale, que nous avons entamé notre enquête sur ce parti. Au fil de notre travail de terrain, un premier constat s'est imposé : à Brasilia, le succès électoral du PT est allé de pair avec une expansion du nombre de ses adhérents. Célébrée par les dirigeants, l'idée de cette expansion était en revanche vécue avec un certain malaise dans les espaces de vie militante du PT local. Lequel malaise était notamment lié à une suspicion, non avouable publiquement, et qui semblait ronger certaines fractions du militantisme *petista* : le déroulement d'un processus de recrutement massif d'adhérents peu compatible avec les principes du « bon » militant préconisés dans les documents fondateurs du parti. Intéressée par l'observation des pratiques locales d'affiliation au PT, la recherche que nous avons menée en différents contextes temporels a permis, entre autres choses, de vérifier *in situ* le bien fondé des suppositions d'un recrutement massif et non-militant d'adhérents partisans.

Dans un premier temps¹⁴, une enquête élargie par questionnaires et entretiens semi-directives dans les différentes localités (régions administratives) du DF nous a permis de dresser un premier panorama des pratiques d'adhésion au PT dans le District fédéral (le PT/DF). Dans des étapes ultérieures¹⁵, l'investigation en profondeur (ethnographique essentiellement) dans trois villes satel-

13. Jusqu'alors l'implantation électorale *petista* était assez concentré dans les localités les plus industrialisées du pays – notamment la région Sud Sud-Est, où se trouve São Paulo, noyau d'irradiation du mouvement pour le PT.

14. Début de l'année 2000.

15. En 2005, notamment, lorsque nous sommes revenue sur le terrain avec un protocole d'enquête de plus longue durée. Une nouvelle étape de cette enquête longitudinale est actuellement en train de se faire. Nous avons entamé en mai 2010 une nouvelle enquête ethnographique dans ces mêmes quartiers, cherchant cette fois-ci à observer les pratiques militantes du milieu *petista* pendant la campagne électorale en cours.



lites (Samambaia, Santa Maria et Ceilândia) sélectionnées à partir des résultats obtenus précédemment nous a ouvert les portes de l'observation « au microscope » des mécanismes ambivalentes de l'adhésion au PT dans les quartiers populaires de Brasília. La confrontation des résultats obtenus à chaque étape va dans le sens de la confirmation de notre hypothèse : l'existence d'un processus, amorcé au milieu des années 1990, de diversification des pratiques d'adhésion au sein du PT. Cette diversification s'est caractérisée tout particulièrement par l'introduction de modalités d'adhésion qui s'inscrivent dans un modèle d'échange individualisé entre leaders et nouveaux adhérents. Un modèle qui contrastait fortement avec les paramètres plus conventionnels de l'adhésion au Parti des travailleurs, comme nous allons le voir.

Les différentes modalités d'adhésion au PT/DF

Afin de saisir l'éventuel recours ou l'éventuelle émergence de relation clientélaire, il est nécessaire d'identifier les mécanismes en œuvre au niveau du recrutement militant au sein du PT. Depuis le milieu des années 1990, on peut identifier trois principales modalités d'adhésion au Parti des travailleurs : (1) l'adhésion par des liens politico-collectifs ; (2) l'adhésion par des liens politico-individuels ou des liens personnels-privés ; et finalement (3) l'adhésion par contrainte ou imposition¹⁶. Les deux premières modalités d'entrée (par liens politico-collectifs et par liens politico-individuels), ont en commun de faire apparaître l'importance des réseaux de sociabilité proches du PT liés aux syndicats et aux mouvements populaires.

Une adhésion dans la continuité du militantisme d'antan

Le premier type d'adhésion constitue la modalité d'entrée la plus transversale dans le temps et qui concerne différentes générations de militants. Il est particulièrement caractéristique des *petistas* dont les stratégies d'affiliation et les choix d'adhésion se façonnent dans le *continuum* des pratiques militantes développées dans des réseaux militants contigus (ou antérieurs) au PT. Dans ce cas, le rapprochement « politique » du futur adhérent auprès de groupes ou d'acteurs individuels positionnés dans le réseau de départ et dans le PT est le vecteur par excellence de la démarche d'adhésion. Même si l'intervention d'acteurs individuels

16. Hormis ces trois formes matricielles de l'adhésion au PT/DF, l'échantillon a révélé l'existence d'une démarche d'adhésion plutôt atypique, où l'inscription au parti est présentée comme un choix essentiellement individuel. Cette forme d'adhésion concerne les adhérents qui se sont présentés « spontanément » dans les différents locaux du parti pour s'inscrire ; 2 % des enquêtés ont déclaré avoir adhéré de cette façon, ce qu'ils justifient généralement par une simple « sympathie » pour le PT. Il s'agissait, dans ces cas, d'acteurs ayant déclaré ne pas avoir de connaissances préalables à l'intérieur du PT/DF et qui n'ont jamais participé aux activités partisanes.

dans la « prise de contact » des futurs adhérents avec le milieu *petista* tend à avoir un rôle important dans ce processus, la dimension collective du lien à des réseaux politiques préalables (mouvements populaires, syndicats, etc.) apparaît comme la condition essentielle de l'adhésion. Les acteurs ayant effectué ce type d'adhésion¹⁷ ont suivi la démarche de politisation la plus conventionnelle chez les *petistas* : dans des réseaux militants (syndicats, mouvements populaires, etc.) et dans les cercles de sociabilité formels ou informels (amis, collègues de travail, école, etc.) qui leur sont sous-jacents, les futurs *petistas* ont initié, ou donné suite, à une certaine socialisation politique qui a favorisé le rapprochement et les a amenés à fréquenter le milieu *petista*. D'abord informellement, ces futurs adhérents se sont peu à peu familiarisés avec le *petismo* au sein des unités partisans de base (les noyaux de base ou les tendances internes notamment) ; l'aboutissement de leur démarche étant l'inscription formelle au parti. On aura en outre constaté qu'il s'agit de la démarche type adoptée par les adhérents qui ont effectivement suivi un engagement militant¹⁸ « pratique » dans les espaces de vie du parti¹⁹.

Adhérer avec/pour la famille, les amis

La deuxième forme d'adhésion, par des « liens politico-individuels », a également lieu à partir de la fréquentation de réseaux de sociabilité contigus au PT. Mais à la différence de la première modalité, elle se caractérise par l'établissement de relations politiques essentiellement personnalisées entre les futurs adhérents et des *petistas* plus ou moins établis, plus ou moins en position de leadership. La politisation *petista* relève, dans ces cas, de démarches de cooptation de la part d'un leader²⁰. En revanche, la composante militante – en termes de pratiques militantes développées préalablement par le futur adhérent – est plutôt faible dans ce type de contexte d'adhésion. Si dans la première forme d'adhésion, la caractéristique essentielle était l'engagement « pratique » des acteurs dans des réseaux collectifs, ici les adhérents sont arrivés au PT à partir de la constitution de relations personnalisées au sein de leurs réseaux de sociabilité d'origine où des rapports d'échange de crédits et de dettes (sous la forme de faveurs et services notamment) mutuels sont tissés entre les acteurs.

17. Ce qui correspondait à environ 50 % au début des années 2000, d'après un échantillon aléatoire établie dans la première étape de notre recherche. Cf. [Rocha, 2007].

18. Cela étant dit, tous les acteurs entrés au PT par cette voie ne finissent pas par se convertir à la condition de militant partisan à part entière. Certains, tout en ayant auparavant connu une trajectoire militante, ont gardé une position de simple adhérent au sein du PT, sans avoir jamais participé effectivement à la vie interne de ce parti.

19. Pour éviter de nous dévier de l'objet central de cette communication, nous ne développerons pas ici des exemples de ces modalités plus conventionnelles d'adhésion au PT. Pour une comparaison plus détaillée des modes d'entrée dans le parti conventionnels et « nouveaux », voir [Rocha, 2009].

20. Cela n'exclut pas la dimension stratégique (au sens de la recherche d'avantages) du futur adhérent.



On semble arriver là à l'essence des relations clientélares, qui reposent dans une large mesure sur une confusion entre domaines public et privé et qui sont à l'origine des pratiques patrimoniales d'échange social. Il semble bien que les adhérents s'étant inscrits au parti de cette façon tendent à développer une relation de clientèle (échange de faveurs, de dons ou d'autres formes de rétribution symbolique ou matérielle)²¹ avec certains leaders (ou aspirants à devenir leaders) à l'intérieur du parti. À la différence, encore une fois, de la première modalité d'adhésion, qui se maintient dans le temps, la modalité d'entrée par des liens politico-individuels correspond uniquement à la deuxième moitié de l'histoire du PT à Brasilia. En ce qui concerne la première génération des *petistas*, aucune trace de cette modalité d'entrée dans le parti n'a été retrouvé. Autre particularité : ce mode d'adhésion, qui concerne près d'un tiers des adhérents²², est essentiellement circonscrit à des zones défavorisées du District fédéral.

Quantitativement moins représentatifs de la politisation *petista* – et pourtant révélateurs de la variété de situations pouvant être à l'origine du lien des adhérents avec le PT/DF une autre configuration d'adhésion au PT/DF été mis au jour au cours de nos enquêtes. L'adhésion par des « liens personnels-privés » apparaît comme le fruit de démarches réalisées grâce à la médiation directe ou indirecte d'acteurs partisans personnellement liés aux futurs adhérents. Plus précisément, c'est dans cette modalité type d'adhésion que s'inscrivent des acteurs dont l'entrée dans le parti est justifiée par le fait de « soutenir » un proche : par exemple, des mères qui ont adhéré à la demande de leur enfant ou encore des époux qui se sont inscrits « par solidarité » envers leur conjoint. On se trouve là devant une logique d'adhésion essentiellement privée pour laquelle c'est la proximité personnelle à un *petista* qui constitue le vecteur primordial de l'adhésion²³ et qui concerne 13 % du total des adhérents rencontrés. Le développement de cette modalité type d'adhésion objective un phénomène de transposition de relations personnelles des cercles privés des acteurs vers l'organisation partisane. La faible variation de l'évolution de ce type d'adhésion auprès des diverses générations d'adhérents montre que, moins qu'une tendance récente, il s'agit d'un phénomène transversal à l'histoire du parti. En ce sens, plutôt qu'un phénomène nouveau lié à des tendances supposées générales de déclin des composantes « politiques » du

21. La relation clientélaire est donc définie comme l'échange réciproque de biens et/ou services entre des acteurs inégaux.

22. Les seules données quantitatives concernent celles obtenues dans la première étape de notre enquête au début des années 2000 ; à l'occasion, 30 % de la population enquêtée s'inscrivait dans cette modalité d'entrée.

23. La composante personnelle peut être fortement présente dans les autres contextes d'adhésion. Dans ce cas-là c'est l'aspect personnel lié à des relations privées (hors monde du travail, monde politique ou d'autres sphères de type public) qui constitue l'élément central définissant cette forme d'adhésion.

militantisme au profit du renforcement des réseaux personnels, l'adhésion par des liens familiaux ou amicaux, semble constituer une dynamique originelle et structurante de l'implantation *petista* dans le DF. Bien qu'établies à partir des relations personnelles, les adhésions construites dans ce type de contexte s'éloignent des liens clientélares classiques, étant donné l'absence (ou au moins la carence) de l'élément « échange de biens politiques » comme facteur de l'adhésion. De même, dans ce mode d'entrée, on n'observe pas nécessairement une situation d'asymétrie sociale, généralement entendue comme condition des relations clientélares, découlant d'une infériorité et d'une supériorité des statuts sociaux des parties dominée et dominante, respectivement, de la relation politique²⁴.

Adhérer sous la contrainte

Il n'en va pas de même pour notre troisième modalité d'adhésion que nous qualifierons « d'adhésion par contrainte ou par imposition »²⁵. Repérée au cours de nos enquêtes, tout en étant le moins important numériquement, cette modalité permet d'observer de façon assez percutante l'impact de l'ascension du parti aux instances de pouvoir local sur les bases d'adhérents. En effet, on a identifié cette modalité uniquement auprès des adhérents entrés dans le PT au cours de l'expérience *petista* au gouvernement local (1995-1998). Ainsi, ce mode d'accès au *petismo* concerne des acteurs qui ont indiqué très précisément avoir subi des pressions explicites de leur supérieur hiérarchique sur leurs lieux de travail – notamment dans des emplois précaires au sein même d'administrations locales ou régionales. Elles pouvaient aussi émaner du voisinage : des leaders communautaires locaux par exemple. Une autre situation également illustrative de ce rapport au parti concerne l'expérience de deux adhérents interviewés, qui ont déclaré n'avoir jamais su qu'ils étaient adhérents du Parti des travailleurs. Ces personnes, issues de milieu populaire, ont vraisemblablement été inscrites par des leaders partisans locaux en quête d'élargissement de leurs bases internes et des différents avantages pouvant dériver de cette situation (possibilité de négociation, pouvoir de pression interne, etc.).

Faisant usage de l'autorité liée à leurs positions de pouvoir au sein de l'administration *petista* de l'époque – et de leur pouvoir effectif dans l'attribution de postes subalternes – des leaders partisans locaux ont donc enrôlé, par la contrainte, des « recrues » particulièrement « vouées » à l'obéissance. La dimension explicite de l'imposition de l'adhésion de la part des leaders partisans locaux tend à distinguer

24. Il est cependant nécessaire de rester prudent. La domination propre à la relation clientélaire peut s'énoncer dans les termes de l'amitié, comme l'a montré Jean-Louis Briquet dans le cas de la Corse. Cf. [Briquet, 1997].

25. Cette « adhésion par contrainte ou par imposition » correspond à des contextes très spécifiques où une situation d'imposition, au sens propre du terme, est exercée sur le futur adhérent et l'a contraint à procéder à une adhésion formelle au parti



cette modalité d'adhésion d'une relation clientélaire conventionnelle. S'agissant de situations où, d'après les enquêtes, l'obligation d'adhésion est explicite sous la forme de chantages directs, il semble préférable d'analyser ces situations comme une modalité d'adhésion différente de celles qui ont été mentionnées jusqu'à présent. À notre sens, cette modalité conserve une spécificité qui la singularise de la relation classique du clientélisme où les rapports de domination ou d'obligation mutuelle sont plus subtils, plutôt implicites qu'explicites et où on suppose une certaine complicité de la part du dominé. Il s'agit ici d'une modalité d'adhésion essentiellement associée à la position du parti en situation de gouvernement. Ainsi, elle illustre avec acuité les « effets pervers » de l'exercice du pouvoir. En effet, la totalité des inscriptions au parti dans des contextes d'adhésion par imposition ou contrainte ont eu lieu au cours du mandat gouvernemental du PT. Inauguré durant l'expérience gouvernementale, ce nouveau type d'adhésion au PT/DF – qui ne peut être interprété comme une tendance généralisée ou dominante du *petismo brasiliense*, elle représentait 4,2 % des cas dans l'enquête menée en 2000 – s'est développé de façon assez localisée territorialement. Loin de s'exprimer dans l'ensemble de la configuration partisane, les adhérents ayant été inscrits au parti *via* cette modalité se concentrent dans les parties périphériques du District fédéral, notamment dans des régions administratives défavorisées où le PT était faiblement implanté.

Le panorama dressé plus haut autorise à avancer quelques conclusions préliminaires. Tout d'abord, on observe que l'entrée dans le parti suite à des engagements collectifs préalables (associatifs, syndicaux, contestataires) demeure le principal mode d'accès au parti à Brasilia. Ceci a structuré la morphologie du PT/DF depuis les premières générations d'adhérents. On observe, par ailleurs, qu'à côté de cette modalité principale d'adhésion, l'entrée dans le PT/DF a toujours reposé, pour une petite partie de ses membres, sur le prolongement des réseaux de sociabilité familiale ou amicale. Un constat tout aussi important concerne la deuxième moitié de l'histoire de ce parti. L'accès à des positions de pouvoir à l'échelle locale et régionale débouche sur de nouvelles modalités d'adhésion. Nous l'avons vu : celles-ci s'inscrivent dans des cadres relationnels dyadiques fort asymétriques établis entre leaders partisans locaux et individus *a priori* peu disposés à l'engagement *petista*.

Reconfigurations locales du *petismo* : liens clientélares et expansion des adhésions dans les périphéries populaires de Brasilia

Nous allons maintenant nous arrêter sur quelques exemples concrets de ces nouvelles générations de *petistas* peu disposés à l'engagement militant et qui

semblent être l'expression du développement d'un rapport de clientèle propre à l'expérience *petista*.

L'expansion des adhésions au PT/DF de la fin des années 1990 s'est vérifiée de façon marquante dans les villes satellites les moins favorisées de Brasilia, et notamment dans celles créées à partir des *assentamentos* (lotissements) distribués par l'ancien gouverneur Joaquim Roriz²⁶ et principal adversaire du PT local. Quel constat peut-on dresser ? D'abord celui de l'existence de plusieurs formes d'« adhésion provoquée » – soit par contrainte, soit par relations politico-individuelles, soit par liens personnels –privés. À celles fabriquées au sein du noyau familial, s'ajoutaient des adhésions réalisées sous les auspices d'un voisin ou d'un collègue de travail.

« Je me suis inscrit juste parce qu'un ami à moi, un voisin ici, qui est du PT avait besoin d'adhésions. » Marcos B., Santa Maria (DF).

Originaire de l'état du Minas Gerais et arrivé dans le district fédéral en 1980, Marcos B., qui avait 41 ans au moment de l'enquête, était domicilié à Santa Maria, où il avait bénéficié – durant le gouvernement de Joaquim Roriz – de la concession d'un terrain pour la construction de son logement. Marcos, marié et père de deux enfants, travaillait dans le secteur informel ; après une longue période de chômage, il s'était lancé depuis peu dans la vente ambulante²⁷. La discussion menée, lors de l'enquête, avec ce *petista* de la nouvelle génération – son adhésion date de 1995 – n'a fait apparaître aucun élément discursif permettant de le rapprocher d'une culture politique de gauche, et encore moins d'une culture de parti. Que ce soit au niveau de son parcours individuel ou de son histoire familiale (aucun membre de sa famille ne présente, selon lui, un intérêt particulier pour la politique), rien n'indique une prédisposition particulière à l'engagement militant, ou politique de manière plus large. Malgré son adhésion, Marcos ne s'est jamais intégré dans les lieux de sociabilité du PT et certaines de ses réponses (et non réponses) signalaient l'absence de connaissance pratique de la vie interne du parti. Ses connaissances personnelles à l'intérieur du PT/DF étaient réduites à deux de ses voisins qui étaient engagés dans l'association communautaire du quartier.

L'adhésion de Marcos B. au PT/DF, ainsi que le lien « mou » qu'il a entretenu avec ce parti par la suite (très faible en termes de participation²⁸), s'inscrit dans une logique d'échange fondée sur des liens personnels. Étranger à la culture officielle de l'organisation à laquelle il appartient, Marcos, en entrant dans le *petismo*, semblait suivre une logique de « prestation de services », où le fait d'adhérer est considéré comme un service rendu à un voisin. Sans aucune forme

26. Alors, le principal représentant des groupes politiques conservateurs de la région.

27. Vente d'ustensiles domestiques. La profession déclarée était celle de « camelot ».

28. Marcos déclarait avoir assisté à une seule rencontre zonale du PT/DF.



d'attachement collectif, le lien d'interdépendance entretenu par cet acteur avec le PT/DF se concrétisait sous la forme d'un lien individuel noué avec un membre particulier du parti.

Sous plusieurs aspects, l'exemple de Marcos B. ne peut être interprété comme un cas unique. Le faible engagement « pratique » des adhérents dans la vie partisane et l'absence d'affinité programmatique avec le *petismo* chez les nouveaux adhérents du secteur populaire, ont été assez récurrents dans les fiefs des adversaires du PT. Il était possible d'observer que pour certains de ces acteurs, plus qu'un attachement organisationnel « mou » ou un simple détachement de la cause partisane, il s'agissait d'un véritable éloignement, voire d'un refus, à l'égard de l'organisation et de la culture *petista*. « Je ne vote pas pour le PT. Pour dire la vérité j'ai voté pour Roriz. » Francisco R., Samambaia (DF)²⁹.

À différentes reprises, des adhérents non-militants ont mentionné ne pas avoir voté pour les candidats *petistas* lors des élections gouvernementales. Chez certains d'entre eux, le manque de « fidélité » électorale à l'égard du PT semble traduire, par-delà le manque d'affinité avec ce parti, une vision plus générale de discrédit du politique. C'est ce qu'on peut apercevoir dans les propos de Joana G., femme de ménage, âgée de 45 ans au moment de l'enquête, mariée et mère de trois enfants. Joana est originaire de l'état du Piauí, dans le *Nordeste* ; elle n'a pas terminé l'école primaire, n'a jamais été militante et a pourtant adhéré au PT/DF en 1998. Joana laisse comprendre que la politique ne l'intéresse pas et que ses options électorales ne s'alignent pas spécialement sur le PT. « La dernière fois j'ai voté pour Ciro [Gomes]³⁰. [...] Une fois on vote pour un parti, après on vote pour un autre... il n'y a pas de règle ».

D'autres exemples extrêmes peuvent être évoqués. Consultés sur leurs candidats préférés pour les élections gouvernementales et présidentielles suivantes, certains adhérents ont exprimé de façon encore plus marquante l'antagonisme de leur choix électoraux à l'égard des consignes *petistas*. Revenons à la réponse donnée par João C., âgé de 52 ans au moment de l'enquête, qui travaillait comme agent de nettoyage et habitait dans la ville de Samambaia. João déclarait que « Pour Lula je ne vote pas du tout ». Dans un registre semblable, une adhérente, Regina S. déclarait à son tour : « Je crois qu'aucun nom du PT ne serait vraiment bon pour être candidat à la présidence de la République ». Aussi bien João C. que cette jeune femme célibataire de 27 ans, originaire du Piauí, immigrée à Brasília à l'âge de 14 ans, ont adhéré au PT/DF en 1998, la dernière année du gouvernement du PT alors que la campagne pour la réélection se mettait en place.

29. Francisco R., domicilié à Samambaia, originaire de l'état de Goiás, marié, 1 enfant scolarisé en primaire, agent de nettoyage, adhésion en 1998.

30. Ciro Gomes, du PSB (Parti socialiste brésilien).

Ces derniers cas de figure présentent de nombreux éléments communs. Immigrants *nordestinos* fixés dans les localités périphériques du District fédéral, ces acteurs connaissent des situations socio-économiques plutôt instables, ils sont situés au bas de l'échelon de la hiérarchie sociale et sont faiblement dotés en ressources scolaires, professionnelles et culturelles. Ni eux ni de membres de leurs familles n'ont jamais développé de trajectoire militante et n'ont fréquenté, directement du moins, les espaces de mobilisation contestataire qui ont souvent constitué des bassins prioritaires du recrutement *petista*. De surcroît, l'adhésion de ces acteurs, qui se définissent comme peu attachés à la politique et qui s'identifiaient parfois aux groupes politiques adversaires du PT, ne semble renvoyer à aucune conviction idéologique ayant des affinités avec le programme du Parti des travailleurs.

Interrogés sur les raisons de leur adhésion, ces quatre nouveaux *petistas* ont été unanimes à expliquer leur choix comme une forme de faveur accordée à une personnalité liée au PT local. S'il n'a pas toujours été simple d'identifier précisément les membres du parti que ces nouveaux adhérents ont cherché à favoriser par leur adhésion, on a pu remarquer qu'il s'agissait d'acteurs avec lesquels ils ont été en contact dans leur voisinage ou sur leur lieu de travail³¹. Devenus *petistas* pour répondre à des demandes exprimées par une « connaissance », un « voisin » ou un « collègue », ces acteurs décrivaient plutôt avec « spontanéité » et « naturel » leurs démarches d'adhésion. Cette franchise – qui dans un certain sens pourrait surprendre l'observateur extérieur – ainsi que l'« indifférence » avec laquelle ils ont évoqué leur démarche attirent l'attention sur quelque chose d'important : le fait d'avoir adhéré à un parti pour « rendre service » à quelqu'un était loin de constituer un acte à censurer ou illégitime de leur point de vue. La tendance à la « naturalisation » de cet acte semble montrer qu'il s'agit au contraire d'une pratique politique « socialement acceptée » dans le contexte où ils s'inscrivaient. Cela suggère d'autre part qu'elle ne se trouve pas véritablement en contradiction avec les conceptions plus larges du politique partagées par ces acteurs. Comme l'analyse, dans le cas argentin, Javier Auyero dans son chapitre « le point de vue clientélaire », « ce qui apparaît de l'extérieur comme un échange de faveur, est vu de l'intérieur comme de très nombreuses autres choses » [Auyero, 2001, p. 169] : attention de la part d'un voisin, gratitude ou signe d'amitié. Les intermédiaires sont vus comme « des personnes bien, qui aident, qui se sacrifient » [Auyero, 2001, p. 178] qui méritent que l'on maintienne « une relation d'amitié » avec eux.

31. João C., par exemple, qui pendant le gouvernement du PT travaillait comme agent de nettoyage au siège de l'administration régionale (AR) de Samambaia, soulignait que la personne l'ayant « invité » à adhérer était un *petista* en poste au sein de cette même AR. Il remarque que, comme lui, plusieurs de ses collègues se sont fait affilier au même moment, lorsque ce *petista* a apporté, sur leur lieu de travail, les fiches d'adhésion qu'ils ont pu remplir sur place.



La « logique de service », qui apparaît ici à l'origine de cette modalité d'adhésion partisane, est souvent signalée dans des descriptions rapides de la culture politique brésilienne pour désigner l'existence et la survivance du clientélisme dans ce pays. Plutôt que d'accepter le point de vue normatif qui cherche à identifier le clientélisme à un reliquat d'un modèle politique traditionnel et à une « entrave » à la modernisation, il s'agit de reconnaître que ces pratiques d'échange social s'inscrivent dans des conceptions particulières de la dynamique politique qui sont élaborées et actualisées différenciellement, au long du temps, dans la société brésilienne. Si la notion de clientélisme doit être employée avec grande précaution, elle peut néanmoins être utile ici pour attirer l'attention sur l'ambivalence des relations personnelles qui ont caractérisé l'expansion du *petismo* dans certaines circonscriptions du District fédéral. On n'est pas étonné de constater que ces pratiques clientélares se sont déployées avec une fréquence plus forte dans les régions administratives les plus récentes, parmi les plus marquées par la précarité de la question sociale et dont l'histoire politique n'offre pas d'exemples significatifs de mobilisation populaire. Les *assentamentos* créés pendant les différents mandats de Joaquim Roriz, sous la forme de concession de lots de terre urbaine à des populations immigrées dans la région ont constitué les lieux par excellence de l'expansion de cette forme d'adhésion au PT. Le contre-exemple offert par la région administrative de Ceilândia renforce cette dernière hypothèse. Dans cette localité, une des plus peuplées et des moins favorisées économiquement du DF et qui est à la fois non seulement une des plus anciennes mais aussi la plus marquée par une histoire de mobilisation et de résistance politique des communautés locales, les formes d'adhésion au PT de type clientélaire ont été très rares.

En ce qui concerne les relations tissées dans les *assentamentos* entre les *petistas* au pouvoir et les nouveaux adhérents entrés dans le parti par une voie clientélaire, on a souvent remarqué, du côté de ces derniers, que l'adhésion au PT signifiait l'espoir d'obtenir des avantages matériels (un poste dans l'administration régionale, l'accès à une aide sociale, comme la *Bolsa escola*, etc.) en étant près d'un personnel politique qui occupait alors des positions de pouvoir. L'incohérence apparente de la conversion au *petismo* de ces acteurs visiblement sans attachement à l'organisation partisane s'explique ainsi en partie par leur inscription dans un jeu politique qui suppose la possibilité d'obtention de rétributions mutuelles. À l'autre extrême de la relation, chez les leaders *petistas* locaux, plus que l'« espoir » d'une rétribution indirecte future, les enjeux du recrutement de nouveaux adhérents évoquaient des avantages plus immédiats et particulièrement rentables au sein de l'organisation partisane. Le fait de recruter de nouveaux contingents d'adhérents constitue une source majeure de pouvoir partisan, susceptible de garantir la

conservation ou bien l'élargissement du poids des leaders au sein de la hiérarchie du parti³².

Certains effets de l'accession du PT au gouvernement du DF sur l'implantation du parti dans les localités périphériques de la région sont perceptibles à travers la constitution, par ces leaders *petistas* ancrés localement, de réseaux informels de pouvoir locaux. L'attribution à certains militants de postes dans les administrations publiques de la périphérie a contribué à la consolidation de leur leadership. Occupant des positions de pouvoir auprès de leurs communautés, ces leaders ont accumulé un important pouvoir de pression vis-à-vis des adhérents potentiels. Ces leaders locaux se trouvent à l'origine d'une campagne non officielle d'affiliation de nouveaux membres. Ce phénomène d'« adhésion en masse » – pour reprendre la désignation utilisée par les groupes qui l'ont dénoncé – est étroitement lié à la période inaugurée à la suite de l'ascension du PT à l'exécutif régional. Depuis 1995, ces adhésions en masse ont régulièrement eu lieu dans des moments très particuliers de la vie partisane, à savoir les périodes précédant les conventions du parti, lorsque des leaders *petistas* locaux investissaient dans un travail de recrutement dans leurs réseaux de sociabilité parallèles. Ce recrutement massif mené par les leaders locaux vise, avant toute autre chose, à rassembler des voix lors des conventions locales pour faire élire leurs groupes internes au sein de nouvelles directions, ou encore, pour garantir l'inscription de leurs noms sur les listes électorales (pour la Chambre législative locale).

L'absence d'engagement militant observée parmi ces nouveaux adhérents, ainsi que leur versatilité électorale ou les formes de discrédit du politique (et du personnel politique) que certains d'entre eux ont pu exprimer, sont ressorties de l'expérience sur le terrain comme un aspect important pour la compréhension de la diversité des liens partisans mis au jour au sein du PT/DF. Le lien de départ établi par ces acteurs de la nouvelle génération avec les leaders *petistas* locaux au moment de leur adhésion semble s'actualiser sous la forme d'un lien partisan personnalisé, peu participatif et peu « enchanté », où la perspective d'obtention d'une rétribution matérielle joue un rôle central. Ces adhérents qui ont connu la politique sous le mode clientélaire et entrés dans le parti à la suite de l'ascension au gouvernement ont composé à partir de là une nouvelle facette du *petismo brasiliense*. S'ils ne correspondent pas à une fraction dominante du parti et s'ils sont plutôt circonscrits territorialement – dans les localités périphériques et appauvries de la région – ils composent toutefois une catégorie spécifique d'acteurs partisans, qui développent un rapport particulier avec l'organisation et se distinguent des formes plus conventionnelles du *petista*. Les bases *petistas* à Brasilia seront désormais caractérisées par la présence – à côté des militants plus ou moins

32. Sur les jeux internes de pouvoir autour de l'affiliation de militants, voir les analyses d'Hélène Combes sur le cas du Parti de la révolution démocratique au Mexique [Combes, 2011(a), chap. 6].



participatifs et d'autres acteurs plus ou moins attachés à la cause partisane – de ces membres peu disposés au travail militant. Un cas de figure loin de l'image du militant *petista* fortement engagé.

Pour saisir toute la complexité du développement des formes clientélares d'adhésion dans le PT/DF, il importe donc de l'associer au contexte (temporel et territorial) dans lequel ce phénomène s'est propagé. L'introduction de nouvelles modalités d'adhésion au PT/DF dans la deuxième moitié de l'histoire partisane est indissociable de l'ascension de ce parti au gouvernement local. L'ouverture d'une offre inédite de postes subalternes de l'administration publique à des adhérents potentiels apparaît ainsi comme le phénomène catalyseur de cette diversification des modes d'entrée dans le parti. Le contrôle – dans les périphéries aussi bien de l'organisation partisane que de la configuration urbaine – de la répartition de ces postes par des petits leaders locaux constitue une autre dimension clé de ce processus.

L'arrivée au gouvernement du PT a ainsi eu des effets durables sur une partie de l'implantation *petista* à Brasilia. 1995, qui correspond à l'ascension du parti au pouvoir local, semble démarquer une frontière temporelle centrale dans l'espace *petista* de Brasilia. 1995 ressort justement le point de démarcation d'une nouvelle période de l'histoire du PT à Brasilia : celle de la grande expansion des ses bases locales d'implantation.

Du point de vue territorial, une frontière tout aussi marquante est repérable. Or ce processus d'expansion du *petismo* à Brasilia entamé en 1995 a pris des formes très inégales sur le territoire du District fédéral, ne touchant que faiblement les localités centrales de la capitale fédérale. Autrement dit, l'expansion du PT/DF à la fin des années 1990 s'est essentiellement traduite par une expansion du parti au sein des milieux populaires. Les nouveaux adhérents proviennent essentiellement de territoires nouveaux de l'implantation *petista*, et non dans les fiefs traditionnels de ce parti.

Ces considérations nous permettent maintenant de mieux cerner le phénomène clientélaire dans le PT de Brasilia. On sait désormais, que ce phénomène concerne des localités précises, en l'occurrence celles où le « leader politique » local (Joaquim Roriz) et principal opposant du PT exerçait une influence politique hégémonique. Il s'agissait en outre des localités édifiées de toutes pièces (sous les mandats gouvernementaux successifs de J. Roriz) à partir d'une politique de don de lots de terres à des populations précaires ; des localités particulièrement marquées par une logique politique basée sur le don et le contre-don. Ce dernier aspect du problème exige néanmoins la considération d'un élément analytique supplémentaire. Bien que dans le cas étudié il s'agisse d'un phénomène circonscrit à des quartiers populaires, l'association entre le clientélisme *petista* et milieu populaire n'est ni complète, ni mécanique. Plus précisément, l'analyse plus fine et comparée de ces pratiques d'adhésion dans différentes localités de Brasilia nous

a montré que certaines villes satellites tout aussi appauvries et périphériques de Brasilia ont échappé au phénomène de diffusion des pratiques clientélares.

C'est le cas de Ceilândia, évoqué plus haut, la principale ville populaire de Brasilia et premier collège électoral de la région. Fondé en 1970, cette ville satellite est marquée, malgré son passé récent, par une certaine « tradition » d'engagement politique, reposant notamment sur des réseaux militants associatifs localement et historiquement constitués. Absent des localités populaires qui, comme Ceilândia, ont développé un historique de mobilisations de résistance politique, le clientélisme *petista* émergeait sous cette double frontière, temporelle et territoriale ; se circonscrivant de façon très délimitée dans les localités préalablement marquées par un mode relationnel clientélaire. Le regard comparé sur les pratiques partisans dans les diverses villes satellites de Brasilia permet d'affirmer que localement l'organisation *petista* tend à prendre des formes cohérentes avec les milieux sociaux dans lesquels elle se développe. Si à Ceilândia, le PT continue à se structurer dans le prolongement des anciens réseaux militants de quartier, à Samambaia ou à Santa Maria, où la vie politique locale est organisé dans un cadre d'échange clientélaire assez « conventionnel », les pratiques *petistas* locales tendent à actualiser ce schéma structurant.

Loin de chercher à délimiter le caractère plus ou moins moderne du Parti des travailleurs, et encore moins d'affirmer si la société brésilienne aurait rompu ou non avec les traditions patrimonialistes, ce travail s'est contenté d'analyser comment, au cours de son expansion dans les années 1990, le PT s'est développé au niveau local dans les quartiers suburbains et populaires de Brasilia. Le développement des pratiques clientélares composent une façade dissimulée de la forme *petista* dans ces quartiers de Brasilia. Le phénomène reste sans doute localisée et marginal par rapport au fonctionnement global du parti. Cependant l'identifier, l'analyser et le mettre en perspective comme nous l'avons fait permet de proposer une analyse plus sociologique de ce parti, idéalisé même par les universitaires. En effet, ce travail permet de déconstruire l'image conventionnelle du militant *petista*, toujours associé au modèle d'un engagement total et fortement encadré par l'appareil du parti. Comme nous l'avons vu, pour une partie des adhérents, leur militantisme partisan ne repose pas sur modalités collectives de l'engagement mais sur de liens interindividuels, des échanges asymétriques avec des leaderships locaux. Il s'agit donc d'une génération peu encline à développer des liens partisans plutôt structurés.

Remarquons toutefois que les phénomènes examinés ici ne peuvent être entièrement assimilés à un modèle de « clientélisme de parti » au sens strict, caractérisé par une véritable soumission des machines partisans au service de ses plus importants dirigeants (ou « chefs »)³³. Dans le cas du PT à Brasilia, il n'est pas

33. L'exemple le plus minutieusement étudié dans le cas brésilien est celui du « chaguismo » du PMDB (Parti du mouvement démocratique du Brésil) de Rio de Janeiro. Cf. [Diniz, 1982].



inutile d'insister encore, c'est plutôt dans les marges de l'organisation que s'opère ce type d'instrumentalisation des ressources organisationnelles de la part des petits leaders, dans leur quête pour des nouveaux adeptes. Rappelons notamment que ces pratiques diffuses de recrutements massif étaient non seulement déconnectées du centre partisan et des acteurs occupant des positions centrales dans l'organisation, comme peu cohérent avec la culture partisane toujours cultivée dans les espaces de vie du militantisme *petista*.

Bibliographie

- AUYERO Javier**, *Política de los pobres*, Buenos Aires, Manantial, 2001.
- BRIQUET Jean-Louis**, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997.
- BRIQUET, Jean-Louis**, « Les formulations savantes d'une catégorie politique. Le clientélisme et l'interprétation sociohistorique du cas italien », *Genèses*, n°62, 2006, p. 49-68.
- BRIQUET Jean-Louis, SAWICKI Frédéric** (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Puf, 1998.
- COMBES Hélène**, *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011(a).
- COMBES Hélène**, « El clientélismo a debate », *Desacatos*, n°36, Mayo-Agosto 2011(b), p. 13-32.
- DINIZ Eli**, *Voto e máquina política. Patronagem e clientelismo no Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1982.
- FAORO Raymundo**, *Os donos do poder : formação do patronato político brasileiro*, (1958), Rio de Janeiro, Globo, 1973.
- FIGUEIREDO ARGELINA Cheibub, LIMONGI Fernando**, « Mudança constitucional, desempenho do legislativo e consolidação institucional », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, année 10, n°29, 1995, p. 175-200.).
- GARRIGOU Alain**, *Histoire sociale du suffrage universel en France*, Paris, Seuil, 2002.
- KECK Margaret**, *PT : A lógica da diferença*, São Paulo, Ática, 1991.
- KITSCHOLT Hebert, WILKINSON Steven** (comp.), *Patrons, Clients and Policies*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.
- MAINWARING Scott**, « Brazil. Weak parties, feckless democracy », in **MAINWARING S., SCULLY, T.** (dir.), *Building democratic institutions. Party systems in Latin America*, Stanford, Stanford University Press, 1995, p. 354-397.
- MENEGUELLO Rachel**, *PT : A formação de um partido (1979-1982)*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1989.
- OFFERLÉ Michel**, *Les partis politiques*, Paris, Puf, 2005.
- PÉCAUT Daniel**, *Entre le peuple et la nation : les intellectuels et la politique au Brésil*, Paris, Éd. de la maison des sciences de l'homme, 1989.
- ROCHA Daniella**, *Le Parti des travailleurs à l'épreuve du pouvoir. Le PT dans le District Fédéral au Brésil (1980-2000)*, thèse de doctorat en sociologie, EHESS, 2007, p. 43-45.
- ROCHA Daniella**, « Jeunes du parti des travailleurs et crise du militantisme », *Agora Débats*, n° 52, 2009, p. 89-104.
- SAWICKI Frédéric**, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.
- VOMMARO Gabriel**, *Regards croisés sur les rapports des classes populaires au politique en Argentine. Retour sur la question du clientélisme*, thèse de sociologie, École des Hautes études en sciences sociales, juin 2010, 603 p.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Cet article se propose de revisiter la problématique clientélaire au Brésil à partir d'une étude empirique menée auprès des militants du Parti des travailleurs (PT) dans la région de Brasilia, le district fédéral. Partant du principe que la forme *petista* se développe inégalement dans le territoire brésilien, cet article apporte des éléments illustratifs pour montrer comment une forme partisane porteuse d'un projet sociétaire modernisateur se développe concrètement au niveau local – en l'occurrence dans les périphéries de Brasilia. Cette étude de cas illustre un questionnement plus général. Le PT est né sous la forme d'un projet partisan modernisateur se positionnant en rupture par rapport à la politique traditionnelle. Pourtant, nous cherchons à montrer que le développement de cette forme partisane au niveau local n'a pas été étranger au phénomène clientélaire. Cette dimension paradoxale du *petismo* à l'égard de l'échange clientélaire nous permettra d'illustrer la complexité de cette problématique dans le Brésil actuel et de réfléchir en même temps sur la pertinence d'une analyse en termes de clientélisme dans ce contexte empirique.

IMPLANTACIÓN LOCAL Y RELACIONES CLIENTELARES.
EL CASO DEL PT DE BRASILIA

Este artículo se propone revisar la problemática clientelar en Brasil a partir de un estudio empírico sobre los militantes del Partido de los Trabajadores (PT) en la región de Brasilia, distrito federal. Partiendo del principio de que la forma partidaria *petista* se desarrolla desigualmente en el territorio brasileño, este artículo aporta elementos ilustrativos para mostrar cómo una forma partidaria portadora de un proyecto social

modernizador se desarrolla concretamente a nivel local –en este caso en los suburbios de Brasilia. Este estudio de caso ilustra una cuestión más general. El PT nació bajo la forma de un proyecto partidario modernizador que se colocaba en ruptura en relación a la política tradicional. Con todo, pretendemos poner de manifiesto que el desarrollo de esta forma partidaria a nivel local no fue extraño al fenómeno clientelar. Esta dimensión paradójica del *petismo* respecto al intercambio clientelar nos permitirá ilustrar la complejidad de esta problemática en el Brasil actual y reflexionar al mismo tiempo sobre la pertinencia de un análisis en términos de clientelismo en este contexto empírico.

LOCAL IMPLANTATION AND PATRON-CLIENT
RELATIONS. THE CASE OF PT IN BRASILIA

This article suggests to revisit a clientelist problematic in Brazil by an empirical study of militants of the Worker's Party (PT) in the region of Brasilia, the Federal District. Based on the principle that the *petista* model was developed unequally in Brazilian territory's, this article shows some illustrative elements to demonstrate how a 'partisan form' with a modern societal project develops concretely in a local level – in the case of the peripheries of Brasilia. This study of case illustrates the more general questionings. The PT was born as a modernizing project party, breaking off with the traditional politics. Yet we will show that the development of this 'partisan form' in the local level did not escape from the clientelist phenomena. This paradoxical dimension of *petismo* with clientelist exchange allows to illustrate the complexity of this problematic in actual Brazil and to think at the same time about the pertinence of an analyzes in terms of clientelism in this empirical context.

MOTS-CLÉS

- clientélisme
- partis politiques
- Parti des travailleurs
- Brésil

KEYS-WORDS

- clientelism
- party politics
- Workers' party
- Brazil

PALABRAS CLAVE

- clientelismo
- partidos políticos
- Partido de los Trabajadores
- Brasil

Images et imaginaires du clientélisme. Un regard croisé entre Argentine et Mexique

En Amérique latine, au cours des dernières années, le « clientélisme » est progressivement devenu une catégorie d'une part du sens commun et d'autre part du sens commun politico-journalistique, utilisée afin de rendre compte des rapports perçus comme illégitimes entre les classes populaires – les « pauvres » – et l'État et les partis politiques. Depuis la mise en place des politiques sociales de « lutte contre la pauvreté » entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, les préoccupations expertes, savantes et politiques autour des usages efficaces des biens d'origine publique distribués de manière ciblée par ces politiques occupent une place importante dans le débat public. Les coordinateurs du numéro « Clientélisme en situation » proposent d'illustrer ces évolutions à travers l'étude des images et des imaginaires du « clientélisme » dans deux pays latino-américain – le Mexique et l'Argentine.

Hélène Combes*

Représentations de « l'achat de vote » au Mexique

D'une élection contestée à l'autre

La tradition de la contestation des élections n'est pas nouvelle au Mexique. Rappelons juste qu'en 1910 Francisco Madero, ce riche propriétaire terrien libéral, prend les armes suite aux fraudes dont il aurait été victime lors de l'élection à la *gouvernatura* de l'État de Chihuahua ouvrant ainsi la période révolutionnaire. Tout au long du xx^e siècle, la question de la sincérité électorale se trouve au cœur même de la définition du politique au Mexique. Elle se pose particulièrement dans les années 1940 et 1950, où le jeune Parti action nationale (PAN), fortement doté en juristes, se saisit de l'arme juridique pour tenter de battre en brèche le monopole du Parti révolutionnaire institutionnel. Au début des années 1960 fleurissent des « mouvements civiques », souvent composés de dissidents, qui remettent en cause le résultat d'élections locales comme à San Luis Potosi [Pansters, 1997] ou au Guerrero. Dans les années 1960 et 1970, même les guérillas marxistes mexicaines en appellent aux « élections propres » quand, ailleurs sur le continent, les élections sont fustigées comme un artefact de la « démocratie bourgeoise » [Combes, 2011, p. 54-64]. Au cours des années 1980, le PAN, rompant avec sa tradition « d'opposition loyale » [Loeza, 1999, p. 329-361 ; Mizeahi, 2003], reprend le flambeau de « la lutte contre les fraudes » et, essentiellement dans le nord et le centre du pays, multiplie les mobilisations : grève de l'impôt, blocage de pont avec les États-Unis, caravane motorisée, etc. Puis, dans les années 1990, le Parti de la révolution démocratique (PRD) (fondé en 1989 suite aux élections contestées de 1988) prend le relais et mène, à l'échelle locale, dans les états de Michoacán, Guerrero

mais aussi Tabasco, Puebla ou Oaxaca, etc., des mouvements de grande ampleur caractérisés par des manifestations récurrentes, des marches jusqu'à Mexico, des occupations de mairies et aussi des mises en place d'équipes municipales « parallèles » [Combes, 2011, p. 199-261 ; Combes 2006]. La « transition votée » de 2000 [Merino, 2003] ne débouche pas sur une normalisation de la relation aux élections comme l'avait présupposé bien des analystes. En 2006, après une campagne très polarisée [Aziz, 2007], le résultat de l'élection est tellement serré que dans un premier temps, l'Institut fédéral électoral n'est pas en mesure de déterminer le gagnant. Après plusieurs recomptes et une procédure contentieuse, le candidat du PAN est officiellement déclaré président de la République avec une avance de 0,56 % des voix. Or, le nombre de bulletins de vote annulés (pour différentes raisons) est plus de trois fois supérieur à la différence de voix entre les candidats¹.

La formation du milieu professionnel de « la gouvernance du vote »

Que conclure de ce bien trop bref rappel historique ? Cette histoire singulière a construit un rapport spécifique des acteurs d'opposition (partis et ONG de défense de la démocratie) aux élections et contribue aussi à créer un milieu professionnel qui existe et vit de cette question. En effet, en plusieurs vagues (milieu des années 1990, milieu des années 2000), de nouvelles institutions sont créées puis se bureaucratisent : l'IFE, impressionnante structure en charge de l'organisation matérielle de l'élection et ayant des relais dans chaque des 300 districts électoraux, le Tribunal fédéral électoral (TRIFE)², en charge du contentieux électoral fédéral et, de fait, de la qualification de l'élection présidentielle, la *Fiscalía especial para la atención de delitos electorales* (FEPADE), organe responsable des poursuites en matière électorale. Plus largement d'autres institutions – souvent constituée en organes indépendants – participent des bonnes définitions de la démocratie comme l'Institut fédéral de la transparence (IFAI). Ainsi, toute une série d'institutions, pour certaines assez uniques en leur genre (IFE), pour d'autres qui se sont développées très largement à l'échelle continentale (les tribunaux électoraux par

1. Pour José Antonio Crespo, sans entrer dans le débat de savoir s'il y a eu fraudes ou non et, en respectant le principe simple « le gagnant d'une élection est celui qui a obtenu la majorité relative des voix plus une voix », il est impossible de déterminer qui a été le vainqueur. Cf. [Crespo, 2008]. Pour plus de détails sur ces élections, voir notamment [Combes, 2009] et les dossiers suivant : [Desacatos, 2007 ; *Problèmes d'Amérique latine*, 2007, *El cotidiano*, 2007]. Pour une analyse de la mobilisation post-électorale voir [Combes, 2010].
2. Le Mexique étant un état fédéral, il existe des institutions spécifiques pour chaque état fédéré avec cependant un cadre juridique propre mais qui participe bien de la structuration de champ professionnel.



exemple), forment et emploient désormais des milliers de personnes à l'échelle nationale. À cela, il faut ajouter l'existence de nombreuses ONG « d'observation électorale », rémunérant des permanents, ayant parfois ou pour un temps une implantation nationale comme l'emblématique *Alianza cívica* ou plus récemment le *Comité Conciudadano*. Les équipes de ces ONG comprennent de nombreux universitaires qui souvent naviguent de responsabilités dans des organisations non gouvernementales à des postes de premiers plans dans des organes étatiques indépendants, voire dans des instances gouvernementales. Ils sont aussi profondément insérés dans des réseaux d'expertises nationaux et internationaux liés à la production de normes sur la « bonne gouvernance » (Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Banque internationale pour la reconstruction et le développement mais aussi *Transparency International*, *National Endowment Of Democracy*...). Ainsi, quand en France, les irrégularités lors des scrutins viennent mourir dans les cartons d'archivages, au Mexique, toute une chaîne d'acteurs – étatiques, partisans, ONG – tendent à les faire vivre³, à les agréger pour leur donner sens (notamment statistiques) à l'échelle nationale.

Par ailleurs, un autre élément important est la lecture⁴ qui s'impose peu à peu du lien entre distribution des programmes sociaux et « achat de vote » : en 2004, l'arrivée à la tête du principal programme social du pays – *Oportunidades* – du « courant civique » composé de membres de l'ONG *Alianza cívica*. Cette présence à la tête du plus grand programme social du pays, leurs réseaux professionnels et leurs *habitus* militant, favorisent le développement d'une grille de lecture associant distribution des aides sociales à l'achat de vote [Hevia de Jara, 2009, p. 64]. Ce schème de lecture voyage du monde universitaire aux instances gouvernementale en passant par les ONG et cela d'autant plus que les organismes internationaux – Fondations nord-américaines ou organisations internationales – ne financent plus les programmes d'observation électorale à proprement parlé mais les programmes de lutte contre l'usage politique des programmes sociaux contre la pauvreté [Vommaro, 2010].

À travers ce bref texte et les documents graphiques qui suivent, nous souhaitons donner quelques clés de lecture sur les représentations du vote au Mexique. Il ne s'agit pas de se prononcer sur la fatidique question de l'altération des suffrages lors de l'élection de 2012 et ce pour plusieurs raisons. Premièrement car, le temps des sciences sociales n'est pas celui du contentieux électoral et, à quelques semaines à peine du scrutin, nous ne disposons ni du matériau, ni de la distance nécessaire pour juger de cette question. Deuxièmement car, comme l'a montré l'histoire sociale des élections en France [Garrigou, 2003], trancher cette

3. Ces irrégularités ont un statut très variable mais entraînent la nullité de l'élection dans le bureau de vote : procès verbal mal rempli, président du bureau absent ou ayant changé pendant la journée...

4. Les schémas interprétatifs sont continentaux [voir l'introduction de ce dossier].

question est participer de la bataille même de la définition des bonnes pratiques démocratiques, question épistémologiquement complexe car l'opération électorale, contrairement à une vision aujourd'hui dominante, n'est pas (seulement) une opération technique et s'insère dans le social, rendant extrêmement complexe la qualification du vote.

Après cette brève contextualisation, nous proposons au lecteur un parcours en images de l'évolution des représentations de l'altération des suffrages lors des élections mexicaines.

Un regard socio-historique

Les années 1940 et 1950



Images 1 à 3. Ces trois illustrations sont tirées de *Bandera* le journal du PAN (image 1 : Epoca IV, n° 5, septembre 1950 ; image 2 et 3 : Epoca IV, n° 10, avril 1951). La contestation des élections se fait sur un registre qui perdurera jusqu'à la fin du xx^e siècle. Elle reprend le slogan de Madero, « Suffrage effectif et non réélection », la demande du respect du vote, la dénonciation des fraudes et la dénonciation du caciquisme (thème qui tend à s'atténuer dans les années 1980 sauf dans quelques régions comme le Guerrero).



Les années 1980 et 1990



Sources. Archives « Affiches du PRD », Fundación por la democracia.
José Carlo González, www.jornada.unam.mx/1999/mar99/990317.

Les images 4 et 5 sont relatives à deux des plus grandes mobilisations post-électorales menées au cours des années 1990 par le PRD. La première est une affiche de « l'exode pour la démocratie » organisé par Andrés Manuel López Obrador [Grayson, 2007] alors candidat à la *gouvernatura* du Tabasco. La deuxième est une photo de « la marche pour la démocratie » organisé par Felix Salgado Macedonio depuis l'État de Guerrero [Hémond, 2001]. Au cours des années 1990, le PRD mais aussi tout un réseau d'ONG se sont évertués à identifier et dénoncer le « répertoire » de la fraude au Mexique [Combes, 2006]. Les dénonciations portaient alors aussi bien sur l'encadrement des électeurs, que les manipulations des suffrages le jour des élections comme le bourrage des urnes ou les « fraudes » informatiques qui avait notamment entaché l'élection présidentielle de 1988.

L'émergence de l'explication en termes d'achat de vote



Image 6. Publicité du PRD diffusée dans la *Jornada* lors de l'élection du gouvernement de l'État de Mexico en 2009. On peut lire « Même si on distribue de la vaisselle et du ciment, signe pour le PRD ». Cette élection marque un tournant. La dénonciation de l'altération des suffrages ne se fait plus sous l'étiquette de luttes contre les fraudes (schéma dominant en 2006) mais celle de la lutte contre le clientélisme.

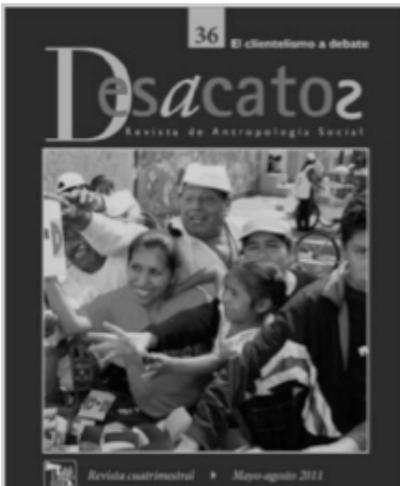


Image 7. Il s'agit de la couverture d'un numéro de *Desacatos*, une revue académique mexicaine d'anthropologie sociale. Ce numéro sur « le clientélisme en débat » a été coordonné par Marguerite Bey et Hélène Combes, préparé au cours de l'année 2010 et sorti en 2011 dans le contexte pré-électoral. Cette photographie a été prise lors d'un meeting du candidat du PRI à la présidence de la République, Roberto Madrazo, en 2006. On peut voir des gens issus de milieux populaires qui tentent d'attraper du pop-corn offert par



le PRI. Les coordinatrices du numéro avaient fait part de leur veto pour l'usage de cette photo en couverture. Non seulement elle résumait pour elles une vision des relations politiques qu'elles remettaient en cause dans le volume (l'idée d'un échange de vote contre de la nourriture) mais, de plus, elles considéraient qu'il était problématique qu'un parti spécifique soit identifiable. Malgré ce veto, la photo a été retenue. Cette anecdote apparaît comme significative de l'existence d'un cadrage pré-existant à l'élection de 2012 dans le milieu académique et expert.

Représentations sociales du « vote buying » : l'élection présidentielle de 2012

L'ensemble des images qui vont suivre est issu d'une veille sur les réseaux sociaux au cours des deux premières semaines du mois de juillet 2012. Il est, pour l'instant, difficile d'en identifier les auteurs mais elles ont circulé dans des réseaux liés au PRD, au mouvement Yo soy 132#⁵ ou des ONG d'observation électorale [Combes, 2012]. On peut donc supposer qu'elles émanent de ce fait de classes moyennes urbaines. Ces images participent d'une large contre-campagne contre Peña Nieto, candidat du PRI.

L'afflux d'argent à l'échelle territoriale



Images 8. Ces images condamnent une campagne qui aurait été marquée par un afflux massif d'argent et l'achat de votes. Dans la première, on peut voir un avion aux couleurs du PRI et au nom d'Enrique Peña Nieto inonder le pays de billets. Leonardo Valdes, le 1^{er} conseil de l'IFE, reste aveugle à cette déferlante.

Images 9. Le slogan de Madero est ici repris en le parodiant « Suffrage en liquide ce n'est pas une élection ». Une nouvelle législation électorale (2008), en interdisant la publicité à la télévision, a

5. Ce mouvement d'étudiants d'universités privées a émergé en mai 2012 dans la phase finale de la campagne. Il remettait notamment en cause le traitement médiatique de cette dernière : traitement très favorable à Peña Nieto.

impliqué un transfert de ces fonds vers « le terrain ». L'interdiction de la publicité, dans laquelle entre 63 et 70 % des financements publics de la campagne en 2006 (AZIZ, 2007) a été dépensé, a donc eu pour effet de reterritorialiser la campagne électorale et de réactiver un répertoire lié aux campagnes du passé.



La distribution de biens matériels pendant la campagne



Images 11 à 12. L'image 11 montre des gadgets distribués durant la campagne de Peña Nieto parmi lesquels des objets d'une certaines valeurs comme les vélos (sont-ils distribué ou servent-ils aux militants du PRI pour le porte-à-porte ?). L'image 12 parodiant les largesses du PRI affirme « Profite en ! Le PRI offre des *gringas* ! ».



Enfin l'image 13 signale « Merci pour tes cadeaux mais je voterai pour López Obrador ».

En suivant les discussions sur les réseaux sociaux, on constate que les classes moyennes urbaines qui commentent ces photos sont profondément persuadés que les milieux populaires – notamment de l'État de Mexico, vendent leur vote pour un parapluie ou un vélo⁶. De la même manière que le mouvement étudiant *Yo soy 132#* s'est posé comme porteur d'un « vote raisonné » contre le vote acheté ou manipulé des milieux populaires. Le cadrage de l'élection de 2012 est en cela profondément articulé à des représentations et imaginaires des classes moyennes sur les milieux populaires.



6. Plusieurs années de travail sur le terrain dans Mexico et sa banlieue tendent à invalider empiriquement une telle perception. Voir [COMBES, VOMMARO, 2012].

L'affaire des cartes « Soriana »

Images 14 et 15. L'affaire des « *tarejatas Soriana* » a été présentée comme la preuve de cet achat de vote massif. Au lendemain de l'élection, des milliers de personnes – d'après les photos surtout des femmes – se sont rendues dans cette chaîne de supermarché avec des cartes prépayées qui avait été distribuées par le PRI (image 14). Sur l'image 15, on voit Peña Nieto en caissier de *Soriana* en train de facturer « Le Mexique » avec le message « Achat de voix » qui s'affiche sur la caisse enregistreuse. Ceci met indéniablement en lumière les liens de collusion entre entrepreneurs et le PRI ; *Soriana* ayant sans doute ainsi fait de juteux bénéfices. Que dire des personnes porteuses de ces cartes ? La question est complexe et peut-être décomposée en plusieurs temps :

1. les personnes étaient-elles extérieures aux réseaux du parti ou rétribuait-on ainsi des militants engagés dans la campagne⁷ ?
2. comme l'ont souligné de nombreux auteurs, la matérialité de l'échange ne garantit en rien l'issue du vote [Auyero, 2003 ; Garrigou, 2002]. Certes, ces personnes ont reçu une carte Soriana mais ont-elles voté pour le PRI alors qu'elles ne l'auraient pas fait ?
3. si on part du principe que ces personnes étaient achetées et qu'elles ont voté en conséquences, ceci a-t-il affecté le résultat de l'élection ? Le Tribunal électoral a jugé que non et a validé l'élection de Peña Nieto⁸, l'achat de vote massif n'ayant pu être prouvé.



Image 16. Le crime parfait selon les opposants à Peña Nieto.

7. De plus, le recours à des bons d'achats, des cartes prépayées ou des cartes de fidélité était déjà des pratiques courantes, au moins depuis 2009, aussi bien au PRI, au PRD et PAN. Je remercie Bernardo Mora, étudiant du Master de Sociologie politique comparée de Sciences Po Paris, d'avoir attiré mon attention sur cette question suite aux élections de l'État de Mexico en 2009 et de m'avoir fourni des documents des trois partis faisant références à ces bons d'achat et cartes de fidélité.

8. Voir son arrêt : <http://portal.te.gob.mx/sites/default/files/SUP-JIN-359-2012.pdf> consulté le 15 septembre 2012.

« Le clientélisme de papier » : autour des usages du concept comme étiquette du sens commun

En Argentine, le « clientélisme » comme étiquette du sens commun politico-journalistique s'impose progressivement depuis la fin des années 1990, jusqu'à devenir une catégorie très présente tant dans les discours des acteurs journalistiques¹, politiques, intellectuels et experts. Afin d'étudier empiriquement ce processus, nous avons dépouillé les articles journalistiques contenant ce mot, parus dans les deux principaux journaux

1. La mobilisation croissante de l'étiquette de la part des journalistes est liée au processus d'autonomisation des journalistes vis-à-vis des partis et de l'État. Comme nous l'avons montré ailleurs [Vommaro, 2008], ce processus, qui débute en Argentine dans les années 1980, a été en partie le résultat du travail de prise de distance de ces acteurs par rapport aux visions de la politique soutenues par les hommes politiques. Progressivement, les journalistes ont construit leurs propres manières de percevoir et d'apprécier la politique, liées à une croissante moralisation des actions des élus, des fonctionnaires et des « politiciens », vus en tant que constituant la « classe politique ». Le soupçon gouverne désormais le regard journalistique de la politique. Par ailleurs, la consolidation de l'autonomie des entreprises multimédias par rapport à l'État – qui date du début des années 1990 [Vommaro, 2008] – a contribué à – et est concomitant de – la professionnalisation de l'activité journalistique ; elle a été par ailleurs un point d'appui de l'importance croissante de quelques journalistes politiques comme « personnes représentatives », médiateurs entre « la classe politique » et la société ou, mieux, parfois, comme porte-parole de la société face aux « politiciens ». À cet égard, s'est avérée centrale la mobilisation d'une clé de décodification du champ politique de type moral qui, par des voies expertes, avait commencé à s'installer en Argentine : la « corruption ». Les dénonciations de clientélisme font partie de cette entreprise critique du politique.

nationaux argentins, *Clarín* et *La Nación*, entre 1997 et 2007 [Vommaro, 2010]². Nous avons constaté une augmentation permanente de l'usage de « clientélisme » entre 1997 et 2003. De manière générale, le saut quantitatif le plus important a eu lieu entre 2001 et 2002. Ceci est lié à la mise en place du programme social *Jefes y Jefas de Hogar*, qui fait des débats sur les usages à des fins politiques des biens publics destinés aux « pauvres » un enjeu de l'espace de la communication politique. Les usages du « clientélisme » comme catégorie des discours politico-journalistiques se consolident ainsi après 2002 et deviennent un élément important de ces discours.

En même temps, les utilisations du mot augmentent durant les périodes électorales. Ceci est lié à deux des manières fondamentales de mobilisation de l'étiquette : comme forme de disqualification de l'adversaire, c'est-à-dire comme insulte politique (« le candidat *x* favorise le clientélisme », « Y veut gagner des votes en faisant du clientélisme », etc.) et comme discours critique de la part des observateurs de la politique et de la concurrence électorale – journalistes, religieux, intellectuels – dirigé contre la « politique traditionnelle » et la « manipulation des électeurs » utilisant des biens d'origine publique.

Loin d'établir une définition du concept, ou de saisir les bons et les mauvais usages du terme, l'analyse des usages de sens commun de ce mot est proche de la démarche de Howard Becker sur les activités d'étiquetage des pratiques sociales perçues comme déviantes. Selon l'auteur, « la déviance *n'est pas* une qualité de l'acte commis par une personne, mais plutôt une conséquence de l'application, par les autres, de normes et de sanctions à un « transgresseur ». Le déviant est celui auquel cette étiquette a été appliquée avec succès et le comportement déviant est celui auquel la collectivité attache cette étiquette » [1985, p. 33]. Le « clientélisme » étant conçu comme une déviance vis-à-vis des bonnes pratiques démocratiques, les accusations mobilisant ce mot essaient de labelliser des acteurs et des pratiques ainsi définis comme des déviants politiques. Comme le montrent les illustrations de ce dossier, autant des commentateurs politiques que des mouvements sociaux opposés aux partis au pouvoir, autant des dessinateurs de presse et d'humour que des hommes politiques et des militants, l'étiquette du clientélisme fonctionne comme principe de disqualification politique, de dénonciation et de

2. La délimitation historique du travail d'archive est liée à des raisons de type pratique et analytique. S'agissant des premières, nous commençons en 1997 puisque c'est depuis cette année-là que les journaux retenus ont numérisé leurs éditions en papier et qu'ils ont créé leurs éditions en ligne, ce qui rend possible une recherche exhaustive, fiable et faisable. Les raisons de type analytique nous ont amené à délimiter une période plus ou moins étendue, débutant dans les premières années de problématisation médiatique du chômage et de la pauvreté ainsi que des politiques sociales de lutte contre cette dernière, et incluant tant les années de crise (2001-2002) que celles ultérieures de montée de la politisation de la question sociale et de la relation des classes populaires avec la politique, phénomène qui atteint son paroxysme pendant les années de gouvernement de Néstor Kirchner.



critique sociales. Comme le soulignent Annie Collovald et Brigitte Gaiti à propos de la radicalité en politique, « on sait depuis les travaux d'Howard Becker tout l'intérêt qu'il y a à examiner le travail d'étiquetage et ses effets de construction d'une réalité qu'il entend qualifier. L'un des principaux effets, ici, est certainement d'élaborer une frontière entre le "normal" de la démocratie et le "pathologique" du radicalisme revendiqué. Sur ce terrain où le lexique de la dramatisation est prégnant et mobilisateur, le travail des sciences sociales consiste sans doute à prendre pour premier objet d'analyse ces mots employés par les différents acteurs et les interprètes du monde politique, sous peine de faire passer au titre de la réflexion ce qui doit justement y être soumis » [2006, p. 13].

Dans le cas argentin, on assiste à une consolidation des usages de l'étiquette en deux sens : d'une part, comme principe de disqualification de la politique argentine – en tant que mal à combattre – ou de ses acteurs principaux – en tant que responsables de l'existence de ce mal –, elle sert à faire des « politiciens » les responsables des maux sociaux, et ceci tant de la part des adversaires dans le domaine politique que de la part des journalistes, des observateurs et des concurrents des premiers dans l'espace de la communication politique pour se placer comme des voix légitimes représentant les électeurs. D'autre part, la mobilisation de « clientélisme » demeure très liée, soit dans le cas des programmes sociaux, soit dans le cas des élections et des meetings politiques, au rapport des classes populaires au politique, servant autant à disqualifier les motivations de ces classes à participer à la politique qu'à en faire les « otages » des pratiques manipulatoires des hommes politiques et des élus.

Ces pratiques d'étiquetage deviennent ainsi des entreprises de stigmatisation de ces groupes. Une telle association deviendra un lieu commun des perceptions politico-journalistiques du rapport des classes populaires au politique. Ainsi, en 2007, l'éditorialiste du journal argentin conservateur *La Nación*, Mariano Grondona, affirmait : « Le pays s'est apparemment divisé entre l'avant-garde de ses classes moyennes urbaines et une arrière-garde de secteurs injustement retardés, encore prisonniers du clientélisme de la périphérie, dont le dernier bastion urbain est la banlieue de Buenos Aires. » [*La Nación*, 9 septembre 2007]

Le clientélisme et la dénonciation des usages des biens d'origine publique à de fins politiques

L'étiquette « clientélisme » est mobilisée pour dénoncer les usages des programmes sociaux à des fins politiques. Il s'agit de voir ces biens comme une sorte de ressource pour la manipulation des « pauvres ». Des photos anonymes et des tracts bidons servent ainsi à disqualifier des dirigeants politiques et des élus vus comme des agents du clientélisme. L'image 1 montre une unité de base du péronisme dans un quartier populaire de province où on menacerait les

gens de perdre des allocations sociales et des retraites s'ils ne votent pas pour la candidate du Front pour la victoire, Cristina Fernández de Kirchner. Ce cas de « sincérité politique » extrême semble dire plus sur les fantômes liés à la puissance électorale du clientélisme mobilisés par certains acteurs critiques des pratiques politiques que sur une pratique politique de contrôle étendue. L'image 2 illustre le même phénomène il s'agit d'un tract signé par le maire d'une municipalité très pauvre de la banlieue de Buenos Aires où on appellerait les fonctionnaires municipaux, les employés en CDD et les personnes touchant une allocation sociale à participer au meeting d'investiture du maire en les menaçant de perdre leurs postes et leurs allocations s'ils n'y vont pas.



Images 1 et 2.

Les acteurs dénonçant le « clientélisme »

Les *piqueteros* contestataires

Les mouvements sociaux territoriaux argentins, les *piqueteros*, se sont fortement divisés lorsque Néstor Kirchner est arrivé au pouvoir en 2003. Kirchner a mené une politique de rapprochement avec certains mouvements *piqueteros*. Ce rapprochement avec les groupes qui appartiennent au courant national-populaire, plus enclins au dialogue et à l'institutionnalisation et plus proches idéologiquement du péronisme de gauche, isole les groupes les plus contestataires. Ces groupes dénoncent une distribution des biens d'origine publique suivant des logiques politiques. Les activités quotidiennes de ces mouvements sont étroitement liées à la gestion des ressources des programmes sociaux : les militants ont des allocations qui les obligent à faire du travail social, les cantines populaires reçoivent des aliments du ministère du Développement social, les coopératives et micro-entreprises sont en partie financées par des programmes étatiques, de sorte que le fait de s'assurer l'arrivée de ces ressources occupe une bonne partie des énergies des mouvements. Le mouvement national-populaire *Barrios de Pie* a été entre 2004 et 2007 très proche du gouvernement. Dès lors, ce mouvement rejoint le camp de l'opposition de centre-gauche. Il commence à dénoncer la manipulation des programmes sociaux de la part du gouvernement : le clientélisme apparaît comme une étiquette prêt-à-porter pour cette entreprise critique, qui se développe sur les murs (image 3) et dans la rue (image 4).



Images 3 et 4.

Les ONG et la « transparence »

Comme nous l'avons signalé, le problème moral de l'attribution des ressources sociales ciblées est devenu un problème politique et médiatique majeur, mais aussi un nouvel espace d'intervention experte. Comme dans le cas mexicain, des ONG et des fondations luttant contre la corruption et pour la « transparence » des actions étatiques prennent depuis 2002 le clientélisme électoral comme un mal à combattre. Dans l'image 5, on aperçoit une affiche d'une campagne de

l'ONG *Córdoba Transparente* (placé dans la province de Córdoba, au centre du pays) qui lors des présidentielles de 2011 avait entrepris une campagne pour que les citoyens n'acceptent pas d'allocations en échange de leurs voix. Simulant un bulletin de vote – les bulletins de vote en Argentine ont la structure du bulletin australien, c'est-à-dire divisé par catégorie – on encourageait les gens à ne pas inclure dans l'évaluation de leur choix électoral l'importance des biens d'origine publique reçus. Cette campagne, nommé de « blindage électoral », prévoyait un numéro vert et un mail pour adresser les dénonciations sur les pratiques clientélistes.

Le clientélisme à la télé

L'image de l'agent du clientélisme en Argentine est le *puntero*, dirigeant partisan territorial associé vers la fin du XIX^e siècle au parti conservateur, puis au parti radical et, enfin, plus récemment, au péronisme. Aujourd'hui, lorsqu'on parle des *punteros* on songe aux acteurs du prosélytisme péroniste dans les quartiers populaires. Cette image est devenu si massive et si populaire qu'en 2011, année électorale, une chaîne privée de télévision a proposé une série qui racontait l'histoire d'une dirigeant péroniste de la banlieue de Buenos Aires : « *El puntero* ». Cette série a eu un succès important.



Images 5 et 6.

Le gouvernement comme agent du clientélisme

Depuis au moins l'année 2005, le gouvernement de Néstor Kirchner a réussi des rassemblements massifs de soutien. Ils servent ainsi à démontrer l'ampleur

des alliés : Kirchner a pu passer des accords avec les réseaux décentralisés du parti péroniste et avec une partie des mouvements sociaux territoriaux, construisant ainsi la base organisationnelle du soutien populaire de son gouvernement. Or, si le gouvernement démontre l'ampleur de son soutien, la « qualité » des manifestants sera néanmoins mise en question : la forte présence des membres des classes populaires mobilisés par des mouvements sociaux et des groupes péronistes territoriaux est traitée par les opposants et par les acteurs critiques du politiques en termes de manipulation et de clientélisme. La mobilisation des « pauvres » serait ainsi achetée par un président ayant une « carte bleue » (image 7) payé par les citoyens : les ressources publiques.



Images 7.

Le clientélisme et les médias

Comme nous l'avons dit, entant qu'outil symbolique journalistique, l'étiquette « clientélisme » devient un élément central du répertoire critique de la politique. Les dessins de presse illustrent, d'une part, le fait que cette critique se concentre sur la distribution des allocations sociales (image 8) et, d'autre part, l'association habituelle entre clientélisme et des citoyens – pauvres – qui ne raisonnent pas car ils sont pris comme des otages par des réseaux de manipulation des choix des personnes.



Image 8. Source. Clarín.



Image 9. La Nación.



Bibliographie

- AUYERO Javier**, *Política de los pobres*, Buenos Aires, Manantial, 2004
- AZIZ Nassif Alberto**, « Élections et polarisation au Mexique », in DABÈNE Olivier, (dir.), *Amérique latine, les élections contre la démocratie ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 237-260
- BECKER Howard**, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985.
- COLLOVALD Annie**, GAÏTI Brigitte (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute coll. « Pratiques politiques », 1985.
- COMBES Hélène**, « Gagner les élections en "achetant la pauvreté" ? », « Une mise en contexte du scrutin présidentiel mexicain de 2012 », *Political Outlook 2012*, Opalc-Ceri, 2012.
- COMBES Hélène**, *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011.
- COMBES Hélène**, « Camper au cœur du pouvoir. La mobilisation post-électorale de 2006 au Mexique », *RIPC*, vol. 17, 2010, n° 2, p. 53-70.
- COMBES Hélène**, « Mobilisation et conflits sociaux : la démocratie mexicaine à l'épreuve », *Amérique latine 2008*, La Documentation française, p 115-128, 2009.
- Combes Hélène.**, « Les mobilisations contre les fraudes électorales au Mexique », in DEHOUE Danièle, **Bey Marguerite**, *Regards sur la transition démocratique au Mexique*, Paris, L'Harmattan-Maison de l'archéologie et de l'ethnologie, 2006, p. 57-86.
- CRESPO José Antonio**, *2006 : hablan las actas*, México, Debate, 2008.
- AZIZ NASSIF Alberto**, Dossier « México 2006 : elecciones y polarización política », *Desacatos* n° 24, mai-août 2007.
- PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France**, **MODOUX Magali**, Dossier « Mexique : l'incertitude démocratique », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 64, printemps 2007.
- CRESPO José Antonio**, Dossier « Procesos electorales : incertidumbre, contingencia y riesgo en la elección presidencial », *El Cotidiano* n° 141, avril 2007.
- GARRIGOU Alain**, *Histoire sociale du suffrage universel en France*, Paris, Seuil, 2002.
- GRAYSON George**, *Mexican messiah*, Pennstate University Press, 2007.
- HÉMOND Aline**, « Tomar la carretera y vivir en la calle. Representaciones y usos de las marchas indígenas », *Trace*, Mexico, CEMCA, n° 39, Juin 2001, p. 67-78.
- HEVIA DE JARA Felipe** (2009), « De Progres a Oportunidades : efectos y limites de la corrientecívica en el gobierno de Vicente Fox », *Sociología*, n° 70.
- LOAEZA Soledad**, *El Partido Acción Nacional: la larga marcha, 1939-1994. Oposición leal y partido de protesta*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1999.
- MERINO Mauricio**, *La transición votada*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 2003.
- MIZEAHI Yemile**, *From Martyrs Down to Power: the PAN in Mexico*, Notre Dame, Notre Dame University Press, 2003.
- PANSTERS Wil**, « Ciudadanos con dignidad. Oposición y Gobierno en San Luis Potosí, 1938-1993 », in **ZERMEÑO Sergio** (coord), *Movimientos sociales e identidades colectivas. México en la década de los noventa*, La Jornada Ediciones /CIICH-UNAM, Mexico, 1997.
- VOMMARO Gabriel**, *Lo que quiere la gente. Los sondeos de opinión y el espacio de la comunicación política en Argentina (1983-1999)*, Buenos Aires, Prometeo, 2008.
- VOMMARO Gabriel**, *Regards croisés sur les rapports des classes populaires au politique en Argentine. Retour sur la question du clientélisme*, thèse de sociologie, École des hautes études en sciences sociales, Paris, 2010.

INFORMATION SCIENTIFIQUE



**Jimena Paz Obregón-Iturra,
Luc Capdevila, Nicolas Richard
(dir.), *Les Indiens des frontières
coloniales. Amérique australe,
XVI^e siècle/temps présent,*
Rennes, Presses universitaires
de Rennes, 2011, 254 p.**

Dans la très longue durée, des espaces mouvants, marges de recouvrement, frontières, bandes de contact ou terrains d'affrontement ont formé des zones de rencontre multiformes entre la colonisation espagnole et les terres amérindiennes. Ces espaces particuliers – la « frontière mapuche », le Chaco, la Patagonie argentine, l'Amazonie péruvienne et l'Amazonie bolivienne – ont parfois fait l'objet d'analyses dans le cadre des constructions nationales, mais rarement d'études comparées sur le long terme. C'est à cet objectif que se sont attaqués les chercheurs ici réunis dans cette enquête collective.

Ces frontières se sont toutes formées à la même époque, à savoir la seconde moitié du XVI^e et le début du XVII^e siècle, et souvent dans des régions analogues – les anciennes marges de l'empire inca – sans que l'on puisse établir de corrélations étroites entre groupes résistants et structures sociopolitiques non étatiques. Toutes ont perduré jusqu'à la seconde moitié du XIX^e siècle quand, un peu partout, les armées modernes, mais aussi le modèle de l'État-nation unitaire, aboutirent à leur enfoncement et à la réduction des grands caciquats à l'ordre républicain. Ce processus fut, il est vrai, plus ou moins rapide, plus

ou moins brutal, et déboucha sur des modalités d'intégration inégalement désastreuses pour les populations amérindiennes dont les élites purent être, dans de rares cas comme en Araucanie, intégrées au jeu politique national.

Cet ensemble est composé de 10 articles regroupés en trois parties selon un plan chronologique : un premier groupe de trois textes aborde la question des catégorisations ethniques et socio-juridiques mises en œuvre à l'époque coloniale sur les frontières de la domination espagnole ; les quatre textes suivants touchent à la question de la transformation/ransformation de ces espaces à l'époque de l'établissement des régimes républicains ; les trois derniers, dans une perspective plus résolument ethno-historique, précisent le devenir récent, au cours du XX^e siècle, des populations indiennes du Chaco boréal dont le destin fut transformé par la guerre dite « du Chaco » (1932-1935).

Les articles de C. Giudicelli (*Valle Calchaquí*), J. Paz Obregón Iturra (frontière hispano-mapuche du Bío-Bío) et J. Faberman (région de Santiago del Estero) forment un ensemble particulièrement cohérent. Ces trois auteurs montrent la fluidité des qualifications ethniques, juridiques et sociales dans les zones frontières et rapportent leur définition au contexte historique de leur émergence. Ils montrent aussi l'incroyable variété des situations locales, qui tendent à relativiser – voire à invalider – la traditionnelle frontière juridique

entre les deux « républiques », celle des Indiens et celle des Espagnols. Dans le *Valle Calchaquí*, c'est l'inégal succès de la pression espagnole sur des groupes indigènes insoumis qui finit par les obliger à la différenciation, processus que les maîtres du jeu sanctionnent finalement par l'imposition de deux qualificatifs « ethniques » (Pulares et Calchaquíes) qui n'en sont pas vraiment. C. Giudicelli s'inscrit donc en faux contre toute une tradition historiographique qui voudrait voir rejouer dans cette distinction coloniale une très ancienne opposition d'origine préhispanique qui aurait déjà été à l'œuvre dans le rapport de ces populations locales avec l'empire inca. Le texte de J. Paz Obregón Iturra prolonge cette réflexion sur la catégorisation des Indiens de la frontière en démontant les ressorts de taxinomies très fines qui révèlent la complexité du jeu politique en ces marges. Du coup, cette auteure nous met en garde contre les pièges de mots et d'expressions qui servent moins à décrire qu'à instrumentaliser des groupes indiens et des situations de conflits ou d'alliances qui ne sont pas toujours ce qu'on en dit. Le dernier texte met d'avantage l'accent sur l'effondrement des catégories ethniques à l'intérieur même de la société coloniale dans un espace – la région de Santiago del Estero et du río Salado – où les Indiens « amis », mobilisés pour les tâches de défense contre les Indiens « ennemis » du Chaco, se trouvent dispensés du paiement du tribut. Exemptés de cette marque infamante, ils voient progres-

sivement leur statut se rapprocher de celui des soldats espagnols des garnisons, souvent aussi pauvres qu'eux. À tel point que le terme « soldat » en vient à désigner une catégorie sociale intermédiaire de gens libres, pauvres et précaires, sans identité ethnique déterminée.

Centrée sur le XIX^e siècle, la deuxième partie a moins d'unité. Dans ces quatre textes, l'histoire sociale des populations autochtones n'y est abordée que de manière marginale, même si le premier d'entre eux se place d'une certaine manière dans la continuité de la contribution de J. Faberman ; son auteure y aborde en effet, sur le temps long du XIX^e siècle, la question de l'intégration des corps auxiliaires indiens aux forces armées du Rio de la Plata puis de l'Argentine. Relevant surtout de l'histoire militaire, cette étude est suivie d'une autre, par ailleurs fort précise, qui touche à l'histoire de la propriété foncière sur les marges frontières de la Puna et du Chaco argentin : la nationalisation proclamée des terres par la jeune République a bien entendu des conséquences majeures sur le devenir des populations qui les occupent, mais cette question n'est pas davantage l'objet central de ce travail même si la question agraire est d'un intérêt majeur pour l'histoire des populations autochtones. Avec un troisième texte consacré aux colons européens et l'école dans la région de l'Auracanía (1887-1915) et un autre portant sur l'échec du développement d'une ligne de navigation à vapeur sur le fleuve



Bermejo, le lien avec l'objet principal de l'ouvrage est encore plus distendu.

La troisième partie remet heureusement l'Indien au centre du propos, même si le cadre géographique de l'analyse se limite alors au Chaco boréal. En outre, les trois approches présentées concentrent le tir autour des conséquences de la guerre du Chaco (1932-1935), un événement majeur pour le devenir des groupes indigènes de la région qui étaient jusque-là souvent demeurés coupés du monde extérieur. Lors de cette période, le destin de populations indigènes relativement diverses et peu nombreuses (40 000 à 50 000 individus) fut bouleversé par l'irruption de deux armées modernes qui mobilisèrent et firent manœuvrer près de 400 000 hommes ; le conflit provoqua des déplacements de population, aboutit à une réorganisation de l'espace et de son occupation et déboucha finalement sur la progression du front pionnier européen. Luc Capdevila montre comment les choix stratégiques différents des Boliviens et des Paraguayens vis-à-vis des populations autochtones eurent des conséquences opposées et paradoxales sur leur devenir au cours de la guerre comme dans la période qui la précéda et celle qui la suivit. Les mémoires indiennes de la montée des tensions et du conflit sont particulièrement bien analysées ; l'examen de quelques itinéraires de figures individuelles issues des peuples du Chaco complète la restitution de ce vécu. L'ouvrage se ferme sur la contribution que José Braunstein consacre aux Maká. Ce groupe du

Chaco « bien connu » des touristes y apparaît sous un jour inattendu et l'auteur rend compte des étonnantes transformations qu'il a connues au cours du xx^e siècle, en les reliant à la notion de héros civilisateur – un trait essentiel de cette culture.

Produit de travaux financés par différents contrats, cet ouvrage peut ainsi apparaître comme relativement disparate, mais n'en livre pas moins des analyses qui sont presque toujours de fort bonne tenue et ont le mérite d'attirer l'attention sur ces objets particuliers que sont les frontières coloniales d'Amérique du Sud et leur longévité. On regrettera cependant que la cartographie, indispensable pour un tel sujet, soit si peu aboutie. Les responsables du volume, comme beaucoup d'autres aujourd'hui, n'ont pas résisté à la fausse facilité que procure la manipulation rapide de fonds de cartes électroniques largement accessibles, mais pas nécessairement adaptés aux besoins de leurs enquêtes.

Pierre Ragon

(Université de Paris-Ouest
Nanterre-La Défense/
Mascipo)

Chloé Maurel, *Che Guevara. Entre mythe et réalité*, Paris, Ellipses, 2011, 502 p.

L'actualité des livres est ainsi faite qu'il existe des sujets inépuisables. À cet égard, Ernesto Guevara (1928-1967) – qui apparaît aujourd'hui comme un objet essentiellement

mercantile – semble demeurer un bon investissement pour une maison d'édition. On peut cependant s'interroger sur l'opportunité de publier une énième biographie sur ce personnage bien qu'une partie de la réponse tienne dans le fait qu'il est aujourd'hui totalement méconnu et incompris d'une jeunesse qui, pourtant, continue à arborer son visage sur des maillots de corps ou des briquets en signe de rébellion. Que pourra donc apporter cette nouvelle biographie signée par Chloé Maurel, jeune historienne française qui a soutenu en 2006 une thèse de doctorat sur l'histoire de l'Unesco et ne saurait être considérée comme une spécialiste de l'Amérique latine ? Peu de choses, à première vue, dans la mesure où cet ouvrage est uniquement fondé sur des sources de seconde main et sur quelques carnets, textes et discours de Guevara – déjà glosés à satiété. Or il existe des études de référence qui semblent indépassables en l'état actuel des connaissances et des archives disponibles. Citons ici la grande biographie de Jon Lee Anderson, *Che Guevara. A revolutionary Life* (New York, Grove Press, 1997), celle de l'écrivain et psychanalyste argentin Pacho O'Donnell, *Che, la vida por un mundo mejor* (Buenos Aires, Sudamericana, 2003) ou encore, en langue française, celle du journaliste Pierre Kalfon, *Che, une légende du siècle* (Paris, Seuil, 1997). Outre des oublis purs et simples comme celui des travaux de Roberto Massari – dont *Che Guevara. Pensamiento y política de la utopía* (Nafarroa, Editorial

Txalaparta, 1992, première édition en italien 1987), il est surprenant que Chloé Maurel ne cite pas une seule fois Jon Lee Anderson. Malgré un parti pris favorable au personnage, le travail du journaliste nord-américain reste pourtant l'un des meilleurs sur le sujet car il a eu accès à des sources primaires inédites provenant de l'État cubain et de la veuve de Guevara. Autre absence remarquée, celle du mexicain Jorge Castañeda qui, dans un registre plus critique, propose une interprétation solide de la vie et de la pensée d'Ernesto Guevara dans *Compañero. Vida y muerte de Che Guevara* (New York, Random House, 1998).

Toutefois, ces absences ne sont pas préjudiciables au travail de Chloé Maurel que l'on peut considérer comme une synthèse honnêtement documentée de la vie d'Ernesto Guevara de la Serna. En dépit d'une légère empathie envers son sujet, l'auteure possède une écriture simple et sobre, à équidistance du souffle lyrique – et parfois ampoulé – des nostalgiques et de la hargne féroce des anticastristes. Cela a les défauts de ses qualités puisque ce choix stylistique favorisant la pondération et donnant de la force au propos interdit également toute audace dans l'organisation du récit. Fidèle à la chronologie officielle, celui-ci est d'une facture très classique – voire scolaire – et se caractérise par une profusion de sous-parties dont certaines ne dépassent pas une dizaine de lignes. Le texte aurait gagné en fluidité sans ces intertitres pléthoriques qui rendent parfois



incompréhensibles la hiérarchisation des idées à l'intérieur des chapitres. Malgré cela, l'auteure a l'intelligence de poser les bonnes questions concernant la vie de cet homme au destin hors du commun – certainement parce qu'elle n'appartient pas à la génération prisonnière des utopies et des contre-révolutions des années 1960. Une périodisation rigoureuse et l'attention portée au contexte historique lui permettent de surcroît d'analyser comment le jeune Argentin asthmatique Ernesto Guevara est devenu en moins de dix années *le Che*, leader des luttes impérialistes à l'échelle planétaire. À l'instar de travaux antérieurs, cette biographie reste marquée par la question obsédante visant à déterminer si le Che était communiste, staliniste, maoïste ou tiers-mondiste et quand il aurait embrassé chacune de ces idéologies en en proposant une synthèse originale. Chloé Maurel n'échappe pas à la tentation de traquer, jusque dans sa plus tendre enfance, tous les signes précurseurs qui permettraient d'expliquer, de manière presque téléologique, le destin planétaire de son personnage. Or, comme l'a rappelé Pacho O'Donnell dans sa biographie, c'est bien plutôt dans l'évolution idéologique d'Ernesto Guevara, façonnée par ses lectures éclectiques, ses rencontres et sa propre expérience de la misère sociale, qu'il faut comprendre son engagement politique postérieur. Malgré des vellétés politiques évidentes, Ernesto Guevara reste encore attiré par la médecine et la science au début des années 1950

et c'est le renversement du président guatémaltèque Jacobo Arbenz en 1954, par un groupe d'opposants armés et entraînés par les États-Unis, qui signe la rupture. En cela, Ernesto Guevara ne se démarque pas d'une certaine jeunesse travaillée par les injustices faites aux masses paupérisées et par l'anti-américanisme – omniprésent depuis José Enrique Rodó ou José Martí à la fin du XIX^e siècle jusqu'au populisme d'un Juan Domingo Perón dans les années 1940.

Chez Ernesto Guevara, cette lente prise de conscience politique, la vision messianique de la révolution et la perception cathartique de la violence se cristallisent donc dans les années qui suivent le coup d'État guatémaltèque avec, notamment, sa rencontre au Mexique en 1956 de quelques-uns des survivants de l'assaut de la caserne cubaine de la Moncada. Par la suite, l'expérience de la lutte armée dans la Sierra Maestra lui permet de formaliser ses idées sur la guérilla. Ne cédant pas au charme glamour des *barbudos*, Chloé Maurel montre bien comment le Che devient à la fois un théoricien et un historien de la jeune révolution cubaine et il faut lui savoir gré de ne pas avoir occulté l'envers du décor – notamment le rôle de Guevara dans la répression des partisans du régime Batista durant les six premiers mois de la révolution. Il accomplit cette tâche d'épuration de l'ancien régime sans état d'âme dans la mesure où elle lui apparaît en parfaite cohérence, d'un point de vue théorique, avec l'expérience guerrière qu'il vient de vivre.

En outre, cet épisode doit également être pensé dans un temps long puisque la violence politique traverse toute l'histoire cubaine de la première moitié du xx^e siècle et imprègne en profondeur les relations géopolitiques pendant la guerre froide. Vient ensuite le Guevara « institutionnel », celui des postes diplomatiques et ministériels qui se voue tout particulièrement au domaine de l'économie à partir de 1960. Le premier aspect est bien traité car il souligne comment le Che acquiert une stature internationale et réussit à devenir, en quelque sorte, l'ambassadeur ou l'alter ego de Fidel Castro à l'étranger ; le second, en revanche, est plus confus et ne rend pas toujours clairement compte des prises de position de Guevara concernant l'industrialisation par substitution des importations ou la question de la monnaie. Néanmoins, cela n'empêche pas Chloé Maurel d'aborder les relations entre Fidel Castro et Ernesto Guevara à l'aune de leur rapport avec le parti communiste cubain et l'Union soviétique. Alors que le premier, par pragmatisme autant que par nécessité, en vient à confier une grande partie de l'appareil d'État à des cadres communistes, le second s'éloigne petit à petit de ce parti qu'il considère trop bureaucratique et de l'Union soviétique dont l'évolution est trop timorée à son goût. L'auteure n'hésite pas à soulever l'hypothèse d'une réelle mésentente entre les deux hommes, nourrie par une jalousie de Fidel envers le Che, et prend ainsi à contrepied la vision caricaturale d'un Guevara qui n'aurait

été qu'une simple marionnette du *lider máximo*. Cette partie sur l'évolution idéologique et politique de plus en plus solitaire d'Ernesto Guevara emporte la conviction ; père de quatre enfants issus de son second mariage avec Aleida March, il se serait marginalisé par lassitude du travail de gestionnaire, mais aussi de manière presque inconsciente par son goût prononcé de l'autocritique qui aurait fini par miner le gouvernement révolutionnaire.

Cela nous conduit à souligner un autre intérêt de cette biographie qui insiste, à juste titre, sur la personnalité d'Ernesto Guevara, à la fois lucide et capable de se remettre en cause et inflexible jusqu'à la rigidité lorsqu'il a pris une décision ou que ses principes sont en jeu. Par exemple, Chloé Maurel analyse bien, au travers du récit qu'en donne le Che dans ses carnets, les graves erreurs commises lors de la guérilla au Congo en 1965. Elle dresse alors un portrait de Guevara en révolutionnaire insatiable et impatient qui, dans la précipitation et dans un véritable déni de la réalité sociale et politique, souhaite coûte que coûte effacer son échec africain en lançant une nouvelle guérilla en Bolivie en 1966-1967. À la différence d'autres biographes, l'auteure souligne alors le caractère de plus en plus solitaire et autoritaire d'Ernesto Guevara qui, d'erreurs militaires stratégiques en maladresses psychologiques envers ses hommes, perd progressivement pied dans cette aventure et entraîne dans sa chute ceux qui ont tout abandonné pour le suivre.



Le dernier chapitre paraissait très prometteur puisqu'il se proposait de partir de « la personnalité exceptionnelle du guérillero » pour aboutir à sa « légende planétaire ». Vœu louable, mais finalement vain. Étant donné l'ampleur de la tâche, il semble difficile de reprocher à Chloé Maurel de ne pas avoir atteint cet ultime objectif qui méritait sans doute un traitement aussi long que les chapitres antérieurs. Cette partie reste donc à écrire car il est essentiel de mesurer l'influence intellectuelle et idéologique exercée par Ernesto Guevara sur toute une génération de jeunes Latino-américains et même bien au-delà. L'enjeu d'une telle approche est crucial car il s'agirait alors de montrer comment le Che, pétri de la culture politique des années 1950 et 1960 en Amérique latine, est devenu l'une des personnalités les plus prégnantes et les plus influentes de la guerre froide, avatar de ces grandes figures historiques panaméricaines telles que Bolívar ou Martí, mais aussi une icône planétaire postmoderne capable de symboliser tout type de lutte... ou de transactions commerciales. Le présent livre constitue certainement une base honnête pour entamer cette réflexion de longue haleine.

Stéphane Boisard

(Paris 3 – Sorbonne Nouvelle/Mascipo)

Robin Cavagnoud, *Entre la escuela y la supervivencia, Trabajo adolescente y dinámicas familiares en Lima*, Lima, IEP/ IFEA/Fundación Telefónica, 2011, 438 p.

Entre 2006 et 2007, Robin Cavagnoud a rencontré 42 adolescents travailleurs âgés de 11 à 17 ans, ainsi que leur famille, aux confins des zones les plus marginales de la métropole de Lima-Callao. Dans cet espace qui regroupe un tiers de la population péruvienne, la pauvreté a augmenté tout au long des dernières années alors qu'elle a plutôt eu tendance à reculer sur le territoire national. Plus de 80% des enfants et adolescents travailleurs péruviens exercent leur activité économique à Lima, dans des domaines très distincts. Dans ce contexte, Cavagnoud distingue quatre catégories économiques pour étudier les relations entre les milieux sociaux les plus modestes et l'institution scolaire : le travail domestique extra-familial, la vente et les services en un point fixe, le commerce ambulancier et autres services fournis dans la rue et, enfin, la récupération, la classification ou la vente de résidus recyclables.

Cavagnoud s'appuie sur une base théorique solide, complétée par un travail de terrain délicat, afin de déterminer les causes d'une éventuelle déscolarisation des adolescents travailleurs dans le cadre de stratégies familiales. *Entre la escuela y la supervivencia. Trabajo adolescente y dinámicas familiares en Lima* s'ouvre sur un état des lieux de la question du travail des

enfants, dans lequel l'auteur ausculte les travaux existant à l'échelle française et internationale avant de se pencher sur la particularité de la question dans le cadre péruvien. Il retrace ainsi les débats entre partisans et détracteurs du travail des enfants au Pérou et situe les acteurs qu'il étudie entre l'exploitation et *l'empowerment*. Reprenant tour à tour Fleury, Weber, Bourdieu et Elias, l'auteur définit le travail des adolescents comme une action sociale dont les acteurs se situent entre pauvreté et précarité. En effet, la nécessité constitue indubitablement le dénominateur commun entre tous ces adolescents et leur famille, qui interagissent dans une logique de microéconomie familiale de survie. Articulant l'argument de la pauvreté des familles et celui du faible niveau éducatif des parents – contrairement à certains auteurs qui choisissent l'un de ces motifs comme uniquement valable –, Cavagnoud montre que ces deux variables interagissent dans le processus de conciliation entre le travail et l'école ou dans celui de rupture scolaire des adolescents travailleurs. Reprenant la théorie des inégalités sociales de Marcel Mauss, l'auteur propose une étude méthodologique de la déscolarisation dans laquelle il laisse de côté le principe d'exclusion sociale au bénéfice de celui de désaffiliation. Le principe de désaffiliation ne réfère pas à une rupture totale (exclusion), mais au dessein d'une nouvelle trajectoire. L'étude des trajectoires individuelle des adolescents travailleurs constitue ainsi une base fondamentale

du travail de l'auteur, qui s'inscrit ainsi dans une tendance actuelle de la sociologie plaçant la focale sur les récits de vie plutôt que sur les enquêtes macrosociologiques. Cependant, l'interaction des facteurs microsociologiques et macrosociologiques qui mènent à la déscolarisation ne saurait être laissée de côté et c'est bien dans ce cadre intersectionnel que l'auteur situe son étude.

Les données collectées à un moment donné de la vie des adolescents travailleurs et de leur famille présentent une hétérogénéité et une complexité de situations pour l'analyse desquelles Cavagnoud choisit d'établir une typologie. Il dégage ainsi cinq catégories d'adolescents travailleurs qui sont liés par des stratégies communes : partage ou non des gains liés à l'activité économique avec la famille, principe de solidarité familiale plus ou moins marqué, risque de déscolarisation, prise d'indépendance relative vis-à-vis des parents, déstructuration familiale. Cette typologie constitue un outil précieux pour les spécialistes des questions de pauvreté, de précarité et de travail des enfants ou des adolescents. Elle donne à comprendre les différentes situations qui offrent une conciliation entre le travail et l'école, ainsi que celles qui constituent une barrière entre activité économique et scolarisation et mènent ainsi les adolescents à la déscolarisation. Elle permet également au grand public de remettre en question plusieurs idées reçues sur le sujet car il ressort finalement qu'aucune activité économique



n'empêche plus la scolarisation qu'une autre ; le phénomène de la déscolarisation est complexe et peut se relier à la fin du travail en soi, à la situation familiale, au sexe ou aux revenus de la famille de chaque cas particulier.

L'analyse des trajectoires de vie des adolescents travailleurs constitue donc un complément substantiel à l'analyse de la situation sociale de chacun des acteurs étudiés. Elle permet de compléter la dimension synchrone de l'enquête afin de comprendre l'imbrication des facteurs qui peuvent mener à une rupture scolaire – ou non – des adolescents travailleurs à Lima-Callao. Les résultats montrent qu'il n'existe pas de variable familiale déterminante dans la déscolarisation des adolescents travailleurs, hormis une certaine influence du niveau scolaire parental. Cavagnoud oriente alors la réflexion autour de trois axes qui influeraient sur la déscolarisation. En reprenant des études de cas, il se penche sur la démotivation des adolescents et ses origines, sur les questions de genre et de parentalité adolescente et sur les trajectoires migratoires des adolescents. Les détails fournis dans la retranscription et l'analyse des trajectoires de vie de ces adolescents confirment la complexité du phénomène et achève de déconstruire l'ensemble des idées reçues sur le sujet.

L'ensemble des analyses microsociologiques développées tout au long de l'ouvrage, ainsi que la centralité des questions de précarité et d'exclusion, sont finalement reprises pour une analyse de niveau macrosociologique.

L'auteur retrace l'histoire des asymétries structurelles qui affectent le Pérou et constituent le fondement des inégalités sociales qui marquent encore profondément la société contemporaine. Depuis le début de l'ère républicaine marquée par l'héritage des structures coloniales de pouvoir jusqu'aux flux migratoires entre les années 1940 et la période actuelle en passant par l'apparition de l'informalité et du sous-emploi, Cavagnoud présente avec un esprit de synthèse remarquable un panorama historique permettant de comprendre, notamment à partir de données économiques et démographiques, le travail des adolescents comme stratégie de survie dans les zones marginales de la métropole de Lima-Callao au début du *xxi*^e siècle.

Cet ouvrage résultant d'un travail qualitatif minutieux est d'autant plus agréable à lire qu'il est enrichi par de nombreuses illustrations – tableaux, photographies, graphiques – qui fournissent des outils indispensables à l'analyse de la relation travail-école et des stratégies familiales dans les milieux les plus modestes de Lima. Avec cette étude, Robin Cavagnoud complète les travaux de sociologie de l'enfance réalisés à travers le monde en donnant au lecteur, scientifique ou amateur, les clés pour la compréhension d'une réalité hétérogène et complexe.

Chloé Constant

(Paris 3 – IHEAL/IFEA)

Dimitri Karadimas, *La raison du corps. Idéologie du corps et représentation de l'environnement chez les Miraña d'Amazonie colombienne*, Paris/Dudley, Peeters, 2005, 451 p.

Cet ouvrage s'inscrit dans la lignée des recherches de l'auteur dont les axes principaux sont l'anthropologie du corps, de l'environnement, des espaces et de leurs liens avec la retransmission du savoir. Depuis 1988, Dimitri Karadimas travaille principalement sur les Miraña, dans le nord-ouest de l'Amazonie colombienne qui constitue son terrain de prédilection. Après s'être intéressé à l'iconographie des masques, aux rituels ou au système de parenté, il interroge la logique de la connaissance de la société *miraña* à partir des relations entre le corps et le milieu ambiant et, ce faisant, propose une vision renouvelée de l'anthropomorphisme.

Les données ethnographiques du livre proviennent d'observations effectuées chez les Miraña vivant à Puerto Remanso Del Tigre. L'informateur principal de l'auteur est Fleur de Roucou, initiateur de la transcription littéraire des mythes *mirañas*. Ces derniers permettent à l'auteur d'interpréter la vision du monde au sein de cette société en décryptant le fonctionnement des relations humaines, l'importance de la coca, la manière d'entretenir son jardin ou encore les interdits alimentaires. Les mythes structurent le monde *miraña* et donnent les moyens d'avoir prise sur lui. La structure des mythes ne

prend toutefois sens qu'au sein d'une conception du monde où tout ce qui existe – arbre, pierre, animal, plante – est assimilé à des parties du corps humain. Nous sommes tous forgés du même matériau et c'est par les proportions de végétal ou d'animal que le créateur nous différencie ; pour les Miraña, tout ce qui existe a une même structure corporelle. Se différenciant du perspectivisme de Viveiros de Castro ou de l'animisme de Descola, qui se sont tous deux attachés à l'étude des sociétés amazoniennes, Dimitri Karadimas parle d'un même *soma* et non pas d'une même culture ou d'une même intériorité entre animaux, plantes et humains. C'est à partir de là que Karadimas aborde la notion de structure corporelle commune à tout ce qui existe : il y a différentes « peaux » que l'on revêt pour apparaître sous forme visible et, sous ces peaux, il y a des « gens ». Le jaguar a les mêmes jambes, les mêmes tripes et le même cœur que les humains ; seule sa peau diffère et le caractérise comme tel. Cette métaphore corporelle est utilisée pour expliquer la réalité car le corps est donné et invariable pour chaque société. C'est parce qu'il est immuable qu'il peut servir de base pour transcrire les savoirs et les représentations du monde. « Le corps serait la partie la plus naturelle dans la sphère de la culture – donc la partie sur laquelle la société prétend avoir le moins de prise et dont elle tend à récupérer un contrôle par d'autres biais –, tout en étant la partie la plus proche de soi, sans pour autant en être la mieux comprise



puisqu'elle échappe partiellement à l'emprise de la volonté, de l'entendement et des sens » (p. 9). Les Miraña comparent donc des éléments constitutifs de l'environnement à un corps et inversement, en y donnant du sens et sans se limiter à une simple énumération d'espèces et de parties corporelles. « En regardant le corps objectif, et en le plaçant comme une réalité extérieure à une conscience, les Miraña situent leur être entre une psyché et un *soma*, ou, comme cela a tendance à être représenté dans les mythes, entre une âme et un corps entre lesquels cet être doit choisir pour exister » (p. 6). Le sujet *miraña* habite un corps constitué à l'origine par d'autres espèces et ne le maîtrise donc pas tout le temps. Les parties du corps humains sont des objets car ils sont catégorisés, mais ils sont aussi des organes de réception et d'émission d'information. La main devient un objet à partir du moment où elle est nommée, mais elle est aussi un organe qui reçoit des messages provenant du sujet pensant. Chaque partie corporelle devient ainsi, pour le sujet pensant, un équivalent de soi, un interlocuteur, un autre (p. 10-11).

Deux éléments essentiels de la culture *miraña* retiennent l'attention dans les rapports qu'ils entretiennent avec l'environnement, le corps et la parenté : la coca et le tabac, qui sont des drogues au sens littéral du terme – tantôt néfastes, tantôt bénéfiques – et dont l'usage décrit dans les mythes requiert la plus grande prudence. Il existe ainsi une espèce de tabac qui est désignée comme le « tabac des

animaux » dont l'utilisation implique une demande au maître de la forêt ; il en va de même avec la « coca des animaux » (p. 345-346). Bien que ces deux plantes soient au cœur des rites et pratiques, l'auteur ne les aborde qu'après avoir longuement décrit son terrain et proposé une théorie du corps. Car l'importance de la coca et du tabac ne peut être comprise qu'à l'aune de leur influence sur le corps, sur les liens de parenté, sur la conception du monde ou encore sur les rapports entretenus avec les animaux, les maladies, les esprits. Les offrandes de coca et de tabac permettent ainsi de modifier le corps et de soigner les malades ; « le guérisseur souffle sur la plante pour la rendre efficace (par le souffle, il éveille l'esprit responsable de cette plante en lui faisant des offrandes), il aspire la maladie pour l'extraire du corps du malade » (p. 233).

Les Miraña considèrent les mondes végétaux et animaux comme des systèmes équivalents à ceux des sociétés humaines où chacun a son propre dieu : dieu des animaux, dieu du tabac, dieu de la coca, dieu de l'aube, dieu de notre création, etc. Dès lors, l'homme se doit d'être prudent et de ritualiser ses actions afin de ne pas s'attirer les foudres des dieux ou des esprits mécontents. Le tabac et la coca jouent alors un rôle primordial car les malheurs humains ont leur source dans la vexation de l'un ou l'autre dieu qui n'aurait pas reçu d'offrandes de ces plantes. L'importance du tabac se retrouve également à l'échelle des animaux : la forêt étant le jardin des

animaux dans lesquels ils évoluent à l'identique des humains, le défrichage est vécu comme une destruction ; « les humains doivent donc s'attendre à une vengeance de leur part. Les offrandes de coca et de tabac réalisées avant cette activité sont censées atténuer les actes belliqueux du maître de la forêt » (p. 346). De là, l'état de santé des Miraña dépend largement des soins accordés à leurs jardins et cultures. La coca, quant à elle, joue un rôle central dans la définition de la parenté. Dans les mythes, les Miraña échangent de la coca comme ils échangent des filles : lorsqu'un homme veut montrer son intérêt pour une fille, il offre de la coca à son beau-père – en remplacement de la fille car celle-ci est coca ; le futur gendre montrera à son beau-père que sa fille ne sera pas maltraitée en prélevant consciencieusement et délicatement de la coca de son jardin.

En proposant une vision approfondie de la manière dont les Miraña conçoivent la relation entre leur corps et le monde qui les entoure, cet ouvrage ouvre la voie à une conception renouvelée de l'anthropomorphisme en Amazonie colombienne. L'utilisation systématique des catégories corporelles dans le processus de description de l'environnement ou des objets fournit un « guide de projection et de compréhension pour le reste des éléments adjacents à la partie décrite par comparaison » (p. 410). En refusant l'androcentrisme, l'eurocentrisme et les théories du lien biologique, Dimitri Karadimas élabore un nouveau modèle de compréhension de

la parenté fondé sur les articulations entre un *soma* commun à tous les êtres et son processus d'extériorisation et de différenciation qu'est la « peau ». Cette articulation est dynamique et nécessite un véritable art de la prudence ; les mythes apparaissent alors comme le vecteur de ces techniques et de ces pratiques.

Vinciane Malcotte
(Paris 3 - IHEAL)

Luis Martínez Andrade, *Religión sin redención. Contradicciones sociales y sueños despiertos en América Latina, Zacatecas*, Ediciones de Medianoche, 2011, 188 p.

Se situant dans ce que Walter Mignolo appelle la « différence coloniale épistémique »¹, le jeune auteur Luis Martínez Andrade (EHESS/CEIFR) souligne dans *Religión sans rédemption* la potentialité et la force de la pensée frontalière et subalterne pour la création d'outils conceptuels qui défient épistémiquement et géopolitiquement les « vérités » uniques et universelles du pouvoir. L'ouvrage se compose de quatre chapitres organisés en deux parties. Chacun de ces quatre brefs essais a été écrit de manière indépendante et a, en conséquence, sa thématique propre. S'ils sont autonomes dans l'ensemble, ces quatre

1. W. Mignolo, *La idea de América Latina. La herida colonial y la opción decolonial*, Barcelona, Gedisa, 2007, p. 35.



essais partagent toutefois une même origine : d'une part la colère, d'autre part l'espoir.

Dans la première partie, intitulée « Entéléchies et cathédrales », le jeune auteur propose une interprétation critique de la relation entre la modernité hégémonique et la dynamique du capital. Avec les penseurs réunis autour du projet de recherche modernité/colonialité – dont Enrique Dussel et Aníbal Quijano² –, Luis Martínez Andrade affirme la contemporanéité et l'entrelacement de la découverte/occultation de l'Amérique, du système-monde capitalisme, de la modernité et de la colonialité. En conséquence, la modernité n'est pas un phénomène exclusivement intra-européen et se constitue au contraire en relation à une altérité niée. La modernité est donc en même temps un processus d'émancipation (à l'intérieur) et la justification d'une praxis irrationnelle de violence (à l'extérieur). L'auteur parle alors d'un système-monde moderne/colonial. Par ailleurs, le processus de colonialité concerne tous les plans de la réalité sociale. À partir de la conquête de l'Amérique, une nouvelle relation de pouvoir s'est instaurée non seulement du point de vue politique, mais aussi racial, ontologique, épistémique, culturel ou encore religieux. En ce sens, le terme « colonialité » fait référence à un type de pouvoir qui est

né du colonialisme moderne, mais qui s'applique à des domaines autres que juridique ou politique. Pour le groupe modernité/colonialité, elle a une structure triangulaire³ : la colonialité du pouvoir, du savoir et de l'être. De plus, Luis Martínez Andrade affirme que la dynamique téléologique de la colonialité du pouvoir et du savoir a impliqué également une « colonialité du faire » de la société latino-américaine et caribéenne. L'auteur participe ainsi à l'appareil conceptuel de ce groupe de penseurs en proposant « le concept de colonialité du faire et de l'agir pour rapporter les pratiques discursives coloniales, naturalisées surtout par la population métisse, dans un contexte symbolique-culturel. Si "race/travail/genre" articulent le concept de colonialité du pouvoir, "imaginaire/double conscience/habitus" donnent forme à celui de "colonialité du faire" » (p. 38). En conséquence, la formation des États-nations en Amérique latine n'a pas signifié une indépendance réelle dans tous les sens du terme, mais une transfiguration de l'horizon colonial (p. 56). Martínez Andrade conclut alors son premier chapitre en affirmant que « la décolonisation est encore une tâche en suspens pour les sociétés latino-américaines » (p. 73) ; « la réalité n'est ni statique et encore moins unidimensionnelle. En ce sens, nous reconnaissons le caractère

2. Pour une présentation et traduction en français des travaux de ce groupe, voir le dossier « Philosophie de la libération et tournant décolonial », *Cahiers des Amériques latines*, n° 62, 2009 / 3, p. 15-141.

3. Voir S. Castro-Gómez, R. Grosfoguel (ed.), *El giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*, Bogotá, Siglo del Hombre, 2000, p. 79-80.

contradictoire et actif de celle-ci. Nous sommes convaincus que les patrons de contrôle, de domination et d'exploitation se transfigurent constamment. [...] Une rupture avec la dépendance culturelle et la soumission gnoseologique aux horizons coloniaux doit être une exigence politique et épistémologique » (p. 79). Le colonialisme a précédé la colonialité, mais celle-ci a survécu au colonialisme et a prouvé être plus profonde et durable. En ce sens, le monde – au début du XXI^e siècle – a besoin d'une deuxième décolonisation, c'est-à-dire d'une décolonialité qui complète la décolonisation juridique et politique qui avait été menée à bien aux XIX^e et XX^e siècles, mais qui cependant, a été aveugle à l'hétérarchie des multiples relations raciales, ethniques, sexuelles, épistémiques, économiques et de genre qu'elle a laissées intactes.

La deuxième partie de ce livre, intitulée « Utopie et Libération », répond à l'intérêt de l'auteur pour comprendre et lier les différentes propositions critiques tramées dans le continent latino-américain. Il propose notamment une analyse de la répercussion du Principe Espérance d'Ernst Bloch sur l'œuvre du théologien brésilien Leonardo Boff et celle du philosophe de la libération Enrique Dussel, liant ainsi trois références principales présentes le long de l'ouvrage. En effet, pour Luis Martínez Andrade, « la prodigieuse éclosion du Principe Espérance réside dans l'articulation des effets les plus pervers du capital : l'abominable situation de misère et le terrible écocide. L'éco-socialisme

comme utopie concrète doit se battre pour l'émancipation sociale et pour la libération de la planète. Dissocier les luttes politiques et sociales de la question environnementale est une erreur fatidique (p. 127). Dans le « Principe Espérance », la dimension religieuse est analysée de deux manières, à la fois comme productrice d'images désidératives qui consolident l'aliénation et comme « latence salvatrice » qui mobilise les sujets contre la misère et les injustices du monde. La question de la religion comme véhicule de résistance et de lutte apparaît donc centrale dans cette partie du livre, mais Luis Martínez Andrade revendique finalement – contre l'irrationalisme postmoderne – l'importance de la raison dans les projets de transformation sociale.

Fátima Hurtado López

(Université de Paris 1
Panthéon-Sorbonne)

**Martine Droulers,
François-Michel Le Tourneau
(dir.), *L'Amazonie brésilienne
et le développement durable*,
Paris, Belin, coll. Mappemonde,
2010, 477 p.4***

L'ouvrage dirigé par Martine Droulers et François-Michel Le Tourneau n'est pas seulement une

4.* Martine Droulers et François-Michel Le Tourneau sont respectivement membre du comité scientifique et du comité de rédaction des *Cahiers des Amériques latines*.



synthèse du programme de recherche DURAMAZ (Déterminants du développement durable en Amazonie brésilienne) ou un simple état des lieux analytique et pluridisciplinaire des implications du développement durable en Amazonie brésilienne, ce qui serait déjà un apport considérable pour l'ensemble des recherches sur cette région du monde. En confrontant discours et expériences de terrain, cet ouvrage collectif propose aussi un regard sur son propre regard. La manière de penser le travail de recherche face aux défis des enjeux écologiques y détient un rôle fondamental. Synthèse en quelque 400 pages de rapports en comptant des milliers, ce livre dresse un compte rendu efficace et maniable du projet DURAMAZ qui a rassemblé une quarantaine de collaborateurs scientifiques sur de nombreux thèmes relatifs au développement durable en Amazonie brésilienne. Le programme tente de rendre compte objectivement de l'avant-garde des projets de développement durable. Saisir ce concept polysémique et multidimensionnel dans son application sur un territoire aussi riche et divers renvoie à la difficulté d'analyser les composantes d'un système économique, écologique et social sans laisser de côté les dimensions symboliques et culturelles.

De 2007 à 2010, l'équipe franco-brésilienne placée sous la coordination de François-Michel Le Tourneau et Martine Droulers a étudié l'institutionnalisation des politiques publiques environnementales sur le territoire

amazonien, zone d'interface exceptionnelle entre société et nature. L'axe territorial de l'étude explique le poids pris par les géographes dans ce travail (analyse des paysages et élaboration de documents cartographiques), mais l'étude intègre aussi différents outils provenant d'autres approches scientifiques, comme le questionnaire socio-économique, le questionnaire biographique emprunté aux démographes ou encore les « observations et entretiens de terrain » inspirés de l'anthropologie. La méthode se fonde sur l'élaboration d'un système d'indicateurs permettant d'évaluer les projets de développement durable brésiliens sur 13 terrains représentatifs des nombreuses situations rencontrées en Amazonie. Pour la définition du développement durable, le cadre théorique de l'étude fait référence à la démarche de Brundtland (1987), associant développement économique et environnement, enrichie des ajustements d'Ignacy Sachs (1993) soutenant le concept d'écodéveloppement et s'appuyant sur la doctrine d'Elinor Ostrom (1990) à propos des initiatives de gestion communautaire. Les notions de « laboratoire amazonien » et de recherche de « déterminants » occupent une importance notable au sein de l'expérience DURAMAZ, conçue comme une combinaison originale en termes de travail collectif et intergénérationnel, doublée d'une association étroite entre méthode qualitative et quantitative. En première partie, l'explication détaillée des situations observées, de leurs échecs et

de leurs succès occupe un quart de l'ouvrage. L'analyse de ce foisonnement de projets s'articule autour de quatre types d'action publique et d'initiatives privées. En premier lieu viennent les politiques nationales, avec les aires protégées d'usage durable-RDS qui ont créé une série de projets d'extractivisme dont l'activité primordiale est la gestion durable des forêts, à partir de l'implantation de cultures spécifiques et de l'écotourisme ; ensuite la politique rurale déployée par le ministère du développement agraire brésilien, qui a produit pour sa part de nombreux projets d'agriculture familiale en Amazonie ; puis le programme du G7 pour la protection des forêts tropicales du Brésil (PPG7), qui a conçu deux lignes de travail pour la préservation des forêts tropicales – les projets de production durable (PD/A) d'un côté, les projets en zones amérindiennes (PDPI) de l'autre ; et, enfin, l'agribusiness qui s'est développé à partir des années 2000, sans aucune aide institutionnelle – les producteurs agro-industriels ayant compris l'importance des questions environnementales et s'étant associés de leur propre chef aux ONG pour certifier les procédures.

La deuxième partie explicite les apports de chaque méthodologie aux résultats de l'étude. Le volet sociodémographique se fonde sur le protocole d'enquête biographique que les auteurs ont baptisé EBIMAZ (Etude biographique des populations amazoniennes) et permet d'estimer et de comparer les caractéristiques des populations auxquelles s'adressent les

projets. Les histoires, les trajectoires, les biographies migratoires ou scolaires des chefs de famille de l'Amazonie sont placées sur un même plan méthodologique, favorisant une lecture à la fois précise et large. La forte dimension spatiale de la question de la durabilité et l'importance du caractère explicatif de l'analyse géographique se sont imposées aux participants. Le géo-référencement systématique des terrains et l'utilisation de traitements identiques des données ont produit une masse significative d'informations, précisées par de nombreuses enquêtes localisées qui ont permis de retenir des indicateurs simples, globaux et pertinents. Le succès de ces méthodes de travail rendrait même envisageable leur extension à l'ensemble des zones tropicales forestières qui auraient accès à des bases de données comparables à celle du Brésil. Cependant, les auteurs considèrent qu'un certain travail reste à fournir sur la cartographie de la déforestation, sur la base de données hydrologiques et sur la complexité paysagère.

La place de l'anthropologie s'avère plus ténue que ce qu'en laisse présager la présentation introductive sur la pluridisciplinarité DURAMAZ. Après un retour sur les choix conceptuels de son analyse, le travail de Florent Kohler permet d'approcher, pour trois terrains comparés au terrain étalon de la RDS Iratapuru, ce qui conditionnerait la réussite ou non des projets en termes de cohésion sociale et de capacité d'un groupe à résister à l'irruption de financements extérieurs



et aux pressions d'agents externes qui les accompagnent. L'élément central qui ressort de cet aspect de la recherche DURAMAZ est le caractère subsidiaire de l'écologie dans les logiques qui induisent la cohésion communautaire, l'ancrage des projets et les pratiques, durables ou non, qui en découlent.

Dans le but affirmé de construire un outil fondateur, destiné à orienter la prise de décision des décideurs, le système d'indicateurs IDURAMAZ traduit les méthodes en une série de 44 sous-indicateurs pour déterminer la durabilité des projets en Amazonie. La transformation des données en indicateurs est illustrée de diagrammes permettant de regrouper l'information en quatre modules clés de la durabilité. Cependant, il n'est pas toujours facile pour le lecteur de distinguer les « questions clés » des « facteurs clés » et des « indicateurs clés », ou encore les « éléments » des « composants » et des « déterminants ».

Les modules construisent la recherche sur quatre plans : « les conditions de vie », « la protection de l'environnement », « les besoins du présent et perspectives futures » et « l'organisation sociale ». Le premier ouvre des perspectives pour opérer un rapprochement entre l'extrême vitalité de la mobilité qui caractérise les populations amazoniennes et la cohésion sociale nécessaire pour réaliser un projet de développement. En explorant la situation financière des ménages, l'insertion dans l'économie, le niveau d'équipement, le degré d'enclavement,

les pratiques d'hygiène, l'égalité entre les genres et l'accès à la scolarisation, l'étude rend compte de l'importance que prend l'existence d'opportunités pour les jeunes en matière d'enracinement avec la terre, que ce soit dans un projet de développement durable ou non, et l'absence de ces opportunités est flagrante. À travers l'évaluation des dynamiques et des pressions qui s'exercent sur l'environnement et l'étude des perceptions et des pratiques environnementales, les membres de l'équipe avancent l'idée d'un seuil critique dans la gestion des ressources. Là où la conscience environnementale est la plus vive, les dégâts environnementaux constatés sont les plus nets tandis que l'inverse est également constaté au sein des zones les plus épargnées. Le travail sur les perceptions des changements liés au développement durable, les changements générationnels, les soutiens institutionnels de la communauté et la gouvernance locale, fait état pour sa part d'une forte dépendance des projets aux soutiens institutionnels et d'une très grande variabilité des discours des populations sur les moyens d'assurer le bien-être des générations futures.

L'approche synoptique de 13 expériences montre que, malgré la diversité des contextes, on peut identifier des éléments récurrents, répétitifs et donc déterminants dans leurs fonctionnements ou dans leurs impacts. Cependant, plusieurs points de vue cohabitent au sein des chercheurs comme on peut le voir dans la troisième partie de l'ouvrage. Divisée en quatre

chapters, celle-ci rend compte des résultats généraux, des apports du travail sur les perceptions du développement durable et les réseaux d'acteurs qu'il mobilise, et s'interroge sur les politiques publiques étudiées. Certains auteurs brossent un tableau plutôt sombre du développement régional et notent le peu de liens qui existent entre les améliorations constatées et les projets engagés. D'autres mettent d'avantage en avant la grande diversité des organisations sociales impliquées et la capacité de ces projets à promouvoir de nouvelles manières de penser, plus favorables aux générations futures. Les résultats de l'analyse des impacts territoriaux révèlent un groupe important de situations « moyennes » ou « bonnes ». Malgré leurs faiblesses et la difficulté de porter à niveau égal la préservation de l'environnement et le développement humain, les différentes initiatives étudiées ont obtenu des résultats probants, mais qui doivent aussi être nuancés. Sur l'ensemble des terrains, la partie productive connaît d'importantes lacunes – même là où un effort particulier a été fourni. Au niveau socio-économique, le revenu par habitant amazonien reste très inférieur à la moyenne nationale et les économies des ménages demeurent excessivement tributaires de ressources extérieures ou des transferts sociaux. Les problèmes particuliers apparaissent très localisés au niveau sanitaire (Tupé et Iratapuru), éducatif (Esperança et Chico Mendes) ou encore en termes d'accès à l'eau et à l'électricité (Igarapé Gelado, Tupé, Chico Mendès et Mamirauá). En fait,

comme le prouvent les études réalisées au sein du programme, les projets étudiés ont eu plus d'impact sur les dynamiques paysagères que sur les conditions d'existence. Le discours écologiste des populations n'est pas toujours suivi d'effets concrets ; il s'agit plus d'un affichage destiné à satisfaire des observateurs extérieurs dont la puissance politique a été bien comprise.

Concernant les conditions d'existence, l'essentiel des données provient des pouvoirs publics – ce qui facilite leur traitement – tandis que les questions de conscience environnementale et de responsabilisation des populations (apanage du discours des ONG) renvoient à des données plus complexes. Dans l'ensemble, les auteurs considèrent que les projets de développement durable en Amazonie brésilienne ont encouragé globalement la création de nombreuses associations, coopératives et recherches de partenariats, qui témoignent d'une prise de conscience croissante. Les conclusions à propos du lien entre la mobilité individuelle et familiale, d'une part, et la cohésion sociale recherchée, d'autre part, posent une nouvelle série de problèmes. Les bénéficiaires nuancent eux-mêmes les bienfaits des projets en rappelant que les communautés et les activités agricoles présentent un déficit d'attractivité pour les jeunes, particulièrement dans les zones enclavées où la concurrence de l'espace urbain est très rude. Concernant l'organisation sociale, l'un des apports de DURAMAZ a été de montrer que la diversité des acteurs et des relations



internes influait moins sur les autres critères que l'accessibilité de ces communautés.

Les conclusions de l'étude qualitative montrent que, par des mécanismes de traduction et de reconstruction au cours des processus de médiation, les habitants ont donné un sens local à un discours venu d'instances plus ou moins globales. Les dimensions sociales et intergénérationnelles restent rattachées aux visions individuelles et n'interviendraient que peu dans la définition du développement durable. Ce travail sur les perceptions, issu du volet qualitatif de l'enquête, rejoint les résultats du volet quantitatif qui conclut sur l'idée d'une abondance des discours locaux allant dans le sens du discours des acteurs du développement durable, malgré une diversité des milieux, des types de projets et de leurs adaptations locales. Là où les acteurs sont les plus divers, les perceptions le sont également. Par contre, là où ils fléchissent, où leur activité est plus diffuse, les enquêtes sur les sites témoignent d'une plus grande hétérogénéité, enregistrant des définitions plus originales ou plus personnelles. L'étude des réseaux d'acteurs souligne pour sa part que les individus engagés dans les projets ne possèdent pas une conception homogène de la notion – ce qui conduit les auteurs à qualifier le développement durable de « mot valise », de « catégorie de pensée » ou de « catégorie hybride ». Ce point de l'analyse, sans doute le plus pessimiste, permet de comprendre l'influence des structures sociales sur les projets

mis en œuvre en Amazonie. Face à des écosystèmes en péril, une remise en question radicale supposerait un questionnement en profondeur de l'organisation sociale et économique de la région. Concrètement, plus le rapport des membres du réseau est « serein » vis-à-vis du modèle développementiste traditionnel amazonien (c'est-à-dire non-durable), plus les projets ont la facilité de se développer. Si le rapport est plus conflictuel, les projets sont plus rapidement fragilisés, et *a fortiori* si la zone est intégrée au marché.

Compte tenu de la grande complexité des processus en cours et du foisonnement des projets étudiés par les auteurs de l'ouvrage, on pouvait craindre un émiettement de la problématique et une dispersion des discours. Cependant, grâce à la mise en place d'un cadre de lecture homogène, fondé sur la cohérence des indicateurs choisis et sur la mise en perspective des différentes propositions, le lecteur ne perd jamais de vue le sujet principal de cet ouvrage collectif : une réflexion critique et novatrice sur le Brésil durable et, au-delà, sur la notion toujours controversée du « développement durable », à partir d'études de terrain qui donnent du sens et de la réalité aux éternels débats théoriques dans lesquels se perdent et se dispersent non seulement les acteurs institutionnels, mais aussi – trop souvent – les chercheurs universitaires.

Sunniva Labarthe
(EHESS/ECD)

Hélène Combes, *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Khartala, 2011, 452 p.

Fruit d'une thèse de doctorat en science politique, cet ouvrage analyse la sociogenèse du Parti de la Révolution Démocratique (PRD) fondé en 1989 et représentant la troisième force du champ politique mexicain contemporain – en compétition électorale avec le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) et le Parti Action Nationale (PAN). L'auteure s'attache à la fabrique partisane et, plus précisément, à la construction du parti dans son articulation avec les mouvements sociaux dans le cadre de la supposée « transition démocratique » du pays. La réflexion d'Hélène Combes est née de la prise de conscience du multi-positionnement des dirigeants du parti à la suite d'une série de rencontres avec ces acteurs dans des contextes très différents, au Chiapas en 1996 – lors de la « rencontre intergalactique contre le néo-libéralisme et pour l'humanité » sous les auspices des guérilleros néo-zapatistes – et à Mexico en 1997 – à l'occasion de la victoire du PRD aux élections municipales. Les dirigeants du PRD ayant été présents sur les deux fronts, l'auteure s'est logiquement interrogée sur les liens unissant ce parti et les mouvements sociaux mexicains.

Dès la naissance du PRD, une partie de ses dirigeants militent en parallèle et de manière ouverte dans une ou plusieurs organisations contes-

tataires. L'auteur souligne que 41% des dirigeants sont entrés dans le parti par le biais de l'une de ces organisations contre seulement 30% au travers d'un parti déjà existant. L'hypothèse d'Hélène Combes réside alors dans l'idée selon laquelle ces dirigeants multi-engagés seraient en réalité les « artisans privilégiés de la fabrique partisane ». L'enjeu central devient alors l'appréhension de leur trajectoire militante et de la manière dont ces acteurs construisent le parti en s'appuyant sur les mouvements sociaux, tout en l'en distinguant nécessairement d'une manière ou d'une autre. Ce faisant, l'auteure insiste sur l'impératif de « décloisonner » l'étude des partis politiques en utilisant conjointement les apports théoriques de deux disciplines rivales : la science politique, dont les partis constituent l'objet « canonique », et la sociologie qui a fait de l'analyse des mouvements sociaux son « domaine réservé ». Brisant ces barrières disciplinaires, l'auteure analyse le PRD comme un « parti-mouvement » en le replaçant dans le continuum de l'action collective, par opposition à la théorie du « parti-cartel », déconnecté par définition de la société civile. Après une introduction consacrée à la réflexion conceptuelle sur l'étude des partis et des mouvements sociaux, l'auteure construit son propos en six chapitres. Les deux premiers suivent une trame chronologique et traitent du premier temps de la fabrique partisane, celui de « l'émergence d'un milieu partisan ». Suivent les chapitres 3 à 6 consacrés au second temps de la fabrique partisane, « la construction du parti en tant qu'appareil ».



Le premier chapitre retrace « l'affirmation de la gauche contestataire » (1958-1983). Si 1968 est un temps important de la contestation contre la « dictature parfaite » incarnée par le PRI, Hélène Combes rappelle que le combat démocratique commence en réalité une décennie plus tôt, au moment où les travailleurs du pétrole, les cheminots et les enseignants demandent la liberté syndicale (1958). L'accent est mis sur les liens entre la dissidence au sein du parti hégémonique et ces mouvements politiques et sociaux, liens qui se nouent lors de la fondation du Mouvement de Libération Nationale (MLN) en 1961 sous la tutelle de l'ancien président Lázaro Cárdenas. Ce chapitre, très documenté, analyse l'action des gauches mexicaines en faveur de la démocratie, mais a tendance à minorer le rôle des droites – lesquelles posent aussi, à leur manière, les prémices du mouvement démocratique et inclinent à penser que 1939, date de fondation du PAN, aurait pu être aussi pertinent que 1958. Les éléments réunis sur le MLN comme « creuset du PRD » sont très convaincants, tout comme l'importance de la répression d'octobre 1968 aux yeux des actuels dirigeants du parti, majoritairement entrés en politique à cette époque. Après s'être engagées auprès des mouvements paysans ou dans les guérillas rurales et urbaines, ces générations 1968 s'engagent dans des petits partis politiques, l'arène électorale s'ouvrant de nouveau à la fin des années 1970.

Le second chapitre, intitulé « Mobilisations et changements politiques, 1985-2000 », montre comment cette génération politique s'investit dans les mouvements syndicaux et urbains des années 1980, obtenant ainsi une assise populaire forte – notamment à Mexico. Les témoignages recueillis sur la rencontre entre les tenants de la gauche contestataire et la dissidence du PRI – le « Courant démocratique » (CD) – sont passionnants, tout comme l'analyse de la réunion de ces gauches autour du charismatique Cuauhtémoc Cárdenas, candidat à la présidentielle en 1988. Cette réunion se fit notamment en réactivant les réseaux du MLN, fondé par le père du candidat.

Le troisième chapitre, consacré à la construction du parti, est sans aucun doute l'un des plus novateurs. L'auteure établit, statistiques à l'appui, que durant le premier temps de l'histoire du PRD (1989-1994), le recrutement se fait très largement par les mouvements sociaux et très peu par les partis, ce qui change à partir de 1994 lorsque les dissidents du PRI commencent à se faire plus nombreux. Concernant la construction territoriale, elle se fait par « agrégation spontanée » : le parti intègre les organisations contestataires, ce qui le conduit à fonctionner comme un « parti-mouvement » devant en conséquence participer aux élections comme aux luttes sociales. Le lien avec les organisations contestataires est aussi au cœur de la lutte entre les deux grands courants du PRD. Le premier courant – dit « de

l'intransigeance démocratique » – est favorable aux mobilisations, à tel point que ses membres (Cárdenas, Andrés Manuel López Obrador) sont appelés les « mobilisationnistes », et domine durant la première partie des années 1990. Le second courant – dit « de la transition pactée » – est dirigé par Porfirio Muñoz Ledo (venu du PRI comme Cárdenas) et préconise la négociation. Muñoz Ledo s'inspire du modèle de la transition politique espagnole, concept qu'il estime avoir introduit au Mexique. Pour ce dernier, la protestation doit rapidement laisser place à la négociation et le PRD doit logiquement s'éloigner des mouvements sociaux. Hélène Combes démontre alors que les dirigeants du parti s'inscrivent dans ces deux courants en fonction de « la nature de leurs capitaux politiques ».

Le quatrième chapitre, consacré à la réponse du PRD aux fraudes électorales et à la répression dont il est victime, montre à quel point la « transition » vers une éventuelle démocratie au Mexique est un processus conflictuel et violent. L'analyse du répertoire d'action du PRD lors des conflits post-électorales est articulée avec le fonctionnement du parti détaillé précédemment : expertise et évaluation de la fraude pour les courants prêchant la négociation, marches et occupations des lieux du pouvoir pour les « mobilisationnistes ». Les remarques sur la similarité des répertoires d'actions entre néo-zapatistes et PRD sont intéressantes, mais auraient pu être développées davantage en analysant

les raisons des transferts entre les deux organisations. Les données statistiques concernant la répression contre les militants du PRD (600 homicides entre 1989 et 2000) sont par ailleurs de grande qualité.

Le cinquième chapitre est consacré au cœur du travail de l'auteure, à savoir « la fabrique des dirigeants » du parti. D'une approche très classique, ce chapitre est aussi celui qui fait le plus appel à la preuve quantitative. Les différents déterminants du recrutement (réseaux d'interconnaissance, réseaux éducatifs, appartenance sociale) sont passés en revue avec une grande précision. Le multi-positionnement des dirigeants et ses implications sont analysés en profondeur. Enfin, « la bataille sur la frontière partisane » est l'objet du dernier chapitre qui place la focale sur la distinction entre le parti et les organisations sociales qui lui servent souvent de comités de base. Là encore, le rôle des dirigeants multi-positionnés apparaît comme un élément déterminant pour comprendre les enjeux autour de cette « zone d'incertitude ».

Finalement, l'ouvrage d'Hélène Combes apparaît extrêmement convaincant tout comme son invitation à réexaminer les mutations contemporaines des partis politiques latino-américains. On peut seulement regretter à ce titre qu'il n'y ait pas davantage de comparaisons développées, notamment avec les autres partis mexicains au moment de leur création ou concernant les partis latino-américains contemporains. Cela aurait



permis de replacer la forme du « parti-mouvement » dans un contexte plus large. Par ailleurs, une évocation, même *a minima*, du projet politique du PRD, en dehors de la transition bien évoquée, aurait été intéressante et aurait pu trouver sa place dans cet ouvrage.

Romain Robinet

(Centre d'histoire de Sciences-Po)

AUTEURS



Daniella DE CASTRO ROCHA est chercheuse associée à l'Iris et professeure adjointe à l'Institut de science politique de l'université de Brasilia (IPOL-UnB). Elle a soutenu en 2007 une thèse en sociologie sur les effets paradoxaux de l'ascension au pouvoir au sein du Parti des travailleurs brésilien. Cette thèse, intitulée « Le Parti des travailleurs à l'épreuve du pouvoir. Le PT dans le district fédéral au Brésil (1980-2000) », a été réalisée sous la direction de Monique de Saint Martin à l'EHESS. Sous le prisme de l'analyse localisée des partis politiques, sa thèse propose une étude socio-historique de l'expérience à première vue improbable du Parti des travailleurs et de ses partisans à Brasilia, le district fédéral brésilien. Instituto de Ciência Política - IPOL, Universidade de Brasília - UnB, Campus Darcy Ribeiro, Asa Norte, Brasília-DF CEP : 70904-970. Iris, 96 bd Raspail 75006 Paris. daniella.decastrorocha@gmail.com

Hélène COMBES est chargée de recherche au CNRS, rattachée au CERI-Sciences Po Paris. Elle est l'auteur de l'ouvrage « Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique » publié aux éditions Karthala en 2011. Elle a coordonné récemment, avec plusieurs de ses collègues, les numéros de revue : « Enquêter dans les partis », RIPC, Vol.17, n° 4, 2010 ; « Observer les mobilisations », Politix, n°93, 2011 ; « El clientelismo a debate », Desacatos, n° 36, 2011 (<http://www.ciesas.edu.mx/desacatos/ini.html>). Elle enseigne à l'université Paris 1-Panthéon Sorbonne et à Sciences-Po Paris. Avec Olivier Dabène, elle est responsable de la spécialité « Amérique latine » du master de sociologie politique comparée de Sciences-Po Paris.

Camille FLODERER, doctorante et ATER à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, elle est rattachée au laboratoire CHERPA (EA 4261). Elle prépare actuellement une thèse de science politique sur la représentation des couches populaires, à travers l'étude d'associations d'habitants dans deux *barrios urbano-marginales* de la périphérie de San José (Costa Rica). camille.floderer@gmail.com

Carlos MACIAS est doctorant à l'université Complutense de Madrid où il est en phase de rédaction d'une thèse qui porte sur le militantisme transnational dans La Via Campesina. Économiste à l'université Complutense et diplômé de l'institut de sciences politiques de Paris, il a été chercheur associé au Royal Institut Elcano de relations internationales et il est actuellement professeur adjoint à l'université Antonio de Nebrija pour la licence de relations internationales.

Charlotte PUJOL. Après une thèse de doctorat en géographie - aménagement, réalisée de 2006 à 2010 au LISST-CIEU (université Toulouse-2), qui portait sur les pratiques citadines et citoyennes aux marges de deux villes d'Amérique latine, Charlotte Pujol réalise actuellement un post-doctorat au sein de l'UMR ESO à l'université d'Angers dans le cadre d'un projet de recherche européen Urban Net sur les temporalités urbaines. Elle a publié des articles dans les revues *Espaces et sociétés* (n° 143 sur « les territoires de l'informel ») et *Politique et sociétés* (vol. 28 n° 1 sur « les frontières des mouvements sociaux »). Elle est l'un des membres fondateurs de l'Association toulousaine pour la recherche interdisciplinaire sur les Amériques (Atria).

Matheu UHEL est actuellement doctorant en géographie à l'Université de Caen Basse-Normandie, rattaché au laboratoire ESO Caen (UMR CNRS 6590). Ses recherches portent sur la dimension scalaire des résistances et alternatives à la privatisation des services de l'eau à partir des exemples bolivien et vénézuélien.

Gabriel VOMMARO est enseignant-chercheur à l'université de général Sarmiento (Institut du développement humain, Département d'études politiques), et chercheur au Conseil national de recherches scientifiques et techniques (CONICET). Il a obtenu son doctorat en sociologie à l'École des hautes études en sciences sociales (Centre de sociologie Européenne). Sa thèse, « Regards croisés sur les rapports des classes populaires au politique en Argentine. Retour sur la question du "clientélisme" », analyse les transformations du statut symbolique et moral des classes populaires dans ce pays. Il a par ailleurs obtenu un master de recherche en sciences sociales à l'université de Buenos Aires (Faculté de sciences sociales), où il a été enseignant en théorie sociale contemporaine et en théorie politique contemporaine.